

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

La Vérité, revue théorique de la IV^e Internationale (Centre international de reconstruction)

La Vérité était la revue théorique du Parti communiste internationaliste, dans le droit fil de la tradition de la revue publiée par l'Opposition de gauche dès 1929 contre le cours contre-révolutionnaire impulsé par le stalinisme.

Dans le débat de préparation de la Conférence mondiale des sections, où sera posée la question majeure de la proclamation de la IV^e Internationale, la proposition a été faite de doter l'Internationale d'un organe théorique.

Le dernier Conseil général de la IV^e Internationale (Centre international de reconstruction), en juillet dernier, a donc décidé de demander au comité central du Parti communiste internationaliste, section française de la IV^e Internationale (CIR), de transformer *La Vérité* en revue de l'Internationale.

Un comité de rédaction international a été mis en place, et les travaux de préparation de la Conférence mondiale des sections, en janvier prochain, ont donné le contenu de ce premier numéro de *La Vérité* nouvelle série.

C'est ce qui détermine son caractère particulier. Lors de la Conférence mondiale, décision sera prise sur sa périodicité, sa prise en charge par le prochain Conseil général élu et sa vente par les sections.

Ce numéro paraît simultanément dans ses versions anglaise, espagnole et française.

La Rédaction

MARINA KOSTAGI

Pour rester communiste, à une époque mortelle

LUC ZAPATA

Cinquante ans de combat de l'ancien et de Léon Trotsky

JACQUELINE BONN

Oscar Hippolyte

p. 123

p. 125

La Négligé, l'avenir de la solidarité de la V.A. internationale

(Centre international de l'écoulement)

Le Centre international de l'écoulement (C.I.E.) a été fondé en 1978 par un groupe d'experts de diverses disciplines et de plusieurs pays pour étudier les problèmes de l'écoulement dans le monde et proposer des solutions pratiques et économiques à ces problèmes.

La fondation du C.I.E. a été motivée par la nécessité de promouvoir une meilleure compréhension internationale des problèmes d'écoulement et de favoriser l'échange d'informations et d'expériences entre les scientifiques et les praticiens de tous les pays.

Depuis sa création, le C.I.E. a réalisé de nombreux projets dans le domaine de l'écoulement, notamment dans le secteur de l'agriculture, de l'industrie et de la construction. Il a également développé une importante collection de publications sur les problèmes d'écoulement et leur résolution.

Le C.I.E. a également été à l'origine de la création du Comité international de l'écoulement (C.I.E.), qui a pour objectif de promouvoir l'écoulement dans le monde et de favoriser l'échange d'informations et d'expériences entre les scientifiques et les praticiens de tous les pays.

Un comité de législation internationale a été créé au sein du C.I.E. pour élaborer des normes internationales de sécurité, tout d'abord au niveau de la V.A. internationale, et ensuite au niveau des industries.

Cette norme internationale a été adoptée par le C.I.E. en 1985 et devient la norme internationale de sécurité dans le secteur de l'écoulement. Elle est destinée à assurer la sécurité des personnes et des biens dans les conditions d'écoulement.

Ce nouveau système international devrait être très bénéfique pour les entreprises et les citoyens.

La Négligé

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

(Centre international de reconstruction)

SOMMAIRE

| | |
|---|--------|
| Editorial | p. 5 |
| LUCIEN GAUTHIER | p. 13 |
| Trotsky et la bureaucratie stalinienne | |
| JEAN-JACQUES MARIE | p. 35 |
| La danse au-dessus du volcan | |
| FRANÇOIS FORGUE | p. 43 |
| Un an de révolution allemande | |
| RAÚL GOMEZ | p. 63 |
| Fronts populaires : fiction et réalité | |
| Eléments de rapport du Secrétariat international de la IV^e Internationale-CIR | p. 77 |
| JUAN MENDOZA | p. 93 |
| Front unique anti-impérialiste et combat pour des partis des travailleurs | |
| Résolution sur les tâches nationales du 1^{er} Congrès de la section mexicaine de la IV^e Internationale | p. 97 |
| MALCOLM BAKAYAKO ET MIGUEL CRISTOBAL | p. 103 |
| L'Afrique dans le tournant de la situation mondiale | |
| MARIKA KOVACS | p. 117 |
| Pour rester communiste, je suis devenue trotskyste | |
| LUIS ZAPATA | p. 121 |
| Cinquantième anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky | |
| JACQUELINE BOIS | p. 125 |
| Oskar Hippe (1900-1990) | |

L'AVARE

REVUE TRIMESTRIELLE DE LA LV - INTERNATIONAUX

(Couture, Accessoires, Déco, Coiffure, Nutrition)

SOMMAIRE

| | |
|-----|--|
| 8 | Édition |
| 12 | LE GÉNIE D'AUTOMNE Tendances et préoccupations estivales |
| 26 | JEAN-JACQUES MARIÉ Le genre au-dessus du sexe |
| 30 | LA CHOCOLATIÈRE Au fil de l'évolution alimentaire |
| 44 | RAJU COMAS L'heure populaire : horizon et tendance |
| 52 | Étienne de la Roche en Seigneur d'Amboise Le 17e siècle-CR |
| 56 | JUAN MENDOZA Flout nude sur mesure |
| 62 | Couper court sur mesure des habilllements |
| 70 | REGGIE SMITH Le sillage des tendances mondiales |
| 76 | LE 17e siècle-CHRONIQUE Le XVII ^e siècle dans le détail |
| 82 | WAGNER SAMANZO ST La culture dans les formes de la situation mondiale |
| 94 | MARIKA KOVACS Pour tester communauté, le rôle devient prévalent |
| 104 | LUIS ZAPATA Qui dénigre un universel de l'assassinat de Leon Trotsky |
| 116 | JACQUELINE SOIS Derek Hobbs (1800-1990) |

Editorial

L'importance de la Conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale à Barcelone découle évidemment de ce que le programme de la IV^e Internationale, adopté en 1938, a été vérifié par les événements. Si le programme, résumé des principes du marxisme de notre époque, avait reçu un démenti des événements, les trotskystes devraient l'abandonner. Et en l'abandonnant, les trotskystes devraient abandonner l'essentiel, à savoir l'analyse marxiste qui a conduit à la proclamation en 1938 de la IV^e Internationale.

On le sait, pour le marxisme, les événements ne peuvent s'expliquer qu'en relation avec l'analyse des rapports sociaux de production qui les fondent, les rapports sociaux de production étant déterminés par le niveau des forces productives matérielles. Cela n'implique nullement que les « idées », les conflits politiques, les formes politiques des Etats, etc., en un mot la « superstructure » n'acquièrent pas pour une époque une relative autonomie.

Et ce qui constitue la trame vivante des événements, c'est précisément la contradiction entre les rapports sociaux de production devenus entrave au développement des forces productives et les superstructures (incluant la « superstructure idéologique ») historiquement périmées mais qui se survivent. Saisis dans ce cadre, les conflits politiques dépassent considérablement les questions de personnes, et nous en donnent partiellement l'explication.

A partir des principes du marxisme, le programme de la IV^e Internationale établit dans ses premières lignes :

« La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat. La prémissse économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître, les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit, à son tour, la crise financière de l'Etat et sape les systèmes monétaires ébranlés. »

Cinquante-deux années se sont écoulées depuis l'adoption du *Programme de transition*, un demi-siècle depuis l'assassinat de Léon Trotsky par le tueur de la Guépéou agissant sur l'ordre de Staline. Ce tableau de la situation mondiale a-t-il conservé ou non son actualité ? La réponse à cette question est fondamentale en raison même de ce qu'elle définit si la fondation de la IV^e Internationale en 1938 a été un acte consciemment décidé dans une concor-

dance avec la réalité objective. Sinon, quelle qu'ait été l'intention généreuse des « trotskystes » et de Léon Trotsky en premier lieu, la proclamation de la IV^e Internationale eût été une erreur historique. Ce sont précisément les divergences sur cette question qui ont conduit en 1950-1953 à la scission de la IV^e Internationale. Ceux qui ont constitué l'actuel « Secrétariat unifié de la IV^e Internationale » affirmaient que la bureaucratie stalinienne était appelée à réaliser « *le socialisme à sa manière* », avec ses méthodes, dans les « *siècles de transition* ». La dégénérescence de la révolution d'Octobre 1917 eût alors donné naissance à une formation sociale « légitime ». Si tel était le cas, contrairement à tout l'enseignement du marxisme, l'évolution historique aurait inséré entre le « capitalisme » et le « socialisme » une société « bureaucratique », la société stalinienne.

Nous étions face à une « révision » radicale des principes marxistes du programme, qui allait conduire « naturellement » le principal idéologue du Secrétariat unifié, Ernest Mandel, à découvrir pèle-mêle un « *capitalisme du troisième âge* », et l'Iran ou le Brésil comme des sous-impérialismes !

Il est une logique implacable dans la révision.

Dès lors que le Secrétariat unifié chargeait la bureaucratie stalinienne de la mission historique d'édifier une formation sociale autonome entre le capitalisme et le socialisme (c'est-à-dire dans les limites de l'URSS), la révolution russe n'était plus le premier jalon de la révolution mondiale dont les bases matérielles étaient constituées à l'ère de l'impérialisme par la révolte des forces productives étouffant dans le carcan de la propriété privée des moyens de production et des Etats nationaux.

Capitalisme du troisième âge ? L'époque du capitalisme ascendant pour Lénine et la IV^e Internationale a fait place à l'impérialisme stade suprême du capitalisme.

Par la grâce de Mandel et du Secrétariat unifié, l'impérialisme se serait donc transmuté en un capitalisme du troisième âge, dans le cadre duquel les forces productives connaîtraient un nouvel essor, renvoyant ainsi le marxisme au musée des accessoires vieillis de l'histoire. La réalité a démolie pierre par pierre l'édifice des analyses et des pronostics du Secrétariat unifié. La bureaucratie stalinienne n'a pas constitué une société nouvelle autonome entre le capitalisme et le socialisme. Conformément aux analyses du programme, la bureaucratie, passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois pour la défense de ses priviléges de caste contre-révolutionnaire, s'est engagée ouvertement sur la voie de la restauration capitaliste.

Ce à quoi nous assistons dans les conditions actuelles du système mondial de la propriété privée des moyens de production, ce n'est pas à un nouvel épanouissement du capitalisme (capitalisme du troisième âge), mais au pourrissement économique et culturel de l'humanité. L'impérialisme est resté l'impérialisme « accablant (plus encore) les masses de privations et de souffrances plus grandes ».

Et c'est ainsi qu'abandonnant le programme de la IV^e Internationale, un des dirigeants les plus en vue du Secrétariat unifié, Peter Uhl, dirigeant du Forum civique et de l'Alternative de gauche, député de Prague, prononce un discours le 31 mars à Paris, à l'occasion d'un rassemblement de la LCR (section française du Secrétariat unifié). Ce discours, publié par l'organe de la LCR le 20 octobre 1990, constitue un véritable programme politique :

1. « *Le caractère social de notre révolution n'est malheureusement pas ouvrier.* » Du caractère « *non ouvrier* » de la révolution, Peter Uhl déduit que l'Alternative de gauche, organisation dont il est membre, doit « *agir aussi sous l'égide du Forum civique* (dont il est député), avec *pas mal d'autres groupes qui sont au centre ou même de la droite* ».

2. C'est ainsi que le caractère « *non ouvrier* » de la révolution conduit Peter Uhl, qui se « *réclame de la gauche révolutionnaire en général* », à agir en particulier, c'est-à-dire pratiquement, avec « *d'autres groupes du centre et même de la droite* », autrement dit avec des formations bourgeoisées se réclamant ouvertement du restaurationnisme. Pour quelle politique ?

« *Le gouvernement* (du Forum civique), poursuit Peter Uhl, *a choisi le chemin du marché et de l'économie libérale, s'est prononcé contre la propriété étatique des moyens de production.* » Autrement dit, de son propre aveu, le gouvernement du Forum civique et Peter Uhl se prononcent pour la restauration capitaliste.

3. Exagérons-nous ? Voici la position de Peter Uhl face au programme restaurationniste du gouvernement du Forum civique : « *A mon avis, a-t-il déclaré, c'est justifié, car l'économie tchécoslovaque a été hyper-centralisée ce qui provoquait de graves difficultés dans la vie économique et laisse encore des séquelles.* » Ainsi la bureaucratie stalinienne, caste parasitaire qui a exproprié à son profit la propriété sociale, qui a exproprié la classe ouvrière de ses conquêtes, ne serait-elle plus responsable du désastre économique ? La cause de la tragique situation devrait-elle être recherchée dans la propriété sociale ? La privatisation et l'économie de marché sur la base de la restauration qui entraînent dans les pays d'Europe de l'Est, en URSS et en Chine une vague de chômage sans précédent conduisant à une véritable colonisation de ces pays par l'impérialisme seraient-elles la solution ?

4. De là, Peter Uhl est amené à légitimer « *l'expérience des tables rondes où nous étions assis avec des staliniens et où nous avons discuté ensemble de l'avenir de notre pays, si nous voulons construire un système réellement démocratique* » (1).

Réfléchissons à ce passage du document de Peter Uhl. Les « *staliniens* » (la nomenklatura) ont conduit l'URSS et les pays de l'Est, dont la Tchécoslovaquie, au désastre. Fidèle à sa nature sociale de caste privilégiée, la bureaucratie, « *définitivement passée du côté de l'ordre bourgeois* », participait dans les « *tables rondes* » aux côtés du Forum civique, dont l'Alternative de gauche est membre, pour constituer le gouvernement qui, avec l'accord de Peter

(1) Peter Uhl écrit que dans ces tables rondes, « *nous étions assis avec les staliniens* (non pas pour construire) *un système où dix millions de Tchécoslovaques feraient la chasse aux deux millions qui étaient au PC pendant les quarante dernières années* ».

Certes, le prolétariat n'est pas animé d'un esprit de vengeance, mais n'est-ce pas la pire des violences que de permettre à la nomenklatura stalinienne, qui a conduit la Tchécoslovaquie, comme l'URSS et les pays de l'Est, au désastre économique, de ne pas rendre des comptes ?

Mais n'est-ce pas la pire des violences exercées contre les classes laborieuses que de programmer en commun dans ces tables rondes avec la nomenklatura stalinienne la restauration capitaliste et son cortège de milliers et de milliers de chômeurs et bien d'autres méfaits ?

Pour nous, nous restons fidèles au programme de la IV^e Internationale pour qui l'expropriation politique de la bureaucratie (et, bien entendu, la confiscation des biens mal acquis qu'elle a spoliés au titre de sa position de caste privilégiée) est une condition d'une « réelle démocratie socialiste ».

Uhl, « *a choisi le chemin du marché et de l'économie libérale* » — la restauration capitaliste.

La bureaucratie stalinienne qui a confisqué à son profit la propriété sociale est ainsi absoute par le « trotskyste » Peter Uhl de ses écrasantes responsabilités, de la désastreuse situation qu'elle lègue au pays. Faudrait-il donc prononcer son absolition parce que, confirmant entièrement sa nature sociale, la bureaucratie, passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois, se soumettant à la direction de l'impérialisme, revendique « l'honneur » de rétablir la propriété privée des moyens de production ?

5. Il faut le constater, pour par ailleurs le regretter : Peter Uhl (avec qui nous étions en désaccord mais qui a combattu la bureaucratie), considérant « *le caractère social de notre révolution* (qui) n'est malheureusement pas ouvrier », et s'alarmant sur le fait que « *les réformes économiques... entamées restent au stade des débats* », décide d'appuyer la liquidation du programme de la IV^e Internationale, d'apporter son soutien au programme du FMI, lequel impose la restauration capitaliste avec son cortège de millions de chômeurs et bien d'autres méfaits.

Au-delà des phrases, le « programme » du Secrétariat unifié dont Peter Uhl est le porte-parole est donc bien le programme de la restauration capitaliste. Au « programme restaurationniste » du Secrétariat unifié, le programme de la IV^e Internationale oppose la défense de la propriété sociale contre la bureaucratie stalinienne. La IV^e Internationale oppose le programme de la préservation de la propriété sociale par l'expropriation politique de la bureaucratie. Pour la IV^e Internationale, tel est resté l'enjeu fondamental de la lutte pour la défense des acquis sociaux.

Peter Uhl, au nom du Secrétariat unifié, dans son discours estime que « *le seul chemin vers une société socialiste, démocratique* » est « *l'autogestion économique* » dont le contenu avoué est la « *réforme économique* ». Il ne s'agit pas d'une querelle de mots.

Derrière le vocable « *autogestion économique* », il y a, dans le monde entier et dans tous les pays, la pratique de la destruction des services publics, de la privatisation des entreprises publiques et nationalisées, la pratique de l'offensive exigée par le FMI, la CEE et la Banque mondiale, visant à la liquidation des acquis sociaux.

Les faits le montrent amplement : tous les gouvernements, quelle que soit leur couleur politique et dans tous les pays, en Afrique, en Amérique latine, en Europe, et aux USA, sur tous les continents, tous ces gouvernements, et plus particulièrement les gouvernements « socialistes » en France, au Sénégal, au Venezuela, en Espagne, les partis de la II^e Internationale et les partis inféodés au Kremlin, camouflent leur totale subordination aux plans du FMI derrière des vocables tels que l'*« autogestion économique »* ou le *« socialisme démocratique »*.

6. Au Conseil général de la IV^e Internationale-CIR tenu en juillet 1990, nous avons défini que le passage du Secrétariat unifié sur les positions de la restauration capitaliste clôturait un cours remettant en question les principes du programme, cours qui avait débuté en 1950.

Dans le rapport adopté par le Conseil général, il était établi :

« Le bilan (...) à tirer des travaux du Conseil général démontre que nous pouvons (...) apprécier de manière plus fine la question de la proclamation

de la IV^e Internationale sans nous référer seulement à des conditions générales (...).

L'effondrement des PC confirme tout à la fois la caractérisation trotskiste de la bureaucratie du Kremlin passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois, et son caractère d'agence de l'impérialisme (ce qui ne veut pas dire que cet effondrement aura lieu partout et tout de suite, mais c'est là un processus irréversible). Quel rapport entre la crise des PC et la social-démocratie ? La social-démocratie n'a pu subsister et se développer qu'en s'appuyant sur le stalinisme. Nous voyons aujourd'hui que la social-démocratie est contrainte de prendre en charge ouvertement le sauvetage de l'ordre bourgeois dans le monde entier. Pour les dirigeants des partis de la II^e Internationale, la voie social-démocrate est devenue clairement la voie de l'application des plans de l'impérialisme dans le monde entier et plus particulièrement en URSS et dans les pays de l'Est (...).

La proclamation de la IV^e Internationale en 1938 n'était pas de l'anticipation, c'était un besoin profond où, dans une période des plus noires, il fallait ancrer le programme, le programme qui n'est pas une succession d'idées, mais le résumé des principes pour agir dans la lutte des classes. C'était une nécessité marxiste de proclamer la IV^e Internationale. »

Pour notre part, répétons-le, nous estimons que le programme, dont la signification a été donnée par Léon Trotsky, est vérifié par le cours des événements :

« La signification du programme, c'est la signification du parti... Mais qu'est-ce que le parti ? En quoi consiste sa cohésion ? Cette cohésion réside dans une compréhension commune des événements, des tâches et cette cohésion commune, c'est cela le programme du parti. »

Peter Uhl a présenté le 31 mars 1990 un véritable programme entièrement opposé au programme de la IV^e Internationale. Le Secrétariat international de la IV^e Internationale (CIR) propose que la Conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale, sur la base de cette résolution et de l'ensemble des documents du Secrétariat international et du Conseil général analysant le tournant de la situation mondiale depuis la chute du Mur de Berlin, ouvre directement la discussion pour que soient établies les échéances politiques et d'organisation de la reproclamation de la IV^e Internationale.

Quels rapports entre le combat pour la reproclamation de la IV^e Internationale et l'orientation du combat pour la Conférence mondiale ouverte ?

La Conférence des sections de la IV^e Internationale aura à confirmer ou à infirmer l'orientation du combat pour la « *Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière* ». De l'avis du Secrétariat international, l'élaboration continue de cette orientation depuis la scission de 1950-1953 a permis les pas pratiques matérialisés par les Conférences de Caracas, Berlin, Dakar, São Paulo, Lima, Longwy, etc. L'orientation dite de la Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière peut être définie dans les points suivants :

1.- Nous, partisans de la IV^e Internationale, considérons vérifié par les événements le programme de la IV^e Internationale. C'est là notre position, mais il ne s'agit pas pour la IV^e Internationale de présenter le programme comme un ultimatum, la démocratie ouvrière n'est pas seulement une question d'orga-

nisation, c'est une question sociale. Il suffit de constater à quoi ont conduit les systèmes bureaucratiques, où une caste étouffe la démocratie ouvrière pour s'élever comme appareil étranger aux intérêts des classes laborieuses, pour comprendre combien c'est là une question sociale.

2.- Le processus irréversible d'effondrement des PC, combiné à la politique des partis de la II^e Internationale (et des organisations nationalistes bourgeois et petites-bourgeoises — le castrisme, abandonné par les dirigeants de l'URSS, a édifié également une bureaucratie qui n'ouvre aucune issue positive) agissant ouvertement en agences du FMI, conduit des dizaines et des dizaines de millions de travailleurs à se poser la question d'une nouvelle organisation des forces, dans chaque pays et à l'échelle du monde. L'influence de la marche à la restauration capitaliste, impulsée par la bureaucratie comme telle, accélère la désintégration des appareils des partis communistes et les pousse vers la II^e Internationale, tandis qu'elle constraint celle-ci à se présenter sans masque comme l'instrument de l'impérialisme pour la défense de l'ordre bourgeois.

Dans ce processus, les conditions historiques de « *la reconstruction de la conscience de la classe ouvrière sur un nouvel axe* » se constituent en un mouvement de dégagement d'organisations indépendantes des partis communistes, des partis de la II^e Internationale et des partis nationalistes bourgeois et petits-bourgeois.

3.- La Conférence de Barcelone, où d'ores et déjà des organisations et tendances indépendantes de 56 pays seront présentes, aura à définir les contours du combat pour l'Internationale ouvrière.

- Indépendance par rapport aux partis et organisations qui se soumettent aux plans du FMI, de la CEE et de la Banque mondiale ;
- Aucun soutien, direct ou indirect, aux gouvernements qui appliquent les plans du FMI, de la CEE et de la Banque mondiale ;
- La question de l'attitude à l'égard de la privatisation des services publics, de la propriété sociale et de la défense des syndicats indépendants, devant être au centre des débats et de la Conférence.

4.- La formation d'organisations indépendantes ouvre une voie nouvelle dans les développements de la lutte des classes. Pour les groupements qui sont représentés à Barcelone, chacun doit être libre de ses pensées, car la liberté de pensée est une condition du jugement.

5.- L'objectif de la Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière sera de débattre de la mise sur pied de nouvelles perspectives de travail élargissant les tâches définies par la Conférence de Caracas, celles de Berlin, Lima, Dakar, São Paulo, et tout récemment la réunion européenne des mineurs et sidérurgistes de Longwy. Ces tâches sont résumées dans le combat dans chaque pays et à l'échelle internationale pour aider les classes travailleuses à définir elles-mêmes les voies de leur action indépendante par la construction d'organisations indépendantes.

6.- Il ressort clairement que notre position comme IV^e Internationale (CIR) ne signifie nullement que nous abandonnions le programme de la IV^e Internationale : en inscrivant notre combat dans le combat pour l'Internationale ouvrière qui progresse par la voie d'un travail politique commun librement

discuté, nous appliquons les principes et la méthode du *Programme de transition*. La discussion et le combat politique et solidaire, dans la lutte de classe, se combinent nécessairement.

7.- Nous souscrivons entièrement au but défini de la Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière qui invite toutes les organisations indépendantes à discuter librement des remèdes à mettre en œuvre contre les systèmes d'oppression et d'exploitation.

Le Secrétariat international de la IV^e Internationale-CIR

Il n'y a pas de jeu où la presse soviétique ne publie un article ou une analyse variaient les marchés de l'économie de marché. En effet, des « défenseurs du « socialisme réel », qui, pendant des décennies, ont chanté la « marche rapide au capitalisme » sont devant les plus fervents partisans du « libéralisme » et de « capitalisme ».

Cette apparente volte-face leur permet de faire aujourd'hui ce qu'ils ont en réalité toujours fait : « éduquer » théoriquement « la politique du socialisme général » — en concurrence avec « réforme économique » privée par Gorbatchev — ou consolider une situation en crise des conditions de vie et de travail de la population de l'URSS.

On voit l'agir fébrilement, en cet automne de 1990, les agents de la bureaucratie du Kremlin pour savoir quel plan économique va être mis en œuvre. Les deux derniers résultats officiels que nous avons pu trouver sont telles que, si l'un est plus tard que tel autre, qu'en trouvent des motifs perturbateurs, mais, toutefois, fondamentalement, tous poussent vers le même objectif : rétablir l'ordre de marché.

Le député russe A. Sobolov, premier vice-président du Parlement russe, a déclaré dans une interview :

« Le droit de propriété sera déclaré "sacré et incontestable". Le programme de Gorbatchev conseille de Gorbatchev affirme que la propriété est un gage de stabilité de la société. » (Le Bulletin de l'Expansion du 12 septembre 1990.)

Et de l'autre de tout, on discute entre amis de Rykov (le Premier ministre), d'Ustinov ou de Gorbatchev, il faut esse-

« thérapie de choc ». Cependant, l'un des ministres de Gorbatchev, a montré qu'il fallait renoncer à couvrir les pertes financières des 24 000 entreprises publiques non rentables (soit une sur deux des 46 000 de l'URSS).

Alors « escroquerie » chez une autre conseillère de Gorbatchev, l'escroquerie pour qui :

« la fermeture des entreprises déficitaires, la compensation du personnel, le désir de nombreuses collectivités à recruter un travail quel que soit même plus important que des effectifs moins nombreux, entraînant nécessairement à l'ouverture une partie du personnel ; c'est la plus grande de la population, le "prix social" à payer pour tirer le développement économique du pays ».

« Faire le développement économique du pays » : le mot d'ordre a été parfaitement compris par Pavel Boujach, responsable de la préparation des lois sur la transition vers l'économie de marché, qui a annoncé qu' « environ dix millions de Soviétiques seraient touchés par le chômage à l'automne 1990 ». Ses précisions sur le rôle d'un responsable du ministère du travail rapporté par le journal *Tass*,

« plus de 50 millions de Soviétiques devront changer d'emploi d'ici l'an 2000 et nombre d'entre eux seront au chômage pour une période plus ou moins longue ».

Ensuite, c'est aussi cette volonté de « réforme » qui aboutit à proposer des augmentations massives et brutales des prix. Car c'est aux travailleurs et à la population qu'il s'agit aujourd'hui de faire payer l'incurie de ceux qui ont con-

et au moins un autre à un autre endroit. La question est alors celle qui concerne la distribution des effets et de l'assassinat de ces derniers et de la destruction de leur appareil. Il existe deux types de révolutionnaires : ceux qui sont dans le camp des révolutionnaires et ceux qui sont dans le camp des révolutionnaires. Les deux types de révolutionnaires sont dans le camp des révolutionnaires.

Il existe également une autre forme de révolutionnaire, celle qui est dans le camp des révolutionnaires mais qui n'est pas dans le camp des révolutionnaires. C'est une nouvelle organisation qui a été créée par l'influence de la révolution française. Elle a été créée pour faire face à la révolution française comme telle, mais elle a également été créée pour faire face à la révolution française et les révolutionnaires qui sont dans le camp des révolutionnaires. Elle a également été créée pour faire face à la révolution française et les révolutionnaires qui sont dans le camp des révolutionnaires.

Il existe également une autre forme de révolutionnaire, celle qui est dans le camp des révolutionnaires mais qui n'est pas dans le camp des révolutionnaires. C'est une nouvelle organisation qui a été créée par l'influence de la révolution française comme telle, mais elle a également été créée pour faire face à la révolution française et les révolutionnaires qui sont dans le camp des révolutionnaires.

Il existe également une autre forme de révolutionnaire, celle qui est dans le camp des révolutionnaires et dont les organisations et fondations internationales sont présentes, ainsi à définir les contours de cette dernière forme de révolution.

Il existe également une autre forme de révolutionnaire, celle qui est dans le camp des révolutionnaires et dont les organisations et fondations internationales sont présentes, ainsi à définir les contours de cette dernière forme de révolution.

Il existe également une autre forme de révolutionnaire, celle qui est dans le camp des révolutionnaires et dont les organisations et fondations internationales sont présentes, ainsi à définir les contours de cette dernière forme de révolution.

Il existe également une autre forme de révolutionnaire, celle qui est dans le camp des révolutionnaires et dont les organisations et fondations internationales sont présentes, ainsi à définir les contours de cette dernière forme de révolution.

Il existe également une autre forme de révolutionnaire, celle qui est dans le camp des révolutionnaires et dont les organisations et fondations internationales sont présentes, ainsi à définir les contours de cette dernière forme de révolution.

Il existe également une autre forme de révolutionnaire, celle qui est dans le camp des révolutionnaires et dont les organisations et fondations internationales sont présentes, ainsi à définir les contours de cette dernière forme de révolution.

Il existe également une autre forme de révolutionnaire, celle qui est dans le camp des révolutionnaires et dont les organisations et fondations internationales sont présentes, ainsi à définir les contours de cette dernière forme de révolution.

Trotsky et la bureaucratie stalinienne

Par Lucien GAUTHIER

Il n'est pas de jour où la presse soviétique ne publie un article ou une analyse vantant les mérites de l'économie de marché. En effet, les ex-défenseurs du « socialisme réel », qui, pendant des décennies, ont chanté la « marche rapide au communisme », sont devenus les plus fervents partisans du « libéralisme » et du « capitalisme ».

Cette apparente volte-face leur permet de faire aujourd'hui ce qu'ils ont en réalité toujours fait : justifier « théoriquement » la politique du secrétaire général — en l'occurrence la « réforme économique » prônée par Gorbatchev — qui constitue une sévère remise en cause des conditions de vie et de travail de la population de l'URSS.

On voit s'agiter fébrilement, en cet automne de 1990, les sommets de la bureaucratie du Kremlin pour savoir quel plan économique va être mis en œuvre. Les sources autorisées précisent que tel plan est plus brutal que tel autre, qu'un troisième gèle les prix pendant six mois, etc., mais, fondamentalement, tous poursuivent le même objectif : rétablir les lois du marché.

Ainsi Ruslan Khasboulatov, premier vice-président du Parlement russe, a annoncé dans une interview :

« Le droit de propriété sera déclaré "sacré et intouchable". Le programme de Chataline, conseiller de Gorbatchev, affirme que la propriété est une garantie de stabilité de la société. » (*La Tribune de L'Expansion* du 12 septembre 1990.)

Et de l'avis de tous, qu'ils soient partisans de Ryjkov (le Premier ministre), d'Eltsine ou de Gorbatchev, il faut une

« thérapie de choc ». Gostev, l'un des ministres de Gorbatchev, a annoncé qu'il fallait renoncer à couvrir les pertes financières des 24 000 entreprises soviétiques non rentables (soit une sur deux des 46 000 de l'URSS).

Même « programme » chez une autre conseillère de Gorbatchev, Zastavskaiia, pour qui

« la fermeture des entreprises déficitaires, la compression du personnel, le désir de nombreuses collectivités d'exécuter un travail égal ou même plus important avec des effectifs moins nombreux amèneront nécessairement à licencier une partie du personnel ; c'est un résultat implicite de la perestroïka, le "prix social" à payer pour hâter le développement économique du pays ».

« Hâter le développement économique du pays » : le mot d'ordre a été parfaitement compris par Pavel Bounitch, responsable de la préparation des lois sur la transition vers l'économie de marché, qui a annoncé qu'« environ dix millions de Soviétiques seraient touchés par le chômage » (12 avril 1990), tandis que, selon les propos d'un responsable du ministère du Travail rapportés par le journal *Troud*,

« plus de 50 millions de Soviétiques devront changer d'emploi d'ici l'an 2000 et nombre d'entre eux seront au chômage pour une période plus ou moins longue ».

En outre, c'est aussi cette volonté de « réforme » qui aboutit à proposer des augmentations massives et brutales des prix. Car c'est aux travailleurs et à la population qu'il s'agit aujourd'hui de faire payer l'incurie de ceux qui ont con-

duit le pays dans l'impasse et prétendent maintenant l'en sortir, après l'avoir soumis pendant des décennies à un pillage systématique, par la corruption et les priviléges qu'ils se sont octroyés.

Toutefois, en guise de justification, ils ont trouvé un coupable. De qui s'agit-il ? Certes, pas de la bureaucratie ! Non, le vrai coupable, c'est le « socialisme », c'est la révolution d'Octobre qui, selon ces prétextes historiens et autres « économistes », a engendré un système non viable et favorisé la paresse chez les travailleurs.

« Depuis que Lénine avait décrété que le travailleur russe était un "mauvais travailleur", l'idée d'incompétence avait pénétré les esprits. Pourtant, la société soviétique ne manque pas de ressources ni de travailleurs. Serait-il impossible de sortir de la léthargie dans laquelle nous a plongés l'idéologie communiste ? »,

demande dans *Les Nouvelles de Moscou* N. Travkine, député du peuple de l'URSS (mai 1990).

Feu !... contre la révolution d'Octobre, qui a exproprié le capital et les sacro-saintes « lois du marché » : tel est le nouveau slogan des staliniens « rénovés ». Feu contre les dirigeants bolcheviks, coupables de « socialisme » ! Car, bien évidemment, ce n'est pas Staline qui est responsable, mais bien le parti de Lénine.

De fait, on voit couramment aujourd'hui en URSS des « historiens » proches de Gorbatchev chercher à donner une nouvelle interprétation de l'histoire de l'URSS en établissant un parallèle entre Trotsky et Staline, « frères jumeaux » issus tous deux du leninisme. Certains d'entre eux, qui naguère célébraient le culte de Staline, vont même jusqu'à écrire que Trotsky « aurait été » pire que Staline s'il avait été au pouvoir ; et d'autres de suggérer qu'il aurait été un dictateur plus humain...

Nous n'allons pas polémiquer sur des « si », et d'ailleurs les textes de Trotsky se chargent eux-mêmes de la réplique à ces plombeurs, puisqu'à la question « Pourquoi n'avez-vous pas pris le pouvoir ? », il répondait que, luttant pour la défense de la révolution d'Octobre et

pour la République des travailleurs, s'il avait « pris » le pouvoir, il se serait retrouvé l'otage et l'instrument de la dictature bonapartiste. Car, pour Trotsky — et tout le développement de l'histoire jusqu'à nos jours l'a confirmé —, le stalinisme n'est pas la volonté de puissance d'un seul homme, mais l'utilisation de cette volonté de puissance par une bureaucratie cherchant à consolider sa position politique et sociale.

C'est pourquoi encore aujourd'hui les ex-thuriféraires de Staline reconvertis en « démocrates » et en partisans du « marché » continuent avec de « nouveaux » arguments (hier, c'étaient encore les qualificatifs de « *vipères lubriques* » et autres « *hitléro-trotskystes* ») à chercher à combattre L. Trotsky et la IV^e Internationale. Précisément parce que le courant constitué par L. Trotsky est le seul courant communiste qui n'a jamais capitulé devant le stalinisme et, depuis le début, l'a combattu en le démasquant pour ce qu'il était : un groupe petit-bourgeois hostile à Lénine et au bolchevisme, antagonique à la révolution d'Octobre et à la classe ouvrière.

Assurément, le combat mené par Trotsky contre Staline n'était pas de l'ordre d'un désaccord idéologique. Loin de là, écrivait Trotsky, car

« la bureaucratie stalinienne n'a rien de commun avec le marxisme (...). Son idéologie est imprégnée d'un subjectivisme absolument policier, sa pratique d'un empirisme de pure violence (...). Staline récuse Marx, non par la plume des théoriciens, mais avec les bottes de la Guépéou. » (*Bolchevisme et stalinisme*, 1937.)

Le stalinisme n'était donc pas pour Trotsky une « variante » du bolchevisme, mais son antithèse ; c'est pourquoi il constate (dans le même texte) « *l'incompatibilité, non seulement politique, mais aussi directement physique, du stalinisme et du bolchevisme* » et caractérise le premier comme « *la syphilis du mouvement ouvrier* ».

Or, le tournant de la situation mondiale, matérialisé par la chute du Mur de Berlin, et le mouvement des masses à l'Est de l'Europe nous permettent

d'affirmer que ce ne sont pas le bolchevisme et le socialisme qui ont fait faillite, mais le stalinisme. On peut ainsi dire qu'une « parenthèse » historique est en train de se refermer.

En effet, pour Trotsky, l'existence même de la bureaucratie stalinienne comme formation sociale résultant d'un accident de l'histoire ne pouvait trouver de dénouement que dans l'alternative suivante : soit la bureaucratie finirait par ouvrir la voie à la restauration capitaliste, soit, au contraire, la classe ouvrière la renverserait et établirait son propre pouvoir. Dans les deux cas, l'enjeu et l'issue seraient décisifs pour le prolétariat mondial.

Au point où nous en sommes, la « parenthèse » stalinienne est près de se refermer et tous les processus en cours à l'Est de l'Europe contribuent à dénouer l'alternative posée par L. Trotsky. Nul n'en connaît encore l'issue, mais d'ores et déjà tout l'ordre établi à Yalta est balayé.

C'est en ce sens que l'ensemble des présents développements en cours à l'Est souligne l'actualité des analyses de Trotsky sur la nature de la bureaucratie. Celles-ci se fondent — nous l'avons dit — sur la thèse selon laquelle la bureaucratie est le produit d'un accident historique découlant de conditions bien particulières ; nous verrons pourquoi se produisit un tel événement, avant d'aborder la définition proprement dite de la bureaucratie, pour étudier enfin le contenu restaurationniste de sa politique.

LE STALINISME COMME NÉGATION DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE 1917

Trotsky considérait que la bureaucratie stalinienne n'avait aucun caractère historiquement nécessaire ; à l'inverse, elle était selon lui le produit d'un « accident » de l'histoire qui n'était nullement inévitable, à savoir la dégénérescence de l'Etat issu de la révolution d'Octobre.

Dans les années 1930, au sein du mouvement ouvrier international, nombre de

« thèses » aujourd'hui oubliées ont fleuri pour expliquer la situation en URSS. Pour certains, c'était la preuve que le « marxisme » impliquait la dictature. Pour d'autres au contraire, la bureaucratisation posait certes problème (car la démocratie ouvrière « n'était pas pleinement respectée »), mais, malgré tout, Staline et son parti représentaient la révolution d'Octobre ; d'autres encore voyaient dans l'émergence de la bureaucratie une nouvelle classe sociale en train de constituer un « capitalisme d'Etat ».

Trotsky combattit avec un égal acharnement les thèses qui faisaient de la bureaucratie une représentation — même déformée — de la classe ouvrière et celles qui l'érigeaient en classe sociale.

Car pour lui, ces thèses révisionnistes du marxisme, apparemment contradictoires, se rejoignaient en ce sens que, dans tous les cas, la bureaucratie se voyait chargée d'une mission historique indépendante et donc d'un rôle objectivement progressiste.

C'est ainsi qu'en 1939, lors d'une polémique avec des partisans de la théorie du « capitalisme d'Etat », il expliquait qu'admettre leurs positions aurait conduit à

« reconnaître que la raison de l'épisode bureaucratique prenait sa racine non pas dans le retard du pays, ni dans l'environnement impérialiste, mais dans une incapacité congénitale du prolétariat à devenir une classe dirigeante. Il serait alors nécessaire d'établir rétrospectivement que l'URSS était dans ses traits fondamentaux le précurseur d'un nouveau régime d'exploitation à l'échelle internationale. »

En effet, si la constitution d'une telle couche sociale permettait de substituer au régime capitaliste un nouveau système social, c'est qu'avant de parvenir à un hypothétique socialisme, l'humanité devrait passer par une étape qui n'était ni l'Etat prolétarien, ni l'Etat capitaliste. La nécessité d'en passer par ce stade historique intermédiaire infirmerait la position de Lénine et des bolcheviks, selon laquelle la révolution prolétarienne ayant accompli sa première phase en 1917 en

Russie, elle était à l'ordre du jour à l'échelle mondiale.

Or, précisément, pour L. Trotsky et la IV^e Internationale, la cristallisation d'une telle couche bureaucratique ne procède pas d'une quelconque nécessité historique, mais des conditions matérielles précises qui ont provoqué la dégénérescence de l'Etat soviétique. Ces conditions ont été largement déterminées par la situation et les développements internationaux, souligne Trotsky, ce qui a servi et sert encore de prétexte à certains aujourd'hui en URSS pour prêter à Trotsky un attachement quasiment religieux à la « révolution mondiale ».

Ainsi, le stalinien Volkogonov explique que

« pour Trotsky, les idéaux de la révolution d'Octobre et de la révolution mondiale représentaient le but suprême ; et pour l'atteindre, il était prêt à transgresser n'importe quelle valeur ».

Et Volkogonov, dans les *Izvestia* du 17 août 1990, répondant à la question : « *Si le destin avait fait en sorte que Trotsky se trouve à la place de Staline, aurions-nous eu plus de chance ?* », déclare :

« A coup sûr, moins de sang aurait coulé. Mais, à cause de sa fidélité à l'idée de la révolution mondiale, il aurait pu entraîner le pays dans des aventures très dangereuses. Trotsky croyait fanatiquement à l'idée de la révolution mondiale. Pour elle, il était prêt à sacrifier sa vie et celle des autres (...). C'était un révolutionnaire, grand et impitoyable. »

Passons sur l'appréciation elle-même pour signaler simplement que ce n'est pas Trotsky qui, personnellement, a souligné la place déterminante de la « révolution mondiale ». C'est la révolution mondiale elle-même, ou plutôt ses échecs qui ont pesé de tout leur poids sur la jeune révolution russe.

LE PREMIER MAILLON DE LA CHAÎNE DES RÉVOLUTIONS

En effet, Lénine lui-même, dès le VII^e Congrès du Parti bolchevique, en 1918, déclarait :

« La vérité absolue est que sans révolution en Allemagne, nous périrons. »

Car loin de concevoir la victoire de la révolution russe comme un processus en soi ou comme l'achèvement d'un processus historique limité à « un seul pays » la Russie, les bolcheviks considéraient au contraire qu'elle n'était que le premier maillon de la chaîne des révolutions qui forment la révolution mondiale.

Léon Trotsky écrira à ce sujet en 1936 :

« Tous les calculs se fondaient à l'époque sur l'attente d'une victoire prochaine en Occident. On considérait comme allant de soi que le prolétariat allemand victorieux, escomptant un remboursement ultérieur en produits alimentaires et en matières premières, ravitaillerait la Russie des soviets en machines et en articles manufacturés et lui fournirait aussi des dizaines de milliers d'ouvriers hautement qualifiés, de techniciens et d'organisateurs. A n'en pas douter, si la révolution avait triomphé en Allemagne — et seule la social-démocratie empêcha son triomphe —, le développement économique de l'URSS, comme celui de l'Allemagne elle-même, se serait poursuivi à pas de géant. » (*La Révolution trahie*, Editions de Minuit, pages 458-459.)

Mais la révolution allemande échoua, crucifiée par le parti allemand de la II^e Internationale (SPD). Dès lors, le Parti bolchevique fut acculé à défendre l'Etat soviétique contre l'encerclément impérialiste et à mener une guerre civile contre les armées blanches, si bien que le prolétariat soviétique se vit quasiment détruit pour sauver la révolution.

L'isolement de la révolution russe a donc eu des conséquences dramatiques. Les conséquences de la première guerre impérialiste, le blocus de l'URSS, la guerre civile ont causé des destructions si importantes qu'en 1920, la famine a fait des centaines de milliers de victimes en URSS. La production industrielle était tombée à 20 % de son niveau d'avant-guerre. En trois ans, Petrograd avait perdu 57 % de sa population et Moscou 44 %. Il y avait trois millions d'ouvriers d'industrie en 1919 ; il n'en

restait plus que 1,5 million en 1920 et 1,25 en 1921 !

A ce moment-là, la misère, la quasi-liquidation de toute l'avant-garde ouvrière de 1917 et l'inculture générale des masses privèrent celles-ci de toute possibilité de contrôler l'Etat prolétarien et, par là même, permirent à ceux qui devaient gérer le pays de s'élever au-dessus de la population.

Confronté à cette situation de misère, le Parti bolchevique dut alors opérer un repli stratégique et inaugurer la NEP, en 1921. Mais au fil des années, le nepman et le koulak tendirent à monopoliser la production et le commerce privé. Leur force économique et sociale prit de l'importance et se manifesta à l'intérieur du parti et de l'Etat.

Boukharine (1) (appuyé alors par Staline) s'en fait l'expression en préconisant « *la marche au socialisme à pas de tortue* ». Il est soutenu par l'aile droite du parti qui se rassemble autour de son fameux slogan repris à Guizot : « *Enrichissez-vous.* »

Trotsky précise dans *La Révolution trahie* :

« Entravant l'industrialisation et nuisant à la grande majorité des paysans, la politique favorisant le koulak révéla sans équivoque, dès 1924-1926, ses conséquences politiques : inspirant à la petite bourgeoisie des villes et des campagnes une confiance extraordinaire, elle l'aménait à s'emparer de nombreux soviets locaux ; elle accroissait la force et l'assurance de la bureaucratie ; elle pesait de plus en plus lourdement sur les ouvriers ; elle entraînait la suppression complète de toute démocratie dans le parti et dans la société soviétique. » (*La Révolution trahie*, page 461.)

Les plomitifs stalinien ont longtemps présenté Trotsky comme un adversaire de la NEP et de Lénine, en glosant sur son prétendu « mépris de la paysannerie ». Aujourd'hui encore, des auteurs soviétiques, y compris des auteurs honnêtes, répandent l'idée selon laquelle Trotsky « rêvait » de la révolution mondiale au détriment des problèmes concrets de la construction du socialisme, moyennant

quo la NEP de Lénine devient par conséquent le modèle de la perestroïka.

TROTSKY ET LA NEP

Chacun a la liberté de voir dans la NEP un « modèle » spécifique de « construction du socialisme » sur une longue étape de l'histoire. Mais l'attribuer à Lénine et définir une différence radicale entre lui et Trotsky sur ce point, c'est purement et simplement falsifier l'histoire.

La NEP, aux yeux de Lénine, n'est nullement un modèle spécifique de construction du socialisme. Il s'agit d'un recul tactique en attendant la nouvelle étape de la révolution mondiale, comme il l'explique tout au long de son dernier article « *Mieux vaut moins, mais mieux* ». Position qui était celle de Trotsky. Mais, au fil du temps :

— a) le développement de la NEP avait abouti très vite à ce que l'on appelle la crise (durable) des « ciseaux », c'est-à-dire un écartement croissant entre les prix des produits industriels (élevés) et les prix des produits agricoles (bas) qui représentait une lourde perte pour les paysans et un facteur de mécontentement chez ces derniers ;

— b) en dehors d'une industrialisation systématique et d'un plan à cet effet, le même phénomène de ciseaux s'exprimait entre les prix intérieurs de l'URSS (élevés, vu la faible productivité du travail dans une économie vieillie) et ceux du marché mondial (bas).

Ainsi, lorsqu'en 1928, éclate la fameuse crise de l'approvisionnement (les livraisons de blé chutent totalement et cette chute est évidemment due à ceux qui possèdent des surplus qu'ils peuvent écouter sur le marché, c'est-à-dire à ceux que l'on appelle les koulaks, les paysans riches), Trotsky explique cette attitude *par de strictes raisons économiques*. Affirmant que les bas prix des produits agricoles et les prix élevés des produits industriels font perdre aux paysans plus d'un milliard de roubles par an, il écrit :

« Les difficultés aiguës rencontrées au cours des achats de blé par l'Etat ne font

que confirmer mes calculs et en soulignant le caractère alarmant. Il serait en effet absurde de prétendre que la grève du blé des couches aisées de la campagne était causée par des motifs purement politiques, autrement dit par l'hostilité que le koulak nourrit à l'égard de l'Etat soviétique. Le koulak n'est pas capable d'un tel idéalisme. S'il ne vendait pas son blé, c'est parce que l'échange était devenu désavantageux à cause des ciseaux des prix. C'est pour la même raison que le koulak a réussi à exercer une certaine influence sur le paysan moyen. » (*Bulletin de l'Opposition* n° 14.)

C'est l'une des raisons fondamentales pour lesquelles la réalisation d'un plan hardi et soigneusement calculé d'industrialisation est une condition préalable à la mise en œuvre de la collectivisation agricole, pour laquelle Trotsky propose une série de mesures incitatives. Le texte de la plate-forme de l'Opposition de gauche en 1927 est, de ce point de vue, parfaitement clair :

« Le développement du fermage doit être contrebalancé par le développement plus rapide de la collectivisation. »

Il propose ensuite d'instaurer une taxe progressive sur le revenu agricole dont seraient dispensées 40 à 50 % des familles paysannes (les plus pauvres), et ajoute :

« Pour construire le socialisme à la campagne, il faut réformer l'agriculture afin d'en faire une agriculture extensive, mécanisée et collective. Pour la masse des paysans, la solution la plus simple sur cette voie est la coopération, telle que Lénine l'a décrite dans son article "La coopération" (...). Seul un processus d'industrialisation croissante de l'agriculture peut créer la large base de cette coopération socialiste (ou collectivisme). Sans une révolution technique dans les moyens de production eux-mêmes, c'est-à-dire sans machines agricoles, sans la rotation des moissons, sans fertilisants artificiels, etc., aucun travail sérieux et ample dans la voie d'une réelle collectivisation de l'agriculture n'est possible. »

Mais si la mise en œuvre d'un plan quinquennal d'industrialisation réduit la

part du secteur industriel privé, et donc du marché,

« la collectivisation ne peut être viable — souligne Trotsky — que dans la mesure où elle est capable d'intéresser les kolkhozes individuellement, en élaborant leurs relations réciproques, ainsi que les relations des kolkhozes avec le monde sur la base d'un calcul commercial. Cela signifie qu'une mise en œuvre correcte de la collectivisation à l'étape présente devrait conduire non à une disparition de la NEP, mais à une refonte continue de ses méthodes. » (Idem.)

Staline et la bureaucratie ont choisi une tout autre voie : affolés par la crise de 1928, ils ont liquidé brutalement la NEP, engagé la collectivisation par la contrainte et la terreur, dénoncée par Trotsky, lancé un plan quinquennal soumis à des révisions permanentes, arbitraires et bureaucratiques qui vont découpler les disproportions inhérentes à sa mise en œuvre dans le cadre d'une économie retardataire et coupée du marché mondial, et imposé des rythmes, des coûts et des malfaçons énormes immédiatement dénoncées comme autant d'actes de sabotage organisés par des ennemis aux visages multiples.

Il ne s'agit pas là de « désaccords » tactiques. Staline se fonde sur une perspective « théorique » qui affirme la possibilité d'édifier une société « socialiste » dans un seul pays et nie l'impossibilité pour celui-ci de s'abstraire du marché mondial. L'avenir a révélé la vraie nature de ce « socialisme » : une société de pénurie, dirigée par une caste bureaucratique privilégiée et parasitaire, dont le seul objectif est la préservation de son pouvoir. Trotsky part d'une analyse générale de la situation mondiale et définit la NEP comme un moyen de « tenir » en attendant la nouvelle vague révolutionnaire, car, pour lui, l'URSS n'est pas un acquis socialiste en soi, mais une étape.

QU'EST-CE QUE L'URSS ?

Trotsky répond dans *La Révolution trahie* (1936) :

« L'URSS est une société intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme dans laquelle : a) les forces productives sont encore trop insuffisantes pour donner à la propriété d'Etat un caractère socialiste ; b) le penchant à l'accumulation primitive, né du besoin, se manifeste à travers tous les pores de l'économie planifiée ; c) les normes de répartition, de nature bourgeoise, sont à la base de la différenciation sociale ; d) le développement économique, tout en améliorant lentement la condition des travailleurs, contribue à former rapidement une couche de privilégiés ; e) la bureaucratie, exploitant les antagonismes sociaux, est devenue une caste incontrôlée, étrangère au socialisme ; f) la révolution sociale, trahie par le parti gouvernant, vit encore dans les rapports de propriété et dans la conscience des travailleurs ; g) l'évolution des contradictions accumulées peut aboutir au socialisme ou rejeter la société vers le capitalisme ; h) la contre-révolution en marche vers le capitalisme devra briser la résistance des ouvriers ; i) les ouvriers marchant vers le socialisme devront renverser la bureaucratie. La question sera tranchée en définitive par la lutte de deux forces vives sur les terrains national et international. »

Cette définition demeure aujourd'hui l'instrument d'analyse le plus pertinent de la situation en URSS, notamment parce que son auteur, loin de l'étudier en soi, y envisage la place de l'URSS dans le monde (« *la question sera tranchée en définitive par la lutte des deux forces vives sur les terrains national et international* »). C'est ce qu'oublient aujourd'hui nombre d'analystes soviétiques, dont, par exemple, I. Kliamkine qui, dans un article intitulé « *Quelle route mène au temple ?* » (*Novy Mir*, 1987), a étudié les positions de Trotsky et en a publié l'un des résumés sans doute à ce jour les plus sérieux de ceux qui sont parus en URSS. Il analyse et critique la pensée de Trotsky en ces termes :

« Le socialisme dans un seul pays, démontrait-il, est une économie fermée, c'est la limitation nationale. On ne peut pas ruser avec l'histoire, un pays arriéré ne sautera pas d'un bond dans le paradis socialiste. Il faut développer les forces productives et pour cela il faut se

brancher sur le marché mondial, sur la division internationale du travail, éléver le niveau de qualification des spécialistes et des ouvriers, aller à cette fin à l'étranger et y étudier assidûment. Il faut juger le niveau de développement de l'économie, non pas en chiffres quantitatifs par comparaison avec les chiffres d'avant la guerre, de 1913, mais qualitativement en les comparant avec les résultats les plus élevés de l'Occident. Oui, mais le marché capitaliste peut avaler et engloutir la faible économie soviétique ! Il le peut, c'est indiscutable ! Mais si l'on agit intelligemment, il y a des chances de tenir, et il nous faut seulement tenir, parce que tous nos espoirs reposent sur la révolution européenne. Et si elle n'éclate pas, si elle se fait attendre, si le capitalisme se stabilise ? La révolution européenne ne peut pas ne pas se produire. Cela signifierait l'effondrement de toutes nos conceptions théoriques. Si le capitalisme est viable, s'il est en état de continuer à développer les forces productives, alors notre vision de l'impérialisme est fausse, il ne mène donc pas au pourrissement et donc... nous sommes arrivés trop tôt. »

Et Kliamkine d'ajouter :

« Quelle conclusion en tirer ? Qu'il faudrait s'en aller ? Il n'y avait pas de réponse. »

Bien entendu, il y avait des réponses et, par exemple, la plate-forme de l'Opposition de gauche de 1927 formule un ensemble de propositions visant à permettre à l'URSS de « tenir », comme le suggérait Lénine dans « *Mieux vaut moins, mais mieux* », sans toutefois prétendre donner la clé impossible de la construction du socialisme dans l'Union soviétique, économie de pénurie dans un marché mondial dominé par le capitalisme. Mais ces réponses, Kliamkine préfère feindre de les découvrir pour s'en ébahir candidement :

« Bien, demandait-on à Trotsky, mais comment donc pourrons-nous tenir ? Comment se préparer à répondre à une intervention possible ? Trotsky et ses partisans répondaient : bien entendu, il faut entreprendre l'industrialisation. Et le plus vite sera le mieux. Il faut une industrialisation accélérée (dans le cadre de la NEP). Une "super-industrialisation". Sur le compte de qui ? Sur le

compte de la campagne. Et si la campagne ne veut pas régler ce compte ? Si elle ne donne rien ? Alors nous commencerons à prendre ? Mais ne commencerons-nous pas alors à détruire tout le mécanisme économique de la NEP ? Sinon nous dépendrions du pain détenu par les koulaks. Et si nous augmentons le prix sur les marchandises industrielles, n'allons-nous pas écarter de nous les paysans pauvres insolubles, sur lesquels nous nous appuyons pour l'essentiel ? Et les ouvriers aussi, car ils achètent des marchandises. Augmenter leur salaire ? Avec quels moyens ?

Non, décidément, les deux bouts de cette politique ne se joignaient pas. La tâche essentielle était placée non pas sur nos propres forces, mais sur des forces étrangères, sur les ouvriers européens. (...) Trotsky n'a deviné ni ce qui s'est passé dans la rue européenne en son temps, ni ce qu'il fallait faire dans sa propre rue. » (*Novy Mir*, novembre 1987, pages 179-180.)

Remarquons d'abord que le terme de « super-industrialisation » a été inventé par Staline pour dénoncer la politique des « trotskystes ». Ensuite, Kliamkine oublie l'un des aspects essentiels des propositions économiques de l'Opposition de gauche pour « tenir » et développer le mieux possible les forces productives en URSS même : la planification... Un détail ? Remarquons encore que Kliamkine ne donne aucune réponse au dilemme réel : puisqu'il fallait industrialiser l'URSS, les moyens ne pouvaient en être fournis que de l'intérieur (la paysannerie) ou de l'extérieur. Mais Kliamkine n'envisage pas ce dernier aspect, parce qu'il saisit la situation en URSS comme une question nationale. Or, qui pourrait nier que, de 1918 à 1945, le sort de l'URSS a été en grande partie lié à ce qui s'est passé en Allemagne ? Et pourquoi enfin Kliamkine ne répond-il pas à la question : la dégénérescence stalinienne de l'URSS n'est-elle pas la meilleure preuve *a contrario* de la justesse de l'analyse et du pronostic de Trotsky ? La question mériterait au moins d'être posée. Ne pas la poser, c'est encourager inconsciemment les efforts de tous ceux qui cherchent, de façon désintéressée ou nullement désintéressée, les racines de

cette dégénérescence dans la seule réalité de l'URSS... C'est-à-dire dans la révolution russe elle-même.

Or, précisément, la question de la révolution allemande de 1923 constitue un moment clé dans la bataille politique qui avait pour enjeu le Parti bolchevique lui-même. Une ébauche d'opposition qui lutte contre la bureaucratisation du parti se manifeste en 1923. Elle met déjà en avant la question de l'industrialisation et de la planification, contre les tenants du slogan « *Enrichissez-vous* », en même temps qu'elle soulève les problèmes de la révolution en Allemagne. Trotsky est placé de fait à la tête de cette opposition.

POURQUOI STALINE A-T-IL VAINCU ?

La situation en Allemagne est en effet révolutionnaire. Mais les hésitations et les tergiversations de Zinoviev à la tête de l'Internationale communiste pèsent lourd dans la défaite de 1923. Elles se nourrissent des pressions de Staline, l'homme de la bureaucratie naissante, qui conseille de « *freiner les Allemands au lieu de les pousser* » (cité par Léon Trotsky dans son *Staline*). Ces oscillations désorientent la direction du parti allemand qui, incapable de saisir l'occasion, contribue à l'échec de la révolution.

Cette défaite est lourde de conséquences. Elle condamne la révolution russe à l'isolement dans le frontières de l'URSS. Elle entraîne une déception profonde parmi les militants bolcheviks et les masses d'URSS qui attendent la révolution allemande comme l'issue. C'est pourquoi l'année 1923 est celle qui voit éclater la crise entre Trotsky, appuyé par quarante-six cadres révolutionnaires dénonçant la « *bureaucratisation de l'appareil* », et Staline qui en prend peu à peu le contrôle. Elle se solde en janvier 1924, à la douzième conférence du parti, par la condamnation des thèses de l'Opposition.

On peut s'étonner de cette rapide défaite. Dans *La Révolution trahie*,

Trotsky explique comment et pourquoi Staline a pu l'emporter :

« La démobilisation d'une Armée rouge de cinq millions d'hommes devait jouer, dans la formation de la bureaucratie, un rôle considérable. Les commandants victorieux prirent les postes importants dans les soviets locaux, dans la production, dans les écoles, et ce fut pour apporter partout, obstinément, le régime qui leur avait fait gagner la guerre civile. Les masses furent partout peu à peu éliminées de la participation effective au pouvoir. Ce phénomène au sein du prolétariat fit naître de grandes espérances et une grande assurance dans la petite bourgeoisie des villes et des campagnes qui, appelée par la NEP à une vie nouvelle, s'enhardissait de plus en plus. La jeune bureaucratie, formée au début pour servir le prolétariat, se sentit l'arbitre entre les classes. Elle fut de mois en mois plus autonome.

La situation internationale agissait puissamment dans le même sens. La bureaucratie soviétique gagnait en assurance au fur et à mesure que la classe ouvrière internationale subissait de plus lourdes défaites. Entre ces deux faits, la relation n'est pas seulement chronologique, elle est causale et réciproque : la direction bureaucratique du mouvement contribuait aux défaites ; les défaites affirmaient la bureaucratie. La défaite de l'insurrection bulgare et la retraite des ouvriers allemands en 1923, l'échec d'une tentative de soulèvement en Estonie, la perfide liquidation de la grève générale en Angleterre et la conduite indigne des communistes polonais lors du coup de force de Pilsudski en 1926, l'effroyable défaite de la révolution chinoise en 1927, les défaites plus grandes encore qui suivirent en Allemagne et en Autriche, telles sont les catastrophes historiques qui ont ruiné la confiance des masses en la révolution mondiale et permis à la bureaucratie de s'élever de plus en plus comme un phare indiquant la voie du salut.

(...) Des dizaines de milliers de militants révolutionnaires s'étaient, il est vrai, rassemblés sous le drapeau des bolcheviks-léninistes. Les ouvriers considéraient l'Opposition avec une sympathie certaine. Mais une sympathie qui restait passive, car on ne croyait déjà plus pouvoir modifier la situation en luttant. Or, la bureaucratie affirmait :

“L'opposition se prépare à nous jeter dans une guerre révolutionnaire pour la révolution internationale. Assez de bouleversements ! Nous avons mérité quelque repos. Nous bâtiroms chez nous la société socialiste. Comptez sur nous qui sommes vos chefs !” Cette propagande de repos, cimentant le bloc des fonctionnaires et des militaires, trouvait, à n'en pas douter, un écho chez les ouvriers fatigués, et plus encore dans les masses paysannes. On se demandait si l'Opposition n'était pas disposée à sacrifier les intérêts de l'URSS à la “révolution permanente”. En fait, c'étaient les intérêts vitaux de l'URSS qui étaient en jeu. » (*La Révolution trahie*, pages 501 à 503, Editions de Minuit.)

Dès lors, il n'est plus possible de considérer l'*isolement* de la révolution russe comme un facteur purement objectif. L'orientation politique internationale impulsée par la bureaucratie devient un facteur décisif de sa propre consolidation sociale. C'est ce que note vigoureusement Trotsky dans *L'Internationale communiste après Lénine* :

« La bureaucratisation a pour origine principale l'accroissement, au cours des dernières années, de l'écart entre la ligne politique de la direction et les perspectives historiques du prolétariat. La cause fondamentale de la crise de la révolution d'Octobre réside dans le retard de la révolution mondiale, à la suite de plusieurs lourdes défaites du prolétariat. A partir de 1923, la situation se modifie radicalement, il ne s'agit plus seulement de défaites du prolétariat, mais de défaites de la politique de l'Internationale communiste. Les fautes de cette politique, en Allemagne, en Angleterre, en Chine — et, dans une moindre mesure, dans d'autres pays — sont telles qu'il est impossible d'en trouver de semblables dans toute l'histoire du Parti bolchévique (...).

Voilà les causes immédiates et indiscutables des défaites. Essayer de montrer que même avec une politique juste, les défaites étaient inévitables, c'est verser dans un fatalisme écœurant et renoncer à la compréhension bolchevique du rôle et de l'importance de la direction révolutionnaire. »

La politique de l'IC et du parti allemand, s'opposant au front unique con-

tre les nazis et permettant la victoire d'Hitler, conduit Trotsky à caractériser cette situation comme « *le passage définitif de l'IC du côté de l'ordre bourgeois* ».

LE « SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS »

Car pour définir sa politique, Trotsky ne part pas d'une vue de l'esprit ou d'on ne sait trop quel *a priori* idéologique sur la « révolution mondiale ». Il part de la réalité : la « question internationale » n'est pas un « supplément d'âme », elle est inscrite dans tous les développements en cours en URSS :

« Sans la victoire de la révolution mondiale, nous ne construirons pas le socialisme (...). La construction économique a une importance énorme. Si la direction se trompe, la dictature du prolétariat s'affaiblit ; sa chute porterait un tel coup à la révolution socialiste que celle-ci ne s'en remettrait pas avant toute une longue série d'années. Mais la décision du procès historique entre le monde du socialisme et le monde du capitalisme dépend du second levier, c'est-à-dire de la révolution prolétarienne mondiale. L'importance gigantesque de l'URSS vient de ce qu'elle est la base d'appui de la révolution mondiale, et non pas de sa capacité à construire le socialisme indépendamment de la révolution mondiale. » (*L'Internationale communiste après Lénine*.)

En effet, la révolution d'Octobre 1917 n'est pas une révolution russe au sens où la révolution de 1789 — quoique déjà partiellement européenne — était française ; elle est partie d'une profonde secousse mondiale, née de la Première Guerre mondiale qui a révélé l'impasse barbare d'un système de production et des rapports sociaux qui en découlent.

L'impact de la révolution de 1917 sur toute l'Europe en 1918 comme la mobilisation des puissances « alliées » contre la jeune république des soviets en témoignent. De ce point de vue, la révolution d'Octobre constitue d'emblée un enjeu permanent de la lutte des classes à l'échelle internationale entre les tenants

de la société capitaliste et les travailleurs.

Mais le reflux de la révolution européenne, l'arriération des forces productives en URSS et la destruction de la classe ouvrière dans la guerre civile font de l'URSS l'Etat de la pénurie collectivisée. Le processus de monstrueuse dégénérescence de l'Etat soviétique se définit donc dès l'origine comme un processus international : la destruction de toute démocratie soviétique, la liquidation physique des opposants, la terrible oppression et la dégradation des conditions d'existence des masses travailleuses d'URSS, par quoi se constitue et se définit le stalinisme comme dictature d'une bureaucratie parasitaire et réactionnaire, sont des facteurs de la lutte des classes internationale.

En tournant le dos à celle-ci, la théorie stalinienne du « socialisme dans un seul pays », loin d'extraire l'URSS de l'arène internationale, l'y plonge dans une position de dépendance à l'égard des pays capitalistes avancés. C'est ce que Trotsky expliquera dès 1928-1929 :

« La nouvelle doctrine dit : le socialisme peut être construit sur la base d'un Etat national. De là peut et doit découler, en dépit de toutes les déclarations solennelles, une politique de collaboration avec la bourgeoisie de l'extérieur. Les tâches des partis de l'Internationale communiste prennent alors un caractère secondaire : protéger l'URSS des interventions et non pas lutter pour la conquête du pouvoir. Il ne s'agit pas d'intentions subjectives, mais d'une logique objective de la pensée politique. »

C'est pourquoi cette question de la lutte pour la révolution mondiale est l'axe du combat acharné de Léon Trotsky et de l'Opposition. La « théorie » de « la construction du socialisme dans un seul pays » est la pièce maîtresse de l'idéologie stalinienne de justification de la bureaucratie du Kremlin, dont le pouvoir usurpateur et parasitaire est camouflé en une « étape » du processus de la révolution prolétarienne.

Trotsky, quant à lui, ne minimise nullement la nécessité de défendre l'URSS et d'en permettre le développement — limité — et donc de faire en ce sens des

propositions économiques, sociales et politiques pour protéger et développer la propriété sociale des moyens de production, d'industrialisation, etc. Mais la seule défense conséquente de ces conquêtes passait par leur extension dans le monde et d'abord dans les principaux pays avancés. C'est ce que confirme *a contrario* la politique actuelle de la direction gorbatchevienne du PCUS, qui proclame la nécessité d'insérer l'économie soviétique dans le marché mondial... en se soumettant aux lois, aux règles et aux exigences des pays capitalistes qui le dominent, au premier chef le capitalisme US.

Dans la préface de *La Révolution permanente*, Trotsky expliquait :

« La division mondiale du travail et le caractère supranational des forces productives modernes conservent toujours leur importance pour l'Union soviétique, et cette importance deviendra plus grande à mesure que s'accrera son relèvement économique. »

Cette analyse est fondamentale pour comprendre la réalité de l'URSS aujourd'hui.

En effet, malgré l'isolement de la révolution russe et les distorsions introduites dans le développement économique du pays par la rupture des liens avec la division internationale du travail — distorsions encore considérablement accrues par la domination bureaucratique —, les forces productives se sont suffisamment développées en URSS grâce à l'expropriation du capital pour tirer le pays de la situation d'arriération qui était la sienne sous les tsars.

Mais ce développement est d'une nature profondément contradictoire, conciliant les traits d'arriération, de formidables déséquilibres et des éléments anarchiques.

Ces contradictions, qui demeurent fondamentalement les mêmes aujourd'hui que celles qui ont longtemps ravagé l'économie soviétique sous la gestion de la bureaucratie, sont les suivantes : bas rendement de l'industrie et de l'agriculture en comparaison avec la productivité du travail dans les pays capitalistes ; mauvaise qualité générale de la

production avec des distorsions et des ruptures entre les différents secteurs et branches, notamment entre l'industrie et l'agriculture, entre le secteur des moyens de production et celui des biens de consommation ; gaspillage bureaucratique et caractère artificiel des prix. Ce développement contradictoire se matérialise dans l'extension d'une couche sociale privilégiée qui en écume le surproduit social : la bureaucratie stalinienne du Kremlin.

LA NATURE DE CLASSE DE LA BUREAUCRATIE

Pour dénoncer la bureaucratie, il n'y a pas de plus sévères censeurs que les dirigeants du Kremlin, Gorbatchev en tête. Tout le monde parle de la bureaucratie. D'innombrables discours s'indignent de la surabondance des bureaucrates (au sens strict de fonctionnaires d'Etat) et s'en prennent à la pesanteur du système administratif qui freinerait le développement du pays.

En quelque sorte, l'URSS souffrirait du « tout-Etat ». Précisément, l'originalité de la contribution de Léon Trotsky à l'analyse de l'URSS réside dans le fait qu'il ne se contente pas de décrire la croissance de son énorme appareil administratif, mais démontre qu'à travers ce processus, une couche sociale s'est cristallisée et a pris le pouvoir en expropriant politiquement le prolétariat. Il ne s'agit donc pas d'une énorme gloutonne bureaucratie semblable à une hydre aux multiples tentacules ; non, il s'agit d'une couche *sociale* privilégiée qui s'est emparée du pouvoir et le défend. C'est pourquoi Trotsky se prononce pour une révolution politique et non pour une réforme de l'appareil. Car l'appareil bureaucratique stalinien est pour lui un organe bourgeois.

Cette question est bien évidemment déterminante. En effet, après la révolution d'Octobre 1917, le maintien du marché mondial, la pression constante qu'il exerce sur l'URSS interdisent que commencent à déprier les normes bourgeois.

ses dans l'Etat ouvrier. Celui-ci doit conserver le système du salariat ou, comme Marx l'a écrit, les « normes bourgeoisées de la distribution », afin d'accroître les forces productives ; cependant, le sort de ce système dépend de la direction générale du développement : que la révolution éclate dans d'autres pays, que la richesse sociale augmente, et les inégalités tendent à se réduire ; la victoire des tendances socialistes sur les tendances bourgeoisées entraîne alors la résorption de l'Etat dans une société s'administrant elle-même.

Mais, dans les conditions d'arriération et d'isolement où se trouvait l'URSS, les normes bourgeoisées de distribution se sont au contraire grossièrement renforcées et ont engendré des tendances rétrogrades, qui se sont cristallisées sous la forme de la bureaucratie. Celle-ci, produit de la pression impérialiste, se renforce des défaites du prolétariat que son conservatisme engendre et progressivement se constitue en une couche sociale parasitaire, qui confisque le pouvoir politique au prolétariat.

BUREAUCRATIE ORDINAIRE ET BUREAUCRATIE STALINIENNE

« L'affirmation que la bureaucratie de l'Etat ouvrier à un caractère bourgeois doit apparaître non seulement curieuse, mais tout simplement absurde aux gens de l'esprit formaliste »,

estimait Léon Trotsky dans *Défense du marxisme*.

« Et pourtant, explique-t-il, même la bureaucratie la plus révolutionnaire représente jusqu'à un certain point un organisme bourgeois dans l'Etat ouvrier. Bien entendu, ce qui a un sens décisif, c'est le degré de ce caractère bourgeois et la tendance générale du développement. Si l'Etat ouvrier se débureaucratise et se réduit progressivement à rien, le développement va donc dans le sens du socialisme. Au contraire, si la bureaucratie devient de plus en plus pesante, autoritaire, privilégiée et conservatrice, c'est donc que les tendances bourgeoisées dans l'Etat ouvrier se déve-

loppent au détriment des tendances socialistes ; en d'autres termes, alors la contradiction qui existe jusqu'à un certain degré dans l'Etat ouvrier dès les premiers jours de sa constitution ne diminue pas, comme l'exige la "norme", mais croît. Jusqu'alors cependant, aussi longtemps que cette contradiction n'a pas dépassé le domaine de la répartition pour entrer dans celui de la production et n'a pas fait exploser la propriété nationalisée et l'économie planifiée, l'Etat reste ouvrier. »

Après soixante ans de dégénérescence stalinienne, la « tendance générale du développement » est aussi clairement établie que la nature sociale et le rôle de la bureaucratie : il ne s'agit plus d'une simple « déformation bureaucratique », mais d'une couche sociale qui prend le pouvoir.

En ce qui concerne sa nature sociale, Léon Trotsky montre dans *La Révolution trahie* ce qui distingue cette couche petite-bourgeoise d'une classe sociale. Il écrit :

« Le fait même qu'elle (*la bureaucratie*) se soit approprié le pouvoir dans un pays où les moyens de production les plus importants appartiennent à l'Etat crée entre elle et les richesses de la nation des rapports entièrement nouveaux. Les moyens de production appartiennent à l'Etat. L'Etat "appartient" en quelque sorte à la bureaucratie (...). Mais les tentatives faites pour présenter la bureaucratie soviétique comme une classe "capitaliste d'Etat" ne résistent visiblement pas à la critique : la bureaucratie n'a ni titres ni actions. Elle se recrute, se complète et se renouvelle grâce à une hiérarchie administrative sans avoir de droit particulier en matière de propriété... Les priviléges de la bureaucratie sont des abus. Elle cache ses revenus. Elle feint de ne pas exister en tant que groupement social. »

En effet, la bureaucratie doit dissimuler ses priviléges et surtout sa place sociale privilégiée.

D'emblée, Trotsky démasque la bureaucratie comme un parasite, qui n'a aucun rôle indispensable (au contraire) et ne constitue pas un agent nécessaire de la production.

« Elle ne se présente pas comme la porteuse d'un nouveau système d'économie, mais comme une excroissance parasitaire sur le corps de l'Etat ouvrier »,

explique-t-il dans *Défense du marxisme*. Il précise :

« Elle n'a pas de place indépendante dans le processus de production et de répartition. Elle n'a pas de racines indépendantes de propriété. Ses fonctions se rapportent dans leur essence à la technique politique de la domination de classe. » (*La IV^e Internationale et l'URSS*.)

C'est sa domination sans partage (le monopole du pouvoir politique) qui lui permet d'accaparer une partie du surproduit social. Elle forme de ce fait une couche sociale distincte de la classe ouvrière, petite-bourgeoise et antagonique au prolétariat et à l'Etat qu'elle parasite.

C'est en ce sens qu'il serait erroné de voir dans cette *couche sociale* une simple bureaucratie comparable à d'autres, comme celle de l'Empire Céleste en Chine ou celle de la Prusse au XIX^e siècle. Ces dernières, quelle que fût leur relative autonomie, étaient au service de l'intérêt général de la classe sociale dominante dans le pays, ce qui n'est pas le cas de la bureaucratie stalinienne.

« PLUS QU'UNE SIMPLE BUREAUCRATIE »

C'est pourquoi Léon Trotsky écrit :

« La bureaucratie soviétique ressemble à toute autre bureaucratie et surtout à celles du fascisme. Mais elle s'en distingue aussi par des traits d'une extrême importance. Sous aucun autre régime, la bureaucratie n'atteint une pareille indépendance. Dans la société bourgeoise, la bureaucratie représente les intérêts de la classe possédante. (...) La bureaucratie soviétique s'est élevée au-dessus d'une classe qui sortait à peine de la misère. (...) Tandis que les fascistes, une fois arrivés à la mangeoire, s'unissent avec la bourgeoisie (...), la bureaucratie de l'URSS s'assimile les mœurs bourgeois sans avoir à côté

d'elle un bourgeoisie national. En ce sens, on ne peut nier qu'elle soit quelque chose de plus qu'une simple bureaucratie. Elle est la seule couche sociale privilégiée et dominante, au sens plein des termes, de la société soviétique. » (*La Révolution trahie*, page 602, Editions de Minuit.)

Il s'agit d'une couche sociale qui est constituée sur la base de la dégénérescence de l'Etat ouvrier et s'est intégrée les débris des anciennes classes dirigeantes, de l'ancien personnel dirigeant.

« La très grande majorité des bureaucrates de la génération actuelle étaient pendant la révolution d'Octobre de l'autre côté de la barricade ou, dans le meilleur des cas, à l'écart de la lutte.

Ceux d'entre les bureaucrates d'aujourd'hui qui, aux jours d'Octobre, étaient avec les bolcheviks n'avaient pas, pour la plupart, de rôle un tant soit peu important. Quant aux jeunes bureaucrates, ils sont formés et sélectionnés par les vieux et souvent dans leur propre progéniture. Ces hommes n'avaient pas fait la révolution d'Octobre. Ils se trouvèrent les mieux adaptés pour l'exploiter. » (*La Révolution trahie*, page 504.)

Le problème n'est pas pour Trotsky d'élucider les origines individuelles des bureaucrates, mais d'établir le caractère petit-bourgeois de cette couche sociale qui est, « plus qu'une simple bureaucratie, une caste ».

Comme il l'explique, « cette définition n'a pas », bien sûr, « de caractère strictement scientifique », précisément parce que

« la vieille terminologie sociologique n'a pas préparé et ne pouvait pas préparer de dénomination pour un nouveau phénomène social. (...) Nous appelons souvent la bureaucratie soviétique une *caste*, soulignant par là le caractère fermé, le despotisme et la morgue de la couche dirigeante, qui considère qu'elle seule descend des lèvres de Brahma. » (*Défense du Marxisme*, Edi, page 106.)

Cette analogie, quoique limitée, permet de saisir pourquoi la couche dirigeante du Kremlin ne peut se définir comme une « simple bureaucratie ». Plus que n'importe quelle bureaucratie — y compris fasciste —, elle constitue une nouvelle formation sociale.

DES ACTES SYSTÉMATIQUES DE BANDITISME

« Le détournement de fonds et le vol, principales sources de revenu de la bureaucratie, ne constituent pas un système d'exploitation au sens scientifique du terme. Mais du point de vue des intérêts et de la situation des masses, c'est pire que toute exploitation "organique". La bureaucratie n'est pas une classe possédante au sens scientifique du terme, mais elle contient dans son sein, à un degré démultiplié, tous les vices d'une classe possédante. C'est précisément l'absence de rapports de classes cristallisés et la totale impossibilité de l'érection de ceux-ci sur le fondement social de la révolution d'Octobre qui donnent aux réalisations de la machine d'Etat un caractère si convulsif. Pour que la bureaucratie puisse poursuivre son vol systématique, ses appareils sont obligés de recourir à des actes systématiques de banditisme. » (Léon Trotsky, 1^{er} mai 1939.)

Ces phrases écrites il y a cinquante et un ans sont entièrement confirmées par tout le développement de l'appareil bureaucratique sous Staline, Brejnev et Gorbatchev. Aujourd'hui, le cœur de cet appareil, c'est la « nomenklatura », c'est-à-dire l'ensemble des fonctionnaires permanents que les services administratifs du PCUS désignent aux divers postes, de haut en bas de l'appareil du parti lui-même, de l'appareil des syndicats dans les 46 000 entreprises de l'URSS, de l'appareil de gestion de l'économie (entreprises, sovkhozes et kolkhozes), de l'appareil de l'armée, de la police, du KGB et de l'Etat... dans les quinze républiques et au niveau de l'URSS (ministères centraux et des républiques, etc.). Il faut y ajouter l'appareil des komsomols (Jeunesses communistes) et de la multitude d'organisations sociales qui encadrent les diverses activités de la population, ainsi que toutes les couches de parasites qui gravitent dans l'orbite bureaucratique. Un exemple éclatant de la décomposition sociale qu'entraîne la domination bureaucratique est donné dans le numéro de mars

1989 de la revue *Iounost*, où un juriste consacre un article à la « *mafia en URSS* ». Un mafioso soviétique, Adylov, s'était vanté de pouvoir « *révoquer* »... Rachidov lui-même, le premier secrétaire du PC d'Ouzbékistan. Le juriste s'interroge :

« Si de hauts personnages gouvernementaux ne sont que des marionnettes, qui tient donc les fils entre ses mains ? »

Il répond :

« On cherche à juste titre la nature de la criminalité organisée dans ce qu'on appelle "l'économie de l'ombre". C'est le lien entre le monde du crime et le business clandestin qui nous constraint à y voir quelque chose de similaire à la mafia. Cependant, la comparaison est superficielle et unilatérale : les racines du monde du crime organisé sont différentes chez nous. Elles prennent naissance dans le système de commandement totalement administratif et dans les méthodes de gestion qui lui sont propres. Notre mafia domestique a reçu ses revenus directement des mains du pouvoir bureaucratique organisé. »

La bureaucratie prolifère, en effet, sur le *déficit* et la *pénurie* qu'elle gère et répartit en *pénurie aggravée*... et en *privileges* clandestins dissimulés qui constituent un terrain de choix pour le trafic, les circuits parallèles, la corruption.

Les couches bureaucratiques liées aux milieux de l'économie parallèle et ces milieux eux-mêmes aspirent à *consolider* et à *officialiser* leurs revenus et leurs priviléges. D'après l'économiste soviétique Koriaguina, les revenus de cette économie parallèle sont de 70 à 90 milliards de roubles, soit le *huitième* du budget national de l'URSS, l'équivalent de l'ensemble des dotations et subventions sociales !

Or, les détenteurs de ces revenus illégitimes et clandestins n'aspirent pas seulement à les officialiser, à les légaliser, à les faire fructifier en roubles ; ils aspirent aussi à les internationaliser, à les faire circuler et multiplier sur le *grand marché de la spéculation mondiale*, à les consommer en dollars, en pétrodollars, en eurodollars, en devises.

C'est donc de l'intérieur même de l'appareil bureaucratique que surgissent

toutes les tentatives de restaurer le capitalisme.

LE PRODUIT DE LA RÉACTION BOURGEOISE

Dans un document datant de 1933, Trotsky, comparant la bureaucratie à une excroissance parasitaire, précisait :

« Une tumeur peut atteindre des dimensions énormes et même étouffer l'organisme vivant, mais la tumeur ne peut jamais se changer en un organisme indépendant. »

En effet, si la caste bureaucratique est le produit de la réaction bourgeoise impérialiste, elle n'a cependant pas pu aller jusqu'au bout, c'est-à-dire renverser les rapports d'Octobre. L'isolement de la révolution russe, ainsi que nous l'avons montré, a permis la croissance au sein de l'Etat ouvrier de cette couche sociale qui y exprime la pression impérialiste mondiale. Mais la poursuite de la lutte des classes mondiale a interdit à ce processus d'aller jusqu'à son terme. Dès 1929, Trotsky indiquait que derrière Staline, il y avait

« ces éléments et ces groupes qui, tout en étant les ennemis du socialisme, sont trop faibles pour accomplir un coup d'Etat contre-révolutionnaire et, pour cette raison même, tendent au glissement paisible sur les rails de la société bourgeoise, à "une descente tous freins serrés", selon l'expression d'un de leurs idéologues. Toutefois, ce serait une erreur de considérer tous ces processus comme déjà réalisés... Le sort futur de la révolution sera fixé par la marche même de la lutte des forces vives de la société » (*Où va la révolution soviétique ?*)

C'est-à-dire par le développement de la lutte des classes mondiale qui sera l'obstacle majeur à de telles transformations.

Puis, dans *Défense du marxisme*, il précisait :

« L'impérialisme mondial représente la source de l'oppression, la bureaucratie fonctionnant comme mécanisme de transmission. »

C'est-à-dire que, pour Trotsky, cette caste bureaucratique est le produit bâtarde de la pression impérialiste contre l'expropriation du capital.

C'est en ce sens qu'il parle d'un corps étranger, car cette caste représente la réfraction du marché mondial et du capital international. Bien évidemment, pris dans les rapports de classes issus de la révolution d'Octobre, il ne peut se comporter comme un simple exécutant de l'impérialisme, il doit au contraire affirmer sa continuité avec la révolution d'Octobre. Mais toute sa politique vise à préserver ce marché mondial dominé par l'impérialisme. C'est là le sens de toute la politique du Komintern aux ordres de la bureaucratie stalinienne d'*« organisateurs des défaites de la révolution mondiale »*. Installée au sommet de l'Etat ouvrier qu'elle parasite, la caste bureaucratique agit comme facteur réactionnaire, en URSS comme à l'échelle mondiale, pour préserver sa position et ses priviléges — contradictoires aux intérêts des masses — et par là même protéger l'ordre mondial dominé par l'impérialisme.

Et dans *Le Programme de transition*, il soulignait que la bureaucratie devenait « *de plus en plus l'organe de la bourgeoisie dans l'Etat ouvrier* ». En effet, « cette bureaucratie, en devenant indépendante du prolétariat, parallèlement, dépend de plus en plus de la bourgeoisie... Notre opportunisme intérieur ayant grandi sur les fondements de la dictature du prolétariat ne fait qu'évoluer dans le sens des rapports capitalistes ».

Trotsky n'entendait pas par là que la bureaucratie n'avait pas ses intérêts propres et se limitait à un rôle de simple exécutant, mais que, fondamentalement, son existence était reliée à la préservation de l'ordre mondial et du marché mondial dominé par le capital. D'où sa politique internationale de lutte contre la révolution, qui risquerait de remettre en cause « l'ordre » et sa propre position.

Elle avait donc bien des intérêts propres à défendre face à l'impérialisme, mais dans le cadre fondamental de maintien du marché mondial, dont la théo-

rie du socialisme en un seul pays était la justification.

A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la bureaucratie du Kremlin était au sommet de sa puissance politique et pouvait négocier réellement avec l'impérialisme (Yalta). Mais l'évolution de la situation mondiale depuis 1945 aboutit aujourd'hui à des rapports politiques qui sont au détriment de la bureaucratie, car celle-ci se trouve désormais confrontée au développement de sa propre crise, à l'impasse où elle a conduit l'URSS et à la montée de la révolution politique.

Car si pendant longtemps la bureaucratie a pu, d'une part, comprimer ces tensions et, d'autre part, « maintenir » l'URSS « à l'abri » du marché mondial par une politique autarcique dont le prix a été très lourd pour le peuple soviétique, aujourd'hui elle a dû céder. C'est précisément l'antagonisme entre la bureaucratie, « *organe de la bourgeoisie mondiale* », et les relations sociales qui résultent de la révolution d'Octobre qui donne ce caractère si convulsif à la situation économique et politique de l'URSS.

En effet, le développement inégal et déformé qu'a connu depuis 1917 l'économie soviétique, sa diversification rendent de plus en plus urgente la nécessité pour elle de s'intégrer à la division internationale du travail. D'autre part, cette diversification de la production rend de plus en plus anachronique et déficiente la planification bureaucratique et requiert de plus en plus la participation active des producteurs à l'élaboration et à l'application du plan. Mais ce n'est possible qu'autant qu'ils détiennent le pouvoir politique. Or la bureaucratie cherche à défendre ses priviléges, dont la source est précisément le monopole du pouvoir politique qu'elle détient. La position sociale privilégiée qu'elle occupe fait qu'elle ne peut aborder l'intégration à la division internationale du travail que sur la base de la remise en cause des conditions de vie et de travail de la population soviétique, en subordonnant l'économie de l'URSS aux lois du « marché ».

LA TENDANCE RÉCURRENTE AUX RÉFORMES

C'est là qu'il faut voir la signification de la tendance récurrente en URSS à recourir à des « réformes économiques » qui ne sont que des tentatives identiques et renouvelées d'adapter l'économie soviétique au marché mondial dominé par l'impérialisme.

De fait, longue est la liste, depuis Liberman et Kossyguine, des diverses tentatives de « réformer » l'économie, et Gorbatchev, s'il n'est pas le premier, en est le plus fervent artisan, poussé par les nouveaux rapports politiques qui s'instaurent tant en URSS qu'à l'échelle mondiale. Mais pour mettre réellement en œuvre cette politique, il faudrait disloquer complètement l'économie soviétique, ce qui signifierait le chômage, les hausses de prix, la misère pour des millions d'ouvriers, leur liquidation sociale par la liquidation de la propriété sociale.

En ce sens, la bureaucratie du Kremlin, relais de la pression de l'impérialisme, « ébranle chaque jour davantage les éléments socialistes de l'économie et accroît les chances de la restauration capitaliste » (Léon Trotsky). Elle ne peut cependant aller jusqu'au bout de cette politique car, comme l'explique Trotsky,

« en tant que force politique consciente, la bureaucratie a trahi la révolution. Mais la révolution victorieuse, fort heureusement, n'est pas seulement un programme, un drapeau, un ensemble d'institutions politiques, c'est aussi un système de rapports sociaux. Il ne suffit pas de la trahir, il faut encore la renverser. Ses dirigeants ont trahi la révolution d'Octobre, mais ils ne l'ont pas encore renversée. La révolution a une grande capacité de résistance, qui coïncide avec les nouveaux rapports de propriété, avec la force vive du prolétariat, avec la conscience de ses meilleurs éléments, avec la situation sans issue du capitalisme mondial, avec l'inéluctabilité de la révolution mondiale ». (*La Révolution trahie*, Editions de Minuit, page 604.)

C'est pourquoi, face à la résistance des masses, la bureaucratie, par peur de l'explosion, est contrainte de remettre en cause ses propres réformes. C'est ainsi que, successivement, la réforme Kossyguine de 1965, les nouvelles tentatives en 1970, celle d'Andropov ensuite se sont heurtées à des oppositions au sein même de l'appareil. Et pour cause : Korotitch, rédacteur en chef de la revue *Ogoniok*, raconte les confidences que lui fit George Shultz à la fin de son mandat politique aux côtés de Reagan : « *Je vais revenir dans le business privé* » ; et le journaliste de commenter :

« Les bureaucrates soviétiques, on ne les attend ni dans le business privé, ni dans aucun business ; aucun système de sortie n'a été prévu pour eux. Voilà pourquoi ils se battront jusqu'au dernier, car ils ne peuvent reculer au-delà des frontières de leur bureau : ils n'ont pas d'existence au-delà ! Et ils se battent avec l'acharnement des membres des bataillons disciplinaires, car ils ne peuvent survivre qu'en triomphant. »

« En triomphant »... Gorbatchev lui-même, depuis plus de cinq ans, annonce une série de réformes qui n'entrent même pas en application. C'est ainsi qu'au cours des trois derniers mois, trois plans de réformes ont été rejetés. Ce qui n'implique pas que Gorbatchev ne tentera pas d'imposer sa perestroïka.

OU VA L'URSS ?

A la question : « *Où va l'URSS ?* », Léon Trotsky répondait en 1936 :

« Le fonctionnaire finira-t-il par dévorer l'Etat ouvrier, ou la classe ouvrière réduira-t-elle le fonctionnaire à l'incapacité de nuire ? Telle est la question dont dépend le sort de l'URSS. L'immense majorité des ouvriers est dès maintenant hostile à la bureaucratie ; les masses paysannes lui vouent une vigoureuse haine plébéienne. Si, à l'opposé des paysans, les ouvriers n'engagent presque pas la lutte, laissant ainsi les campagnes à leurs errements et à leur impuissance, ce n'est pas seulement à cause de la répression : les ouvriers craignent de frayer la route à une restauration capitaliste. Les relations de réciprocité

entre l'Etat et la classe ouvrière sont beaucoup plus complexes que ne l'imaginent les « démocrates » vulgaires. Sans économie planifiée, l'URSS serait rejetée à des dizaines d'années en arrière. En maintenant cette économie, la bureaucratie continue à remplir une fonction nécessaire. Mais c'est d'une façon telle qu'elle prépare le pillage du système et menace tout l'acquis de la révolution. Les ouvriers sont现实istes. Sans se faire d'illusion sur la caste dirigeante, tout au moins sur les couches de cette caste qu'ils connaissent d'un peu près, ils voient pour le moment en elle la gardienne d'une partie de leurs propres conquêtes. Ils ne manqueront pas de bouter dehors la gardienne malhonnête, insolente et suspecte, dès qu'ils verront la possibilité de s'en passer. »

Jusqu'à présent, l'histoire n'a pas permis de trancher et les termes de l'alternative sont fondamentalement les mêmes qu'en 1936. Mais nous ne sommes plus en 1936 et la différence saute aux yeux : les rapports entre les classes à l'échelle mondiale ont été bouleversés, et la dégénérescence de la bureaucratie a connu un « essor » encore plus monstrueux.

En 1936, le fascisme régnait sur l'Allemagne, l'Italie, la Roumanie, la Hongrie ; il étendait déjà son ombre sur l'Autriche et l'Espagne où la défaite de la révolution annonçait la guerre mondiale. Des régimes autoritaires antidémocratiques et prêts à la guerre contre l'URSS dominaient le Japon et la Pologne. Lors des discussions avec l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste, les dirigeants japonais affirmaient leur volonté que leur alliance ne soit dirigée ni contre la France, ni contre l'Angleterre, ni contre les USA, mais contre un seul ennemi : l'URSS... L'approche de la catastrophe mondiale semait la crainte et le doute et confortait, dès lors, le pouvoir de Staline et de la caste bureaucratique. Depuis 1945 et, plus encore, depuis la mort de Staline qui a révélé une crise souterraine, il en va tout autrement.

Dès le 17 juin 1953, c'est le soulèvement des travailleurs de Berlin-Est, bientôt suivi du déclenchement en URSS de la grève des camps. A la révolution hon-

groise de 1956, écrasée, répondent le Printemps de Prague, la grève de 1970 en Pologne, les grèves de 1980 et la constitution de la première organisation ouvrière indépendante de masse, *Solidarnosc*, dont l'avenir sera scellé également dans la lutte des classes, puis les mouvements en Allemagne, en Roumanie et dans l'ensemble de l'Europe de l'Est, qui sont les éléments constituants du tournant de la situation mondiale.

Face à ce renversement mondial qui l'a acculée dans une impasse, la bureaucratie n'a d'autre recours que de se tourner vers l'impérialisme en manifestant au grand jour ce qu'analysait Trotsky il y a plus de cinquante ans.

OÙ DONC GORBATCHEV TROUVE-T-IL SON PRINCIPAL APPUI ?

Une résolution du Conseil général de la IV^e Internationale, en 1987, affirmait :

« Où donc Gorbatchev trouve-t-il son principal "appui social" ? La réponse est évidente. C'est l'impérialisme qui constitue son appui social. Néanmoins, sauf contre les masses et les couches inférieures de la bureaucratie, aucune mesure concrète n'est encore prise... Tel est le contenu de la perestroïka, qui n'a cependant pas encore trouvé de base sociale significative en URSS même. »

Gorbatchev tente avant tout de sauver la domination de la bureaucratie. Toutefois, la question n'est pas de connaître les intentions de Gorbatchev, mais l'issue où mène la politique de la bureaucratie dans des conditions données : la bureaucratie a toujours cherché à institutionnaliser ses priviléges, et la seule façon d'y parvenir serait de les inscrire dans de nouveaux rapports de propriété. Dans *La Révolution trahie*, Léon Trotsky écrivait :

« Il faudra inévitablement qu'elle cherche appui par la suite dans des rapports de propriété. On objectera peut-être que peu importe au gros fonctionnaire les formes de propriété dont il tire les revenus. C'est ignorer l'instabilité des

droits du bureaucrate et le problème de sa descendance... Les priviléges que l'on ne peut léguer à ses enfants perdent la moitié de leur valeur... Il ne suffit pas d'être directeur de trust, il faut être actionnaire. La victoire de la bureaucratie dans ce secteur en ferait une nouvelle classe possédante. »

Jusqu'à présent, elle n'a pu y parvenir. Ses priviléges se situent en marge des formes légales et juridiques, même s'ils imprègnent tous les rapports sociaux, et aussi énormes soient-ils. Le bureaucrate qui perd sa fonction, perd sa source de revenus, voire ses revenus et ses « biens » ! La politique de « réforme économique » vise à remettre en cause ces rapports de propriété.

Mais pourquoi les réformes préconisées par Gorbatchev sont-elles si difficiles à réaliser ? Répondre à cette question c'est toucher du doigt le cours concret que prend la marche à la révolution politique. Dans la résolution déjà citée (décembre 1987), le Conseil général dégageait trois éléments :

« Les mesures qui sont prises par Gorbatchev remettent en cause la situation de la bureaucratie comme telle. L'introduction de ce que Gorbatchev et son équipe proposent, la volonté d'introduire le marché (les lois économiques) comme seul critère sont directement opposées aux intérêts de la bureaucratie comme telle et nourrissent sa crise. »

D'où la résistance de la bureaucratie à la politique préconisée par l'équipe Gorbatchev, qui apparaît comme une couche minoritaire. Mais la "force" de Gorbatchev au sein de la bureaucratie résulte de la situation d'impasse dans laquelle elle a conduit l'Union soviétique. La bureaucratie n'a rien à proposer que la perpétuation de ce qui est, et ce qui est, répétons-le, conduit à l'impasse.

Voilà le premier élément. Le deuxième, c'est que la bureaucratie, comme couche parasitaire, a la terreur de la classe ouvrière. Les réactions de la bureaucratie face aux grèves qui se sont multipliées contre les premières conséquences des mesures prises par Gorbatchev sont extrêmement révélatrices. Ces grèves conduisent la bureaucratie à considérer que c'est précisément la politi-

que de Gorbatchev qui entraîne les grèves, et ces réactions renforcent le fait que la couche qui soutient Gorbatchev est isolée, dans des conditions contradictoires. Isolée des couches profondes de la bureaucratie, elle est bien évidemment isolée de la classe ouvrière et de la masse des kolkhoziens auxquels elle promet des hausses massives des prix de tous les produits, et plus particulièrement des prix des objets de consommation.

La troisième question est celle des nationalités opprimées. Nous assistons en URSS à un mouvement des nationalités opprimées qui tend à devenir un mouvement général, dont la bureaucratie connaît le caractère explosif, mais qu'elle est incapable de contenir. Malgré la répression contre les Tatars déportés en Asie centrale par Staline, et qui exigent leur retour en Crimée, en dépit de la répression dans les pays Baltes, en Azerbaïdjan, etc., les manifestations de la résistance des nationalités opprimées ne cessent de se développer. »

En un mot, on peut dire que la bureaucratie qui a généré la perestroïka voit ses intérêts de caste remis en cause par cette même perestroïka ; la bureaucratie comme telle n'a rien à opposer à Gorbatchev. L'appui social de Gorbatchev en URSS même est donc extrêmement mince. Cet appui lui vient essentiellement de l'extérieur, de ceux auxquels sa politique veut ouvrir l'URSS, c'est-à-dire de l'impérialisme.

N'est-ce pas, comme l'écrivait Léon Trotsky, que « *la révolution sociale trahie par le parti gouvernant vit encore dans les rapports de propriété et dans la conscience des travailleurs* » ? Les rapports sociaux issus de la révolution d'Octobre sont à la base de la résistance que la population laborieuse oppose aux mesures économiques, sociales et politiques de la caste dominante.

C'est cette contradiction entre les intérêts des plus larges masses et ceux de la bureaucratie stalinienne qui va s'exprimer de plus en plus nettement en URSS.

PERESTROÏKA, OU RÉVOLUTION POLITIQUE ?

Il n'est pas dans notre propos d'analyser ici les développements actuels en

URSS, mais de souligner en quoi les textes et analyses de Léon Trotsky sont un instrument pour la compréhension des processus en cours.

Dans *Les Nouvelles de Moscou* du 9 septembre 1990, le journaliste Léonide Radzikhovski écrit :

« Trotsky avec son analyse découvre le point névralgique de la maladie dont souffrait la société soviétique, le combat de la "nouvelle aristocratie", de la bureaucratie contre les masses populaires qui l'avaient menée au pouvoir. Il comprend ce que signifiaient les discours sur l'Etat, en réalité propriété privée de la bureaucratie. Il chercha les moyens de briser la dictature de la bureaucratie du parti, dans le parti et dans le pays, et les nepmen et les koulaks ne l'intéressaient qu'en tant qu'alliés de la bureaucratie, qui s'en servait pour mener à terme le "coup d'Etat de Thermidor", établir dans le pays un capitalisme d'Etat privé appuyé sur un Etat fasciste. C'est pourquoi dans les années 1930 Trotsky élabora un programme de perestroïka de l'Union soviétique : on y trouve la démocratisation, l'autogestion, la glasnost et même le marché. Toutes les idées d'aujourd'hui, sauf une : la propriété privée, que ce fanatique du marxisme ne pouvait accepter. »

Passons sur le résumé des positions prêtées à Trotsky pour en venir à l'essentiel. Non, Trotsky ne peut pas être inclus dans le cortège des partisans de la perestroïka, précisément parce que celle-ci conduit à la restauration capitaliste et préserve les positions de la nomenklatura. Pour Trotsky, il ne s'agissait pas de « réformer » l'appareil bureaucratique, mais de le détruire.

Toute l'orientation politique de la IV^e Internationale se vérifie dans le passage suivant, extrait du programme de fondation de la IV^e Internationale :

« La nouvelle montée de la révolution en URSS commencera, sans aucun doute, sous le drapeau de la lutte contre l'inégalité sociale et l'oppression politique. A bas les priviléges de la bureaucratie ! A bas le stakhanovisme ! A bas l'aristocratie soviétique avec ses grades et ses décorations ! Plus d'égalité dans le salaire de toutes les formes de travail !

La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usine, pour la liberté de réunion et de la presse, se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la *démocratie soviétique*.

La bureaucratie a remplacé les soviets, en tant qu'organes de classe, par la fiction du suffrage universel, dans le style de Hitler-Goebbels. Il faut rendre aux soviets, non seulement leur libre forme démocratique, mais aussi leur contenu de classe. De même qu'auparavant la bourgeoisie et les koulaks n'étaient pas admis dans les soviets, de même maintenant *la bureaucratie et la nouvelle aristocratie doivent être chassées des soviets*. Dans les soviets, il n'y a place que pour les représentants des ouvriers, des travailleurs des kolkhozes, des paysans et des soldats rouges.

La démocratisation des soviets est inconcevable sans la *législation des partis soviétiques*. Les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par leurs libres suffrages, montreront quels partis sont soviétiques.

— *Révision de l'économie planifiée* du haut en bas, dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs ! Les comités d'usine doivent reprendre le droit de contrôle sur la production. Les coopératives de consommation, démocratiquement organisées, doivent contrôler la qualité des produits et leurs prix.

— *Réorganisation des kolkhozes* en accord avec la volonté des kolkhoziens et selon leurs intérêts !

La politique internationale conservatrice de la bureaucratie doit faire place à la politique de l'internationalisme prolétarien. Toute la correspondance diplomatique du Kremlin doit être publiée. *A bas la diplomatie secrète !*

Tous les procès politiques montés par la bureaucratie thermidorienne doivent être révisés, dans les conditions d'une publicité complète et d'un libre examen. Les organisateurs des falsifications doivent en supporter le châtiment mérité.

Il est impossible de réaliser ce programme sans le renversement de la bureaucratie, qui se maintient par la violence et la falsification. Seul le soulèvement révolutionnaire victorieux des masses opprimées peut régénérer le régime soviétique et assurer sa marche en avant vers le socialisme. Seul le parti de la IV^e Internationale est capable de

mener les masses soviétiques à l'insurrection.

A bas la clique bonapartiste de Caïn-Staline !

Vive la démocratie soviétique !
Vive la révolution socialiste internationale ! »

Tel est le programme sur lequel Trotsky a combattu pour construire la IV^e Internationale.

LA JEUNESSE POURRA RESPIRER LIBREMENT

Il y a cinquante ans, un agent de Staline assassinait Trotsky. Tout a été fait pendant des décennies pour enterrer Trotsky sous un amoncellement de calomnies et pour « effacer » jusqu'à son nom de l'histoire. Staline a pu faire assassiner Trotsky et liquider des générations de révolutionnaires. Mais il n'a pu faire disparaître ni Trotsky, ni la IV^e Internationale. L'activité de Léon Trotsky a été trop indissolublement liée à la révolution d'Octobre et à ses prolongements internationaux pour qu'on parvienne à les séparer.

Et aujourd'hui en URSS, la « question » Trotsky ressurgit avec force, en relation même avec le processus en cours en URSS. Et donc, aujourd'hui encore, il faut dénaturer les positions de Trotsky, voire les falsifier, l'identifier à Staline ou bien en faire un « gorbatchevien » avant l'heure, mais rien n'y fera. Ce que Staline n'a pas réussi à faire — faire disparaître Trotsky et la IV^e Internationale — ses épigones et les « amis de la perestroïka » ne parviendront pas à le réaliser non plus.

Il y a plus de cinquante ans, Léon Trotsky a indiqué la voie que suivait la révolution politique en URSS. Ainsi, dans *La Révolution trahie*, il écrit en conclusion d'une analyse où il montre comment la bureaucratie, couche sociale spécifique sans fonction économique nécessaire, a usurpé le pouvoir politique et s'est entièrement subordonné les soviets :

« Un Etat issu de la révolution ouvrière existe pour la première fois

dans l'histoire. Les étapes qu'il doit franchir ne sont inscrites nulle part. Les théoriciens et les bâtisseurs de l'URSS espéraient, il est vrai, que le système souple et clair des soviets permettrait à l'Etat de se transformer pacifiquement, de se dissoudre et de détepérir au fur et à mesure que la société accomplirait son évolution économique et culturelle. La réalité s'est montrée plus complexe que la théorie. Le prolétariat d'un pays arriéré a dû faire la première révolution socialiste. Il aura très vraisemblablement à payer ce privilège historique d'une seconde révolution, celle-ci contre l'absolutisme bureaucratique. Le programme de cette révolution dépendra du moment où elle éclatera, du niveau que le pays aura atteint et, dans une mesure très appréciable, de la situation internationale. Ses éléments essentiels, suffisamment définis dès à présent, sont indiqués tout au long des pages de ce livre : et ce sont les conclusions objectives de l'analyse des contradictions du régime soviétique.

Il ne s'agit pas de remplacer une coterie dirigeante par une autre, mais de changer les méthodes mêmes de la direction économique et culturelle. L'arbitraire bureaucratique devra céder la place à la démocratie soviétique. Le rétablissement du droit de critique et d'une liberté électorale véritable sont des conditions nécessaires du développement du pays. Le rétablissement de la liberté des partis soviétiques, à commencer par le Parti bolchevique, et la renaissance des

syndicats y sont impliqués. La démocratie entraînera, dans l'économie, la révision radicale des plans dans l'intérêt des travailleurs. La libre discussion des questions économiques diminuera les frais généraux imposés par les erreurs et les zigzags de la bureaucratie. Les entreprises somptuaires, Palais des Soviets, théâtres nouveaux, métros construits pour l'épate, feront place à des habitations ouvrières. Les "normes bourgeois de répartition" seront d'abord ramenées aux proportions que commande la stricte nécessité, pour reculer, au fur et à mesure de l'accroissement de la richesse sociale, devant l'égalité sociale. Les grades seront immédiatement abolis, les décorations remises aux accessoires. La jeunesse pourra respirer librement, critiquer, se tromper et mûrir. La science et l'art secoueront leurs chaînes. La politique étrangère renouera avec la tradition de l'internationalisme révolutionnaire. » (*La Révolution trahie*, Editions de Minuit, pages 627-628.)

Cette période s'ouvre aujourd'hui...

Lucien Gauthier,
le 10 septembre 1990

(1) Boukharine, membre du comité central du Parti bolchevique, fut exécuté lors des procès de Moscou en 1937. Cela n'avait rien à voir avec sa position politique à l'époque de la NEP, mais à l'intérêt de Staline qui, pour consolider la couche bureaucratique, élimina la grande majorité des vieux bolcheviks, cordon ombilical avec la révolution d'Octobre.

La danse au-dessus du volcan

Par Jean-Jacques MARIE

Si les conséquences n'en étaient aussi dramatiques pour les peuples d'Union soviétique, on pourrait trouver comique, voire grotesque, le tableau des gesticulations des grands maîtres de la perestroïka. Que l'on en juge !

Le 11 septembre, le Soviet suprême se réunit pour entendre les propositions de « réforme » économique sur lesquelles les députés doivent se prononcer de toute urgence. Bien qu'habitüés aux plus redoutables surprises, les députés sont quand même saisis d'étonnement. Un étonnement que la *Pravda* du lendemain explique dans les termes suivants :

« Les députés n'avaient entre leurs mains ni le programme gouvernemental, ni le programme alternatif préparé par le groupe de l'académicien Chataline (*c'est-à-dire le programme dit des 500 jours soutenu par Boris Eltsine — NDA*), ni les remarques des experts indépendants dirigés par l'académicien Aganbegian (*c'est-à-dire apparemment une sorte de cocktail des deux premiers — NDA*). »

La discussion s'engage donc dans une incroyable confusion, pendant que les rayons des magasins se vident encore plus et que des décisions locales de hausses de prix se multiplient ici ou là.

Le 20 septembre, la *Pravda* annonce triomphalement en première page : « *Un nouveau plan de passage à l'économie de marché est apparu !* », et publie une longue interview de ses auteurs. Le lendemain soir, nouveau « coup de théâtre » dans ce théâtre d'ombres. Gorbatchev demande des « pouvoirs exceptionnels » pour accélérer le passage à l'économie de marché !

Il semble que l'histoire se répète en bégayant : au printemps de cette année, en février, Gorbatchev a créé la fonction présidentielle et s'est fait élire président, précisément afin de disposer des pouvoirs indispensables à la mise en œuvre du passage à l'économie de marché...

Rappelons-nous ce premier épisode. C'est pour mettre en œuvre de façon décidée et décisive l'ensemble de son programme économique et social que Gorbatchev a instauré la fonction présidentielle. Il l'a lui-même déclaré le 27 mars lors de la première réunion du Conseil présidentiel :

« Il faut prendre des mesures qui permettraient, après des difficultés temporelles, d'arriver à ce que l'économie travaille à plein rendement (...). Il est bien évident que sont nécessaires de nouvelles approches et des mesures décisives dans les transformations économiques. Si l'on veut en formuler l'essence sous une forme concentrée, il doit s'agir d'un passage contrôlé aux relations de marché. »

Son conseiller, le député Chmelev, était plus net encore :

« La sortie de la crise ne peut pas se faire sans douleur. L'autorité maximale du pouvoir politique y est indispensable. Il lui faudra prendre des mesures impopulaires, surmonter des dogmes idéologiques de franchise et la psychologie égalitariste. Beaucoup de gens placent ces espoirs dans l'institution de la présidence. »

Déjà, sous le titre « *Un président est nécessaire* », la *Pravda* du 28 février écrivait :

« Il est important de comprendre que l'instauration de la présidence influera sur la marche et sur les résultats de la réforme économique. »

Et la *Pravda* précisait :

« Les perspectives de mécanismes du marché de notre économie n'apportent manifestement pas que des fruits agréables. La décentralisation du pouvoir économique, la privatisation de la propriété, la création de sociétés par actions, le développement des coopératives, peuvent bouleverser l'équilibre économique et porter tort aux intérêts généraux de l'Etat et de la Fédération. »

Interviewé le 15 mars 1990 par la *Pravda*, sous le titre « Pour le succès de la réforme (économique) », le vice-président du Conseil des ministres, Abalkine, dit la même chose :

« Pour que la réforme radicale de l'économie soit réalisée, il faut un pouvoir fort et, je le souligne tout particulièrement, ayant de l'autorité (...). Les pouvoirs de la présidence peuvent indiscutablement accélérer la réforme, permettre de prendre des mesures énergiques. »

Bref, pour tenter de mettre en œuvre la privatisation de l'économie (c'est-à-dire la restauration du capitalisme) qui exige l'appui du capitalisme occidental, il faut un Bonaparte s'élevant au-dessus des intérêts contradictoires de toutes les forces attachées, consciemment ou non, à la propriété sociale, et des forces favorables à la privatisation de l'économie. La fonction de secrétaire général du PCUS n'est pas adéquate à cette fin parce que l'appareil, qui n'existe que comme excroissance parasitaire de la propriété sociale, a globalement beaucoup à perdre dans la privatisation, qui ne réservera d'avenir qu'à ses sommets privilégiés et réduira le reste au chômage. L'arbitrage — comme dans chez tout Bonaparte — doit se réaliser bien entendu en faveur de la propriété privée et des intérêts du capital.

Les lois peuvent en effet être déjà prises... et ne pas s'appliquer. C'est ce que constataient avec amertume deux des conseillers de Gorbatchev dans la *Pravda* du 16 février, sous le titre « A quoi les

lois servent-elles donc ? ». Ils y indiquent qu'une des principales lois économiques de la perestroïka, celle concernant le droit des paysans de louer la terre en exploitation privée pour cent ans, « est déjà prise. Et pourtant cette loi précisément ne s'applique pas... » Or, disent-ils, « la question des baux c'est la question du pouvoir. Du pouvoir sur les moyens de production... » Mais elle ne s'applique pas ! Les deux conseillers y voient la seule résistance de l'appareil bureaucratique et affirment : « Le temps des actions décisives est arrivé. »

Sans doute... mais un autre conseiller de Gorbatchev, Petrakov, l'un des plus chauds partisans de la privatisation de l'économie soviétique, attire l'attention de ses collègues et de Gorbatchev sur les conditions politiques de la réalisation de ce programme. Dans une interview au quotidien *Tribune ouvrière*, publiée sous le titre « Doucement avec la thérapie de choc », il montre pourquoi, à ses yeux, la méthode Mazowiecki est inapplicable à l'URSS :

« Je veux lancer un avertissement : allons-y doucement avec la thérapie de choc ! D'abord il faut commencer par peser à tête reposée son aspect politique, puis après son aspect économique. La situation politique en Pologne est fondamentalement différente de la nôtre. Les Polonais ont obtenu l'arrivée de *Solidarnosc* au pouvoir et, pour l'essentiel, ils ne peuvent plus se plaindre de personne. Ils ont dans l'économie ce qu'ils ont voulu et le programme du gouvernement Mazowiecki, même s'il représente une potion amère, est mis en application sur la base de ce consensus social. Dans notre société à nous, la situation est tout à fait différente. »

Laissons à Petrakov, l'idéalisation de la thérapie de choc que les Polonais accepteraient sans murmure ! Il constate qu'en URSS, il n'y a pas de consensus ! Et Petrakov dénonce pêle-mêle les « populistes », les « politiciens qui jouent avec l'état d'esprit des masses », et souligne :

« Un cercle restreint de gens, environ 30 % de la population, est favorable à l'orientation vers l'économie de marché et est prête à accepter une augmentation

des prix, pourvu que les marchandises reviennent sur les rayons des magasins. » (*Tribune ouvrière* du 24 avril 1990.)

On comprend dès lors que Gorbatchev, lors de son voyage à Sverdlovsk, fin avril, ait répondu de façon très obscure aux questions sur la « *thérapie de choc à la polonaise* » et ait affirmé qu'il fallait encore de six à huit mois de travail sur la réforme des prix... sur laquelle ses experts travaillent depuis plus de trois ans déjà !

Comme disait le journaliste du *Monde* (16 mars 1990) dans un éclair de lucidité : « *Gorbatchev se doit maintenant de se trouver sa base sociale, c'est-à-dire sa majorité.* » Certes, il a l'appui de Bush, Mitterrand, Kohl, Thatcher et quelques autres chefs d'Etat, mais cela ne saurait suffire à constituer la base sociale de la privatisation de l'économie soviétique. La concentration des pouvoirs entre les mains de Gorbatchev à cette fin n'a fait, en réalité, que l'isoler un peu plus au sommet même de l'URSS. Les ultimatums successifs qu'il a depuis lors multipliés aux « nationalités » baltes, arménienne ou ukrainienne ont été immanquablement suivis de déclarations de souveraineté — certes à demi fantomatiques — mais qui sont autant de défis au tout-puissant président.

La mésaventure subie par le premier plan économique de Ryjkov et Gorbatchev révèle plus encore sa fragilité. Elle est éclairante à plus d'un titre car le nouveau plan Ryjkov n'est qu'une variante améliorée (c'est-à-dire plus brutale) du précédent.

Le 25 mai au soir, le Soviet de Moscou, réuni pour la première fois en séance plénière depuis les élections, était inopinément saisi d'une proposition non prévue à l'ordre du jour : l'introduction de mesures restreignant aux seuls habitants de Moscou dûment enregistrés le droit d'acheter des marchandises dans les magasins de la capitale. La raison officielle ? « *Le commerce de détail a augmenté d'un quart au cours des derniers jours dans la capitale* » (*la Pravda* du 27 mai 1990). Qu'en termes choisis

ces choses-là sont dites !

Le jeudi soir 24 mai, le Premier ministre Ryjkov a annoncé au Soviet suprême de l'URSS la mise en œuvre imminente de la « *réforme économique* ». La télévision a retransmis son discours en direct. Ryjkov n'y est pas allé de main morte. Une réforme des prix est nécessaire et urgente, a-t-il déclaré. Il a précisé :

« Les prix des produits alimentaires sont deux à trois fois inférieurs à la valeur des produits (...) Par exemple, le kilogramme de viande de bœuf revient à l'Etat à 5 roubles 88 kopecks et son prix de vente au détail dans les magasins d'Etat est en moyenne de 1 rouble 81 kopecks.

Pour parler franchement, nous avons déjà pris du retard avec la réforme des prix de détail. »

Puis il a annoncé les mesures prochaines :

« Les calculs montrent qu'il faut en moyenne multiplier par deux le prix des produits alimentaires, c'est-à-dire en particulier la viande par 2,3, le poisson par 2,5, les produits laitiers par 2, le pain par 3, l'huile par 1,8, le beurre par 1,2... »

Ainsi, dit-il, le kilo de viande sera porté à 5 roubles 50 kopecks (au lieu de 1,81 aujourd'hui), ce qui est d'ailleurs nettement plus qu'une multiplication par 2,3...). L'augmentation du prix du pain aurait dû s'appliquer dès le 1^{er} juillet de cette année.

Le Premier ministre se sentait des ailes pour annoncer la suite : 30 à 50 % d'augmentation du prix des tissus et vêtements, 35 % d'augmentation du prix des chaussures, 20 % d'augmentation du prix des fourrures et 50 % du prix des matériaux de construction...

Plus de 43 millions de Soviétiques ont moins de 75 roubles par mois pour vivre ; des dizaines de millions gagnent de 80 à 140 roubles par mois ! La majorité des retraites se situent à ce niveau. Il s'agit donc d'un vrai programme d'affameurs.

Après avoir ainsi promis la misère et la faim à des millions de téléspectateurs... Ryjkov a évoqué un système de

« compensations » dérisoire. La réaction de la population a constraint alors Ryjkov à retirer son projet.

Léonide Abalkine, vice-Premier ministre, affirmait aussitôt nécessaire de mettre en œuvre au plus vite la réforme économique, « pour éviter l'explosion sociale ». Les apprentis sorciers de la perestroïka sont manifestement en train de l'accélérer. Et le discours télévisé de Gorbatchev dimanche 27 au soir n'y changea rien. Tout en enrobant la pilule, il a affirmé : nous allons continuer. C'est que les partenaires capitalistes et le FMI exigent la saignée de cette hausse des prix massive. Ils suscitent ensemble la colère et la rage. Il fallut pourtant sonner la retraite.

Le XXVIII^e Congrès du Parti communiste de l'URSS qui se tenait en juillet, au lendemain de cette retraite, devait donc amorcer un nouveau dispositif des forces au sommet. D'autant que la protestation populaire montait d'un cran.

Le 11 juillet, plus de trois millions de mineurs soviétiques se sont mis en grève pour réclamer la démission du gouvernement de l'URSS et contre les priviléges politiques du PCUS ; le même jour, Boris Eltsine annonçait en plein congrès du Parti communiste sa décision de quitter ce dernier. Les médias ont donné beaucoup d'importance à ce second événement et peu au premier. Et pourtant, même du seul point de vue strictement politique, la démission d'Eltsine (et de quelques-uns de ses « amis ») du parti stalinien découle très directement de la grève des mineurs ou, plus exactement, de ce qu'elle signifie...

Pendant que Gorbatchev, au cours du congrès, montrait sa volonté de subordonner l'appareil du parti à celui de l'Etat, Boris Eltsine se plaçait en dehors de l'appareil en démissionnant du PCUS :

« J'annonce mon départ du Parti communiste pour avoir davantage de possibilités de mener une action efficace et montrer ma disponibilité pour travailler en collaboration avec tous les autres partis et organisations sociales. »

Pour quelle « action efficace » Boris Eltsine se pose-t-il ainsi plus en force

d'appoint qu'en rassembleur, en pôle d'union nationale, aux côtés de Gorbatchev lui-même et en rival en même temps ? Il ne l'a pas dit là, mais il l'a dit avant, dans son livre intitulé *Jusqu'au bout* :

« Admettre la propriété privée entraînerait l'effondrement du grand bastion sur lequel repose le monopole d'Etat et tout ce qui y est lié : le pouvoir, l'aliénation de l'homme et de son travail. La deuxième question, celle de la terre, n'est pas moins importante. Le mot d'ordre « *La terre aux paysans !* » est plus actuel aujourd'hui qu'il y a soixante-dix ans. On ne pourra nourrir le pays que le jour où les terres appartiendront à des propriétaires. Viennent ensuite la décentralisation du pouvoir, l'autonomie financière des républiques et leur réelle souveraineté. Cela permettrait de régler nombre d'aspects de la question des nationalités. Il faut envisager la suppression de toutes les limites à l'indépendance économique, financière, administrative des entreprises et des collectifs de travail. L'assainissement des finances du pays dépend directement des mesures que je viens d'évoquer : propriété privée, cession de la terre, autonomie des régions (*et des entreprises*). »

C'est exactement la politique de Gorbatchev, auquel Boris Eltsine reproche constamment de se contenter de demi-mesures et d'atermoiements.

Cette politique est facile à qualifier. Le rétablissement de la propriété privée des entreprises et de la terre, la suppression de la planification centrale et du monopole du commerce extérieur (déjà ébréché) que signifie la « *suppression de toutes les limites à l'indépendance économique, financière, administrative des entreprises* », l'ouverture concomitante aux capitaux étrangers, que Gorbatchev mendie mais qui, selon l'article 1 de la nouvelle banque chargée des pays de l'Est, la BERD, sont attribués uniquement aux pays qui s'engagent sur la voie de la restauration de l'économie de marché... tout cela a un sens très clair. Ce n'est pas faire un procès d'intention que de dire qu'il s'agit très exactement de la restauration du capitalisme et de la fermeture de milliers d'entreprises en URSS. D'ailleurs, dans la dernière page

de son livre, Eltsine éprouve le besoin de dénoncer ce qu'il appelle « une idéologie désuète, datant du XIX^e siècle », qui, d'après lui, guide l'URSS, et où chacun aura reconnu le marxisme. Gorbatchev, qui en est le maître d'œuvre, ne peut mener à lui seul cette politique parce qu'il est haï par les masses dont le niveau de vie s'est largement dégradé depuis cinq ans, et parce qu'il est le chef de l'appareil d'un parti tout aussi détesté que lui. Pour tenter de mener à bien cette politique, qui plongerait des millions d'hommes dans la misère, il faut l'aide d'un homme et de forces qui aient l'air indépendants de l'appareil. Eltsine se dispose pour jouer ce jeu. D'ailleurs, dix jours avant l'ouverture du congrès, il a démonstrativement rencontré une délégation de mineurs du Kouzbass qu'il a assurés de sa solidarité... alors que la politique qu'il propose mènerait à la fermeture de la moitié des mines de l'URSS. Eltsine tente d'intégrer le mouvement ouvrier renaissant et encore balbutiant dans l'union nationale sans laquelle la politique de Gorbatchev (et la sienne) ne saurait être réellement engagée... La perspective de cette union nationale ébranle plus encore le monopole déjà ébréché du parti stalinien dont l'existence est pourtant indispensable à cette combinaison. Soumis aux pressions de la couche bureaucratique engagée avec frénésie dans la restauration de la propriété privée avec l'appui public des banquiers occidentaux, de Bush, Mitterrand (au sommet), et de la classe ouvrière (en dessous), cet appareil se fissure. Tel est le premier bilan du congrès du PCUS. Cet éclatement libère l'expression de ces deux forces antagonistes.

Le 11 juillet, la majorité des six millions de mineurs de l'URSS ont fait grève sur une plate-forme politique, dont l'axe était l'expulsion du PCUS des entreprises ; ont participé au mouvement 60 % des puits de mine du Donbas (Ukraine) et du Kouzbass (sud de la Sibérie), 80 % des puits de mine de Vorkouta (Nord de la Sibérie). Les ouvriers de dizaines d'entreprises se sont joints au mouvement qui réclamait en particulier la démission du gouvernement.

Lorsque, le 11 juillet, un délégué au congrès du PCUS, membre du groupe d'opposition *Plate-forme démocratique*, Lyssenko, prit la parole pour soutenir en plein congrès la revendication des mineurs, il provoqua un tollé quasi général et Gorbatchev, dans sa réponse, dénonça violemment les grévistes qu'il accusa de vouloir « jeter de l'huile sur le feu » et dont les calculs, dit-il, « n'ont pas été justifiés par les faits. Il est d'autant plus étonnant que dans la salle des séances du congrès, il se trouve des gens qui essaient d'enflammer les passions et de déstabiliser la situation. » Lyssenko fut pourtant le seul délégué à intervenir en ce sens ! Mais là est bien le danger pour les couches de la bureaucratie engagées dans la voie du retour au capitalisme.

CETTE FORCE QUI S'EST EXPRIMÉE DANS LA GRÈVE DU 11 JUILLET

Au cours du mois d'août s'est tenu à Moscou le congrès préparatoire à la tenue d'un congrès des mineurs, le véritable congrès de fondation d'un syndicat indépendant devant se tenir en octobre. Nul doute que cette perspective ne donne une nouvelle accélération aux processus de décomposition de l'appareil et de recomposition de l'éventail politique en URSS.

C'est pour prendre de vitesse cette recomposition que Boris Eltsine a annoncé publiquement la mise en œuvre dès le 1^{er} octobre (repoussée ensuite au 1^{er} novembre) du plan dit Chataline dans la République de Russie dont il est le président. Ce plan de choc a donc déjà été repoussé d'un mois malgré les déclarations fracassantes d'Eltsine. En quoi consiste-t-il ? Cinq économistes qui ont lu le plan Chataline ont rédigé une lettre publiée par l'hebdomadaire *Arguments et Faits* (tirage : 22 millions d'exemplaires).

Ces économistes affirment que le plan Eltsine-Chataline de passage à l'économie de marché dans les 500 jours à venir mènerait...

... « à des interruptions massives de la production, à une crise structurelle et à un choc politico-social (...). Les processus économiques seraient définitivement brisés et la chute du niveau de vie inéluctable. »

L'un des économistes signataires de la lettre explique :

« Les conceptions du groupe de Chataline reposent sur la théorie vérifiée en Occident et dans les pays développés, selon laquelle pour faire face à une mauvaise situation dans l'économie, des mesures de déflation s'imposent, c'est-à-dire des mesures qui mènent à retirer du jeu les entreprises les moins efficientes. »

En Occident, ajoute-t-il, « *les entreprises qui servent le plus mal la population* ». Affirmation hautement discutable, mais là n'est pas, pour l'instant, la question...

La mise en œuvre d'une telle politique (qui est, soit dit en passant, celle que veut imposer le Fonds monétaire international) mènerait, dit Medvedev, à une catastrophe parce que, dit-il, en URSS,

« les entreprises qui se trouvent dans une situation financière difficile sont, en général, les entreprises qui servent directement la population. Si on prend des mesures déflationnistes, on va commencer par ruiner les entreprises de l'industrie légère, car ce sont elles qui se trouvent dans la situation la plus difficile. Bien que le salaire des ouvriers y soit plus bas que dans les autres branches, leur situation financière est pire. Et, de plus, avec de telles mesures on ruinerait aussi l'industrie charbonnière (...) Cela mènerait au chaos. »

Le groupe des experts d'Eltsine a immédiatement répondu par une lettre très brutale... dans laquelle ils ne répondent à aucun des arguments des cinq économistes. Gorbatchev a affirmé que l'on pouvait fusionner son plan et celui d'Eltsine.

Malgré les contorsions qui ont suivi ces annonces, les journalistes occidentaux ont affirmé que la privatisation de l'économie soviétique serait une simple question de semaines. Le plan Chataline-Eltsine-Aganbegian, qui prévoit la privatisation rapide des quatre cinquièmes

de l'économie, est prêt à entrer en marche. Il y aurait, à croire les mêmes experts omniscients, un seul obstacle : l'attitude raide et dogmatique du Premier ministre Ryjkov qui bloquerait plus ou moins le système pour on ne sait trop quelles obscures raisons. Les « radicaux », piaffant d'impatience devant la perspective d'une privatisation quasi-généralisée, n'aspirent qu'à écarter cette tête de mule dogmatique pour mettre en oeuvre, enfin, leurs propositions économiques.

Vraiment ?

Pourtant, dans la *Pravda* du 13 septembre, un économiste, Gaidar, étudiant « les deux programmes » en compétition, écrit à propos du programme de Ryjkov :

« Il serait injuste de ne pas reconnaître que depuis le mois de mai, un énorme travail, loin d'être inutile, a été effectué sur le projet. Il est désormais pratiquement débarrassé de l'influence des dogmes et des préjugés idéologiques (...). Les chapitres consacrés à la désé-tatisation de l'économie, au soutien à l'esprit d'entreprise, à la nécessité de dépasser l'esprit de monopole (*d'Etat*) sont écrits de façon convaincante. Des juges aussi sévères de la qualité des programmes de stabilisation que les experts du Fonds monétaire international pourraient confirmer ce jugement... »

Un plan, que les experts du Fonds monétaire international jugeraient excellent, ne manque certainement pas d'audace dans le domaine du démantèlement des services publics, des coupes claires dans les budgets sociaux, de la fermeture des entreprises non rentables et dans le développement du chômage, toutes recettes de l'assainissement économique que prônent ces experts aux quatre coins de la planète. Il n'y a donc pas de différences « idéologiques » entre les deux plans.

Le vrai problème est l'indécision des auteurs de l'un et de l'autre sur les rythmes et les modalités d'application, un choix entre la tactique du KO ou celle du harcèlement et du... coup par coup. Bref, comment faire en sorte que la grève de mineurs de l'été 1989 ne se répète à l'échelle de toutes les corporations et de

tout le pays ? Même si le mouvement est pour le moment contrôlé et dévoyé par l'appareil des « syndicats » officiels qui essaient de le retourner en un moyen de pression pour la privatisation de l'économie, le mécontentement des 700 000 travailleurs des champs de pétrole et des exploitations de gaz de Tioumen risque de mettre le feu aux poudres.

La dégradation du ravitaillement, la pénurie de cigarettes ou de papier engendrée par cinq années de perestroïka... créent une tension très vive. Ainsi, le 7 septembre, les cheminots du dépôt de Souoiarvi, en Karélie, annonçaient leur décision de faire grève dès le 10 s'ils ne pouvaient acheter normalement des cigarettes, au moment où le Soviet de Moscou dirigé par des « radicaux » décidait de limiter la vente des paquets de cigarettes à cinq par mois (sur ticket)... le reste étant mis en vente à des prix dits conventionnés, c'est-à-dire les prix du marché noir officialisé... ou peu s'en faut...

Le vice-Premier ministre et académicien Abalkine, bras droit du Premier ministre Rykov et co-auteur sinon auteur de son projet « modéré » (?) de « passage à l'économie de marché régulée », déclarait le 11 septembre :

« En quelques mois, la thérapie de choc rendrait la population et le pouvoir (sic !) allergiques au marché pour des décennies. »

Dans ce jeu de poker-menteur où chacun des clans au sommet pratique l'art de la fuite en avant, les déclarations et les plans sont aussi abondants que l'indécision et la crainte.

Le développement de la misère, du chômage et de la pénurie approfondit les revendications et aggrave les tensions nationales. L'étau du centralisme stalinien en se brisant libère des forces centrifuges qui disloquent toutes les constructions bureaucratiques : B. Eltsine a proclamé la souveraineté de la République de Russie comme contrepoids apparent — en réalité comme complément —

au pouvoir présidentiel fantomatique de Gorbatchev. Et au sein de cette République de Russie... le Parlement autonome de Bouriotie exige la constitution d'une République bouriate indépendante : sans attendre, il décide d'examiner dix-huit projets de loi dans la semaine suivante ! Les cent et quelques nationalités qui coexistent en URSS sont toutes, ou presque, à des rythmes différents, engagées sur une voie identique.

La population laborieuse de l'URSS, c'est-à-dire ses cent et quelques millions d'ouvriers, d'employés et de paysans, subit durement les contrecoups de la dégradation économique de la perestroïka. Mais, en même temps, elle fait à grande allure son expérience politique. Elles s'est mobilisée dans les mouvements de protestation nationale, elle a déjà épousé les possibilités (en vérité bien maigres) du parlementarisme : au printemps 1989 (avril-mai), la réunion du premier Congrès des députés du peuple a suscité l'enthousiasme ; la seconde, en décembre, l'indifférence ; aujourd'hui, des millions d'hommes ne voient dans cet avatar de parlementarisme que bavardages stériles, papotages et mots creux.

En quelques mois, les députés ont épousé les ficelles du théâtre parlementaire : de la rhétorique creuse... à l'absence discrète pour interdire le vote par manque de quorum ; cette dernière pratique se fait de plus en plus courante ! Les flonflons de l'éloquence font place à la dérobade ! Les illusions parlementaires démocratiques se dissipent vite et libèrent ainsi la voie à la lutte des classes et donc à la nécessité du rassemblement de la classe ouvrière en tant que telle par son organisation politique et syndicale indépendante : c'est le problème de l'heure.

Jean-Jacques Marie,
le 20 septembre 1990

Un an de révolution allemande

Par François FORGUE

Le 4 novembre 1989, il y avait plus d'un million de manifestants à Berlin-Est. De grands rassemblements avaient lieu simultanément dans les villes les plus importantes de la République démocratique allemande. A peine un mois auparavant, la police du régime réprimait violemment une manifestation à Berlin. C'était le 7 octobre, lors de la venue de Gorbatchev à l'occasion du trentième anniversaire de la création de la RDA...

En quelques semaines, l'immense vague populaire avait bousculé, disloqué tout l'édifice de l'appareil d'Etat bureaucratique constitué sur la base de la division de l'Allemagne.

« Nous sommes le peuple », « Liberté », « Démocratie », « A bas les bureaucrates et les corrompus », scandaient ces ouvriers, ces paysans, ces jeunes chaque jour plus nombreux, plus déterminés. Les sommets de l'appareil bureaucratique, paniqués, sacrifiaient Erich Honecker, remplacé comme secrétaire général du SED (le parti « socialiste unifié d'Allemagne », le parti d'Etat de la bureaucratie) par Egon Krentz. La télévision allait brièvement révéler le sourire crispé de ce parfait produit de l'appareil bureaucratique, qui n'allait pas tarder à rejoindre Honecker.

LE 9 NOVEMBRE 1989

Les 7 et 8 novembre, les événements se précipitaient : on apprenait tour à tour la démission du gouvernement et de la totalité du bureau politique du SED. Le 9 novembre, les autorités de fait en

RDA « décident » l'ouverture de la frontière qui déchire en deux le peuple allemand et la classe ouvrière allemande, l'ouverture du « Mur de Berlin » qui matérialise, de manière monstrueuse, la division imposée aux travailleurs et au peuple d'Allemagne.

Dans la nuit et dans les deux jours qui suivent, on évalue à deux millions le nombre d'habitants de la RDA qui se rendent en RFA ou à Berlin-Ouest. C'est en fait une gigantesque manifestation pacifique que personne n'ose tenter d'entraver, l'affirmation sans équivoque de la volonté d'unité de tout un peuple.

Sous les coups de boutoir de la montée révolutionnaire des travailleurs de « l'Allemagne de l'Est », fraction de la classe ouvrière allemande, mobilisée contre la dictature de la bureaucratie, le Mur de Berlin commence à s'effondrer. Le Mur de Berlin qui cède, et c'est la division de l'Allemagne, qui apparaissait quelques mois (pour ne pas dire quelques semaines) auparavant aux savants commentateurs et aux chefs d'Etat comme une donnée intangible de l'ordre européen et mondial, qui est directement remise en question par l'action révolutionnaire de millions de travailleuses et de travailleurs.

Erich Honecker, que ses collègues en oppression et en corruption ne vont pas tarder à inculper de « détournements de fonds publics », proclamait au début de cette même année 1989, le 10 janvier, que s'il le fallait « le mur serait encore debout dans 50 ou même 100 ans ».

Mais le 9 novembre 1989, très exactement le jour du soixante et onzième

anniversaire de la déclaration de Karl Liebknecht proclamant, le 9 novembre 1918, « *la République socialiste est allemande une et indivisible* », le Mur s'effondrait définitivement. Il allait certes encore subsister dans sa réalité physique. Mais celle-ci ne serait désormais que le fantôme d'une époque révolue : celle de la division de l'Allemagne.

Division dont il semblait qu'elle ne pourrait être remise en question compte tenu de sa place dans l'équilibre sur lequel reposait l'ordre mondial. Un mois auparavant, le 9 octobre, le directeur du journal français *Libération*, Serge July, soulignait que « *le monde moderne est fondé sur Yalta, et au cœur de ce dispositif la République démocratique allemande occupe une position qui s'apparente à la clé de voûte en architecture* ».

Division imposée contre la classe ouvrière allemande pour que celle-ci ne puisse reconstituer son unité. Le 9 novembre, elle commençait à la rétablir dans les faits. Chefs d'Etat, dirigeants, grands de ce monde avaient proclamé que la question de l'unité de la nation et de la classe ouvrière allemandes ne serait pas posée. Les travailleurs, la jeunesse bousculaient tous les plans, déclinaient que la question était posée...

Léon Trotsky écrivait en 1931 dans un article intitulé « *La clé de la situation internationale en Allemagne* » :

« Le tour que prendra le dénouement de la crise allemande réglera pour de très nombreuses années non seulement le destin de l'Allemagne (ce qui en soi est déjà beaucoup) mais aussi le destin de l'Europe et du monde. »

Trotsky écrivait ces lignes alors qu'il engageait toutes ses forces dans le combat pour la réalisation du front unique ouvrier contre le nazisme, alors qu'il luttait sans répit contre la criminelle politique de la direction stalinienne de l'Internationale communiste.

On le sait, les événements qui allaient suivre, la victoire de Hitler en 1933, allaient tragiquement confirmer ce jugement sur la portée décisive de l'issue de la lutte des classes en Allemagne. La défaite du prolétariat allemand — conduit à celle-ci par la politique déli-

bérée de division organisée par le stalinisme et par la subordination de la social-démocratie à l'Etat bourgeois — signifiait « *l'écrasement du prolétariat le plus puissant d'Europe par son rôle dans la production, son poids social et la force de ses organisations* » (Trotsky).

Aujourd'hui, à nouveau, dans des circonstances historiques profondément différentes, avant tout marquées par la montée à l'échelle mondiale du mouvement des masses, par la décadence de l'impérialisme et la crise d'effondrement du stalinisme, l'Allemagne occupe une place centrale du fait de l'action des masses.

LA RUPTURE DE L'ÉQUILIBRE MONDIAL

Le 11 novembre 1989 se déroulait le XXXIV^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale, le Parti communiste internationaliste. Il adopta une résolution qui donnait sa dimension internationale et révolutionnaire, sa place dans la lutte des classes internationale à l'événement d'ampleur historique qui venait de se produire :

« Ce à quoi nous assistons, c'est à l'effondrement en cours de l'équilibre édifié à Yalta, déstabilisant tant l'équilibre des pays où la propriété privée a été expropriée que l'équilibre de tout le système capitaliste en Allemagne, en Europe et dans le monde. A l'équilibre de Yalta qui se liquide par les faits, se substituera une situation où des mouvements antagoniques vont se développer entre la révolution et la contre-révolution que la bureaucratie et l'impérialisme ne pourront régler... »

« Pour ce qui concerne l'Allemagne, alors que l'équilibre de Yalta s'effondre, qui entraînera une crise majeure dans les pays de l'Est et dans l'Europe des Douze, le mot d'ordre des Etats Unis socialistes d'Europe devient encore plus central. Nous avons toujours combattu pour l'unité de l'Allemagne. Aujourd'hui, l'unité allemande, combinant le combat de la section du prolétariat allemand de l'Ouest avec ses conquêtes sociales arrachées à l'impérialisme et de la section du prolétariat allemand de

l'Allemagne de l'Est où l'expropriation du capital a été réalisée, donne toute leur force aux mots d'ordre :

— Droit du peuple allemand à rétablir son unité nationale ; unité de l'Allemagne.

— Un seul prolétariat allemand, section du prolétariat mondial, une seule nation allemande.

— Liquidation des syndicats officiels en Allemagne de l'Est, droit à des organisations syndicales indépendantes, une seule DGB dans toute l'Allemagne.

— Elections libres dans toute l'Allemagne.

— Constituante.

— Reconnaissance des partis dans le secteur est de la nation allemande.

— Gouvernement d'unité des travailleurs et des organisations qui, maintenant, devrait prendre le contenu du mot d'ordre : gouvernement SPD de l'Allemagne unifiée. »

Chacun a été frappé par la rapidité des événements. Il n'y a guère plus de six mois qui se sont écoulés entre les premiers départs massifs d'Allemagne de l'Est vers l'Ouest, via la Tchécoslovaquie et la Hongrie, et la chute du Mur, résultat de la mobilisation révolutionnaire des travailleurs d'Allemagne de l'Est. Certes, la force de ce mouvement et la dislocation de la bureaucratie s'inscrivent dans l'ample bouleversement révolutionnaire qui secoue tous les pays de l'Europe de l'Est et qui menace le pouvoir de la bureaucratie dans son centre même, en URSS. Son caractère explosif traduit aussi le caractère particulièrement artificiel de la bureaucratie est-allemande qui, sanctionnant et préservant la division de l'Allemagne, ne dispose d'aucune base nationale.

Mais la vague révolutionnaire de 1989 a ses origines dans l'expérience et dans la résistance de la classe ouvrière allemande contre la bureaucratie. La « révolution politique », la révolution ouvrière contre la bureaucratie dont Trotsky soulignait dès 1936 le caractère inévitable, c'est en Allemagne de l'Est qu'elle devait trouver sa première matérialisation.

LE 17 JUIN 1953

Le 16 juin 1953, les ouvriers du bâtiment se mettent en grève contre l'augmentation des normes. Les travailleurs d'autres entreprises les rejoignent, la grève se généralise à Berlin-est, des comités de grève se constituent.

Celui de Bitterfeld déclarait :

« Du prétendu gouvernement d'Allemagne démocratique, nous, ouvriers de la région de Bitterfeld, exigeons :

1) Retrait immédiat du prétendu gouvernement d'Allemagne démocratique qui s'est porté au pouvoir par des manœuvres électorales.

2) Formation d'un gouvernement provisoire constitué d'ouvriers pro-grévistes.

3) Autorisation des tous les grands partis démocratiques d'Allemagne de l'Ouest.

4) Elections libres à bulletin secret au plus tard dans les quatre mois qui viennent.

5) Libération de tous les emprisonnés politiques.

6) Suppression immédiate des frontières de la zone et retrait des « vopos ».

7) Normalisation immédiate du niveau de vie social.

8) Dissolution de la prétendue « armée nationale ».

9) Aucune répression contre un seul gréviste. »

Le 17 juin à 13 heures, le haut commandement russe proclame l'état de siège. Le mouvement est écrasé dans le sang, la répression sévit...

Le 17 juin 1990, quelques mois après la chute du Mur, se tenait à Berlin une conférence ouvrière européenne à laquelle étaient présents des responsables et des militants de dix-huit pays d'Europe de l'Est et de l'Ouest. Ils étaient rassemblés pour discuter des moyens d'assurer et de manifester l'unité de leurs luttes communes, à l'Est et à l'Ouest, pour la défense de leurs droits et de leurs conquêtes. A l'issue de cette conférence, un rassemblement s'est tenu au centre de Berlin, près du Mur, à l'endroit même où Karl Liebknecht avait

en 1916 appelé à la lutte contre la guerre avant d'être jeté en prison.

C'est là qu'un militant soviétique, membre de la délégation soviétique à la conférence, a déclaré :

« Les ouvriers et les peuples d'Union soviétique considèrent comme positive la chute du Mur de Berlin et la réalisation de l'unité de la classe ouvrière. Les soldats soviétiques qui sont tombés en Allemagne en 1944-1945 ne sont pas morts pour que triomphe le stalinisme, mais au contraire pour aider à la libération du peuple travailleur d'Allemagne. »

COMMENT LA CLASSE OUVRIÈRE A MIS FIN À LA DIVISION DE L'ALLEMAGNE

Formellement, l'unité de la nation allemande a été reconstituée le 3 octobre 1990 : il n'existe plus qu'un seul Etat. Le 2 décembre doivent avoir lieu les premières élections générales dans toute l'Allemagne depuis 1933...

A lire le concert de louanges et de témoignages de satisfaction que suscite l'événement, on pourrait croire que tous les chefs d'Etat, tous les gouvernements étaient en faveur de cette unification rapide et que tous les commentateurs l'avaient prévue.

Comment s'explique cette réunification ? Par l'action audacieuse, « aggressive » même du chancelier Kohl qui a précipité les choses, contourné ou renversé les obstacles. On assisterait ainsi à une « absorption » en douceur de ce qui fut l'Allemagne de l'Est par la République fédérale allemande, rythmée simplement par des modifications institutionnelles. Le peuple allemand serait le grand absent.

La réalité est bien éloignée de ce tableau. Il suffit pour le constater de brièvement examiner la manière dont s'est imposée l'unité allemande.

Qu'espère-t-on, à l'automne 1989, dans les chancelleries, dans tous les « sommets » de l'ordre établi ? Un article de Daniel Vernet dans *Le Monde* daté du 20 octobre le résume :

« Que la démocratisation de la RDA, loin d'être l'antichambre de la réunification allemande, serait sa condamnation — une « démocratisation » permettant à la population allemande de se reconnaître dans cet Etat et donnant enfin à celui-ci l'identité qui lui manque depuis quarante ans. »

Voilà qui, rétrospectivement, apparaît plus comme un « voeu pieux » que comme une appréciation sérieuse. Pourtant, c'est la position de Egon Krenz, qui s'était distingué en juin 1989 en apportant son appui à la sanglante répression de Li Peng contre les travailleurs et la jeunesse chinois. Il s'agit, assure-t-il après avoir à la hâte remplacé Honecker, de rendre en RDA « *le socialisme* (c'est-à-dire la domination de la bureaucratie et du parti unique) *plus attrayant* ».

C'est cela que souhaitaient en Allemagne et à l'échelle mondiale toutes les forces attachées à l'ordre établi, mais les souhaits ne suffisent pas. Il n'empêche que chacune des modifications du dispositif de l'appareil d'Etat bureaucratique, chacune des concessions, loin de constituer un obstacle au développement du mouvement des masses, lui sert au contraire de tremplin.

Egon Krenz est à peine installé dans ses nouvelles fonctions que déjà le peuple travailleur réaffirme avec une force décuplée ses revendications. Et sa mobilisation aboutit à l'historique 9 novembre, à la chute du Mur.

Les commentateurs avisés veulent bien admettre que les travailleurs allemands y sont pour quelque chose. Mais pour eux, le vrai tournant c'est le « plan de réunification » en dix points, présenté le 28 novembre par le chancelier Kohl. Parfait exemple d'inversion des causes et des effets.

Le 23 octobre, alors que tout le peuple de Leipzig descendait dans la rue, Fiora Lewis écrivait dans le *New York Times* :

« Personne ne veut que l'Allemagne de l'Est explose, ni l'Allemagne de l'Ouest, ni l'URSS, ni la Pologne, ni les Etats-Unis, ni la France, ni les autres puissances occidentales. »

Il fallait tenter de maintenir aussi longtemps que possible « l'Etat séparé ». C'était aussi la ligne de la social-démocratie. Au mois de septembre, Willy Brandt, président de la II^e Internationale, avait indiqué quelle était la politique de la social-démocratie. Comprenant le caractère explosif de la situation, plus sensible que d'autres au risque que signifierait une opposition frontale à la volonté populaire, après avoir répété que « *l'avenir de l'Allemagne ne peut se décider qu'avec l'accord des vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale* », il ajoute :

« Il y a pourtant une question à laquelle je n'ai pas de réponse : que se passera-t-il si rien ne bouge en RDA, si les dirigeants de ce pays persistent dans leur immobilisme ?

Imaginez qu'un jour, dans les rues de Leipzig, de Dresde ou de Berlin-Est, il n'y ait pas comme aujourd'hui quelques centaines (rappelons que Willy Brandt parle le 18 septembre) mais quelques centaines de milliers de manifestants demandant à être réunis à l'autre Allemagne. Comme Helmut Schmidt, je pense que nous ne devons pas fonder notre politique sur l'éventualité d'un mouvement éruptif en RDA, mais je ne peux donner aucune garantie que ce mouvement ne se produira pas... » (*Le Monde* du 19 septembre 1989.)

DE LA RETRAITE A LA DÉROUTE

La bureaucratie de la RDA dont tout l'édifice de la domination craquait sous les coups du mouvement des masses se montra bien incapable de « rester immobile ». Mais sa retraite se transforme en déroute. Chacune de ses concessions, des modifications au sommet d'un pouvoir dont l'autorité se désagrège, loin « d'amortir » le mouvement des masses, provoque son amplification et son approfondissement. On ne peut qu'évoquer le mot de Marx : « *Les réformes ne résultent pas de la faiblesse des forts mais de la force des faibles.* » Le peuple travailleur qui s'unit, prend conscience de sa force, commence à s'organiser, pré-

cise ses exigences. « *Nous sommes le peuple, nous sommes un peuple.* » C'est la révolution allemande qui commence en jetant à bas le Mur de Berlin.

Après le 9 novembre, le mouvement des masses ne s'est pas interrompu. Bien au contraire. Dès le lundi 13 novembre, il y a à nouveau 300 000 manifestants dans les rues de Leipzig dénonçant le maintien du SED au pouvoir, réclamant des élections libres et, dans les mots d'ordre qui sont scandés comme sur les banderoles, s'affirme de plus en plus explicitement la revendication du rétablissement de l'unité nationale qui est celle de l'unité de la classe ouvrière allemande.

La déclaration du Secrétariat international de la IV^e Internationale-CIR exprima le contenu de ce mouvement :

« L'aspiration et l'action de toute la classe ouvrière allemande s'unifient pour avoir les mêmes droits et conquêtes pour tous.

— Garantie d'emploi pour tous.

— Un salaire réel et égal pour un travail égal aligné sur le niveau des ouvriers ouest-allemands. Logement au niveau de celui de l'Allemagne de l'Ouest et au prix de celui de l'Allemagne de l'Est.

— Système de santé gratuit dans toute l'Allemagne.

— Exercice dans toute l'Allemagne de tous les droits et libertés démocratiques. Liberté de presse, de réunion, droit de grève, droit d'organisation, constituant la classe ouvrière dans toute l'Allemagne comme classe indépendante. Cela signifie en particulier le droit pour les travailleurs allemands de s'organiser d'un bout à l'autre de leur pays dans une même confédération syndicale, le DGB. »

UNION SACRÉE MONDIALE CONTRE L'UNITÉ DU PEUPLE ALLEMAND

Si en effet le mouvement des millions de femmes et d'hommes qui avaient fait tomber le Mur ne s'arrêta pas aux limites que celui-ci traçait, le refus de voir se réaliser l'unité de la classe ouvrière et de la nation allemandes — qui est la

position commune des représentants de l'impérialisme et d'abord de l'impérialisme américain, de la clique bureaucratique du SED en voie de désagrégation, mais aussi de Gorbatchev et également celle du gouvernement Kohl et de la direction du SPD — ne disparaîtra pas au lendemain du 9 novembre.

C'est d'ailleurs le 9 novembre même que la revue américaine *Time* faisait état des propos d'un conseiller de l'administration Bush, expliquant que ce qui apparaissait comme « un cauchemar » pour Bush et son équipe c'était que « les Allemands de l'Est se mettent à démanteler le mur de Berlin-Est et à déferler à l'Ouest ».

D'une manière générale — et bien évidemment encore plus dans les conditions qui prévalent, celles du démantèlement révolutionnaire du pouvoir de la bureaucratie — pas un homme politique allemand ne peut prendre le risque d'apparaître comme s'opposant directement à l'unité de l'Allemagne. Il eût été insensé qu'un chef d'Etat allemand ne fasse pas la déclaration que Kohl prononça en présentant, le 29 novembre, son plan en dix points : « *La réunification, c'est-à-dire le retour à une unité étatique de l'Allemagne, reste le but politique du gouvernement fédéral* ». Mais ce « but » peut être plus ou moins éloigné, les formes, les étapes de sa réalisation peuvent être diverses...

Cela ne signifie pas que ce type de déclaration constitue simplement de la « poudre aux yeux » ou une réponse démagogique aux aspirations des masses. Elle exprime aussi le fait que dans cette affaire l'impérialisme allemand a ses propres intérêts. A partir du moment où la remise en cause de la division de l'Allemagne sous la forme où elle avait été imposée au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale s'affirme comme irrévocable, l'impérialisme allemand et ses représentants entendent bien agir pour que la solution du « changement » considéré jusqu'alors comme « inimaginable » s'opère en leur faveur.

Cela signifie-t-il accélérer ou encourager la réalisation immédiate de l'unification allemande, le rétablissement « à

chaud » au travers de l'action du peuple, de l'unité de la nation et de la classe ouvrière allemandes ? Nullement. Le gouvernement Kohl va au contraire s'efforcer de différer le moment où il ne pourra plus prendre appui sur un gouvernement est-allemand. Pour maintenir ce que le président de la République fédérale, Richard von Weizsäcker, exprime en disant : « *Il faut partir de ce qui existe déjà, deux Etats au sein d'une même nation* », le gouvernement Kohl comme le pouvoir disloqué de la bureaucratie ont besoin de l'aide de la social-démocratie.

Le SPD est le parti vers lequel la grande majorité des travailleurs allemands se tournent pour qu'il défende leurs intérêts et prenne en charge leurs aspirations. Il n'est pas seulement, par sa base électorale comme par ses liens organiques avec le mouvement ouvrier, avec le mouvement syndical, un parti qui s'affirme comme le parti de la classe ouvrière allemande. Il tient cette place sans partage du fait de l'incapacité du stalinisme à s'exprimer en Allemagne au travers d'un parti politique, incapacité étroitement liée à son rôle dans la division de l'Allemagne.

Le SPD apparaît aussi comme étant « leur parti » à des secteurs décisifs de la classe ouvrière en Allemagne de l'Est. Non seulement ces travailleurs n'ont pas fait l'expérience de la politique de la social-démocratie depuis la guerre ni subi les conséquences de sa politique gouvernementale d'alignement sur les besoins du capitalisme. Mais dans la partie de l'Allemagne occupée par l'Union soviétique, la dissolution forcée du SPD (alors majoritaire dans la classe ouvrière), la mainmise des autorités directement dépendantes du haut commandement soviétique sur toutes les formes d'organisation, syndicales et politiques, avaient précisément exprimé pour les travailleurs de l'*« Est »* la signification de la division de l'Allemagne. Le mouvement vers l'unité de la classe ouvrière, vers la constitution d'organisations syndicales indépendantes posant la question de leurs liens avec les organisations syndicales de l'Ouest, s'accom-

pagne nécessairement d'un mouvement de reconstitution du SPD « à l'Est ».

Mouvement largement spontané mais aussi en partie organisé par deux composantes contradictoires. D'une part, des éléments de « l'opposition » en RDA, souvent liés à l'Eglise protestante et qui constituent d'emblée une sorte d'agence de la direction du SPD. C'est suivant les directives de la direction Lafontaine qu'ils adoptent un « profil bas » qu'ils imposent d'abord au parti en constitution, un nom particulier (SDP au lieu de SPD pour bien marquer qu'il s'agit d'un « parti de l'Est »). D'autre part, de vieux militants qui parfois ont subi la répression et pour qui il s'agit de reconstruire le parti social-démocrate comme ils l'ont connu en 1945-1946. Ce sont eux qui, à Berlin, tentent de prendre contact directement avec la direction du parti à Berlin-Ouest et se voient opposer un refus. En fait, à l'Est, malgré un manque de moyens et d'organisation centrale, le SPD commence à se reconstruire rapidement contre la volonté de la direction nationale de la social-démocratie allemande.

LE RÔLE CRIMINEL DE LA DIRECTION DU SPD

C'est directement contre ce mouvement et les aspirations qu'il contient, contre la volonté d'unification immédiate, que se dresse la direction Lafontaine du SPD.

La direction du SPD propose au gouvernement Kohl une « table ronde » sur les problèmes actuels de l'Allemagne, en même temps que Lafontaine assure que rien « n'est possible sans le SED ». Alors que le peuple travailleur en RDA continue à se mobiliser pour en finir avec le pouvoir corrompu du SED, qu'il réclame « *des élections libres, l'Allemagne unifiée* », la direction du parti social-démocrate proclame par la voix de Lafontaine :

« Pour notre part, nous ne cherchons pas la réunification des Allemands dans un Etat national. »

Alors que les travailleurs à l'Est et à l'Ouest cherchent dans le SPD l'instrument politique qui puisse exprimer la volonté d'unité et leur permettre de défendre leurs conquêtes, le SPD leur répond en consacrant la légitimité de l'éphémère gouvernement Krenz et en laissant à Kohl la possibilité d'apparaître comme le champion de l'unité à terme.

Le but recherché c'est le maintien au moins temporaire de la division de l'Allemagne. Le gouvernement chancelant de la bureaucratie, étayé par l'appui du SPD, doit prendre sur lui de poursuivre dans la voie du rétablissement de la propriété privée des grands moyens de production, avec toutes ses conséquences.

C'est aussi dans ce contexte que s'inscrit le plan Kohl de réunification par étapes : d'abord une communauté contractuelle, puis des institutions communes et enfin une fédération.

Il s'agit donc de maintenir coûte que coûte et aussi longtemps que possible les « structures » de l'autre Etat, une « frontière », même si elle est désormais facilement franchissable, derrière laquelle le régime de la bureaucratie « rénové » et directement « assisté » par la bourgeoisie capitaliste doit mener une « perestroïka » accélérée.

C'est dans le même sens que vont la rencontre du 13 janvier entre soixante-dix responsables de l'économie des « deux Allemagnes », puis le plan d'unification, lui aussi en trois étapes, du gouvernement d'Allemagne de l'Est qui a succédé à celui de Krenz, gouvernement présidé par Modrow. Un désaccord majeur semblerait alors s'imposer et bloquer toute marche rapide vers la réunification. Modrow assure que l'Allemagne unifiée devra être militairement « neutre ». Pour Kohl, l'Allemagne unifiée fera partie de l'OTAN : « *Neutraliser l'Allemagne c'est ne rien comprendre à l'histoire et à la géographie* », explique-t-il.

Nous avons utilisé le conditionnel. En effet, la résistance que la bureaucratie d'URSS oppose dans une série de déclarations à la perspective d'une Allemagne unifiée appartenant à l'OTAN ne signi-

fie pas en réalité qu'elle entend imposer une Allemagne « neutralisée ». Elle est acquise au fait que c'est l'alliance Atlantique — l'impérialisme américain — qui sera le garant de fait de l'ordre si l'unité de l'Allemagne s'impose. Ce n'est pas à l'unité de toute l'Allemagne dans l'OTAN qu'elle s'oppose, c'est à l'unité de la classe ouvrière et de la nation allemandes.

C'est à cet objectif que répondent les propositions de Chevardnadzé du 1^{er} février suggérant que soit organisé un référendum « européen » — ou à défaut de « larges consultations parlementaires » sur l'unité de l'Allemagne. Et c'est dans le même sens que vont la prudence de l'administration américaine, les déclarations de François Mitterrand sur le fait qu'il est « *prématûr de parler de frontières* ».

Mais il faut bien en revenir à l'essentiel. Ce qui a commencé dans les centres industriels d'Allemagne de l'Est, en octobre, la levée en masse des travailleurs de l'Allemagne de l'Est — section et partie intégrante de la classe ouvrière allemande — contre le pouvoir de la bureaucratie, c'est une révolution. Elle a irrévocablement disloqué les bases mêmes de la division de l'Allemagne, amorçant un tournant d'ampleur historique de la situation mondiale.

L'un des premiers résultats de ce tournant c'est qu'il n'y a plus désormais de « solution » même temporaire en dehors de la réalisation de l'unité allemande.

C'est le mouvement des masses travailleuses qui rend caducs aussi bien le plan Kohl que sa variante Modrow, qui explique que les uns après les autres, chefs d'Etat et gouvernements assureront qu'ils sont pour que le peuple allemand reconstitue son unité s'il le désire. C'est ainsi que le 10 février Mikhaïl Gorbatchev, recevant Helmut Kohl à Moscou, déclarait que « *la question de l'unité allemande doit être réglée par les Allemands* ».

En hâte, après le 9 novembre, le pouvoir de la bureaucratie a cherché à repeindre la façade de ce pouvoir, dont les fondations s'écroulent déjà, aux couleurs démocratiques.

La « Chambre du peuple » a, le 1^{er} décembre, supprimé le « rôle dirigeant » du SED. Toute la direction du SED démissionne de ses fonctions en même temps que douze anciens dirigeants sont exclus du parti et que plusieurs d'entre eux, dont Erich Honecker et Willi Stoph, sont inculpés pour abus de pouvoir et corruption. Le SED se transforme en PDS et Gregor Gysi devient son président.

« ON NE PEUT RIEN FAIRE »

La mobilisation des masses contre le pouvoir de la bureaucratie n'est pas entravée par ces manœuvres.

Les manifestations massives se succèdent avec comme axe la revendication de l'unification immédiate et une réelle liquidation de la Stasi, la police politique du régime. Le 15 janvier, alors qu'à Leipzig 150 000 manifestants défilent sous ces mots d'ordre, à Berlin l'immeuble de la Stasi est envahi.

Dès le 18 décembre, la revue américaine *Time* écrivait de la radicalisation de la lutte contre le pouvoir de la bureaucratie :

« Tout va trop vite, dit un représentant de haut rang de l'administration Bush, l'élimination de tous les dirigeants, le discrédit de toutes les institutions, la haine à l'égard de l'ancien pouvoir, la vitesse et l'intensité des événements : tout cela est inquiétant.

On sent que l'on ne peut rien faire ni des USA ni d'URSS... »

« *On ne peut rien faire ni des USA ni d'URSS* » constate avec effroi le porte-parole de Bush. Et le régime du SED — même rebaptisé PDS — va vers sa liquidation sous les coups des masses. Le gouvernement de Bonn, utilisant ce qui reste du pouvoir de la bureaucratie est-allemande et avec l'appui de l'impérialisme mondial et de Gorbatchev, doit s'engager directement.

Tout va aller très vite. Le 28 janvier se constitue en RDA un « *gouvernement de responsabilité nationale* » comprenant des représentants de « *tous les partis* ». Une précision est ici nécessaire quant à

la représentativité de ce gouvernement d'union nationale. Le seul véritable « nouveau parti » (en dehors de formations éphémères comme le Nouveau Forum qui prétendait exprimer le mouvement spontané d'octobre-novembre) c'est le SPD-Est dont le congrès constitutif s'était tenu le 13 janvier et avait adopté le même sigle que le Parti social-démocrate en Allemagne de l'Ouest. En un sens, c'est un très vieux parti puisqu'il s'agit de la reconstitution à l'Est de l'Allemagne du parti qu'historiquement la majorité de la classe ouvrière allemande a chargé de ses aspirations. Mais c'est le seul qui n'a pas son origine dans le système de domination de la bureaucratie : il a été interdit par la violence et la répression en 1946 au travers de la fusion forcée avec le parti stalinien.

Les autres partis, le Parti chrétien-démocrate « de l'Est », le Parti libéral « de l'Est », anciennes composantes du « Front » qui exerçait le pouvoir, ne sont que des créations, des dépendances administratives de l'appareil bureaucratique du SED qui ont joué les utilités dans le fonctionnement de l'appareil d'Etat de la RDA, truffés d'agents de la Stasi. Ainsi, Lothar de Maizière, qui connut une notoriété passagère comme ultime Premier ministre de la RDA et surtout comme représentant de Kohl jusqu'au 3 octobre, n'a été pendant des années qu'un fonctionnaire subalterne de l'appareil stalinien, commis à l'entretien d'un préteur CDU-Est. Ce n'est pas seulement sur le SED disloqué mais aussi sur ses dépendances, composantes de l'appareil bureaucratique, que la bourgeoisie allemande s'est appuyée — et s'appuie — pour démanteler en Allemagne de l'Est la propriété sociale et remettre en cause toutes les conquêtes de la classe ouvrière allemande. Pour sa part, obéissant aux injonctions de la direction Lafontaine du SPD, le SPD-Est aliéna son indépendance en acceptant de devenir l'une des composantes d'un gouvernement assurant la « continuité » du régime bureaucratique disloqué mais non renversé.

En même temps que se constituait ce gouvernement, les élections législatives,

d'abord prévues pour le 6 mai, étaient avancées au 18 mars.

Avant que ne se dénoue une campagne électorale précipitée, les sociaux-démocrates étaient donnés comme le parti qui arriverait en tête aux élections du 18 mars. En République fédérale allemande, le SPD avait remporté le 28 janvier une nette victoire électorale à l'encontre du parti du chancelier Kohl. Le même jour à Gotha, où avait été constitué en 1875 le Parti social-démocrate allemand, 100 000 personnes acclamaient Willy Brandt.

LES ÉLECTIONS DU 18 MARS

Pourtant, lors des élections du 18 mars, où la participation est très importante (90 % des 12 millions d'électeurs se rendent aux urnes), c'est « *L'Alliance pour l'Allemagne* », directement soutenue par Kohl, qui l'emporte avec 41 % des suffrages. Le SPD n'en obtient que 22 % et le PDS 16,3 %.

Un peu plus de six mois plus tard, ont lieu les premières élections régionales dans les Länder de l'Est (provinces) reconstitués. Il n'y a pas en termes de répartition des suffrages de bouleversement qualitatif. Le PDS régresse, le SPD gagne quelque peu et la CDU recule. Mais en termes de voix, il y a déjà un changement notable : il y a environ 70 % de votants, près de 30 % d'abstentions, alors qu'il s'agit pourtant des premières élections de ce type.

Le commentaire que le *Washington Post* fait à propos de ces élections régionales peut parfaitement s'appliquer dans ses grandes lignes à celles de mars 1990 :

« C'est la faim d'unification qui est le grand message de ces élections... Le parti social-démocrate a de plus faibles résultats que ceux qu'il a obtenus à l'Ouest. La raison évidente en est son attitude dans les derniers mois, son ambiguïté à l'égard de l'unification immédiate, ses appels à avancer plus lentement dans cette voie, qui ont profondément offensé les électeurs est-allemands. »

En mars 1990, c'est la direction Lafontaine qui a jeté les électeurs dans les bras du CDU — et c'est sa politique qui explique que dans une moindre proportion une fraction significative de l'électorat ait voté pour le PDS malgré le discrédit dont il est l'objet et la haine que la population laborieuse voit aux bureaucrates reconvertis.

Le SPD est apparu comme le parti qui s'opposait à l'unité. Donner à ce moment la victoire électorale à « *L'Alliance pour l'Allemagne* » c'était, pensaient des millions de femmes et d'hommes, assurer l'unification le plus rapidement possible. Le SPD, sur le terrain de l'économie et des conquêtes sociales, se prononçait pour « *l'économie de marché* », le démantèlement de la propriété sociale, et ne se distinguait donc pas sur ce terrain de la coalition dirigée par Kohl. Le PDS, dont l'appareil fournissait, sous forme de directeurs d'entreprise, des fonctionnaires servilement zélés, aux ordres de leurs nouveaux maîtres, aux agents de cette remise en cause pouvait démagogiquement se présenter comme la seule force établie s'opposant à la liquidation des conquêtes.

Comme l'écrit Frank Arnold dans *Tribune internationale* (n° 55, avril 1990) :

« La défaite du SPD a été avant tout celle d'un appareil qui a tenté de s'opposer au mouvement des travailleurs. C'est la défaite de Lafontaine qui est en faveur de la flexibilité à l'Ouest et s'en prend au combat des travailleurs avec leurs syndicats pour la semaine des 35 heures et, de concert avec les patrons, défend une politique de bas salaires à l'Est. C'est la défaite de Lafontaine qui, ennemi des syndicats indépendants à l'Ouest, se prononce pour le maintien de l'appareil stalinien du syndicat indépendant FDGB contre la volonté des travailleurs de construire des syndicats indépendants, des syndicats communs avec les travailleurs de l'Allemagne de l'Ouest dans le cadre du DGB. »

Certes, les illusions dont les Lafontaine portent l'entièr responsabilité et la formation du nouveau gouvernement à l'Est sont des obstacles à la lutte des travailleurs. »

Représentants directs de l'impérialisme, direction de la social-démocratie et staliniens camouflés sous l'étiquette du PDS se sont coalisés contre le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière allemande.

Ils ont trouvé un renfort dans divers débris des groupes « gauchistes » et « maoïstes », mais aussi dans un courant politique qui ose frauduleusement se réclamer du trotskysme et de la IV^e Internationale, le « Secrétariat unifié » dont les principaux dirigeants et la section allemande ont dénoncé les aspirations à l'unité comme « *un instrument de l'impérialisme* », qui sont allés jusqu'à patronner une manifestation sur le thème « *Plus jamais d'Allemagne* », se rangeant ainsi du côté des ennemis de la classe ouvrière allemande et de la démocratie.

Sans doute, en relation avec la direction du SPD et avec le PDS, peuvent-ils apparaître comme des complices de second rang. Mais leur crime politique est aussi grand.

Six mois plus tard, alors que l'unification juridique vient juste d'être proclamée mais qu'en un sens elle n'est pas encore entrée pleinement dans les faits, la « *faim d'unification* », cette volonté légitime et démocratique de rétablir pleinement l'unité de la nation et de la classe ouvrière allemandes, reste aussi forte. Et les conséquences de la politique criminelle de la direction du SPD ne sont pas effacées. Pourtant l'expérience du fait que les promesses démagogiques faites sans retenue avant le 18 mars ne sont que des mensonges, la réalité de ce qu'en entraîne la liquidation de la propriété sociale, les privatisations, se traduisent d'abord et principalement par l'abstention. Mais pas seulement : le Land où le SPD fait son meilleur score et arrive en tête est celui où le personnage qui conduisait la liste soutenue par Kohl fut ministre de l'Intérieur du gouvernement de Maizière, et à ce titre le protecteur de la Stasi...

Les six mois qui séparent les élections législatives du 18 mars du 3 octobre ne sont certes pas des mois vides. On peut en saisir la portée en rappelant les gran-

des dates qui ont rythmé le processus d'unification : mai, accord RFA-RDA sur l'union monétaire ; 18 mai, signature du traité d'Etat sur l'union économique et monétaire ; 1^{er} juillet, entrée en vigueur du traité d'Etat ; 16 juillet, Gorbatchev annonce officiellement son accord avec l'appartenance de l'Allemagne unifiée à l'OTAN ; 3 octobre, unification allemande. Mais ce ne sont là que des points de repère chronologiques. Le moteur de cette unification rapide (jugée impossible quelques mois auparavant) c'est la mobilisation des masses pour la réaliser.

La période qui précède l'entrée en vigueur du « traité d'Etat » faisant du deutschmark (échangé sur une base paritaire avec le mark-Est) la monnaie de toute l'Allemagne, comme celle qui la suit, sont marquées par des manifestations, des grèves. S'y combinent dans un seul mouvement la volonté d'unité et le refus de payer par la misère la faillite de la bureaucratie et la crise du capitalisme.

QUEL CONTENU SOCIAL A L'UNITÉ ?

Le contenu social que les travailleurs allemands donnent à l'unité est au cœur de ces luttes.

Une seule nation allemande, une seule classe ouvrière, les mêmes droits pour tous. L'égalité des droits ce n'est pas de rechercher le dénominateur commun le plus bas (il y a deux millions de chômeurs en RFA, il faudrait donc qu'il y ait deux millions de chômeurs dans l'ex-RDA), c'est le droit à l'emploi pour tous, dans toute l'Allemagne, c'est l'extension des conquêtes arrachées par une fraction de la classe ouvrière à tous les travailleurs, c'est le respect du principe constitutif du mouvement ouvrier « *à travail égal, salaire égal* ».

Les conquêtes sociales des travailleurs de l'Allemagne de l'Est, pour limitées qu'elles aient été par la gabegie bureaucratique (garantie de l'emploi, protection sociale, système des crèches...) sont indissolublement liées à l'expropriation

des grands moyens de production, à la propriété sociale (étatique) de ces grands moyens de production.

Le caractère explosif de l'unification de l'Allemagne réside dans le fait que les Etats qui divisaient le peuple allemand contre son gré reposaient sur des rapports de production différents et opposés. La bureaucratie contre-révolutionnaire de la RDA qui nourrissait ses priviléges en « parasitant » la propriété d'Etat se comportait en instrument de sa liquidation. Mais elle s'est heurtée au mouvement révolutionnaire des masses.

En dix mois, la révolution allemande a dans sa marche fait sauter, l'un après l'autre, les obstacles à la réalisation de l'unité allemande. Cette révolution qui est loin d'être achevée, révolution ouvrière par la classe sociale qui y joue le rôle moteur, par ses formes d'action, par ses revendications sociales, s'est heurtée à l'entreprise de restauration capitaliste. Elle ne l'a pas, à cette étape, vaincue, elle a contrecarré sa mise en œuvre.

C'est pourquoi, comme le titre un hebdomadaire américain, *Newsweek*, on n'est pas à la fin mais seulement à la « *fin d'un commencement* ».

Le 3 avril 1990, *Le Figaro* publiait l'interview du ministre de l'Economie de la République fédérale allemande. A la question « *Touchez-vous à la propriété privée et publique en RDA ?* », le ministre a répondu : « *C'est le point le plus difficile.* »

Pour bien mesurer cette difficulté, il n'est pas inutile de rappeler les conditions de la division de l'Allemagne. Que se passe-t-il lorsque la défaite militaire ouvre la voie de la liquidation du régime nazi ? L'Allemagne de 1945 est un champ de ruines : elle compte six millions de morts et de prisonniers, les conditions élémentaires de toute existence sociale sont menacées. Jusqu'à la dernière minute, le prolétariat allemand subit la conjonction de deux « terreurs » : celle de la machine de terreur nazie qui tournera jusqu'au bout, frappant « déserteurs » et « saboteurs », celle résultant d'une politique militaire

des « alliés » visant avant tout à pousser au désespoir les masses allemandes.

Dans ces conditions, comme l'explique *Tribune internationale* n° 52 (novembre 1989) :

« S'il y a lieu de s'étonner, ce n'est pas de la prétendue "passivité" des masses travailleuses d'Allemagne, mais bien du degré d'activité politique qu'elles déploient malgré tout. On assiste à la reconstitution rapide d'organisations syndicales de masse ("un succès qui inquiète", écrit un observateur parlant des réactions des autorités alliées"). »

Le journal conservateur britannique *The Economist* du 26 mars 1946 résument ainsi la situation :

« Dans la zone russe de l'Allemagne comme ailleurs, l'écroulement du nazisme fut suivi par des démonstrations d'un esprit socialement révolutionnaire : les ouvriers occupèrent leurs usines et réglèrent leurs comptes avec les directeurs nazis et nazifiés. La même chose arriva dans la Ruhr. »

« *Comme ailleurs* » : c'est dans toute l'Allemagne, pas seulement dans le secteur russe, que se développent, parallèlement à la reconstitution des organisations syndicales et politiques, ces tendances à l'expropriation.

La bureaucratie stalinienne, pour sa part, se trouve placée devant un double fait accompli : d'une part capitalistes et propriétaires fonciers ont pris la fuite ; d'autre part, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui remettent en marche la production et s'en assurent le contrôle par la reconstitution de comités d'entreprise (Betriebsräte). La bureaucratie répond par le démantèlement et le pillage (transfert en URSS de machines et d'équipements) et en désignant des directions responsables devant les autorités d'occupation.

Le prélude direct — en novembre 1948 — à la constitution formelle de la RDA (octobre 1949) c'est précisément la dissolution des comités d'entreprise élus par les travailleurs, alors que les organisations syndicales sont privées de leur indépendance et que le SED s'impose comme parti unique.

L'occupation militaire a préparé la division de l'Allemagne telle qu'elle s'exprimera dans la constitution de deux systèmes gouvernementaux, l'un projection directe de la bureaucratie du Kremlin dans sa zone d'occupation, l'autre incarnant la reconstitution de l'Etat bourgeois sous le patronage des impérialismes vainqueurs.

Ainsi la division du peuple et de la classe ouvrière d'Allemagne sera la base de la dictature de la bureaucratie sur une fraction du territoire allemand mais aussi du rétablissement de l'Etat bourgeois exerçant son autorité sur la plus grande partie du pays.

Les conditions politiques de la formation de la République démocratique allemande l'indiquent bien. Son acte fondateur de facto procède non d'une consultation — même limitée à la population des secteurs occidentaux — mais d'une décision des puissances occupantes occidentales : la réforme monétaire de juin 1948 créant le deutschmark. Cette décision précède d'un an (mai 1949) la proclamation de la RFA. Soulignons que la « loi fondamentale » qui aujourd'hui encore constitue la Constitution de la République fédérale est adoptée non par une Constituante, mais par une Assemblée élue au suffrage indirect à partir d'Assemblées régionales elles-mêmes élues sous le contrôle des forces d'occupation.

Le peuple allemand n'a jamais pu s'exprimer souverainement sur sonavenir.

L'appareil d'Etat bureaucratique — adossé aux forces d'occupation de la bureaucratie du Kremlin — qui constitue la prétendue « République démocratique allemande » s'impose par la violence et la négation des libertés politiques aux « Allemands de l'Est ». C'est un appareil d'Etat totalement artificiel, projection directe de la bureaucratie du Kremlin. Celle-ci manifeste, en scellant la division de la nation et de la classe ouvrière allemandes, son caractère réactionnaire et matérialise le contenu contre-révolutionnaire de « l'ordre mondial » établi à Yalta dont la division de l'Europe est un pilier.

LES CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉTAT DE LA RDA

L'appareil d'Etat bureaucratique institué en RDA ne procède pas du mouvement révolutionnaire d'expropriation du capital engagé par les masses en 1945. Lorsque les masses ouvrières se dressent contre lui en 1989, combinant leurs aspirations à l'unité du peuple allemand avec leurs revendications sociales et leur volonté de châtier les profiteurs, les corrompus et les bourreaux, ce n'est pas à la propriété collective des moyens de production qu'ils s'attaquent mais aux parasites qui tirent leurs priviléges de leur gestion de cette propriété. Sans base nationale, la bureaucratie du SED n'était qu'une auxiliaire particulièrement dépendante de la bureaucratie du Kremlin. La crise irréversible de celle-ci sonnait le glas de la domination des Honecker, des Modrow et des Gysi.

Disposant d'une base industrielle solide, d'une classe ouvrière expérimentée, l'économie « est-allemande » ne pouvait que buter contre la frontière artificielle déchirant l'Allemagne. La situation critique (mais non désastreuse) de cette économie en termes de productivité, de non-renouvellement du parc industriel, etc., ne s'explique ni par ses bases de départ ni par le fait qu'elle ait été étatisée, comme le prétendent les défenseurs du capitalisme.

Elle tient à la gabegie bureaucratique, à l'orientation du fonctionnement de cette économie mutilée par la division en fonction, d'une part de certaines nécessités des économies contrôlées par la bureaucratie — et en particulier de celle d'URSS — et d'autre part des impératifs de l'économie mondiale structurée sur la base de la propriété privée des moyens de production. Cette dépendance s'affirme d'ailleurs essentiellement au travers de la dépendance à l'égard de la République fédérale allemande. C'est en effet la République fédérale qui, dès les années 1970, était parmi les Etats capitalistes le principal client de la RDA et son principal créancier. Ce n'est pas

une exagération que de dire que l'un des facteurs principaux du maintien pendant des années de la RDA a été le fait qu'elle était subventionnée par le capitalisme allemand. Subvention qui n'avait rien de désintéressé. Le « Mur de Berlin » signifiait que dix-sept millions d'Allemands restaient enfermés dans les limites de ce qu'ils considéraient comme un « Etat prison », mais le « Mur » n'interdisait nullement la pénétration du capital.

La bureaucratie est-allemande jouait très concrètement le rôle de « courroie de transmission » de l'impérialisme.

C'est ainsi qu'en février 1989, dans une étude rédigée par un militant de l'ISA, la section allemande de la IV^e Internationale (CIR), il était souligné à propos des accords économiques entre la RDA et la RFA (établissant des objectifs de production en RDA pour le compte de la RFA dans certains domaines comme l'électricité) :

« En ce qui concerne l'accord sur l'énergie électrique, il a eu pour effet d'entraîner des licenciements en Allemagne de l'Ouest, et pour ce qui est de l'accord sur l'environnement, il est rapidement et clairement apparu qu'il ne s'agit pas d'environnement. Des travailleurs mis à disposition par la RDA construisent en Allemagne de l'Ouest des usines de désulfurisation qui manquent en RDA, et ce faisant la RDA devient un dépotoir de l'Allemagne de l'Ouest. »

A la suite d'une conférence sur « la sécurité à l'Est et à l'Ouest » rassemblant des représentants des gouvernements et des dirigeants de l'économie, le président-directeur général de Krupp, Bertholt Beitz, déclarait dans l'organe central du SED *Neues Deutschland* qu'il tenait à « exprimer sa foi profonde et sa conviction de nous voir réussir à construire cette nouvelle maison européenne dont les fenêtres et les portes seront grandes ouvertes... ». Grandes ouvertes au capital.

C'est la politique de la bureaucratie qui a mis à l'ordre du jour la restauration du capitalisme, pas le soulèvement des travailleurs contre le pouvoir de la bureaucratie.

Ce soulèvement a brisé le mécanisme de transmission subordonné à l'impérialisme, a constraint ce dernier à s'engager directement dans des conditions qu'il n'avait pas choisies et qu'il ne maîtrisait pas.

« PAS LE CHOIX »

Au « *tout va trop vite* » angoissé d'un représentant de Bush que nous avons cité répond, quelques mois plus tard, la constatation de Hans Tietmeyer, membre du directoire de la Bundesbank et chargé de l'union monétaire :

« Nous n'avons pas eu le choix.... Mettre en place les réformes nécessaires de façon graduelle n'était pas possible alors que les frontières étaient ouvertes... Il nous fallait accélérer le processus. »

Bien des pages ont été écrites sur la puissance accrue de l'Allemagne qui entraînerait l'unification. Alors que la RFA est déjà la troisième puissance économique mondiale, sa population augmenterait de 27 % et son produit national brut de 24 %.

Ce genre de calculs omet quelques facteurs — tout simplement la lutte des classes et la situation mondiale du capitalisme dont la RFA ne peut s'émanciper. L'économie de l'Allemagne de l'Est était structurée sur la propriété collective des grands moyens de production : les conditions d'existence sociale de l'immense majorité de la population d'Allemagne de l'Est (98 % de la population active est salariée, dont 48,3 % dans la production industrielle) est organiquement liée à la propriété sociale. Le ressort du profit dans les conditions de l'impérialisme décadent tend de plus en plus à se situer dans la sphère de la spéculation et s'accompagne du démantèlement de régions industrielles entières, d'une destruction directe des forces productives.

C'est pourquoi un économiste français était amené à dire que l'Allemagne de l'Est constituait pour le capitalisme allemand un cadeau empoisonné.

A première vue pourtant, on pourrait dire que le capitalisme allemand a la possibilité de s'assurer le contrôle d'une importante base industrielle (même si certains secteurs sont vétustes) et d'une main-d'œuvre qualifiée. Mais au-delà même de l'immense problème social et politique que constitue la privatisation de cette économie, son intégration à l'économie capitaliste, cette base industrielle (la sidérurgie, les mines, l'industrie mécanique, etc.) est précisément celle que le capitalisme « *restructure* » partout : dans la Ruhr, en Lorraine, dans les régions industrielles de l'Angleterre, aux Etats-Unis.

Pas plus qu'une restauration capitaliste dans les pays de l'Europe de l'Est ou en URSS ne signifie l'émergence de nouveaux capitalismes « nationaux » mais bien la destruction de ces économies nationales et la « *latino-américanisation* » de ces pays, la restauration capitaliste en Allemagne de l'Est ne saurait être la « *prise en charge* » harmonieuse de la partie Est du pays par le capitalisme dans une Allemagne unifiée. Il s'agit au contraire d'une entreprise de destruction. 80 % de l'économie de l'Allemagne de l'Est, des richesses représentées socialement par la base industrielle existante et par les capacités de la classe ouvrière sont inutiles du point de vue du profit. Elles devraient être détruites.

C'est cette tâche qui était confiée au Treuhandstalt (la société fiduciaire) investie de la mission de privatiser 8 000 entreprises publiques, c'est-à-dire la quasi-totalité de l'appareil productif et des services et qui aurait dû être largement menée à bien lors de l'unification politique.

L'un des moyens complémentaires aurait été une réforme monétaire dont les effets auraient été aussi cruels pour la population est-allemande que celle de 1948 l'avait été pour les travailleurs de l'Allemagne de l'Ouest.

Lorsque s'est posée la question de l'union monétaire, la première réaction du président de la Bundesbank (la banque centrale ouest-allemande) avait été de juger que cela était « *prématuré* ». Le

mark-Est s'échangeait alors au « marché noir » à un taux de 7 ou 8 pour 1 deutschmark. L'établissement d'un taux de change de 2 marks-Est pour 1 deutschmark aurait déjà représenté une opération coûtant 100 milliards de dollars. Comme le soulignait alors la revue *Time* :

« Dans chaque capitale on se rend compte de plus en plus que la taille de l'effort que vont entraîner les décisions du chancelier Kohl aura des conséquences profondes sur l'économie mondiale, provoquant la hausse des taux d'intérêt et affectant les investissements dans tout le monde occidental. Un diplomate occidental en poste à Berlin déclarait : “Personne ne comprend encore où cette union va mener.” »

L'échange à 2 marks-Est pour 1 deutschmark était finalement celui recommandé par la Deutschbank comme le plafond des possibilités financières. Cela aurait signifié que le salaire effectif d'un ouvrier est-allemand aurait représenté 25 à 30 % du salaire d'un ouvrier de l'Allemagne de l'Ouest.

CONTRAINTS ET FORCÉS

On sait que cette recommandation a été abandonnée. Le change s'est fait à 1 pour 1 pour les salaires et l'épargne individuelle, jusqu'à 4 000 marks. Cette mesure « anti-économique » du point de vue capitaliste a été imposée par la crainte du gouvernement Kohl et de ses subordonnés, recrutés dans la « nomenklatura » du SED, face aux masses.

De même que c'est le mouvement des travailleurs qui a fait tomber les obstacles opposés à l'unité du peuple allemand, c'est ce mouvement qui contre-carre les mesures anti-ouvrières qu'implique la réintégration dans l'économie capitaliste de l'économie est-allemande. Il conduit ainsi, certes de manière contradictoire et complexe, à étendre pratiquement la crise à toute l'Allemagne.

Le « traité d'Etat » qui entre en vigueur le 1^{er} juillet 1990, et dans lequel Kohl et de Maizière ont dû introduire la

concession que représente le taux de conversion 1 pour 1, demeure de manière directe un instrument meurtrier contre les conditions de vie, les salaires, l'emploi des travailleurs de l'Allemagne de l'Est et à terme contre ceux de l'Ouest. C'est à eux que le capitalisme allemand tentera nécessairement de faire payer « *les frais de la réunification* », c'est-à-dire les conséquences de la gabegie bureaucratique et du monstrueux gâchis que représente la tentative d'intégrer l'appareil productif de l'Allemagne de l'Est au marché capitaliste.

Les travailleurs d'Allemagne de l'Ouest ont fait l'expérience, dans les dernières années, de ce qu'ils appellent le « *démontage social* », l'attaque contre la protection sociale, contre l'enseignement, contre l'emploi, la tendance à la privatisation des services publics. Sur le terrain électoral, leur volonté d'en finir avec le gouvernement Kohl s'est exprimée après la Saxe par leurs votes en mai en Rhénanie, Nord-Westphalie et Basse-Saxe. Le SPD a la possibilité d'établir le lien entre la lutte des travailleurs de l'Est et ceux de l'Ouest. Il a la possibilité de bloquer la signature du traité d'Etat mais il vote sa ratification. Alors qu'il n'avait cessé de prôner la « patience » pour ce qui est de la réunification, la direction du SPD invoque pour justifier son vote en faveur du traité d'Etat « *qu'un blocage du traité provoquerait un choc terrible en RDA !* »

Au bout de quelques mois, les résultats du traité d'Etat sont là. La production industrielle dans l'Est de l'Allemagne a baissé d'environ 50 % et continue de chuter. Il y a 400 000 chômeurs « officiels », à quoi s'ajoutent 1 600 000 travailleurs en « chômage technique » encore payés par leur entreprise. Le chiffre pratiquement officiel des perspectives est celui de 3 à 4 millions de chômeurs. C'est-à-dire 50 % de la population active.

Cela ne signifie nullement que les plans du capital soient réalisés.

D'une part la privatisation des entreprises avance très lentement parce qu'elles ne trouvent pas d'acheteurs. Les grands capitalistes se refusent à investir.

C'est ainsi que Daimler-Benz, qui avait d'abord avancé le projet du rachat (à bas prix) des entreprises produisant des Trabant pour y produire des camions destinés aux marchés de l'Europe de l'Est y a renoncé.

D'autre part, la manière dont est temporairement amorti le « choc » produit par la catastrophe économique, et qui signifie que l'Etat allemand maintient pour un temps par ses subventions une situation artificielle, est le produit à la fois de la résistance effective des travailleurs et de la crainte d'une explosion sociale avant les élections du 2 décembre.

Dans les mois de juillet et d'août, les travailleurs ont imposé des augmentations de salaires (de 25 à 40 %) pour faire face aux augmentations de prix. Il y a eu des manifestations d'ouvriers, de fonctionnaires (dont 700 000 doivent être licenciés d'après les prévisions du « traité d'Etat »), d'étudiants, de retraités.

Il y a eu le 15 août la grande manifestation des paysans qui a rassemblé 250 000 travailleurs de la terre sous le mot d'ordre « *La pauvreté doit-elle être le prix de la liberté ?* ». Manifestation à propos de laquelle le *New York Times* écrivait :

« Les paysans d'Allemagne de l'Est ont été contraints contre leur volonté à la collectivisation dans les années 1950, mais aujourd'hui la grande majorité des 660 000 membres des coopératives veulent conserver cette forme d'organisation. Elle leur a permis d'obtenir des horaires réguliers de travail, des vacances, des retraites, des bibliothèques et d'autres acquis sociaux que sans aucun doute ils n'auraient pas obtenus en étant à leur propre compte. »

Laissons la parole à celui que le journal patronal français *Les Echos* qualifie de « *grand ordonnateur de l'union économique et monétaire* », Hans Tietmeyer. Sur la question de l'union monétaire, il écrit :

« La Bundesbank avait proposé un taux de 2 pour 1, cette conversion étant dans notre esprit un point de départ.

Cette proposition a provoqué des manifestations jusque dans la partie occidentale de l'Allemagne.

Nous avons donc accepté une conversion de 1 pour 1, mais pour éviter une escalade des salaires, avant l'union officielle du 1^{er} juillet nous avons pris pour base de référence les salaires du 1^{er} mai. Or dans nombre de secteurs, les salaires ont été augmentés d'au moins 25 %, parfois 40 %. Cela m'irrite car c'est une erreur qui implique plus de chômage, une restructuration plus difficile.

Cette évolution tient à l'implantation de nouveaux syndicats à l'Est, nos syndicats de l'Ouest, dont l'attitude a été agressive sur le registre : vous allez voir ce que sont des syndicalistes efficaces lorsqu'ils ne dépendent plus du Parti communiste. Dans le même temps, aucune association patronale ne s'est organisée car il n'existe pas encore vraiment de propriété d'entreprise. Un contre-pouvoir patronal a manqué. »

Quelle lucidité et quel aveu ! A défaut de « contre-pouvoir patronal », la bourgeoisie comptait sur les éléments de l'appareil d'Etat bureaucratique et notamment sur ceux qui avaient été investis dans le syndicat contrôlé par le SED, le FDGB.

La direction du SPD et les dirigeants de la Confédération des syndicats d'Allemagne de l'Ouest (DGB) se sont opposés à la réalisation de l'unité de la classe ouvrière qui, au plan syndical, se serait traduite par la formation de fédérations (métaux, employés, fonctionnaires) communes aux travailleurs de l'Est et de l'Ouest d'une même branche. Ils ont prôné le maintien des structures du FDGB puis leur intégration progressive en tant que tels dans la DGB.

Les travailleurs qui chassaient les bureaucrates, qui agissaient dans la voie d'organisations indépendantes les ont fait reculer.

Comme on le voit, on est bien loin d'une « absorption » harmonieuse de l'ex-RDA par la RFA, d'une marche ordonnée dans le cadre d'institutions pré-existantes au grand bouleversement révolutionnaire commencé il y a un an.

« LA FIN DU COMMENCEMENT »

En réalité, la révolution allemande a commencé. Son cours ne sera ni rapide, ni unilatéralement ascendant. C'est le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière allemande dont le prolétariat d'Allemagne de l'Est est une section qui, en désintégrant littéralement l'appareil d'Etat bureaucratique, a contraint à la réalisation hâtive de l'unification. Comme le disait le camarade Marc Gauquelin dans une contribution à une réunion du Conseil général de la IV^e Internationale-CIR :

« (...) Le prolétariat allemand a fait tomber le maillon le plus faible, c'est-à-dire les chiens de garde staliens de leur propre oppression. Et le capital allemand ne peut rien leur offrir que 10 millions de chômeurs dans les conditions actuelles de la décomposition impérialiste. L'initiative, c'est le prolétariat à l'Est de l'Allemagne qui l'a, lui qui s'est engagé au nom de tout le prolétariat allemand et qui déstabilise tout le dispositif, y compris du contrôle à l'Ouest et de la stabilité institutionnelle ouest-allemande. »

C'est cela qui s'affirme dans les faits que nous avons évoqués dans cet article. C'est cela qui s'affirme dans le fait qu'à trois mois des élections du 2 décembre le Parlement ait dû précipitamment modifier la loi électorale. C'est cela qui s'affirme dans le fait que le « budget d'unification » apparaisse comme un gouffre sans fond.

Lorsque se faisaient les premières évaluations au printemps 1990, on parlait de 600 milliards de dollars, voire de 1 000 milliards. Comme l'admet Hans Tietmeyer dans l'interview déjà citée, « Personne ne peut avancer de chiffre crédible sur le coût de l'unité. » Une chose par contre est certaine : pour ce qui est des dépenses immédiates, le gouvernement de Kohl est contraint, de mois en mois, à des dépassements. Le budget a été modifié pour une troisième fois : 20 milliards de deutschmarks supplémentaires ont été ajoutés aux dépenses.

Le budget initial de la RFA (330 milliards) a d'ores et déjà été dépassé de 70 milliards.

C'est cette réalité-là que traduit ce commentaire désabusé de l'*International Tribune* (25 septembre) à propos des déclarations de Norbert Blum, le ministre du Travail de RFA :

« Il a abandonné, comme beaucoup d'autres, les proclamations sur un redressement économique rapide de l'Allemagne de l'Est, une sorte de "nouveau miracle économique" rivalisant avec la reconstruction de l'Allemagne de l'Ouest après la Deuxième Guerre mondiale. Les miracles n'existent que dans les contes de fées. En réalité, cela va prendre du temps. »

L'article ajoute que l'anxiété grandit à l'Ouest face à la montée du chômage. C'est reconnaître que l'entreprise de destruction à quoi équivaut le rétablissement du capitalisme en Allemagne de l'Est ne peut aller sans graves conséquences à l'Ouest, sans y mettre aussi en cause toutes les relations sociales et politiques existantes.

Peut-on imaginer, dans un même pays, que pendant longtemps pour un même travail des ouvriers soient payés moitié moins que d'autres en fonction de la localisation géographique ? Peut-on imaginer des conventions collectives pour les travailleurs du transport différentes selon leurs lieux d'habitation ?

Oui, il ne s'agit que de la fin du commencement, non de la fin d'une période, fin qui aurait été marquée par l'unification juridique du 3 octobre et que consacreraient les élections du 2 décembre. Au contraire, c'est maintenant que les problèmes centraux de l'unité allemande, ceux qui surgissent de son contenu social, du fait qu'elle a été imposée par l'action révolutionnaire des travailleurs, vont se poser d'une manière aiguë.

Ce qui ne signifie pas, bien au contraire, qu'il y aura un dénouement rapide.

Lors de la journée d'études organisée par le PCI, section française de la IV^e Internationale-CIR, le 29 septembre pour commémorer le cinquantenaire de l'assassinat de Léon Trotsky en affir-

mant le combat de la IV^e Internationale, le camarade Frank Arnold, l'un des responsables de la section allemande de la IV^e Internationale, expliquait :

« Le mouvement spontané des travailleurs allemands faisant tomber le Mur de Berlin a condamné à mort l'ordre de Yalta et de Potsdam, a systématiquement balayé toutes les tentatives de retarder la réalisation de l'unité de la nation et du peuple allemands. Et si l'Allemagne unifiée se réalise le 3 octobre c'est uniquement parce que personne ne pouvait en décider autrement face au mouvement révolutionnaire des masses.

Comme tout mouvement spontané, celui-ci a ses forces et ses faiblesses. Car le 9 novembre 1989, il y avait aussi des illusions. L'illusion que la spontanéité indispensable à tout mouvement révolutionnaire serait suffisante. L'illusion qu'une fois le Mur tombé, la liberté et la démocratie pour tous seraient arrachées une fois pour toutes.

(...) Les masses ont l'initiative mais contre la révolution il y a l'offensive commune de la bourgeoisie allemande avec l'aide de la social-démocratie et des vestiges de l'appareil stalinien pour maintenir l'ordre, pour retrouver un nouvel équilibre dans la restauration de la propriété privée... »

Aujourd'hui les illusions se dissipent mais parfois elles laissent la place à la désillusion, au désespoir. Pourtant, en même temps grandit dans les rangs de la classe ouvrière, à l'Est comme à l'Ouest, la conscience de la nécessité de s'organiser eux-mêmes. Le besoin qui se dégage de chaque lutte, de chaque combat grand ou petit c'est celui d'une organisation ouvrière indépendante exprimant à l'échelle de toute l'Allemagne le combat des travailleurs.

Les premiers jalons d'une telle organisation existent aujourd'hui à l'Est comme à l'Ouest. Ils ont été posés, au travers de l'intervention dans le mouvement révolutionnaire qui a imposé l'unité, par la constitution de l'Union des Cercles pour une politique ouvrière et la démocratie dans toute l'Allemagne. Des militants ouvriers et jeunes de différentes origines politiques, de l'Est et de l'Ouest, se rassemblent dans cette Union sur la base d'une politique de

classe, du combat contre les plans de destruction du gouvernement Kohl, contre les bureaucraties issus de l'appareil de l'Etat SED qui s'en font les auxiliaires, contre la politique criminelle de la direction Lafontaine du SPD. Les militants de la IV^e Internationale en Allemagne sont totalement engagés dans la construction de l'Union des Cercles.

Le 2 décembre 1990 auront lieu les premières élections à l'échelle de toute l'Allemagne que l'on puisse qualifier de démocratiques depuis 1933. Elles se dérouleront dans le cadre des institutions parlementaires de la République fédérale allemande. Elles se dérouleront dans des conditions politiques marquées par les conséquences de la politique de la direction Lafontaine du SPD. L'affirmation dans ces élections d'une politique ouvrière indépendante est importante comme point d'appui pour avancer dans la construction d'une organisation à l'échelle de toute l'Allemagne capable d'exprimer cette politique dans les nouvelles tempêtes qui se préparent.

C'est pourquoi l'Union des Cercles mène aujourd'hui campagne pour obtenir les milliers de signatures nécessaires à la présence de ses listes dans ces élections. Des listes qui à Leipzig, à Berlin, à Cologne et dans d'autres villes de l'Est et de l'Ouest, affirment :

« Oui, il existe un chemin pour gagner. Nous sommes le peuple, nous sommes un seul peuple.

— Mêmes prestations sociales dans toute l'Allemagne, non à la Sécurité sociale à 45 % à l'Est !

— Mêmes conquêtes sociales dans toute l'Allemagne au niveau le plus élevé arraché dans les deux parties de l'Allemagne !

— Droit à un logement digne et bon marché dans toute l'Allemagne ! »

Des listes pour proposer :

« Oui, l'argent existe pour payer la réorganisation de l'économie en RDA correspondant aux besoins du peuple travailleur :

— Expropriation immédiate de tous les biens du SED, de la Stasi et de tous les partis alliés au SED !

— Confiscation des sommes énormes des trusts ouest-allemands, qui ne sont

pas investies dans la production mais qui partent en fumée dans la spéculation financière ! »

Des listes des travailleurs et des jeunes de toute l'Allemagne, afin de proclamer :

« Nous sommes une seule classe ouvrière :

— A travail égal, salaire égal !

— Construction immédiate de syndicats indépendants, réunis dans le DGB, sur tout le territoire allemand, en chassant les bureaucraties de l'ancien syndicat d'Etat, le FDGB, et en confisquant tous ses biens au profit des travailleurs organisés dans des syndicats indépendants. »

Dans l'introduction de cet article a été soulignée la place du prolétariat allemand dans l'histoire internationale de la lutte des exploités et des opprimés pour leur émancipation.

Novembre 1918, 1923, 1933, juin 1953, novembre 1989, ne sont pas que des dates « allemandes ».

Mais il ne s'agit pas que d'une place objective. L'histoire de la IV^e Internationale a été en permanence liée à celle du prolétariat allemand.

Pour Trotsky c'est le rôle tenu par l'Internationale communiste stalinisée qui, dans l'organisation de la défaite des travailleurs allemands, scelle son sort. Comme la II^e Internationale, après la capitulation d'août 1914, « elle passe

définitivement du côté de l'ordre bourgeois ».

L'heure est donc à la lutte pour de nouveaux partis, pour une nouvelle Internationale, la IV^e Internationale.

La défense de l'internationalisme par les militants de la IV^e Internationale, la défense d'une politique indépendante du prolétariat face à la Deuxième Guerre mondiale, s'affinera en particulier dans le fait de pratiquer une politique de fraternisation révolutionnaire avec les travailleurs allemands sous l'uniforme, de refuser en toutes circonstances la conception réactionnaire de la « culpabilité collective du peuple allemand ».

La IV^e Internationale est née, comme l'expliquait Trotsky, dans des conditions dominées par « les plus grandes défaites du prolétariat mondial ».

Aujourd'hui, le développement international de l'action des opprimés et des exploités, le tournant de la situation mondiale dans l'ouverture duquel les travailleurs allemands jouent un rôle majeur, mettent à l'ordre du jour la reconstitution de la IV^e Internationale comme organisation centralisée sur la base de son programme. Nul doute qu'en relation avec leur intervention dans les luttes des travailleurs allemands, la contribution de la section allemande ne soit capitale dans ce combat.

François Forgue,
octobre 1990

miné en 1960, un mouvement populaire a été déclenché. L'ensemble des forces de l'ordre et les autorités berlinoises doivent faire face à la révolte des citoyens. Les dernières années ont vu l'émergence d'un véritable mouvement social qui a atteint son apogée dans les dernières semaines avec la grève générale du 16 mai. Des milliers de personnes ont défilé dans les rues de Berlin pour dénoncer le système capitaliste et ses conséquences économiques. La révolution sociale a été largement déclenchée par la crise économique et la corruption politique.

Le mouvement social a été soutenu par les organisations syndicales et politiques. Le Parti communiste allemand (DKP) et le Parti social-démocrate (SPD) ont joué un rôle important dans l'organisation du mouvement. Le mouvement social a également été soutenu par les organisations culturelles et artistiques, qui ont organisé des manifestations et des rassemblements pour dénoncer la répression et la corruption.

Le mouvement social a également été soutenu par les médias et les organisations de défense des droits humains. Des organisations comme Amnesty International et Human Rights Watch ont dénoncé les violations des droits humains commises par les forces de l'ordre et les autorités berlinoises. Des organisations comme la Confédération générale des travailleurs (CGT) et la Confédération des travailleurs chrétiens (CTC) ont également soutenu le mouvement social.

Le mouvement social a également été soutenu par les organisations politiques et syndicales. Les organisations comme la SPD et le PDS ont soutenu le mouvement social et dénoncé la répression et la corruption. Les organisations syndicales comme la CGT et la CTC ont également soutenu le mouvement social et dénoncé la répression et la corruption.

Le mouvement social a également été soutenu par les organisations culturelles et artistiques. Des organisations comme la Bühnenwerk et la Theater am Schiffbauerdamm ont dénoncé la répression et la corruption. Des organisations comme la Hochschule für Schauspielkunst und Film (HFS) et la Hochschule für Musik und Darstellende Kunst (HMDK) ont également soutenu le mouvement social et dénoncé la répression et la corruption.

Le mouvement social a également été soutenu par les organisations politiques et syndicales dans le reste de l'Allemagne. Des organisations comme la SPD et le PDS ont soutenu le mouvement social et dénoncé la répression et la corruption.

Le mouvement social a également été soutenu par les organisations culturelles et artistiques dans le reste de l'Allemagne. Des organisations comme la Bühnenwerk et la Theater am Schiffbauerdamm ont dénoncé la répression et la corruption.

Le mouvement social a également été soutenu par les organisations politiques et syndicales dans le reste de l'Allemagne. Des organisations comme la SPD et le PDS ont soutenu le mouvement social et dénoncé la répression et la corruption.

Le mouvement social a également été soutenu par les organisations culturelles et artistiques dans le reste de l'Allemagne. Des organisations comme la Bühnenwerk et la Theater am Schiffbauerdamm ont dénoncé la répression et la corruption.

Le mouvement social a également été soutenu par les organisations politiques et syndicales dans le reste de l'Allemagne. Des organisations comme la SPD et le PDS ont soutenu le mouvement social et dénoncé la répression et la corruption.

Fronts populaires : fiction et réalité

Par Raúl GOMEZ

« La crise actuelle, qui est encore loin d'avoir dit son dernier mot, a pu déjà montrer que la politique du New Deal aux Etats-Unis, pas plus que la politique du Front populaire en France, n'ouvre aucune issue dans l'impassé économique. » (*Programme de transition*, 1938.)

I.- INTRODUCTION

Présentés solennellement comme une proposition d'unité antifasciste au moment de la mise en scène des procès de Moscou, les Fronts populaires constituent en fait le point culminant de la politique contre-révolutionnaire du stalinisme.

Cette politique, expérimentée tout d'abord en France à partir de 1934, puis généralisée par le VII^e Congrès de l'Internationale communiste (IC) comme politique officielle de celle-ci, a connu en Espagne son plein développement en 1936, où elle a révélé par ses tragiques conséquences sa fonction de trahison pour les travailleurs et leurs organisations.

Il ne pouvait y avoir pire imposture. La politique qui avait proclamé la lutte unie contre le fascisme a eu des résultats précis : l'instauration d'un régime fasciste en Espagne, d'un régime bonapartiste en France, l'alliance de Staline avec Hitler. Cinq « glorieuses » années de la vie de l'Internationale communiste stalinisée. On devait encore en subir les effets tardifs au Chili, et ailleurs, sous des formes diluées.

Des années ont passé, et les travailleurs français connaissent à nouveau cette politique et font ainsi l'expérience de la politique et des gouvernements de ce qu'on appelle « *l'unité de la gauche* » depuis 1981. Le gouvernement qui, sous la forme d'un gouvernement socialiste homogène, s'est établi en 1982 en Espagne impose une politique de division de la classe ouvrière, de terreur contre les peuples opprimés, similaire à celle pratiquée dans les années trente au nom des Fronts populaires.

A la différence de ces derniers qui s'opposaient au cours révolutionnaire alors ouvert, la politique des gouvernements de F. Mitterrand et de F. Gonzalez tente de prévenir et d'éviter la crise révolutionnaire, en défendant en première ligne le régime bonapartiste de la V^e République et la monarchie franquiste.

Quelle est l'actualité du combat révolutionnaire contre la duperie des fronts populaires sous leurs diverses modalités et variantes ?

Dans le passé (mais cela vaut aussi aujourd'hui), les dirigeants de la III^e Internationale et des secteurs de la II^e Internationale ont utilisé les fronts populaires anti-fascistes comme un instrument de division de la classe ouvrière à l'échelle internationale et dans chaque pays, contribuant ainsi aux opérations contre l'indépendance de classe sous le couvert de tel ou tel argument. Comment les dirigeants de la II^e Internationale et les partis staliniens présentent-ils aujourd'hui la participation directe ou indirecte à des gouvernements de colla-

boration de classe de type Front populaire pour défendre les régimes en place ? Des situations pré-révolutionnaires — comme en France et en Espagne aujourd’hui — se trouvent définies à l’origine par le fait que face à l’élan politique du mouvement des masses, les bourgeoisies impérialistes respectives ne peuvent plus gouverner par le biais de leurs propres partis et utilisent les dirigeants sociaux-démocrates et staliniens pour protéger leurs institutions et privilégiés respectifs.

De quelle manière les sections de la IV^e Internationale aident-elles au combat des travailleurs contre la politique et les gouvernements de type Front populaire ?

II.- L'APOGÉE STALINIENNE

Combinés dans le temps aux procès de Moscou — toute politique doit s’accompagner par la force des choses de ses propres méthodes — les fronts populaires antifascistes ont amené à faire prévaloir la politique défendue par le menchevik Martov d’alliance avec le gouvernement Kerenski contre celle de Lénine en 1917. Il s’agissait d’un coup brutal qui ne pouvait s’imposer en douceur.

La politique extérieure de l’oligarchie du Kremlin édifiée sur la base du « *socialisme dans un seul pays* » s’est traduite par le soutien à un bloc impérialiste contre un autre. Sa ligne stratégique était dirigée contre la révolution mondiale et exigeait que le mouvement ouvrier international se soumette aux intérêts diplomatiques de la bureaucratie. Il s’agissait alors de la domestication stalinienne de l’IC, la transformant en un appareil international contre-révolutionnaire.

C'est ainsi que des milliers de dirigeants des PC ont subi la répression stalinienne. Les compagnons de Lénine — Zinoviev, Kamenev, Boukharine et bien d’autres — ont été torturés et assassinés par la Guépéou. Des dirigeants communistes d’autres pays ont connu le même sort. La terreur stalinienne s'est imposée et a permis par des zigzags

constants de définir la politique de collaboration de classes des Fronts populaires en 1934, pour passer aussitôt après à l’interdiction de toute propagande antifasciste en 1939 après le pacte Hitler-Staline à la suite de la défaite de la révolution espagnole.

L’apogée du stalinisme a correspondu au reflux général de la situation révolutionnaire mondiale.

Au printemps 1934, alors qu’Hitler rechignait à passer un accord, Staline pensa le moment venu de jeter un pont en direction des « démocraties occidentales ». Il proposa alors à Karl Radek la rédaction d’une série d’articles de type « *antifasciste* » destinés à être publiés dans la *Pravda* et dans les *Izvestia*, analysant le tournant que représentait le rôle de la politique de Berlin et de Rome dans la situation internationale.

Albert Vassant — alors représentant du PCF à Moscou — fut chargé de rédiger un premier texte pouvant servir de base programmatique à la nouvelle politique des « *Fronts populaires* ». Le PCF, dont les dirigeants s’étaient traditionnellement opposés à la politique de front unique, fut un bon terrain d’expérimentation pour cette politique. Elle fut présentée publiquement dans ses lignes générales pour la première fois par Maurice Thorez comme la fin des attaques contre les « social-fascistes » (qui caractérisaient la politique dite de la « troisième période » de l’IC). En juillet 1934, cette nouvelle politique a pour résultat la signature d’un premier pacte de non-agression entre le PCF et la SFIO. Le sentiment d’unité s’étend dans la classe ouvrière française et la radicalisation ouvrière oblige sociaux-démocrates et staliniens à toutes sortes de manœuvres. C'est sous cette forme trompeuse (sous l’apparence de l’unité ouvrière) que naît la politique des Fronts populaires, instruments de la politique extérieure de Staline et du Komintern pour rechercher une alliance avec les puissances impérialistes des démocraties occidentales, en utilisant à cette fin les partis staliniens et sociaux-démocrates, en « *unité* » avec l’ombre « *démocratique* » de la bourgeoisie. En France, cela prend la forme

de l'alliance de ces partis avec le Parti radical, qui est alors l'un des principaux partis politiques de l'impérialisme français.

La plate-forme solennelle de cette politique est celle adoptée par le VII^e Congrès de l'IC qui se tient à Moscou du 25 juillet au 20 août 1935. Elle est présentée sous le titre de « *l'offensive du fascisme et les tâches de l'IC* » par le Bulgare Georges Dimitrov qui arrive à ce congrès transformé en vedette par la propagande stalinienne après le procès qui avait eu lieu contre lui et d'autres dirigeants de l'IC accusés d'avoir été les instigateurs de l'incendie du Reichstag. Sans un mot de condamnation de la politique officielle antérieure du « *social-fascisme* », le VII^e Congrès décide qu'il est nécessaire que les partis communistes unissent leur force à celle des autres partis ouvriers et démocratiques pour « *défendre la démocratie bourgeoise face à la menace du fascisme* ». C'est ainsi qu'est liquidée toute l'élaboration stratégique et tactique des quatre premiers congrès de l'IC concernant le front unique ouvrier qui permettait de rassembler dans l'action les rangs de la classe ouvrière, de gagner les couches petites-bourgeoises en les dressant contre la bourgeoisie impérialiste, et qu'est liquidée en particulier l'élaboration sur le travail international, à savoir « *l'organisation d'actions communes des prolétariats de divers pays poursuivant le but commun de la République soviétique internationale* ».

La bourgeoisie impérialiste française est alors le principal point d'appui de la politique extérieure stalinienne (pacte d'aide mutuelle du 2 mai 1935 entre Moscou et Paris), et le PCF prend le relais du parti allemand comme partipilote de l'IC en raison du tournant qu'il a déjà su opérer dans son activité.

En janvier 1936, le PCF, la SFIO et les radicaux (ces derniers présentés comme les représentants de la prétendue bourgeoisie démocratique) établissent un accord de soutien mutuel pour les élections. En mai, la coalition de Front populaire gagne les élections. Une vague de grèves, d'occupations d'usines surgit

spontanément et paralyse le pays. Le PCF est alors chargé d'imposer la « *paix sociale* » et appelle à mettre fin au mouvement. Il s'oppose également à la nationalisation des banques françaises. La préservation de l'alliance entre Staline et la bourgeoisie française impliquait la trahison du mouvement révolutionnaire des travailleurs. Le PCF exerce de l'extérieur du gouvernement le « *ministère des masses* » grâce auquel il parvient à briser le mouvement de grève, en bloquant et en isolant les comités et piquets ouvriers, les détachements les plus décidés. La politique du Front populaire français ouvre la voie au bonapartisme du maréchal Pétain, qui sera investi de ses pouvoirs par la Chambre du Front populaire.

L'EXPÉRIENCE ESPAGNOLE

Durant les cinq années (de 1934 à 1939) où la politique officielle stalinienne a été celle des Fronts populaires, ce n'est qu'en France et en Espagne qu'elle se développe pleinement en Europe. Il y a eu des tentatives de mise en place de cette politique dans de nombreux autres pays, mais sans parvenir à formaliser des accords de ce type, en particulier en raison de la situation politique et dans une moindre mesure aussi en raison de la résistance des partis sociaux-démocrates à établir des accords avec les PC.

L'expérience espagnole a été sans aucun doute la plus funeste et la plus claire.

A partir de l'insurrection (grève générale insurrectionnelle) d'octobre 1934 dans les Asturies, les syndicats et les organisations politiques de la classe ouvrière sont traversés par un puissant mouvement de déplacement à gauche. Des différenciations secouent le PSOE de haut en bas. A partir du document *Octubre*, les Jeunesses socialistes rompent avec la II^e Internationale. Dégageant les conséquences politiques de la Commune asturienne, ils en arrivent à la conclusion qu'il s'agit de commencer à travailler pour un parti fidèle aux aspirations ouvrières à l'unité et au pouvoir

et ils se déclarent partisans d'une nouvelle Internationale, de la IV^e Internationale. La trahison par les vieilles organisations du mouvement d'octobre, de l'Alliance ouvrière (UHP), isolant l'Alliance ouvrière asturienne et la laissant seule face à la répression militaire et policière, amène les jeunes socialistes à la nécessité de construire une organisation indépendante, constituée en pôle révolutionnaire, et à manifester leur volonté de participer au mouvement en direction de la IV^e Internationale.

Les dirigeants du Front populaire en Espagne, les Largo Caballero, Negrín, Azana et compagnie, ont expliqué chacun à sa manière que la Deuxième Guerre mondiale avait commencé dans la guerre civile espagnole. Ils omettent d'ajouter que la Deuxième Guerre mondiale a commencé par la défaite physique et politique de la classe ouvrière espagnole. Le résultat de la guerre et de la révolution espagnoles va déterminer le cours ultérieur de l'Europe. De quoi s'agit-il alors ? D'une victoire militaire ou bien d'une victoire de la révolution ou de la contre-révolution, c'est-à-dire d'une classe contre l'autre ?

L'action des masses a réduit à néant le programme du gouvernement de Front populaire. Le but de la coalition était de « moderniser » et de « démocratiser l'économie » (entendons par là moderniser et démocratiser l'exploitation du travail par le capital), et pour ce faire « démocratiser les institutions » en les dotant d'une couverture parlementaire. Tout ce qui allait s'appeler plus tard *Programme commun de la gauche*, ce n'est pas autre chose que le programme de l'ennemi de classe. Avant tout, le programme commun interdisait la nationalisation de la terre et sa libre distribution, la nationalisation des banques, l'exigence d'allocations-chômage, de même qu'il prohibait l'arrestation et l'inculpation des chefs et officiers de l'armée et de la police, des tortionnaires d'octobre 1934, interdisant par là même l'enquête sur les massacres. Le Maroc restait sous le contrôle de la Légion étrangère. En même temps, on dénialait toujours leurs droits nationaux aux peuples.

Une vague de grèves et d'occupations de terres, d'expulsions des curés des villages et des hameaux se produit spontanément. Les prisons sont prises d'assaut pour libérer les prisonniers d'octobre et les travailleurs qui avaient été licenciés des usines y retournent sur le mot d'ordre de « *C'est oui ou c'est oui !* » des assemblées de travailleurs, qui convainquent le patronat par leur ampleur.

Le gouvernement Azana interdit les grèves générales et régionales, il ferme les locaux syndicaux et ceux des partis membres de la coalition de Front populaire, et il impose la censure de la presse en tentant de mettre le mouvement syndical hors-la-loi. Quel accord y avait-il donc dans la pratique entre les dirigeants du Front populaire et le mouvement ouvrier et paysan ?

L'armée et la police maintenues aux postes clés mettent cinq mois à se soulever. Elles sont soutenues par Rome et Berlin et par les secteurs de la réaction cléricalo-fasciste qui conspiraient contre la République depuis 1931, pour le retour des Bourbons.

La résistance des masses à la politique de Front populaire n'avait pas à être inventée. Elle existait sous la forme du mouvement indépendant de grèves et d'occupations d'usines et de terres. Ce mouvement a pris la forme d'insurrection armée le 19 juillet face au soulèvement fasciste, avec la création de milices ouvrières de l'UGT et de la CNT, et de comités de pouvoir dans les usines, les quartiers et les villages. Malgré le refus du gouvernement d'armer les ouvriers, ceux-ci attaquent les casernes et en quelques heures, ils libèrent Barcelone, Madrid, Valence du soulèvement militaire. Les factieux sont balayés. L'arme décisive de la guerre civile, c'est aussi la politique. Le double pouvoir établi dans la zone républicaine est combattu par les partisans de l'ordre bourgeois. Les comités d'ouvriers et de soldats sont dissous et, avec la collaboration des partis et syndicats ouvriers, ils sont soumis au contrôle des chefs et officiers qui étaient restés du côté du gouvernement.

L'aile gauche du PSOE s'oppose à la centralisation des comités ouvriers et populaires, le POUM et la CNT également. Araquistán, théoricien de Caballero, émet la théorie suivant laquelle il ne faut pas convoquer de congrès des comités ouvriers pour qu'ils prennent le pouvoir entre leurs mains car cette fonction incombe au PSOE. Le PCE engage avec le soutien de la Guépéou une offensive liquidatrice de la milice ouvrière et des comités de pouvoir : « *Tout pour et par le Front populaire.* »

En 1938, la Deuxième Guerre mondiale approchait. La guerre et la révolution en Espagne en furent le premier acte. Les champs de bataille dépendaient non seulement des gouvernements de Burgos et de Madrid, mais surtout de ceux de Londres et de Paris, de Moscou, de Rome et de Berlin. Franco comptait avec le ferme soutien de Hitler et de Mussolini. Le peuple espagnol comptait pour sa part avec le couteau dans le dos du pacte de non-intervention. L'impérialisme franco-anglais et Staline cernaient la révolution espagnole en l'isolant de tout éventuel soutien international. Le 28 août 1936, le gouvernement Blum, afin d'isoler les combattants du camp républicain, interdisait l'exportation, la réexportation ou le transit d'armes. La II^e et la III^e Internationales se sont acharnées à trahir les aspirations du peuple espagnol, rendant ainsi possible la victoire fasciste de Franco.

Les témoignages politiques sur cette situation ne manquent pas. Celui qui avait été alors ministre de la Défense nationale du gouvernement de Front populaire en Espagne et dirigeant connu de l'aile droite socialiste, Indalecio Prieto, relate ainsi ses souvenirs de l'époque :

« Le jour où l'escadre allemande a bombardé le port d'Almería, j'ai réuni précipitamment le Conseil des ministres pour lui proposer une attaque aérienne, la plus intense possible (ce qui représentait alors quelque chose d'important) contre cette flotte ou bien dans les eaux où naviguaient les navires agresseurs, ou bien dans le port où ils auraient cherché refuge. Le Conseil a été suspendu sans que soit arrêtée de décision, en

attendant de se réunir de nouveau avec le président de la République. Quand le Conseil s'est réuni, c'est monsieur Uribe, l'indomptable guerrier, qui s'est avancé devant tous les autres pour s'opposer fermement et énergiquement à ma proposition. Lui et son compagnon, Jesus Hernandez, qui étaient restés silencieux durant toute la première partie du Conseil parce qu'ils n'avaient pas reçu d'ordres, avaient reçu depuis les consignes de l'ambassadeur russe. Aujourd'hui, après le pacte Hitler-Staline, on comprend l'attitude des ministres communistes que j'avais trouvée inexplicable lors de ce dramatique matin. »

Mais il ne s'agit pas d'une agression ponctuelle, tout au contraire. Le pacte de non-intervention impulsé par Blum-Staline impliquait l'isolement politique et militaire du camp républicain afin que Hitler, Mussolini et Salazar puissent déployer leur soutien à Franco. La Légion Condor allait être le premier corps d'armée à entrer dans la Barcelone ouvrière, des dizaines de milliers de « volontaires » italiens étaient détachés sur les fronts. Les armes et techniques de guerre nazies se sont entraînées dans la guerre espagnole contre la population civile.

Lors de la réception faite à la Légion Condor à Berlin à son retour d'Espagne, Goering a déclaré après les bombardements incendiaires de Durango et Guernica qui avaient terrorisé toute l'Europe : « *La flotte aérienne devait incendier pour démontrer au monde de quoi elle était capable.* »

La farce tragique de la non-intervention constitue une politique qui contribue à la défaite de la révolution espagnole et qui ouvre la porte à l'explosion de la Deuxième Guerre mondiale.

La fable de « *l'aide* » de l'URSS à la République espagnole n'est rien d'autre qu'un mensonge. Cette « aide » a consisté en un vieux matériel, parfois inutilisable, payé au prix fort (tout l'or de la Banque d'Espagne) et au prix politique de la « *non-intervention* ».

Les arguments de Blum et de Staline suivant lesquels une aide au camp républicain précipiterait la Deuxième Guerre mondiale se sont avérés faux. Ce qui a

précipité la guerre, ce fut la défaite par les armes du prolétariat espagnol et l'instauration de la dictature franquiste.

Trotsky contribue politiquement depuis son exil mexicain à aider de toutes ses forces les troupes républicaines confrontées au fascisme international. Il se différencie de l'amalgame fait par le POUM, dont la politique est de dire une chose pour en faire une autre, et il réclame une formulation claire des problèmes. « *Nous pouvons et nous devons défendre la démocratie bourgeoise, non pas avec les méthodes de la démocratie bourgeoise, mais avec les méthodes de la lutte des classes, méthodes qui préparent le remplacement de la démocratie bourgeoise par la dictature du prolétariat.* » Il ne cesse de répéter que l'unité avec le Front populaire et son gouvernement est un crime. A cette « unité », il faut opposer les comités d'action révolutionnaires, le Front unique contre le fascisme. Cependant, les dirigeants du Front populaire ont voulu présenter la défaite de la révolution espagnole et la victoire fasciste comme une affaire militaire. « *L'aide des Allemands et des Italiens a été déterminante.* » « *Le gouvernement de Léon Blum, sous la pression des Anglais, a proposé la non-intervention.* » Ils n'ont pas manqué non plus de faire allusion à la situation internationale, au fait qu'une aide de Blum à l'Espagne contre le fascisme pouvait précipiter la Deuxième Guerre mondiale sur le sol français. Dans ses écrits sur l'Espagne, Trotsky tente d'apporter une réponse à tous ces arguments.

Pour ce qui concerne le subterfuge central du Front populaire contre la révolution sociale, « *d'abord gagner la guerre, ensuite la révolution* », Trotsky répond : « *C'est une formulation fatale* », « *des réformes sociales audacieuses représentent l'arme la plus puissante dans la guerre civile et la condition fondamentale de la victoire sur le fascisme* ».

En ce qui concerne la préparation de la guerre mondiale en liaison avec la révolution espagnole, il souligne : « *Franco a gagné grâce à la politique de Staline.* » « *La dictature de Franco*

représente l'accélération inévitable de la guerre européenne dans les conditions les plus difficiles pour la France. »

Il prend position sur des problèmes plus complexes de la tactique vis-à-vis du gouvernement de Front populaire tel que le vote pour ou contre le budget de guerre. Critiquant la position de Shachtman, l'un des dirigeants du SWP (parti socialiste des travailleurs) l'organisation trotskyste américaine, qui préconisait le vote pour le budget de guerre du gouvernement Negrín, Trotsky précisait :

« Un vote au Parlement en faveur du budget militaire n'est pas une aide "matérielle" mais un acte de solidarité politique. Si nous pouvons voter son budget pour Negrín, pourquoi ne pouvons-nous pas déléguer notre représentant dans son gouvernement ? Cela peut être interprété aussi comme une "aide matérielle". Les staliniens français donnent leur pleine confiance au gouvernement de Front populaire, mais officiellement, ils n'y participent pas. Nous tenons ce type de participation comme la forme la pire, la plus pernicieuse, de participation. Donner à Blum et à Chautemps (1) tous les moyens nécessaires pour leurs actions signifie la participation politique à un gouvernement de coalition.

La question du camarade Shachtman : « Comment pouvons-nous refuser de consacrer un million de pesetas à acheter des fusils pour le front ? » a été posée cent et mille fois aux marxistes révolutionnaires par les réformistes : « Comment pouvez-vous voter contre les millions et les millions nécessaires pour les écoles, les routes, pour ne pas parler de la défense nationale ? » Nous reconnaissons la nécessité des écoles et des routes, non moins que la nécessité de la lutte contre Franco. Nous utilisons les chemins de fer "capitalistes" ; nos enfants fréquentent les écoles "capitalistes", mais nous refusons de voter le budget pour le gouvernement capitaliste. Pendant la lutte contre Kornilov, nous n'avons jamais voté au soviét

(1) Camille Chautemps (1885-1963), radical-socialiste et grand dignitaire de la franc-maçonnerie, ancien ministre et président du Conseil, avait succédé à Blum comme président du Conseil se réclamant du front populaire.

d'une façon qui aurait pu être interprétée comme une solidarisation politique avec Kerenski.

Du point de vue de l'agitation, nous n'aurions pas la moindre difficulté en Espagne pour expliquer notre vote négatif : "Nous voulions deux millions pour les fusils, et ils n'en ont donné qu'un. Nous revendiquons la distribution des fusils sous contrôle ouvrier, ils ont refusé. Comment pouvons-nous donner volontairement notre argent et notre confiance à ce gouvernement ?" Tout travailleur comprendra et approuvera notre action.

Tout ce que fait le gouvernement Negrín, il le fait sous le signe des nécessités imposées par la guerre. Si nous acceptons la responsabilité politique de leur administration de ces nécessités de guerre, nous devrions voter politiquement toute proposition gouvernementale sérieuse. De la même manière, nous devrions les approuver dans notre presse, nos réunions. Nous deviendrions ainsi un parti gouvernemental à la POUm. Comment, dans de telles conditions, préparer le renversement du gouvernement Negrín ? Tout le sens de mes réponses est : nous combattons Franco militairement en dépit de l'existence du gouvernement Negrín et nous préparons en même temps politiquement le renversement du gouvernement Negrín. Si nous sommes d'accord sur ces principes fondamentaux, nous ne pouvons diverger sur les conséquences pratiques. »

Trotsky met de même en garde contre tout esprit de clocher ou nationalisme étroit, contre l'éventualité d'un isolement de la Catalogne ouvrière qui permettrait de précipiter la défaite et d'en faire la victime d'une catastrophe. L'expérience immédiate de la commune des Asturies était vivace.

Contre toute vision gauchiste, Trotsky souligne les différences entre les deux camps :

« 1) La différence entre Negrín et Franco, c'est la différence entre la démocratie bourgeoise pourrissante et le fascisme.

2) Partout et toujours, là où les ouvriers révolutionnaires ne sont pas dans l'immédiat assez forts pour renverser le régime bourgeois, ils défendent, contre le fascisme, même la démocratie

bourgeoise pourrissante, mais, surtout, ils défendent leurs propres positions à l'intérieur de la démocratie bourgeoise.

3) Les ouvriers, cependant, ne défendent pas la démocratie bourgeoise par les méthodes de la démocratie bourgeoise (Front populaire, blocs électoraux, coalitions gouvernementales, etc.) mais par leurs propres méthodes : c'est-à-dire par les méthodes de la lutte révolutionnaire de classe. C'est ainsi qu'en participant à la lutte militaire contre le fascisme, ils continuent à défendre en même temps leurs propres organisations, leurs droits et leurs intérêts contre le gouvernement démocratique bourgeois.

4) La démocratie bourgeoise se décompose en même temps que le capitalisme qui l'a engendrée. Le fait même qu'une insurrection fasciste contre la démocratie bourgeoise soit possible est un signe que ses jours sont comptés. Aussi la "régénération" de la démocratie bourgeoise ne peut-elle figurer dans le programme du prolétariat. La défense de la démocratie bourgeoise contre le fascisme est seulement un épisode tactique subordonné à notre ligne, laquelle est de renverser la démocratie bourgeoise et d'instaurer la dictature du prolétariat. »

La révolution espagnole a répété les événements d'Italie et d'Allemagne. Depuis la fin de la Première Guerre mondiale jusqu'en 1922, l'Italie avait connu une situation de vague révolutionnaire, de grèves avec occupations d'usines, avec formation de conseils ouvriers. L'appareil d'Etat bourgeois restait paralysé, un parti ouvrier décidé aurait pu aider à dénouer la situation en faveur du mouvement des masses. Mais cela n'avait pas eu lieu et le fascisme s'est imposé.

La situation révolutionnaire de l'Allemagne en 1918, 1922, en 1923-1924, est un autre exemple de ce problème. Les dirigeants sociaux-démocrates ont paralysé la révolution. En 1923 l'intervention du Kremlin sur le KPD a eu des résultats funestes. La vague de 1929 à 1931 a été paralysée par la division introduite dans les rangs ouvriers par la politique du « social-fascisme » qui favori-

sait évidemment la montée de Hitler au pouvoir.

Dans les deux cas, le fascisme n'a accédé au pouvoir qu'après que la classe ouvrière a été trahie et divisée, mise dans l'impossibilité de prendre entre ses mains le destin de la société.

La trahison de la révolution espagnole par le stalinisme n'était pas l'exception, mais la règle. Auparavant et pour préserver son rôle et ses intérêts de caste, la bureaucratie stalinienne avait sacrifié les ouvriers allemands et le peuple chinois à la barbarie.

Depuis 1933, Trotsky était arrivé à la conviction qu'il était nécessaire de constituer une nouvelle organisation internationale en rupture organisationnelle et politique avec le stalinisme, préparant ainsi la proclamation de la IV^e Internationale (*« le stalinisme a eu déjà son 4 août — date à laquelle les partis de la II^e Internationale avaient rompu la solidarité ouvrière en s'alignant sur leurs bourgeoisies respectives dans la Première Guerre mondiale —, en Allemagne, le communisme allemand ne peut renaître que sur une nouvelle base »*). Etablir cette base exigeait un programme pour l'unité internationale, qui en soi n'allait pas résoudre automatiquement et immédiatement le problème de la direction révolutionnaire du prolétariat, mais qui apparaissait indispensable pour s'engager dans cette voie.

Le *Programme de transition*, texte élaboré à ce moment politique, insiste sur le rôle des Fronts populaires : « *ils agissent comme un frein* », « *ils canalisent et arrêtent* », « *ils conduisent la classe ouvrière à l'impuissance et ouvrent la voie au fascisme* », « *ultime recours de l'impérialisme* », « *ils renoncent à sortir du cadre de la démocratie bourgeoise* », « *coalition avec la bourgeoisie libérale inexiste* ». Ce sont là des appréciations justes, confirmées par l'histoire et par notre pratique, qui ont formé de nouvelles générations de militants et de cadres et qui constituent un point de départ pour l'action politique indépendante.

Les formules utilisées par les partisans du Front populaire — partisans de

l'alliance avec la bourgeoisie libérale inexistante — contre le mouvement révolutionnaire sont diverses. « *Culture contre barbarie* » au lieu de « *classe contre classe* », « *révolution démocratique* » contre « *révolution socialiste* », « *d'abord la guerre, ensuite la révolution* ». Ces artifices de duperie politique ne relèvent que d'utopies bien réactionnaires, couvertes par de prétendus desseins révolutionnaires tenus secrets. Cette politique s'applique en inféodant l'Espagne républicaine à la direction de la Guépéou : enlèvement et assassinat de Nin, assassinat du secrétaire de Trotsky, Erwin Wolf, arrestation et inculpation de Andrade et de Gorkin (compagnons de Nin) accusés d'être des agents fascistes, attentats contre des dirigeants anarchistes, assignation à résidence de Largo Caballero et attentat manqué contre Prieto. Ainsi le stalinisme organise sa propre guerre civile à l'intérieur du camp républicain, éliminant physiquement ses adversaires anarchistes, socialistes, poumistes, trotskystes.

De la même façon que l'Union sacrée en 1914-1918 avait marqué à jamais la II^e Internationale, la politique des Fronts populaires a marqué le stalinisme du sceau indélébile du mensonge. C'est ainsi qu'est marquée à jamais cette machine de calomnies et d'oppression qui a subordonné la politique internationaliste à la survie de la caste bureaucratique, menant à l'élimination de ses adversaires politiques qui défendaient des positions révolutionnaires. Ainsi l'assassinat de Trotsky par des agents de la Guépéou est présenté par la *Pravda* dans les termes suivants :

« Après avoir dépassé les limites de l'avilissement de l'homme, Trotsky est tombé dans ses propres filets et a été assassiné par l'un de ses disciples. »

Moscou reconnaissait ainsi dans ses propos contre-révolutionnaires que Trotsky incarnait la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière internationale.

La politique stalinienne, qui idéologiquement se présente comme une grossière combinaison d'opportunisme et d'aventurisme destinée à détruire, à diviser et à démoraliser l'action politique

indépendante du mouvement ouvrier, ne pouvait accepter la survie en exil d'un dirigeant révolutionnaire, compagnon de Lénine, à la tête de la lutte pour une nouvelle Internationale.

Le mouvement ouvrier se trouvait alors à une véritable croisée des chemins, la crise des partis sociaux-démocrates multipliait ses courants et secteurs, tandis qu'une aile cherchait un terrain indépendant. C'est alors que les trotskystes réalisent les plus grands efforts pour aider et gagner ces courants et militants. En 1937 et 1938, les révolutionnaires agissent à contre-courant. La collaboration contre-révolutionnaire du stalinisme part de l'utilisation de la victoire d'Octobre 1917 et de son prestige international, ce qui lui donne la capacité d'utiliser la pression révolutionnaire des masses. L'alternative de ces années-là se réduit à : ou bien l'action indépendante des masses disloque le Front populaire, ou bien celui-ci détruira le mouvement des masses. Le mouvement a besoin d'une centralisation et cela veut dire une direction.

Les Fronts populaires de 1934-1936 se constituent sur la toile de fond du recul, de la défaite du prolétariat allemand en 1933 et des purges stalinien.

La radicalisation des Jeunesses socialistes, de l'aile Largo Caballero dans l'UGT et le PSOE, de la CNT-FAI allait se retrouver prisonnière de la politique de Front populaire. La CNT-FAI n'a pas signé l'accord de Front populaire, mais elle s'est subordonnée à lui. Le POUM pour sa part a été le dindon de la farce de ce pacte. Accusés d'être des trotskystes, les dirigeants de ce parti qui avait une certaine influence en Catalogne se sont associés de façon « critique » au pacte qui proposait de faire de l'Espagne un grand pays capitaliste moderne. Ainsi se constitue un nouveau gouvernement bourgeois à partir des élections du 16 février 1936 avec le soutien des partis et syndicats ouvriers.

Ce n'est pas la petite taille du POUM ni celle d'autres regroupements comme la FAI et les JSE qui les a empêchés de suivre un cours révolutionnaire aidant le mouvement des masses. Bien au contraire, ce fut le refus de combattre fer-

mement le cercle vicieux de la politique de Front populaire qui a permis l'étranglement de la révolution.

Nombre d'articles ou de récits de vieux militants du POUM, de la CNT ou de la gauche du PSOE font état des énormes difficultés rencontrées dans ce combat politique que fut la guerre civile. Sans doute, sans un regroupement révolutionnaire ayant un minimum d'implantation, la tâche la plus simple devait se transformer en chimère. Cependant, les arguments qui justifient d'une manière ou d'une autre la politique de Front populaire ou d'adaptation au Front populaire n'ont aucune base qui tienne.

Les moments de grandes difficultés sont aussi ceux des grandes possibilités. Prenons le cas de la lutte pour l'amnistie des prisonniers d'octobre 1934 (insurrection des Asturies). Les organisations qui, comme le POUM, expliquent que c'est pour cette raison qu'elles ont adhéré au programme bourgeois du Front populaire ne distinguent pas le soutien à un programme du vote pour un candidat, alors qu'il s'agit de deux choses différentes. Et ils oublient surtout que l'exigence d'amnistie des 50 000 prisonniers politiques a été réalisée par l'action des masses qui ont pris partout d'assaut les prisons, avant qu'un seul juge n'ait commencé à rédiger un ordre de remise en liberté.

C'est à l'inverse de ce mouvement que se situent ceux qui défendent plus tard les milices de parti contre les milices d'unité ouvrière UGT-CNT. Quel avantage politique ou militaire ses milices ont-elles apporté au POUM ? N'est-il pas certain que cette séparation a contribué à l'isoler des militants et des travailleurs, tandis que Nin acceptait d'être ministre de la Justice du gouvernement catalan ? La CNT n'a pas cessé elle non plus de pourvoir en ministres le gouvernement catalan, celui de Madrid, et le gouvernement basque.

La bureaucratie de Moscou a présenté inlassablement ses divergences avec les opposants politiques comme des « questions personnelles ». Les dirigeants du POUM n'ont jamais compris pour leur

part l'intransigeance révolutionnaire de Trotsky qui durant toute sa vie n'a cessé de souligner que « *la vérité brutale est un facteur révolutionnaire* », et ils se sont adaptés à la pression exercée par la politique de fausse « unité » du Front populaire.

Désorganiser les masses, c'est aussi empêcher le regroupement des militants et courants, et cela la duperie du Front populaire l'a dans une bonne mesure réussi, avec Nin, Marceau Pivert, et les Jeunesses socialistes en Espagne comme en France, ainsi qu'avec d'autres courants politiques.

La constitution de la IV^e Internationale contre la politique de collaboration de classes et en particulier contre leurre des Fronts populaires ne procède pas des défaites du mouvement ouvrier, mais elle est née d'une phase de la lutte des classes marquée par l'apogée du stalinisme responsable des défaites du prolétariat en Allemagne, en France, en Espagne, en Chine... La IV^e Internationale s'est constituée pour aider les travailleurs et les peuples à éviter ce cours, pour dresser haut le drapeau de l'indépendance de classe, celui de la réorganisation pour la victoire.

Aujourd'hui, au moment où nous posons la question de la proclamation de la IV^e Internationale sur la base de son programme de fondation de 1938, nous le faisons suivant la même méthode d'unité des travailleurs et des peuples opprimés du monde, des travailleurs et de leurs organisations, contre les capitalistes et les bureaucraties parasitaires. Le mouvement ouvrier a besoin d'une nouvelle représentation politique internationale dont le programme lui a été donné en 1938.

III.- LA NOUVELLE SITUATION POLITIQUE INTERNATIONALE

La situation politique internationale connaît des changements en profondeur, que personne ne peut cacher, indépendamment des idées ou des intentions de ceux qui considèrent ou interprètent ces

événements. En premier lieu, le mouvement ascendant de la classe ouvrière et des peuples opprimés qui s'opposent à la politique et aux conséquences de la dette resurgit sans cesse. Ils se dressent dans des mouvements de grève, de grève générale, en Algérie, au Venezuela, au Pérou, en Argentine, au Nicaragua... Les peuples opprimés ne peuvent tolérer les conséquences destructrices de la politique de la dette.

C'est le même mouvement qui s'exprime dans l'action des travailleurs et des jeunes d'URSS, de Chine, d'Allemagne de l'Est, contre la bureaucratie et pour la défense de la propriété sociale. Le 9 novembre 1989, avec la chute du Mur de Berlin sous l'action de la mobilisation des travailleurs et des jeunes, un tournant commençait dans l'histoire de l'humanité. Dans cette situation internationale, la lutte pour le pouvoir ouvrier et démocratique n'est pas pour nous une abstraction académique. Au moment où dans tous les continents grandit l'action des masses contre la ruine impérialiste, la nécessité de gouvernements ouvriers, en rupture avec la dette et l'austérité, est une nécessité.

Nous ne sommes pas en 1938. Aujourd'hui, les formes et les variantes de la politique des Fronts populaires s'opposent à un mouvement des masses ascendant alors que le système impérialiste mondial est en pleine crise de dislocation, alors aussi que s'affirme la faillite des bureaucraties stalinien. L'appareil stalinien — la machine à calomnier et à opprimer — est en faillite, ce qui ne veut pas dire qu'il soit définitivement fini.

Le tournant dans la situation internationale s'exprime en dernière instance dans la profonde déstabilisation de l'ordre mondial tel qu'il avait été établi par la collaboration contre-révolutionnaire en 1945, et par la déstabilisation de l'ensemble des rapports qui l'ont maintenu.

L'intervention politique conjointe de Bush et de Gorbachev avec les autres pays impérialistes dans le golfe Persique pour rétablir « l'ordre » de l'oppression des peuples, pour impulser la spéculation et le pillage, montre clairement aux

yeux du monde entier l'alignement servile de la bureaucratie stalinienne aux côtés de l'impérialisme US.

En définitive, les changements profonds favorables à la révolution qui s'opèrent dans les relations entre l'impérialisme, la bureaucratie, les bourgeoisies nationales et la classe ouvrière internationale font que toute une caste politique contre-révolutionnaire s'effondre et cherche pour sa survie à adapter les impostures montées lors de son apogée.

La capacité à généraliser une situation donnée et à déterminer les tâches qui en découlent se lie pour les travailleurs à leur propre expérience sociale, qui se forge dans la lutte quotidienne, dans leurs syndicats, à travers la crise et la récession économiques, en se dressant contre les conséquences de cette crise, le chômage massif, la liquidation des conquêtes sociales.

La condition de la victoire du mouvement ouvrier c'est que soit assurée son indépendance politique. Dans les pays de l'Europe de l'Est et en Chine, l'indépendance du mouvement des masses est définie par leur combat sans merci contre la bureaucratie stalinienne et ce qu'elle représente en tant qu'agent de la restauration capitaliste. Aujourd'hui, l'indépendance internationale du prolétariat passe par la lutte commune contre l'impérialisme et ses alliés, le FMI et la CEE.

La collaboration contre-révolutionnaire indispensable que la politique des Fronts populaires a fournie à l'impérialisme contre les révoltes espagnole et française en 1936 pouvait compter avec le rôle privilégié de l'IC et des PC pour utiliser la pression révolutionnaire des masses. Leur rôle d'agent de la réaction impérialiste n'était pas définitivement mis à nu. Cela a changé substantiellement.

Le crépuscule du stalinisme que nous voyons aujourd'hui est aussi en ce sens le crépuscule des Fronts populaires sous toutes leurs formes et variantes. La politique du « socialisme dans un seul pays » a démontré au long de toute une période historique qu'elle est la couverture du « socialisme dans aucun pays ».

La crise et la décomposition du stalinisme sont irréversibles. Quelle est la capacité qu'a Gorbatchev d'utiliser la pression révolutionnaire des masses ? Tout en aidant Gorbatchev, l'impérialisme US tente de balayer Cuba, et Castro lui-même, acculé, n'ose pas en appeler à la mobilisation des peuples du continent latino-américain soumis à la politique de la dette.

Les événements de Roumanie puis ceux de Bulgarie, la paralysie et la décomposition de l'appareil du Kremlin pourraient donner à penser que le stalinisme serait porté disparu ou en voie rapide d'extinction. Le soutien qu'il trouve dans l'impérialisme, dans les partis sociaux-démocrates et dans les bourgeoisies, doit être souligné comme un facteur de prolongation de son agonie. Bush, Mitterrand, Kohl se portent à la rescousse de Gorbatchev chaque fois qu'il s'enfle un peu plus dans la crise d'un régime qui s'épuise.

Le gouvernement bourgeois de collaboration de classe de type Front populaire reste le produit d'une alliance contre-révolutionnaire des partis ouvriers et de la bourgeoisie ou de son ombre, dans une situation révolutionnaire ou pré-révolutionnaire.

Ainsi, le gouvernement Mitterrand-Mauroy constitué en France à partir de 1981, à majorité PS-PCF, aussi bien par sa politique contraire aux aspirations des masses que par la participation en son sein de ministres bourgeois radicaux et gaullistes, se constitue comme gouvernement bourgeois de type Front populaire.

Aujourd'hui comme hier, sous des formes distinctes, la politique des Fronts populaires associe sociaux-démocrates et staliens à l'impérialisme, à la défense de l'ordre mondial. Les moyens des PC sont différents. Le cas du PC espagnol, scindé et divisé, limite sa capacité à faire obstacle au mouvement des masses. Le PCF s'est mieux préservé, bien qu'il soit touché par les mêmes maux. La social-démocratie comme le stalinisme en France et en Espagne se consument dans la défense des régimes en place face à l'explosion révolutionnaire. Dans quelles conditions ces appareils se trouvent-

ils à l'entrée d'une crise révolutionnaire ouverte ? A la différence d'hier, les appareils bourgeois au sein du mouvement ouvrier ont de sérieuses difficultés à pouvoir utiliser la pression révolutionnaire des masses à leur guise. Partout le mouvement des masses rompt avec la tutelle des appareils, ce qui entraîne de profondes modifications historiques.

IV. LE COMBAT AUJOURD'HUI CONTRE LA POLITIQUE ET LES GOUVERNEMENTS DE TYPE FRONT POPULAIRE

Le combat politique contre l'imposture des Fronts populaires sous leurs diverses variantes n'est pas un combat d'idées.

Front unique et Front populaire ne sont pas des conceptions ou des idées qui s'affrontent. A la politique de Front populaire, la IV^e Internationale oppose la nécessaire rupture de ce type de coalition, elle y oppose les comités d'action, appareils de l'organisation de la lutte des masses.

Le mensonge des Fronts populaires n'est pas non plus une théorie ou une idée, il s'agit tout au plus d'une étiquette nécessaire à la bureaucratie stalinienne pour se doter d'une couverture idéologique qui préserve ses intérêts matériels comme caste parasitaire et son alliance avec l'impérialisme, hier Berlin, aujourd'hui Washington. C'est pourquoi il serait faux d'opposer Front unique à Front populaire comme deux systèmes d'idées ou deux formes de pensées (deux écoles philosophiques).

La majorité des partis staliniens et même de la social-démocratie s'est formée à l'école des Fronts populaires. Le cas de l'Espagne n'est pas une exception sous cet angle.

Les prétendus « eurocommunistes » reconnaissaient hier que leur politique était et est dans une bonne mesure inspirée des Fronts populaires des années trente.

L'actualité politique des variantes du Front populaire ne vient pas de la répé-

tition à la lettre de formules rappelant les arguments utilisés naguère contre l'unité du mouvement ouvrier, mais elle relève du contenu de la situation politique, sous la forme de Fronts populaires préventifs visant à défendre les régimes en place. C'est le cas de la situation en France et en Espagne où, à partir de la chute du gouvernement Giscard et des franquistes de l'UCD, et sous la forme de « *l'unité de la gauche* » en France et du Pacte de la Moncloa en Espagne, se sont constitués des gouvernements bourgeois bien que formés par des dirigeants de partis ouvriers, comme produit d'une alliance contre-révolutionnaire des partis ouvriers et de la bourgeoisie dans une situation pré-révolutionnaire.

Les gouvernements de continuité de F. Mitterrand et de F. Gonzalez, tournés vers la collaboration avec la bourgeoisie et l'impérialisme, ne parviennent pas à stabiliser la crise politique du régime de la Ve République et de la monarchie franquiste. Au contraire, sous les effets de l'approfondissement de la lutte des classes, ils conduisent leurs propres partis à l'explosion. Le PSOE, à la veille de son XXXII^e Congrès, connaît l'affrontement de secteurs et de courants, tous partisans de l'ordre monarchique, mais se disputant le contrôle du gouvernement et du parti. L'exigence de démission du vice-président du gouvernement et vice-secrétaire du PSOE, Guerra, après les scandales financiers liés au trafic d'influences — qui met en relief le financement des partis politiques avec de l'argent sale — est devenu l'exigence centrale du ministre Solchaga à la tête des courants qui soulignent la nécessité d'un « *PSOE plus dynamique et plus ouvert* ». Le ministre de la Culture — vieux responsable staliniens — plaide pour la rénovation de la couche dirigeante du PSOE tout en préservant F. Gonzalez. Depuis l'extérieur du PSOE aussi, mais en étroite collaboration avec lui, Santiago Carrillo a demandé l'entrée de son parti (le PTE) dans le PSOE, en faisant participer des responsables de son parti sur les listes du PSOE pour les prochaines élections basques « autonomes ». Carrillo, personnage bien connu

du Front populaire espagnol et du stalinisme, paraphrasant Gorbatchev, insiste pour faire du PSOE « *la maison commune de la gauche* ». Le groupe de Redondo (secrétaire de l'UGT) fait ses premiers pas électoraux avec à sa tête un ancien député du PSOE, Damboronea, amenant ainsi des milliers de responsables syndicaux à une politique de paralysie et de visites à la Maison royale. Le PSOE tend à disparaître comme parti ; il se confond avec l'appareil d'Etat dans tous ses aspects. Des affaires comme celle du GAL (police parallèle qui exécute des actions terroristes contre des militants basques), la mise hors la loi du syndicat de la Garde civile font du PSOE l'instrument des hauts fonctionnaires de l'appareil policier et militaire.

Tout au long de l'histoire de la lutte des classes il y a eu et il y a encore un certain parallélisme et une influence réciproque entre la France et l'Espagne, avec des processus et des événements qui conservent une certaine similitude dans le temps. Il en fut ainsi en 1934-1936 avec les coalitions et gouvernements de Front populaire et il en est de nouveau ainsi aujourd'hui, depuis 1981 et 1982 respectivement.

Bien que les Fronts populaires aient démontré qu'ils sont une imposture historique, du point de vue des intérêts des travailleurs, leurs formules les plus connues sont réutilisées sous la forme de répétitions mensongères. Les voies vers le socialisme des eurocommunistes sont imprégnées de formules au relent de Front populaire. Ce sont là des impostures avec lesquelles il faut rompre pour pouvoir aider la lutte des masses. Pour aider à la réalisation de la véritable alliance politique que doivent réaliser les travailleurs, celle des ouvriers et paysans, ouverte à tous ceux qui défendent les objectifs sociaux et politiques progressistes de la classe travailleuse.

Les formes de collaboration politique aujourd'hui sont encore plus institutionnalisées. Les partis sont soumis aux budgets, les syndicats sont sous la menace constante d'être intégrés aux structures de l'Etat, et on assiste en particulier à une officialisation de la vie syndicale et

politique des organisations du mouvement ouvrier. Le pacte politique réactionnaire qui unit le gouvernement du PSOE — et sous une autre forme le PCE — à la monarchie de Juan Carlos est la défense de la Constitution de continuation du franquisme, négation de la démocratie et du droit des peuples à décider de leur propre destin. Il en va de même pour le PS français et le PCF vis-à-vis des institutions de la Ve République.

Depuis 1982, notre expérience à ce sujet est que le PSOE agit comme pilier politique de l'ordre monarchique, attitude contraire à la démocratie et pour laquelle il compte avec l'inestimable collaboration du PCE et de sa coalition IU (Gauche unie), qui jouent un curieux double jeu leur imposant un double langage. Ils mènent une bataille acharnée de division dans le mouvement ouvrier pour pouvoir faire passer les plans de régression sociale tout en portant de constantes attaques contre le PSOE et l'UGT et en défendant de toutes leurs forces la politique du gouvernement et surtout son rôle de protecteur de la Couronne. La crise du stalinisme s'exprime tout particulièrement dans l'éclatement du PCE. Quatre ou cinq organisations s'affrontent pour occuper sa place politique. Après le récent effondrement de IU en Andalousie, le député Sartorius annonçait la recherche « *d'espaces communs* » entre IU et le PSOE.

Utilisant en partie le vocabulaire du Front populaire de 1936, le gouvernement Felipe Gonzalez-Juan Carlos de Bourbon se propose de « *moderniser l'Espagne* », de « *la rendre compétitive* ». De là ses décisions de soumettre les travailleurs à l'OTAN et à la CEE malgré le rejet exprimé par la majorité.

La politique de régression sociale des gouvernements français et espagnol pousse la classe ouvrière à la grève, à la grève générale. Le 14 décembre 1988, l'Espagne a vu le plus grand mouvement de grève générale de son histoire, de rejet de la politique anti-sociale de précarisation de l'emploi, en particulier de l'emploi des jeunes.

La grève générale en Espagne et le mouvement de grèves partielles en France mettent en relief de la façon la plus crue le fait que la majorité de 1981 et de 1982 ne se sent pas représentée par les gouvernements respectifs et qu'elle entre en rupture avec la politique du PS et du PC. L'action de grève contre le gouvernement se constitue comme la principale détermination politique de masse pour rompre la collaboration avec la bourgeoisie.

La nécessité d'une nouvelle représentation politique pose des problèmes tactiques et la nécessité de formes transitotires sur les terrains politique et organisationnel que les sections de la IV^e Internationale abordent en ayant accumulé une longue expérience. C'est le cas du Mouvement pour un parti des travailleurs qui combat par des initiatives pratiques pour regrouper militants et courants pour un parti ouvrier indépendant et démocratique en France, auquel participent à égalité de droits et de devoirs avec toutes ses composantes les militants du PCI, la section française de la IV^e Internationale.

En Espagne, à partir de l'expérience de la mobilisation contre l'entrée dans l'OTAN s'est constituée l'Alliance pour la République, mouvement-coalition de partis, militants et courants unis par l'exigence commune de l'*« abolition de la monarchie et de toute forme d'oppression nationale »*.

Les gouvernements de Front populaire, pour apporter leur soutien aux régimes antidémocratiques, empêchent l'utilisation des formes les plus élémentaires de la démocratie par le mouvement

ouvrier et de masse. Il faut s'efforcer d'utiliser à fond toutes les possibilités pour aider le mouvement des masses à se dresser contre ces gouvernements pour en finir avec les institutions antidémocratiques produit d'une guerre civile d'une part, et du coup d'Etat de Gaulle d'autre part.

L'Alliance pour la République part de la lutte unie pour la mobilisation indépendante contre la monarchie et ses institutions. C'est le contenu explicite de ses plates-formes électorales et de ses campagnes, de ses publications et de ses actions.

La construction de partis révolutionnaires, basée sur la lutte pour l'indépendance et l'unité de la classe ouvrière, doit se réaliser à partir d'initiatives indépendantes visant à aider les travailleurs dans leur mouvement à réaliser par eux-mêmes leur émancipation. Les partis trotskystes en construction ne mettent aucune condition programmatique à la lutte pour l'unité.

C'est pour cela qu'il est indispensable de regrouper une avant-garde qui ouvre une autre perspective dans la lutte des classes, une perspective distincte de la collaboration avec la bourgeoisie et l'impérialisme. Partout, les sections de la IV^e Internationale présentent des propositions, des initiatives, pour aider à la mobilisation et à la centralisation des masses.

C'est là la méthode de l'unité contre toutes les formes de division.

**Raúl Gomez,
membre du comité central du POSI**

Conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale-CIR

Eléments de rapport du Secrétariat international de la IV^e Internationale-CIR

Le Secrétariat international a décidé, dans le cadre de la préparation de la Conférence mondiale des sections, d'élaborer des contributions sur les développements de la situation mondiale, prolongements du rapport écrit adopté dans sa ligne générale par le Conseil général (voir *Tribune internationale*, n° 58).

Les déclarations du SI du 10 août et du 3 septembre 1990 définissent l'orientation de la IV^e Internationale et de ses sections face à l'intervention impérialiste au Moyen-Orient. Il est nécessaire de revenir sur le contenu de la crise actuelle et de la réinscrire dans le développement international de la lutte de classes, dans le tournant historique majeur de la situation mondiale. C'est l'objet de cette contribution. Le SI invite les directions des sections à discuter de ces contributions et à prendre position à leur sujet.

A L'ORIGINE DE LA CRISE ACTUELLE AU MOYEN-ORIENT

Pour le comprendre, il suffit de voir comment les choses se sont nouées. La forme prise par les événements dans cette région manifeste qu'il n'y a pas de maîtrise des processus en cours par l'impérialisme et par Gorbatchev. Qu'y a-t-il à l'origine de la situation ? D'abord et avant tout, la crise au Moyen-Orient est l'expression de la dislocation de « l'ordre » de Yalta et de Potsdam, ouverte le 9 novembre 1989 par la chute du Mur de Berlin, dans le prolongement des développements révolutionnaires mondiaux qui l'ont précédée. En parti-

culier, cela se manifeste dans la fin du partage des rôles entre Moscou et Washington pour assurer la « stabilité » de la région. Mais, il faut souligner d'emblée qu'à la base de la crise dans la région, il y a l'action des masses, à savoir la persistance de la révolution palestinienne. Il faut le souligner : la révolution palestinienne ne se développe pas de façon linéaire ; elle a reçu bien des coups, et connu bien des reculs et bien des massacres, de la part de toutes les forces coalisées. Mais, en même temps, elle a été le ferment de la mobilisation révolutionnaire des masses dans toute la région, donc de l'instabilité chronique et de la déstabilisation de tous les régimes réactionnaires du Moyen-Orient. Son prolongement, d'une certaine manière, a été la révolution iranienne.

On se rappelle comment l'Irak a été lancé comme le poing armé de l'impérialisme contre la révolution iranienne. Il a été surarmé par l'impérialisme pour tenter d'écraser la révolution iranienne et, à travers cela, pour tenter d'opérer une restabilisation de la situation. Armé et surarmé par tous : Etats-Unis, URSS, France, RFA, Grande-Bretagne, etc. Cette tentative a échoué. Cela a créé une situation impossible pour le régime irakien : une armée d'un million d'hommes, une dette considérable, un pays exsangue du point de vue économique, auquel l'impérialisme et la bureaucratie avaient beaucoup promis comme compensation de ses engagements et, visiblement, peu tenu.

C'est dans ces conditions que s'est développée la crise. Elle s'est exprimée

dans un premier temps au niveau de l'OPEP, avec la demande de l'Irak d'augmentation substantielle du prix du baril, de 18 dollars, prix où il était bloqué par l'Arabie Saoudite et les USA, à 27 dollars. Il y a eu échec, les USA bloquant l'augmentation.

Prisonnier du cadre dans lequel l'avait enfermé l'impérialisme, le régime irakien a alors cherché, par le biais de l'intervention au Koweït, à la fois une issue sur le plan des ressources pétrolières, des ressources financières nouvelles et anciennes, à s'ouvrir un accès sur le Golfe. Et, en même temps, à travers cela, il cherchait une ouverture sur le plan politique, qui mobilisait l'armée et permettait de rétablir l'union nationale, dans la mesure où le rattachement du Koweït à l'Irak a toujours été une revendication nationale irakienne.

Il y a eu, dans ce cadre-là, la riposte de l'impérialisme. On peut dire que, sans aucun doute, Bush ne pensait pas qu'elle irait jusque-là et que cette épreuve de force, cette surenchère, aboutirait à cette situation. Nous sommes aujourd'hui face à une situation dont les développements ne sont pas maîtrisables, et nul ne peut prévoir jusqu'où iront les choses... De ce point de vue, tout est ouvert dans cette région du monde, dans les jours et les semaines qui viennent.

Au moment où nous écrivons (3 septembre), il est difficile de prévoir ce que seront les développements de cette crise. Quoi qu'il en soit, on peut de la crise actuelle dégager un certain nombre de premières conclusions.

UN RENFORCEMENT DE LA DOMINATION AMÉRICAINE

La première conclusion est une confirmation du rôle central de l'impérialisme américain dans la domination impérialiste mondiale. La crise actuelle renforce le rôle dominant des USA à l'échelle mondiale. Ils sont le seul gendarme mondial de l'impérialisme. Un récent article du *New York Times* expliquait la chose suivante : certes, d'autres

pays capitalistes, comme le Japon et l'Allemagne, représentent des puissances économiques importantes ; mais, dans les périodes de crise, il se vérifie que la puissance dominante du monde, ce sont les Etats-Unis.

Et ce journaliste d'ajouter que le fait d'être une « superpuissance », chargée du maintien de l'ordre mondial, entraîne des servitudes. Servitudes quant aux charges financières d'une telle intervention, quant à son coût humain. Mais, ajoutait-il, même la plus importante de toutes les puissances du monde, même la seule qui mérite le nom de superpuissance, rencontre des limites dans ce qu'elle peut faire.

Le fait est que les développements récents balaiennent toutes les affirmations sur le fait que, à cette étape de la décadence capitaliste, l'Allemagne ou le Japon puissent « supplanter » l'impérialisme américain. Pour ne rien dire des pseudo-théories d'Ernest Mandel sur l'émergence de « semi-impérialismes » au Brésil ou en Iran (il est vrai qu'il y a été rejoint dans le domaine de « l'innovation théorique » par Georges Marchais qui a découvert, pour justifier l'alignement de Gorbatchev sur la politique américaine, un « impérialisme irakien »). Aujourd'hui, dans une situation de crise ouverte et avec des contradictions sur lesquelles nous reviendrons, s'affirme plus que jamais la puissance renforcée des Etats-Unis et leur domination sur l'ensemble de la situation mondiale.

Les contradictions interimpérialistes subsistent. Y compris sur le terrain de l'intervention dans le Golfe, il est évident que le Japon, la France, la RFA, l'Espagne se sont engagés « à reculons ». Mais pour la préservation de l'ordre mondial dont dépendent en dernière analyse leurs propres intérêts, ils ne peuvent que se placer dans le sillage de l'impérialisme américain.

Quant au coût financier... Le gouvernement américain a, à ce jour, évalué à environ 25 milliards de dollars le coût de l'intervention au Moyen-Orient. Pas question pour l'administration Bush d'assumer seule ces dépenses. La tour-

née internationale des secrétaires d'Etat américains, James Baker et James Brady, a pour fonction officielle de recueillir auprès des gouvernements alliés les milliards de dollars nécessaires au déploiement des forces impérialistes dans cette région du monde.

Au Japon, qui a déjà annoncé la contribution d'un milliard de dollars, il a été indiqué par Bush lui-même qu'un effort supplémentaire était indispensable. Des dirigeants de la RFA, il est exigé une contribution à hauteur de 600 millions de dollars, si l'on en croit le *Washington Post*.

Quant à la CEE, son président en exercice, le ministre italien Giani De Michelis, a annoncé qu'elle devrait « mettre la main au portefeuille ». Tout le monde considère l'intervention comme nécessaire, mais personne ne voudrait payer. Pourtant que cela plaise ou non, il faudra « payer ». Telle est la situation.

DES CONTRADICTIONS AU SOMMET AUX USA

Que le gouvernement américain, du point de vue de la défense des intérêts du grand capital, soit tenu d'intervenir au Moyen-Orient, personne n'en disconviennent dans les cercles dirigeants du monde impérialiste. Mais jusqu'où doit aller cette intervention ? Sur cette question, les contradictions sont évidentes dans les sommets dirigeants des Etats-Unis et au sein de toutes les bourgeoisie.

La politique de Bush déterminant l'intervention dans le Golfe n'a pas en soi comme but de « châtier » Saddam Hussein. Elle vise à « réorganiser » par l'intervention directe des USA, incluant une présence militaire permanente qualitativement différente du passé, les relations politiques dans la région, affirmant ainsi que les USA sont bien la « seule superpuissance » et qu'ils sont capables de jouer ce rôle de gendarme international. Saddam Hussein et son régime peuvent s'intégrer dans cette « réorganisa-

tion » s'ils acceptent les conditions posées par l'impérialisme américain.

Pour l'impérialisme, Saddam Hussein doit s'aligner ou disparaître. Bien sûr, il peut aussi capituler et disparaître.

Du but fixé ne découlent pas automatiquement les moyens à employer. La politique de Bush contient les deux virtualités : faire céder Saddam Hussein (et que cela se fasse avec ou sans le maintien de son régime est alors une question secondaire) par la combinaison de l'encerclement international, du blocus, de la pression « arabe », de la pression militaire — avec si nécessaire un emploi limité de la force armée (un coup de semonce militaire) ; éliminer Saddam Hussein et son régime, y compris par une « guerre ouverte », avec les risques d'embrasement social et politique que cela comporte, mais comme « précondition » du réaménagement régional.

Des représentants de la classe dirigeante, comme Brzezinski, ex-conseiller de Carter, se prononcent pour la première variante, font politiquement pression sur Bush pour qu'il ne s'en écarter pas, soulignant qu'il s'agit de « coincer » l'Irak, non de l'étouffer. C'est aussi la position de personnalités proches de Reagan, comme Jane Kirkpatrick, qui fut l'ambassadrice des USA à l'ONU et qui déplore que Bush, en allant trop loin, ait limité sa marge de manœuvre. C'est la position de la revue *Time*, qui, sans écarter la guerre, explique que la solution la plus positive serait que les Etats-Unis puissent rétablir l'ordre sans guerre, accordant même des compensations à Hussein pour un abandon du Koweït et voyant dans la crise la possibilité de trouver une « solution au problème palestinien » (établissement d'un Etat croupion sur « une partie des territoires occupés », la présence permanente des troupes américaines permettant que cette solution soit imposée à Israël). Remarquons l'extrême prudence du gouvernement israélien, qui répète qu'il est à « l'écart du conflit ». Les dirigeants de l'Etat d'Israël, Etat constitué sur la négation totale des droits nationaux du peuple palestinien, sont particulièrement conscients de ce que signifie une explo-

sion révolutionnaire dans le Moyen-Orient. Ils redoutent aussi que la « *réorganisation régionale* » sous le contrôle de l'impérialisme américain, la nouvelle répartition des tâches de préservation d'un équilibre précaire dans la région ne se fassent au détriment de leurs intérêts fondamentaux.

Répétons-le : la crainte des masses, de leurs réactions, de leur mouvement, constitue l'élément central. Kissinger, pour sa part, en appelle, au point où les choses en sont arrivées, à une intervention militaire directe :

« Si l'on en vient à conclure que les sanctions n'ont pas d'effets pratiques et que l'heure n'est pas à la diplomatie, les Etats-Unis devront envisager une destruction progressive et chirurgicale des installations militaires, d'autant plus que toute solution consistant à maintenir Saddam Hussein en place et ne pas endommager son potentiel militaire reviendrait à se satisfaire d'un interlude entre deux agressions. »

Kissinger et Brzezinski donnent une réponse différente à un même souci. Pour l'un et l'autre, le problème majeur c'est la menace révolutionnaire. Brzezinski écrit :

« Il y a peu, je m'entretenais avec l'ambassadeur d'un pays arabe qui est partie prenante dans nos efforts pour isoler l'Irak. Un homme qui approuve tout à fait notre attitude. Il m'a dit que chez lui, les masses bouillonnent d'hostilité à l'encontre des Etats-Unis. Il y a un très fort anti-américanisme dans tout le monde arabe. C'est le cas en Egypte et à cause de cela, Moubarak pourrait devenir vulnérable ; c'est encore plus le cas en Arabie Saoudite, même si on ne le perçoit pas en surface. Et l'anti-américanisme est également fort dans des pays plus lointains comme le Maroc.

Voilà pourquoi il est capital de bien distinguer entre les buts primordiaux et les objectifs secondaires, encore qu'importants en eux-mêmes. Notre objectif primordial, c'est de garantir un approvisionnement régulier en pétrole à un cours raisonnable. Cela, nous pouvons le faire en protégeant l'Arabie Saoudite et les Emirats, et en exerçant un effet dissuasif sur l'Irak. Nous pouvons le faire unilatéralement si nécessaire. Notre objectif secondaire devrait

être d'obtenir que l'Irak se retire du Koweït. Mais c'est là un but que nous partageons avec la communauté internationale dans son ensemble. J'estime donc que nous ne devrions tendre vers ce but qu'en coalition avec elle. Si les Etats-Unis se portent en tête, il y a un réel risque que la confrontation se transforme en un plus vaste conflit arabo-américain mettant en danger les gouvernements arabes modérés et finalement notre approvisionnement en pétrole. »

Kissinger écrit pour sa part qu'entériner « *l'occupation irakienne du Koweït amènerait le renversement de tous les régimes modérés de la région, y compris l'Egypte* ».

Il ne s'agit pas ici de spéculer sur ce qui va se passer dans les jours qui viennent, mais de noter que les différenciations au sein des cercles dirigeants de l'impérialisme américain constituent l'amorce d'une crise politique profonde nourrie par le rôle dirigeant renforcé que doit dorénavant tenir l'impérialisme américain.

Crise qui est complexe, car certains de ceux qui ont déploré que les USA s'engagent trop fort et trop vite expliquent que, puisqu'on est engagé dans cette voie, il faut aller jusqu'au bout, tandis que Bush lui-même et de nombreux représentants de la bourgeoisie américaine insistent sur la nécessité de peser par le blocus, de la durée de l'opération. Tous sont d'accord pour le maintien d'une présence militaire permanente au Moyen-Orient.

Le journaliste du *New York Times* cité plus haut ajoutait :

« *Plus qu'aucun autre pays du monde, ses intérêts* (ceux des USA), *les risques qu'il encourt et ses moyens sont globaux.* » « *Les risques qu'il encourt* »... L'analyse faite par Trotsky après la Première Guerre mondiale sur le fait que le rôle mondial des USA signifiait que toutes les crises dans toutes les parties du monde deviendraient ses propres crises trouve aujourd'hui une dimension nouvelle. D'ores et déjà, l'intervention impérialiste dans cette région du monde a eu pour premières conséquences :

— Une nouvelle radicalisation des masses de la région : on a vu les mani-

festations de dizaines et de dizaines de milliers en Jordanie, mais aussi les manifestations massives durement réprimées en Syrie contre la politique du gouvernement syrien soutenant l'intervention impérialiste, des manifestations extrêmement nombreuses de Palestiniens qui ont lieu dans les frontières mêmes d'Israël, des manifestations très importantes ont eu lieu et se préparent en Algérie et dans l'ensemble des pays du Maghreb.

Au-delà du personnage de Saddam Hussein, dont le rôle de bourreau n'avait pas jusqu'à présent gêné l'impérialisme, c'est une vague de fond de mobilisation de l'ensemble des masses arabes contre l'impérialisme qui mûrit aujourd'hui dans toute la région et en particulier les régimes qui se sont ouvertement rangés du côté de l'intervention américaine. En ce sens, de manière paradoxale, cette intervention destinée à tenter de rétablir une certaine forme d'ordre dans la région agit aujourd'hui comme un facteur supplémentaire de déstabilisation.

— Qu'il y ait ou non affrontement militaire, la présence militaire américaine dans cette région du monde est d'ores et déjà un fait qui s'inscrit dans la durée. Les dirigeants américains l'ont annoncé : ils sont installés dans la péninsule Arabique pour plusieurs années, car, s'ils se retiraient, il est évident que les régimes de la région, à commencer par le régime de l'Arabie Saoudite, s'effondreraient immédiatement.

L'un des effets de l'intervention impérialiste, c'est le coup qu'elle porte aux mythes réactionnaires et complémentaires de la « nation arabe » et de la « communauté islamique ».

— Le régime syrien, qui s'est présenté comme le défenseur de la « nation arabe » et qui a participé aux tentatives d'écrasement de la révolution palestinienne (Tar el-Zaatar, 1976 ; blocus et bombardement des camps palestiniens au Liban), a soutenu toutes les résolutions contre l'Irak, appuie l'intervention impérialiste.

— Les mouvements « islamistes » soutenus et financés par l'Arabie Saoudite ont dû apparaître pour ce qu'ils sont : se dressant directement contre la

mobilisation anti-impérialiste, ils se sont rangés dans le camp du soutien à l'intervention, en particulier sur la question du Koweït (FIS en Algérie, Hamas dans les « territoires occupés »).

Les convulsions de la Jordanie au bord de l'écroulement, les craintes des dirigeants égyptiens et syriens, les contradictions dans lesquelles se trouve placée la direction Arafat de l'OLP ont amené, en coopération avec une aile de l'impérialisme américain, aux tentatives d'une « solution arabe » (rétablissement d'une « souveraineté » koweïtienne sur une partie de l'ancien territoire du Koweït sous le contrôle d'une force « arabe multinationale » dépendant de l'ONU, garantie à l'Irak d'un accès à la mer).

Cette solution diplomatique n'est pas abandonnée, mais elle se heurte à la déstabilisation aggravée de tous les Etats de la région, à la crise ouverte de la Ligue arabe. L'impérialisme américain se devait d'intervenir, quelles que soient les conséquences, car, comme le disait Bush, « *les intérêts économiques vitaux des USA étaient en jeu* ». A sa manière, l'éditorialiste de *Jeune Afrique* l'explique :

« La rébellion de Saddam Hussein et sa course éperdue vers la puissance, venant après les menaces de Khomeiny dans les années 1980 et — fait capital — coïncidant avec la disparition du contrepois soviétique (*c'est l'auteur qui souligne*) ont amené les Etats-Unis à prendre une décision stratégique de première grandeur : le pétrole du Moyen-Orient, aujourd'hui et surtout demain, est trop important pour qu'ils continuent à le contrôler de loin et de seconde main. Il leur faut être en place avec leur armée de terre, leur flotte et leur aviation, avec leurs services de renseignements. Ils seront ainsi les maîtres de ce dont dépendent l'Europe, le Japon, les Etats-Unis eux-mêmes. »

Certes, la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin n'a jamais constitué un « contrepoids » mais au contraire un appui à l'impérialisme. Mais ce que marque le journaliste tunisien ce sont les conséquences pour

l'impérialisme de la rupture de l'équilibre mondial.

INCERTITUDE, INSTABILITÉ : REALITÉS MONDIALES

Les cercles dirigeants de l'impérialisme mesurent que le Moyen-Orient n'est pas la seule région du monde où l'effondrement de l'ordre de Yalta et de Potsdam peut aboutir à l'effondrement pur et simple des régimes en place. Et, bien évidemment, ils s'inquiètent de ce que cela signifie : faut-il envisager que toujours et plus les Etats-Unis interviennent directement avec leur armée pour maintenir un minimum de stabilité dans les différentes régions du monde ? On conçoit qu'une telle perspective ne peut qu'entraîner le renforcement de situations déstabilisatrices... Faudrait-il demain intervenir à l'est de l'Europe en cas d'effondrement de Gorbatchev ? Et en Afrique du Sud ? Etc. On comprend que l'amiral français Lacoste estime avec crainte qu'il est nécessaire de faire face aux risques de « guerres révolutionnaires » partout dans le monde...

C'est d'ailleurs la nécessité d'une réorientation de sa politique militaire mondiale qui est aujourd'hui discutée par les cercles dirigeants de l'impérialisme américain.

Le conflit du Golfe « va établir le type de forces dont nous avons besoin pour la décennie qui vient », explique le général américain Myer (ex-chef d'état-major), cité dans un article du *Wall Street Journal*, car, aujourd'hui, ajoute le *Wall Street Journal*, la puissante machine de guerre américaine n'est pas structurée pour un conflit au Moyen-Orient et dans bien d'autres points du tiers monde. »

Il faut « des unités plus légères, plus mobiles, plus adaptées à des missions multiples ». Pourquoi ? Parce qu'il faut désormais, « plutôt que de faire face à un ennemi puissant et monolithique, nous préparer à des menaces diverses, ponctuelles, mais hautement dangereuses », pour faire face aux « troubles »

qui risquent de surgir partout.

La formule « gendarme mondial » n'a rien d'une simple figure de rhétorique.

GORBATCHEV AUX ORDRES

La crise au Moyen-Orient a permis de vérifier à quel point Gorbatchev était prêt, en dépit des contradictions internes et malgré les risques dont il est parfaitement conscient, était contraint de s'engager dans le sillage de l'impérialisme américain, de s'intégrer dans le dispositif de l'ordre impérialiste mondial, tout en essayant d'éviter la participation à une intervention militaire. Extrêmement significative est l'annonce de la rencontre Bush-Gorbatchev pour le 7 septembre : Bush a littéralement convoqué Gorbatchev comme un subordonné pour lui faire connaître le dispositif américain.

D'ores et déjà, les votes successifs de l'URSS à l'ONU indiquent qu'elle reconnaît aux USA la responsabilité du « maintien de l'ordre » à l'échelle mondiale dans les conditions créées par l'effondrement de l'équilibre édifié à Yalta. Cet alignement a des conséquences à plusieurs niveaux :

— Au sein de l'appareil bureaucratique en crise, cet alignement aiguise les luttes et les tensions entre différentes fractions et composantes de l'appareil, comme l'indiquent, par exemple, les réactions de hauts dignitaires de l'armée.

— Mais l'appui à l'intervention impérialiste au Moyen-Orient est aussi un élément qui nourrit le mouvement des masses contre la bureaucratie. Les peuples d'URSS, comme tous les peuples, ne veulent pas la guerre. Ils craignent d'être entraînés dans un nouvel Afghanistan, cette fois au compte direct de l'impérialisme.

Dans les républiques dites « musulmanes », où la lutte contre l'oppression nationale exercée par la bureaucratie est une composante de la marche à la révolution politique, l'alignement de Gorbatchev sur l'agression impérialiste ne peut que renforcer ce mouvement.

— Au sein de l'appareil international du stalinisme, c'est aussi un facteur d'accentuation de la crise de tous les PC. Il suffisait de lire *L'Humanité* au lendemain de l'intervention télévisée de Mitterrand, le 22 août, pour y trouver deux orientations divergentes : Moreau dénonçant Mitterrand comme va-t-en-guerre, tandis que R. Leroy soutenait ses tentatives de règlement pacifique.

— En Israël, la fracture est ouverte entre la base (majoritairement arabe) du PC et sa direction, alignée sur Gorbatchev.

A NOUVEAU L'ÉCONOMIE D'ARMEMENT

D'instinct, les peuples du monde sont contre l'intervention armée et contre la guerre. Cette position n'est pas partagée par les sommets des cercles dirigeants du grand capital. « *Les guerres ne sont pas nécessairement mauvaises pour les cours des marchés* », rappelait récemment le *Washington Post*. C'est un fait que la crise du Moyen-Orient va permettre une relance de la politique d'armement, donc une relance de l'économie d'armement, dont on espère qu'elle aboutira à une relance relative de la production.

Il est significatif de voir ainsi s'amorcer un redéveloppement de l'économie d'armement, alors qu'il y a encore quelques mois, du fait de la « détente » Moscou-Washington, on s'inquiétait, dans les cercles dirigeants des grands trusts militaro-industriels, des conséquences néfastes de la réduction des dépenses d'armement.

Nous avons déjà cité le *Wall Street Journal* au sujet de la réorientation de la politique militaire américaine. Sa conclusion, c'est « *la nécessité de créer et de produire des armements plus rapidement* ». Cela signifie augmenter encore les investissements dans la recherche directement liée à la production d'armes et dans la production d'armement.

Mais cette relance de l'économie d'armement est précisément l'expression spectaculaire du caractère parasitaire de

l'ensemble de l'économie capitaliste à l'époque de l'impérialisme. D'une part, parce que cette économie d'armement est une économie qui permet le développement non pas de forces productives mais de forces destructives. D'autre part, parce que le financement de cette économie d'armement entraîne encore et toujours un gonflement des dépenses de l'Etat, posant donc la question : qui va financer le déficit budgétaire, ce qui conduit, d'une part, à démanteler l'infrastructure de la production industrielle, d'autre part, à faire peser toujours plus brutalement sur les masses les conséquences de ce déficit en termes de diminution du pouvoir d'achat, de remise en cause des conquêtes sociales, etc.

D'OU VIENT LE « KRACH » RAMPANT D'AOÛT 1990 ?

Le krach boursier en cours depuis le début d'août 1990 n'est pas lié à la crise du Moyen-Orient. Celle-ci accélère un processus qui s'était dessiné dans la période précédente et qui ne trouve pas ses raisons directement dans cette crise. Il faudra, au cours de la préparation de la Conférence mondiale des sections, procéder à une élaboration plus complète sur la situation économique. Mais, d'ores et déjà, quelques éléments peuvent être dégagés :

— Antérieurement à la crise au Moyen-Orient, on a assisté, dans la dernière période, à un début d'inversion de la tendance de l'économie américaine : ralentissement de la croissance économique, début de chute de la production, reprise de l'inflation (4 % aux Etats-Unis dans les six derniers mois, 10 % en Grande-Bretagne pour l'année dernière). Les effets de la politique de restructuration des années 1980-1982, suivis d'effets positifs du point de vue du capital jusqu'à la fin de 1988, ont commencé à épuiser leurs potentialités.

— Il y a reprise du chômage. On sait que les Etats-Unis ont connu ces dernières années un relatif dégonflement des statistiques du chômage, lié au dévelop-

pement du travail précaire, de la flexibilité, etc. En 1989, plus de 100 000 emplois ont disparu. Et les six premiers mois de 1990 aboutissent à une perte de 300 000 emplois aux Etats-Unis, avec ralentissement de la consommation des ménages. Les 15 000 suppressions d'emploi sur 150 000, chez Electrolux, principalement concentrées aux Etats-Unis, sont un exemple.

— Quelle est la contradiction pour l'impérialisme américain ? Pour les experts de la Banque fédérale, il faut baisser les taux d'intérêt de façon à permettre l'investissement, la reprise de la production. Mais la condition, c'est que la baisse des taux d'intérêt n'aboutisse pas à la relance de l'inflation. D'où la politique de Bush axée sur la réduction des dépenses publiques. Mais cette politique est restée sur le papier. Les chiffres sont là : en un an, 188 milliards de déficit budgétaire, l'équivalent des années de la politique antérieure. Dans une telle situation, où l'impérialisme américain n'arrive pas à combler le déficit de la dette publique, il en arrive à s'orienter vers tout autre chose : nouvelle hausse des taux d'intérêt pour faire face au développement de la dette publique, avec comme conséquence la perspective d'une récession ouverte. Conséquence : faire payer beaucoup plus durement le Japon, la RFA, la France, la Communauté économique européenne ; exercer une pression incomparablement plus forte que dans la période antérieure. Cette spirale, qui amène en quelque sorte à essayer d'aspirer les richesses et les capitaux des autres pays capitalistes et du monde entier pour compenser le déséquilibre budgétaire des Etats-Unis, est à son tour un facteur de déstabilisation et d'aiguise-
ment de toutes les contradictions.

Les Etats-Unis veulent faire payer les autres — pas seulement en leur extorquant un tribut pour assurer leur fonction de gendarme mondial, mais en renforçant sur tous les terrains leur position.

La crise boursière actuelle, qui n'est pas le produit de la situation au Moyen-Orient — bien que celle-ci l'ait accélérée —, si elle frappe tous les impérialismes, ne frappe pas également toutes

les places boursières. Ce qui ne manquera pas d'aviver les antagonismes d'intérêts et les contradictions entre les divers impérialismes, avec toutes les conséquences que cela entraînera dans chaque pays.

Les discussions du GATT conduites, par l'impérialisme américain avec une grande brutalité, sont une expression majeure de cette situation, dans laquelle la pression du FMI s'exercera avec encore plus de force sur les pays dominés et pilés par la dette.

L'INDÉPENDANCE POLITIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

La IV^e Internationale détermine sa politique en toute indépendance à l'égard de tous les Etats, de toutes les organisations politiques. Elle combat, à l'échelle internationale comme dans chaque pays, pour l'indépendance de classe du prolétariat, pour l'indépendance de ses organisations, indépendance dont l'expression politique pleine et entière est donnée par ses principes et son programme.

La IV^e Internationale-CIR condamne l'intervention impérialiste au Moyen-Orient et combat politiquement pour le retrait inconditionnel des forces impérialistes. C'est la ligne politique des déclarations du Secrétariat international en date des 10 août et 3 septembre 1990, et des déclarations et appels des sections de IV^e Internationale CIR.

C'est à juste titre qu'en même temps la déclaration du 10 août du Secrétariat international donne une caractérisation politique sans équivoque du régime de Saddam Hussein.

Rappeler que le régime de Saddam Hussein a été l'instrument, le fer de lance de l'impérialisme et du stalinisme contre la révolution iranienne, l'un des piliers de l'ordre imposé par l'impérialisme dans la région, est politiquement indispensable pour définir les moyens d'une politique efficace de lutte contre l'offensive impérialiste au Moyen-Orient et à l'échelle mondiale.

Rappeler que ce régime a sauvagement traité la fraction (majoritaire) de sa population de confession chiite, qu'il a écrasé dans le sang les révoltes de la minorité kurde est indispensable, car l'aspiration démocratique et nationale du peuple kurde à reconstituer son unité nationale est l'un des leviers de la révolution au Moyen-Orient.

Rappeler que ce régime a liquidé toute tentative d'organisation indépendante des travailleurs, qu'il a sur les mains le sang de milliers de militants ouvriers est tout aussi indispensable.

La IV^e Internationale ne dissimule pas un instant les buts de son combat : l'indépendance et l'unité des peuples du Moyen-Orient, leur affranchissement commun du joug de l'impérialisme ne seront acquis que par la constitution du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Ce rappel est indispensable, car il constitue une composante nécessaire de l'indépendance politique de la IV^e Internationale. Aujourd'hui, l'axe de notre agitation, c'est la condamnation inconditionnelle de l'intervention impérialiste. Nous l'exprimons en disant : « *Non à l'intervention armée ! Retrait des troupes impérialistes !* »

PACIFISME DES MASSES ET PACIFISME DES EXPLOITEURS

Dans le chapitre intitulé « *La lutte contre l'impérialisme et contre la guerre* » du *Programme de transition*, il est écrit :

« Il faut traduire ces idées fondamentales (*le fait qu'il n'y a pas de lutte réelle contre la guerre en dehors de la lutte contre l'impérialisme*) en idées plus particulières et plus concrètes selon la marche des événements et l'orientation de l'état d'esprit des masses. Il faut en outre distinguer soigneusement entre le pacifisme du diplomate, du professeur, du journaliste, et le pacifisme du charpentier, de l'ouvrier agricole ou de la blanchisseuse. Dans le premier de ces cas, le pacifisme est la couverture de l'impérialisme. Dans le second, l'expression confuse de la défiance envers l'impérialisme... Dans le pacifisme et même dans le patriotisme des opprimés, il y a un noyau progressiste qu'il faut savoir saisir pour en tirer les conclusions révolutionnaires nécessaires. Il faut savoir dresser l'un contre l'autre ces deux formes de pacifisme et de patriotisme.

Partant de ces considérations, la IV^e Internationale appuie toute revendication même insuffisante, si elle est capable d'entraîner les masses, même à un faible degré, dans la politique active, d'éveiller leurs critiques et de renforcer leur contrôle sur les machinations de la bourgeoisie. »

Ce ne sont pas là des considérations « tactiques », mais l'expression même de la méthode de notre programme.

Tenir compte de l'évolution des événements, de l'état d'esprit des masses. Tout particulièrement dans les pays du Moyen-Orient, du Maghreb et d'Afrique — mais aussi sous des formes spécifiques dans tous les pays dominés par l'impérialisme, « *l'état d'esprit des masses* », c'est d'abord le puissant sentiment anti-impérialiste. C'est pourquoi nos camarades du PT d'Algérie ont parfaitement raison d'être à l'avant-garde des mobilisations ouvrières et populaires contre l'intervention impérialiste et de soutenir inconditionnellement tout pas permettant à la volonté du peuple algérien de s'affirmer.

Sur la même ligne, la section brésilienne de la IV^e Internationale, comme tendance loyale du PT brésilien, a combattu pour que des manifestations de masse liant la lutte contre la dette à la lutte contre l'agression impérialiste au Moyen-Orient aient lieu au moment de la visite annoncée du président Bush (qui a décidé de l'annuler).

« *L'état d'esprit des masses* » dans les pays impérialistes est d'abord marqué par la crainte des conséquences de l'intervention américaine, le refus d'être entraîné dans une guerre dont les travailleurs saisissent qu'elle n'est pas la leur, par ce pacifisme « sain » qui est l'expression de la défiance à l'égard de l'impérialisme.

« Pourquoi nos fils, nos maris, nos frères devraient-ils risquer leur vie pour les magnats du pétrole ? Que faire pour

empêcher cette catastrophe ? » C'est à cela que correspondent les initiatives prises en Europe, par exemple en France la diffusion par le MPPT de la lettre du « père de marine ». Initiatives qui s'articulent autour du même axe : la condamnation inconditionnelle de l'intervention impérialiste.

UN RAPPEL DE QUELQUES PRINCIPES

L'un des éléments constituants du bolchevisme comme organisation politique exprimant pleinement l'indépendance de classe du prolétariat à l'ère de l'impérialisme, à l'ère des « *guerres et des révoltes* », l'une des bases de l'Internationale communiste et de la fondation de la IV^e Internationale est la distinction rigoureuse entre les Etats oppresseurs et les peuples opprimés, entre les Etats impérialistes et les Etats des pays dominés par l'impérialisme. Ce fut l'un des combats essentiels de Lénine que de faire de cette distinction l'un des critères de principe différenciant les révolutionnaires des « *lieutenants ouvriers de la bourgeoisie* ».

Trotsky écrivait par exemple, à propos de la guerre entre la Chine et le Japon :

« Vous avez publié dans votre numéro du 28 novembre un article de Nathaniel Pleffer, "La Chine est-elle battue ou la guerre ne fait-elle que commencer?". L'auteur, qui connaît bien l'Extrême-Orient, donne une analyse excellente de la situation générale. Sa conclusion, c'est que le Japon peut remporter encore bien des victoires partielles mais qu'il ne peut pas gagner la guerre. La Chine a pour elle l'espace, le temps, les masses humaines et la nature de cette guerre : une guerre de libération nationale. L'auteur a parfaitement raison quand il dit que, face à la guérilla des masses chinoises, le Japon se révélera, au bout du compte, impuissant, et qu'il connaîtra, pouvons-nous ajouter, une catastrophe, non seulement financière et économique, mais aussi sociale.

Il manque malheureusement à ce tableau un élément politique très important, à savoir les rapports entre le gouvernement chinois et la nation. Pour

faire de cette guerre une guerre nationale pour mobiliser et diriger l'initiative et le sacrifice de millions d'ouvriers et de paysans chinois, il faut que le gouvernement ait confiance dans son propre peuple ou, au moins, qu'il ait moins peur de ses propres ouvriers et paysans en armes que des agresseurs japonais. Cette condition est-elle actuellement remplie? On peut en douter.

L'auteur ne mentionne pas non plus un autre facteur important, la politique du gouvernement soviétique. Moscou a fourni des armes à l'Espagne, exigeant en échange la suppression de l'initiative et de l'indépendance des organisations de masse.

Les résultats sont clairs : Franco n'a pas gagné (*moins d'un an plus tard, Franco allait, grâce à cette politique de Staline, imposer pour quarante ans sa dictature aux peuples d'Espagne — NDLR*), Staline-Negrin ont été battus.

Il y a tout lieu de craindre que Moscou soit en train d'appliquer la même politique en Chine. C'est pourquoi l'on doit tracer aux conclusions de votre collaborateur une limite importante : le mikado va au-devant d'une catastrophe terrible, si Tchang Kaï-chek et Staline ne le sauvent pas. »

La question n'est pas de se livrer à une identification mécanique de situations différentes. Saddam Hussein n'est pas Tchang Kaï-chek. Il s'agit de méthodes et de principes. La personnalité de Noriega — agent de la CIA du temps où Bush la dirigeait — donne-t-elle une quelconque légitimité à l'invasion par l'armée américaine du Panama ? L'argument répété à satiété par tous ceux qui, quelle que soit par ailleurs la résonance radicale de certaines de leurs proclamations, s'alignent sur l'impérialisme, c'est le fait que l'Irak ait annexé le Koweït, et donc d'exiger que les troupes irakiennes se retirent du Koweït parallèlement à un retrait des forces impérialistes du Golfe.

Il n'y a pas de « nation koweïtienne » dont on puisse réclamer l'autodétermination. Si ce n'est pas le cas, à quoi correspond l'exigence du « *retrait des troupes irakiennes* » alors que, précisément, c'est cette présence que l'impérialisme utilise frauduleusement comme prétexte

de son déploiement militaire dans la région ?

L'éditorialiste du journal *Jeune Afrique* — pourtant hostile au régime de Saddam Hussein — écrit que le « Koweït n'est qu'un lambeau d'Irak, détaché par la puissance coloniale de l'époque, la Grande-Bretagne, pour la priver d'un libre accès là la mer ».

Le Koweït, naguère simple territoire de la province turque de Bassora, fut annexé par la Grande-Bretagne en 1899 et érigé en protectorat sous la houlette d'un émir. L'impérialisme anglais s'assurait ainsi l'accès à la mer et l'interdisait à des Etats surgissant dans la région comme conséquence de la décomposition de l'empire turc. Lorsque l'Irak fut constitué en 1932, sous patronage britannique, le Koweït en demeura séparé. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, le Koweït se transforma en une gigantesque plate-forme pétrolière. En 1961, la Grande-Bretagne octroyait au Koweït son indépendance, mais ce sont les troupes britanniques qui garantirent les frontières de l'émirat face aux revendications du gouvernement irakien. Ironie de l'histoire, le gouvernement nationaliste bourgeois de Kassem qui se heurte à l'impérialisme sur la question du Koweït sera renversé en 1963 par un coup d'Etat auquel participe le parti Baas, dont Saddam Hussein est l'un des dirigeants.

La prédominance mondiale de l'impérialisme américain a transformé la Grande-Bretagne en partenaire secondaire de la gestion de ce que l'ancien ministre des Affaires étrangères de Giscard d'Estaing, Michel Jobert, appelle une « colonie pétrolière ». La monarchie féodale corrompue du Koweït et les grandes familles qui gravitent autour d'elle ont amassé dans cette affaire un « patrimoine » évalué à 100 milliards de dollars au moins.

Pour ce qui est de la « démocratie koweïtienne », rappelons que plus de la moitié de la population est formée de travailleurs immigrés (Palestiniens, Jordaniens, Egyptiens, Pakistanais...) à qui tout droit est dénié, y compris le droit syndical, et qui sont tenus par des con-

trats annuellement renouvelables. Cela ne signifie nullement que l'ensemble de ceux qui ont la nationalité koweïtienne bénéficient du droit de vote. Seuls des citoyens « de première catégorie » ont le droit de vote. Cette première catégorie exclut les femmes, les familles et les descendants de celles-ci installés au Koweït depuis 1922, ce qui écarte du vote les Palestiniens installés au Koweït depuis 1948 (formation de l'Etat d'Israël). Aux dernières élections, c'est seulement 6 % de la population en âge de voter qui était concernée !

MANDEL-KRIVINE FRANCHISSENT LE RUBICON

La brochure éditée par le Secrétariat international et intitulée *La IV^e Internationale face à la phase finale de l'affondrement du stalinisme* établit avec la plus grande clarté l'orientation politique du Secrétariat unifié d'alignement complet sur Gorbatchev et sur sa politique de restauration du capitalisme.

La diffusion et la discussion de cette brochure fait intégralement partie de la préparation de la Conférence mondiale des sections. Cependant, force est de constater que quelques semaines après la publication de cette brochure, le développement de la crise au Moyen-Orient a vu le Secrétariat unifié et la LCR faire un nouveau pas et s'exprimer ouvertement comme l'agence petite-bourgeoise de la politique impérialiste.

Quelles sont les positions défendues par le Secrétariat unifié et son organisation en France, la LCR ?

Le 17 août, une déclaration officielle de la LCR exige « *le retrait des troupes étrangères du Proche-Orient* ». Et elle explique ce que cela veut dire. En effet, ce communiqué précise :

« Aucun socialiste ou démocrate ne peut soutenir l'invasion du Koweït. Les habitants de ce pays ont tout à craindre d'une annexion forcée par le régime irakien qui leur ferait perdre à coup sûr le peu de liberté qu'ils possèdent encore. En tout cas eux seuls pourraient déci-

der que le Koweït devrait s'intégrer à l'Irak dont il n'avait jamais fait partie. »

Les « libertés » du Koweït menacées ! Il faut le faire... Le 22 août, dans un nouveau communiqué public au nom d'Alain Krivine, la LCR réaffirme :

« Aucun peuple n'a intérêt à aller se battre pour un dictateur sanguinaire, ni pour des émirs corrompus. La LCR, qui a condamné l'invasion du Koweït, exige le retrait immédiat de toutes les forces armées envoyées dans le Golfe. »

Il n'est pas étonnant que dans ces conditions la section du Var de la LCR se soit sentie autorisée à publier une déclaration demandant « *le retrait des troupes irakiennes du Koweït et l'autodétermination des citoyens de ce pays sous l'égide de l'ONU, seule solution politique permettant de déterminer sa légitimité* ».

Si nous insistons sur les déclarations de la LCR, ce n'est pas seulement que celle-ci est un « pilier » du Secrétaire unifié mais c'est qu'à cette date nous n'avons pas connaissance d'une déclaration du Secrétaire unifié lui-même. Tout cela indique que la LCR et le Secrétaire unifié se rangent dans une position de couverture d'extrême gauche du chœur impérialiste.

Comment en sont-ils arrivés là ? Il est certain que, depuis des dizaines d'années, le Secrétaire unifié a vécu comme un parasite de la IV^e Internationale. La particularité de ce parasite était, sous le couvert de la référence au trotskysme, de promouvoir une politique orientée systématiquement sur les appareils bureaucratiques, et tout particulièrement sur l'appareil stalinien.

L'alignement ouvert, sans fard, du Secrétaire unifié et de la LCR sur des positions pro-impérialistes est l'une des expressions du tournant de la situation mondiale. Au moment même où Gorbatchev et les fractions dirigeantes de l'appareil stalinien à l'échelle internationale se prononcent ouvertement pour le rétablissement de la propriété privée des grands moyens de production, et agissent ouvertement comme des agents du capital international, le Secrétaire uni-

fié est tout naturellement amené à reconvertiser sa fonction parasitaire sous la forme d'une adaptation au cours gorbatchevien, qui est lui-même une adaptation au capitalisme en décomposition.

Face à la révolution allemande, face au mouvement des travailleurs allemands disloquant l'appareil d'Etat bureaucratique du SED stalinien, se mobilisant pour l'unité de la classe ouvrière et du peuple allemand, la section du Secrétaire unifié en Allemagne a combattu avec acharnement contre l'unité de la classe ouvrière allemande, pour la préservation de la division de l'Allemagne, allant jusqu'à organiser le 19 décembre 1989, avec différentes organisations d'obéissance stalinienne, une manifestation sous le mot d'ordre « *Plus jamais l'unification* ». Le tract d'appel édité par l'organisation allemande du Secrétaire unifié réclamait la « *reconnaissance de l'Allemagne de l'Est comme Etat souverain* ».

La section du Secrétaire unifié, qui « *refuse l'extension de sa propre organisation au-delà des frontières de la RFA* », considère le parti stalinien « rénové », successeur du SED, le parti gorbatchevien de Gysi, comme en fait un « parti frère ». N'est-il pas, comme le proclame Manuel Kellner, dirigeant du Secrétaire unifié, composé de militants qui y sont « *par conviction socialiste ou progressiste sincère* » ? Or Gysi, avec qui Ernest Mandel a fraternellement partagé une tribune, se prononce pour un « *capitalisme humain, démocratique et social* ». C'est avec ce parti que les partisans du Secrétaire unifié en Allemagne viennent de nouer un accord électoral.

Dans la revue du Secrétaire unifié, *Imprecor*, du 13 juillet 1990, on trouve un article qui prône comme solution pour les pays d'Europe de l'Est une « *troisième voie* » fondée sur le « *socialisme de marché* ». Il y est écrit :

« Les échecs des tentatives du socialisme de marché dans la Hongrie de Kadar et la Pologne de Jaruzelski étaient liés à la faiblesse de ces régimes qui ne jouissaient pas d'autorité politique. Mais que se passerait-il si cette voie

était adoptée par un gouvernement fort et jouissant d'autorité, comme, par exemple, celui de la Tchécoslovaquie actuelle ? Cela constituerait une menace réelle pour la stabilité future des systèmes sociaux de l'Ouest. (*Sic ! — NDLR*). Les politiciens occidentaux ne peuvent accepter un mélange de démocratie pluraliste, de propriété d'Etat et de citoyenneté sociale dans les Etats post-communistes d'Europe de l'Est. »

Cette apologie de la marche à la restauration capitaliste dans laquelle se sont engagées les bureaucraties, mais qui se heurte à la résistance des masses, s'appuie sur la falsification historique d'une comparaison avec la NEP. La NEP était caractérisée par Lénine et par les bolcheviks comme un compromis et un recul destiné à permettre que la classe ouvrière regroupe ses forces, dans une situation où le pouvoir d'Etat restait celui des conseils d'ouvriers et de paysans (soviets), mais nullement comme une « voie originale » vers le socialisme.

Lorsqu'Ernest Mandel, principale figure et théoricien du Secrétariat uniifié, se voit offrir les colonnes d'un journal contrôlé par la social-démocratie belge (*La Wallonie*) pour exposer ses positions, il est encore plus explicite :

« La différence entre Trotsky et Boukharine portait beaucoup moins sur la stratégie économique que sur la question qui est aujourd'hui la plus brûlante en URSS : la domination de l'Etat et de la société par l'appareil du parti. Trotsky était l'adversaire n° 1 de la bureaucratie et de cet appareil et, pour lui, tout le mal venait de l'usurpation du pouvoir par un appareil nommé d'en haut et s'arrachant à tout contrôle du parti et de la société. Et ce diagnostic-là est aujourd'hui partagé par beaucoup de gens en URSS, beaucoup plus qu'en 1987. C'est presque la thèse officielle de Gorbatchev et c'est pourquoi Gorbatchev se prononce désormais, comme Trotsky à la fin de sa vie, pour le pluripartisme, pour la destruction du monopole de l'appareil du parti sur l'exercice du pouvoir et pour la liberté de tendances et de fractions à l'intérieur du parti communiste.

Ce sont ces questions-là qui ont dominé le dernier congrès du PCUS,

beaucoup plus que celles de stratégie économique qui sont tout à fait secondaires dans ces conditions, puisque l'expérience a prouvé que si vous avez un appareil tout-puissant, inamovible, il peut changer de politique économique du jour au lendemain, tandis que si vous brisez la force de cet appareil, alors le peuple, la démocratie, la classe ouvrière (ce sont des expressions synonymes dans un pays comme l'URSS) peut déterminer cette politique économique. C'est ça la question clé : qui décide, qui détient le pouvoir de décision. Là, il y a maintenant un rapprochement des thèses de Gorbatchev et de certains de ses supporters avec les thèses traditionnelles de Trotsky. »

Gorbatchev, le dirigeant de la bureaucratie en crise et engagé dans la voie de la restauration capitaliste, a « presque » les mêmes positions que Trotsky, qui a dénoncé cette bureaucratie dès son origine, qui a combattu sans relâche pour la défense des conquêtes de la révolution d'Octobre contre l'impérialisme et contre la bureaucratie. Voilà l'incroyable affirmation du prétendu « trotskyste » Mandel, pour qui la démocratie ouvrière des conseils et le pseudo-parlementarisme gorbatchévin, reflétant le processus de la dislocation de la bureaucratie face à la montée de la révolution politique, sont « presque » équivalents.

Mais il y a plus. Mandel admet qu'il y a des « divergences » entre Gorbatchev et la position de Trotsky sur la question de la « stratégie économique ». Mais ces divergences sont, assure-t-il, « tout à fait secondaires ».

La restauration capitaliste est pour Mandel une question secondaire. Ce n'est pas seulement le reniement de Trotsky, l'affirmation que la IV^e Internationale n'a pas lieu d'être, que le combat pour la défense des conquêtes de la révolution d'Octobre dans lequel s'est constituée la IV^e Internationale était sans signification, c'est l'abandon explicite des bases du matérialisme historique, du rôle déterminant des rapports sociaux de production.

Ainsi, il est établi qu'il y a un rapport étroit entre le nouveau cours de Gorbatchev et celui suivi par Mandel. Certes,

il n'y a pas là véritablement motif à surprise pour ceux qui sont restés fidèles au drapeau de la IV^e Internationale. Au cours d'une longue série d'années, nous avons, avec Trotsky, établi les bases théoriques de la dégénérescence du Parti bolchevique et de l'Internationale communiste. Nous avons, avec Trotsky, établi que la bureaucratie stalinienne n'avait pas d'avenir et ne représentait en aucune manière une perspective pour l'humanité. Avec Trotsky, nous avons, depuis plus de cinquante ans, établi que la bureaucratie était par elle-même une force poussant à la restauration de la propriété privée des moyens de production et que la résistance de la classe ouvrière s'exprimerait dans la marche à la révolution politique (cf. *La Révolution trahie*).

Avec Lénine, avec Trotsky, avec Rosa Luxemburg, nous avons analysé, au début de ce siècle, la nature de la social-démocratie, les bases théoriques de sa servilité vis-à-vis de l'impérialisme. Aujourd'hui, après le tournant du 9 novembre, l'ensemble de ces processus s'accélèrent. Les développements révolutionnaires, qui, de par le monde, ont préparé le tournant de la situation mondiale, aboutissent aujourd'hui à une clarification générale. Gorbatchev, l'appareil du Parti communiste de l'URSS et de l'ensemble des pays de l'Est de l'Europe agissent ouvertement comme la courroie de transmission directe des plans meurtriers visant à démanteler l'économie nationale, à la livrer au pillage des grandes puissances capitalistes, à jeter dans le chômage et la misère des dizaines de millions de travailleurs.

La II^e Internationale joue dans ce dispositif un rôle essentiel du point de vue de l'impérialisme. Face au mouvement des travailleurs allemands, la social-démocratie allemande, directement au compte des intérêts de la bourgeoisie, assume une fonction particulière dans l'offensive pour le rétablissement de la propriété privée des grands moyens de production. Face à la mobilisation des travailleurs allemands pour l'unité de la classe ouvrière et du peuple allemands, l'appareil stalinien s'est dressé pour le

maintien de la division de l'Allemagne. Il a été disloqué. La social-démocratie s'est pour sa part également opposée à ce mouvement en cherchant à différer le plus possible la réalisation de l'unité. Le Secrétariat unifié, comme nous l'avons vu, s'est rangé dans le même camp.

Mais ce sont les masses travailleuses qui ont l'initiative, qui ont par leur action abouti au tournant majeur de la situation mondiale. Contre les plans de l'impérialisme et de la bureaucratie, en URSS et dans chacun des pays de l'Est de l'Europe, la classe ouvrière recherche les voies et les moyens de la défense de la propriété sociale, ce qui passe par la constitution de ses organisations indépendantes (lire à ce sujet la contribution préparatoire à la Conférence de Berlin éditée par le MPPT et l'AET, l'Adresse adoptée à la Conférence de Berlin et les récents articles d'*IO* sur la constitution d'organisations indépendantes, en particulier syndicales, en URSS). La IV^e Internationale et ses sections sont pleinement partie intégrante de ce combat.

Le Secrétariat unifié, quant à lui, face à la révolution allemande, face à la montée de la révolution politique en URSS et au cours restaurationniste de Gorbatchev, comme face à l'intervention impérialiste au Moyen-Orient, développe une politique qui le place dans le camp de la bourgeoisie.

CE QUI NOUS DISTINGUE

Il est certain que l'effondrement du stalinisme, comme produit de la mobilisation des masses, amène à une remise en cause et une désstabilisation de toutes les formations petites-bourgeoises existant de par le monde, ce qui ne signifie pas leur disparition. On le voit, par exemple, avec la dislocation en cours au sein du Front sandiniste entre ceux qui, comme les frères Ortega, se prononcent ouvertement pour le soutien au gouvernement Chamorro et l'ordre yankee au Nicaragua et ceux qui, avec beaucoup de confusions et de difficultés, cherchent malgré tout à rester sur le terrain de la défense des conquêtes de la révolution.

Front unique anti-impérialiste

On le voit en Afrique, en Asie... Toute la question pour la IV^e Internationale est d'être correctement et audacieusement orientée sur une politique de front unique ouvrier et de front unique anti-impérialiste qui permette de rassembler, en rapport avec les besoins de la classe ouvrière et des peuples opprimés, toutes les forces qui cherchent la voie du combat et de la révolution.

Plus que jamais, ce qui distingue la IV^e Internationale de l'ensemble des forces qui sont liées à la défense de l'ordre bourgeois, c'est l'appréciation selon laquelle

« les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. » (*Programme de transition.*)

Ce qui nous distingue des Gorbatchev, des Gysi, des Mitterrand, des Lafon-

... Cela a été la base de la formation du combat pour le front unique anti-impérialiste.

L'internationale communiste dans ses quatre premiers Congrès proclera le contenu de ce combat.

Ainsi, le IV^e Congrès soulignera :

« Le refus des communautés régionales de passer soit à la lutte contre l'oppression impérialiste, sous le nom de "défense" militaire des intérêts de classe, est le fait d'un compromis du plus mauvais côté qui, au sein des révoltes et révoltes populaires de l'Orient, nous rendent moins efficace dans l'effort de se mettre à l'heure de la lutte pour les intérêts qualitatifs et fondamentaux de la classe ouvrière en tant que "révolution nationale" ou "une "pôle social" avec les démocraties bourgeois.

(...) De même que le refus d'entre du front prolétarien unique a contribué et contribue encore en Occident à ébranler la tradition par les syndicats démocratiques des intérêts du prolétariat, de même le cas d'après du front ouvrier-impérialiste unique contribuera à démanteler les institutions et les insti-

tances, des Mandel, des Krivine, des Ortega, c'est l'absolue conviction que nous avons raison de dire, comme l'écrivait la résolution adoptée par le dernier congrès du PCI, section française de la IV^e Internationale-CIR, en novembre 1989 :

« La décomposition de tout le système mondial de l'impérialisme, sous l'égide du FMI et de la CEE, entraîne tous les pays, y compris les pays avancés, à la plus gigantesque destruction des forces productives. Dans les pays arriérés, avec l'exigence du paiement de la dette extérieure, l'impérialisme s'est engagé dans un processus de recolonisation. »

C'est pourquoi les sections de la IV^e Internationale-CIR combattent aujourd'hui avec la ferme conviction que dans le développement de la lutte des classes internationale, elles réuniront les conditions de la proclamation de la IV^e Internationale.

**Le Secrétariat international,
le 6 septembre 1990**

... Les dernières années ont vu l'expansion des courroies de transmission entre les partis bourgeois, en relation avec la phase finale de la crise mondiale des PC, sur la base du tournant dans la situation mondiale, fixe une position aujourd'hui sur la question du front unique et international.

La cause de la situation mondiale passe parmi l'ensemble des communautés populaires qui l'équilibre continental soviétique tenu à Talta par la puissance du Kremlin et l'hégémonie soviétique sous-tendre sous l'effet révolutionnaire des masses qui ont abattu le mur de Berlin.

Toutefois et suivant l'impulsion révolutionnaire du prolétariat, elle-quid de l'PC, les actions révolutionnaires en Algérie, au Maroc, au Gabon, en Côte-d'Ivoire, ont démonté

a) La solidité des relations politiques codifiées entre l'impérialisme et les groupes politiques antiproletaires, sans pour détruire les peuples sous le joug du capitalisme de la dette extérieure.

Front unique anti-impérialiste et combat pour des partis des travailleurs

Par Juan MENDOZA

1- LA TRADITION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE AVANT STALINE

De l'existence de l'oppression impérialiste, du caractère des pays dominés et dépendants, découlent des mots d'ordre et des tâches que la classe ouvrière dans ces pays arriérés doit aborder pour devenir la classe autour de laquelle s'organise la majorité de la population, contre la bourgeoisie, agence de l'impérialisme.

Cela a été la base de la définition du combat pour le front unique anti-impérialiste.

L'Internationale communiste dans ses quatre premiers Congrès précisera le contenu de ce combat.

Ainsi, le IV^e Congrès souligne :

« Le refus des communistes des colonies de prendre part à la lutte contre l'oppression impérialiste, sous le prétexte de "défense" exclusive des intérêts de classe, est le fait d'un opportunitisme du plus mauvais aloi qui ne peut que discréditer la révolution prolétarienne en Orient. Non moins nocive est la tentative de se mettre à l'écart de la lutte pour les intérêts quotidiens et immédiats de la classe ouvrière au nom d'une "unification nationale" ou d'une "paix sociale" avec les démocrates bourgeois.

(...) De même que le mot d'ordre du front prolétarien unique a contribué et contribue encore en Occident à démasquer la trahison par les social-démocrates des intérêts du prolétariat, de même le mot d'ordre du front anti-impérialiste unique contribuera à démasquer les hésitations et les incertit-

tudes des divers groupes du nationalisme bourgeois. D'autre part, ce mot d'ordre aidera au développement de la volonté révolutionnaire et à la clarification de la conscience de classe des travailleurs en les incitant à lutter au premier rang, non seulement contre l'impérialisme, mais encore contre toute espèce de survivance du féodalisme. »

2- DANS LE TOURNANT DE LA SITUATION MONDIALE

Il est nécessaire, avec l'effondrement des directions nationales bourgeois et petites-bourgeoises, en relation avec la phase finale de la crise mondiale des PC, sur la base du tournant dans la situation mondiale, fixer une position aujourd'hui sur la question du Front unique anti-impérialiste.

Le tournant de la situation mondiale a été préparé par l'ensemble des contradictions qui ont miné l'équilibre contre-révolutionnaire édifié à Yalta par la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme à exploser sous l'action révolutionnaire des masses qui ont abattu le mur à Berlin.

Précédant et suivant l'impulsion révolutionnaire du prolétariat allemand de l'Est, les actions révolutionnaires en Algérie, au Nicaragua, au Gabon, en Côte-d'Ivoire, ont démontré :

a) La faillite des relations politiques codifiées entre l'impérialisme et les gouvernements compradores, unis pour écraser les peuples sous le fardeau du paiement de la dette extérieure.

b) La crise interne et sans issue des gouvernements, crise qui a provoqué l'accroissement rapide des mouvements des masses.

c) L'affirmation d'un mouvement ouvrier qui, se dégageant des organisations nationales bourgeois et petites-bourgeoises, constitue la base de la construction du parti ouvrier indépendant.

Ces trois éléments sont l'expression d'une modification de toutes les relations politiques et économiques des Etats et des gouvernements, exprimant le tournant de la situation mondiale. Cette modification provoque une irruption des masses permettant d'apporter une réponse aux questions relatives à la lutte pour l'indépendance nationale qui est saisie directement comme une tâche s'intégrant à la révolution prolétarienne, c'est-à-dire à la question du pouvoir ouvrier.

d) La crise de décomposition de l'impérialisme, expression de la faillite du système du capitalisme pourrissant où les forces productives étouffent dans le carcan de la propriété privée et des Etats nationaux, a pour résultat un rétrécissement de la base économique et des relations politiques édifiées à Yalta, aboutissant à une rupture de tout l'équilibre de l'ensemble du système capitaliste mondial, accumulant sous l'hégémonie de l'impérialisme américain toutes les contradictions interétatiques.

e) C'est précisément, sur la base de l'irruption révolutionnaire des masses, cet affaiblissement irrémédiable du capitalisme, en même temps que l'accumulation des contradictions interétatiques sur la base du capitalisme pourrissant, qui conduit les gouvernements impérialistes à chercher à codifier avec les bourgeoisies compradores de nouvelles relations de type colonial.

Relations néocoloniales, radicalement différentes de celles de l'ère coloniale classique, où la pénétration capitaliste intégrait, sous la domination des pays avancés, les économies dans le marché mondial. Il ne s'agit pas de faciliter le développement du capitalisme national dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, il s'agit de l'ouverture d'une

phase de destruction des économies excluant de la circulation économique l'ensemble de ces économies, pour monopoliser aux fins de spéculation celles des richesses qui peuvent encore être source de plus-value.

f) C'est ainsi que là revendication d'une authentique indépendance nationale est entrée en contradiction irréductible avec les directions nationalistes bourgeois et petites-bourgeoises au pouvoir, en raison de la modification radicale des relations politiques, en relation avec les éléments précités de la crise mondiale de l'impérialisme.

Cependant, il serait complètement erroné d'estimer, en raison du fait que les directions nationales bourgeois et petites-bourgeoises n'ont ni la capacité, ni le dessein de lutter contre l'impérialisme, que la tâche fondamentale qui consiste à arracher l'indépendance nationale, dont la solution réelle dépend des masses travailleuses des villes et des campagnes, implique que nous abandonnions ce qui est l'enseignement principal du programme, à savoir que placées dans « certaines conditions exceptionnelles, les directions petites-bourgeoises peuvent aller plus loin qu'elles ne le voudraient elles-mêmes dans la voie de la rupture avec l'impérialisme ». Ce sont ces conditions « exceptionnelles » (krach, irruptions révolutionnaires des masses, effondrement financier, etc.) qui deviennent les conditions "habituelles" dans tous les pays et plus particulièrement dans les pays arriérés et opprimés.

3.- L'EXEMPLE DU MEXIQUE DANS LA CRISE DU RÉGIME PRIISTE

Nous publions la résolution politique du dernier congrès de la section de la IV^e Internationale, au Mexique, parce que dans un cadre précis et particulier elle donne une indication du combat pour le Front unique anti-impérialiste, condition pour avancer vers la construction d'un Parti des travailleurs indépendant au Mexique.

Quelques semaines après la tenue de ce congrès, l'embryon de la formation d'un Parti des travailleurs se constitua à l'initiative du Mouvement démocratique des travailleurs de la Ford (1). Nous ne pouvons aujourd'hui affirmer catégoriquement que cela aboutira obligatoirement à l'objectif de la formation d'un

parti des travailleurs, mais c'est un signe de la voie à suivre.

Juan Mendoza

(1) La Ford, usine d'automobiles, où les travailleurs ont mené un long combat qui a abouti à une rupture avec le syndicat officiel corporatiste, la CTM, et les dirigeants syndicaux se sont constitués en « Mouvement démocratique ».

1. LES CONSÉQUENCES DU PAIEMENT DE LA DETTE EXTRÉMIÈRE DANS LES ANNÉES 1980

Le 6 juillet 1984, s'est produit un tournant politique dans la situation nationale. Le PRI (2) a obtenu un succès lors des élections budgétaires qu'il avait lui-même organisées. Des millions de personnes ont voté pour l'opposition (3) afin de chasser le PRI du pouvoir.

Le 6 juillet 1984 a été un produit direct de la politique suivie par le gouvernement de Madrid à partir de 1982, pour faire face à la récession et crise de la dette. L'opération a été menée avec un changement de cadre de la dette qui s'est déroulé au cours des années 1970, et débouche sur une crise encore plus grande de l'économie moderne. Les prêts octroyés par le système bancaire international et les institutions financières (F.I.B. Banque mondiale, etc.) au pays dans les années 1970 n'ont pas profité à la croissance du pays sans une plutôt significative concentration plus grande au capital financier à l'impérialisme.

Le gouvernement de Madrid, avec l'aide à mi-lieu et de la Banque mondiale, a renégocié le paiement de la dette, renonçant à équiper durablement le pays de ses richesses naturelles et les richesses de la nation. Ainsi, pour réduire l'inflation de 20 pour cent annuel qui avait dépassé en 1982 le taux de 100 % l'an, le seul pouvoir consentait à payer la dette le gouvernement

établie par le fonds des caisses de retraite nationales et privées, auquel sont jointes les cotisations de retraite internationale (4). Cela a entraîné un recul brutal de plus de 100 % d'après certains analystes, de la sécurité sociale et l'industrie.

2. SALAIRES ET LA CINQUIÈME NÉGOCIATION DE LA DETTE EXTRÉMIÈRE

Une préoccupation fondamentale du gouvernement socialiste de Madrid depuis son apparition au pouvoir est l'élimination de la dette extérieure. Celle-ci a été fixée dans le cadre du plan de la cinquième négociation — et aussi, évidemment, le 4 février 1987, lorsque le nouveau régime socialiste a été établi — avec les principaux groupes de la bourgeoisie, le mouvement ouvrier, les organisations politiques et les partis, et Santiago Carrillo, chef du cabinet de l'autre.

Avec cette nouvelle négociation de la dette, Santiago Carrillo a déclaré : « Le total de la dette extérieure devra être intégralement remboursé dans les prochaines années. Il faut que la dette soit débarrassée de tout caractère impérialiste pour permettre au pays de sortir de la crise, et pour que la révolution sociale puisse s'exprimer. L'imperialisme, qui a détruit le pays, doit être vaincu. Il faut dégager l'espace pour que la révolution sociale puisse s'exprimer. »

1^{er} Congrès de la section mexicaine de la IV^e Internationale

Résolution sur les tâches nationales

1. LES CONSÉQUENCES DU PAIEMENT DE LA DETTE EXTÉRIEURE DANS LES ANNÉES 1980

Le 6 juillet 1988, s'est produit un tournant politique dans la situation nationale. Le PRI (1) a subi un échec lors des élections frauduleuses qu'il avait lui-même organisées. Dix millions de personnes ont voté pour Cardenas (2) afin de chasser le PRI du pouvoir.

Le 6 juillet 1988 a été un produit direct de la politique suivie par le gouvernement de Miguel de la Madrid à partir de 1982, pour faire face à la prétendue « crise de la dette ». Le « boom pétrolier » qui a été simultanément le « boom de la dette », qui s'est déroulé au cours des années 1970, a débouché sur une crise encore plus grande de l'économie mexicaine. Les prêts octroyés par le système bancaire international et les institutions financières (FMI, Banque mondiale, etc.) au pays dans les années 1970 n'ont pas profité à la majorité du pays mais ont plutôt signifié une subordination plus grande au capital financier, à l'impérialisme.

Le gouvernement de Miguel de la Madrid, avec « l'aide » du FMI et de la Banque mondiale, « a renégocié » le paiement de la dette, s'engageant à attaquer durement le niveau de vie des masses et les richesses de la nation. Ainsi, pour réduire l'inflation de 20 points, inflation qui avait dépassé en 1982 le taux de 100 % l'an, et pour pouvoir continuer à payer la dette (le gouvernement

était entré par la force des choses dans des moratoires de paiement, menaçant ainsi la fragile stabilité du système financier mondial), la nation a dû supporter un recul brutal, de plus de trente ans d'après certains analystes, dans l'agriculture et l'industrie.

2. SALINAS ET LA CINQUIÈME NÉGOCIATION DE LA DETTE EXTÉRIEURE

Une préoccupation fondamentale du gouvernement illégitime de Salinas depuis son accession au pouvoir le 1^{er} décembre 1988 réside dans la renégociation de la dette extérieure qui se déroule à présent dans le cadre du plan Brady — la cinquième négociation — et qui s'est conclue formellement, le 4 février dernier, par une réunion très significative réalisée au Palais national et regroupant des représentants des principales banques créancières, le président du FMI et du gouvernement nord-américain d'un côté, et Salinas et les membres de son cabinet de l'autre.

Avec cette nouvelle négociation de la dette, Salinas prétend réduire le montant total de la dette extérieure et celui des intérêts correspondants, au cours des premières années de son gouvernement, se donnant ainsi une marge de manœuvre pour pouvoir gouverner un pays en crise, un pays qui l'a rejeté dans les urnes. L'impérialisme nord-américain cherche à mettre le pays en état de continuer à payer la dette et d'augmenter le degré d'exploitation — comme cela se

produit avec tous les pays au sud du continent — afin d'apporter une issue au développement de la crise des Etats-Unis elle-même, avec sa dette gigantesque, avec ses déficits commercial et fiscal, avec la fragilité du système financier mondial, avec la stagnation de l'économie d'armement et parasitaire (voir l'impulsion au conflit au Moyen-Orient).

C'est pourquoi nous avons signalé que l'accord du 4 février exprime un changement important dans les relations du gouvernement du PRI avec l'impérialisme nord-américain. La cinquième négociation de la dette n'est pas la simple répétition de celle effectuée en 1982. Il s'agit aujourd'hui de livrer de façon plus accentuée les intérêts nationaux aux mains de l'impérialisme. Il s'agit en effet d'un processus de « recolonisation » de notre économie.

Dans quelques mois, les faits confirmeront et reconfirmeront l'analyse précédente. Le gouvernement a signé deux lettres d'intention. Dans la première a été établi l'engagement de « *rendre les banques et le système financier mexicains internationalement compétitifs* ». La traduction de cette formule est la privatisation des banques et la liberté pour les banques d'Amérique du Nord d'acquérir des banques mexicaines, permettant de cette manière au capital étranger de participer non seulement à l'extraction de capital par le biais du recouvrement de la dette extérieure, mais aussi d'intervenir plus directement dans la spéculation intérieure.

La deuxième lettre d'intention n'a pas été publiée, mais les résultats en sont visibles : Salinas est une fois de plus le fer de lance des prétentions de l'impérialisme. A l'occasion de « l'Initiative des Amériques » décidée par Bush, Salinas a pris l'initiative de créer un « *système de libre commerce qui relie tous les pays d'Amérique du Nord, du Centre et du Sud* », ainsi que l'initiative de l'alliance de libre commerce entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique.

Comme partie intégrante de ce processus, l'offensive contre les masses travailleuses suit son cours. Le Pacte de Stabi-

lité et de Croissance Economique (PECE), avec la dégradation des salaires des larges masses, augmente la pauvreté des masses travailleuses ; la vente d'entreprises d'Etat s'accélère ; les coups contre les mobilisations ouvrières (Ford, Modelo, Tornell...) et contre les droits de l'homme et les droits démocratiques s'accentuent.

Cependant, la politique découlant de la cinquième négociation de la dette, appliquée par Salinas, va s'achever par un échec majeur. Les premiers éléments de cet échec s'expriment dans le fait qu'après avoir réussi à réduire le taux d'inflation, au détriment du niveau de vie des masses et du recul de la production industrielle, comme nous l'avons signalé, on assiste à une reprise de l'inflation. La prévision gouvernementale d'une inflation de 15 % en 1990 est démentie car, en six mois seulement, l'augmentation des prix a atteint ce pourcentage.

Il est certain que le gouvernement de Salinas, face à l'évidence de l'échec de sa politique économique, est en train d'accentuer les attaques contre le niveau de vie et d'emploi des larges masses et qu'il peut les accroître plus encore.

Cependant, ce que Salinas est en train de préparer est une nouvelle explosion sociale et politique, élargissant et approfondissant le tournant du 6 juillet 1988. En haut, se produiront de nouvelles crises et ruptures, qui s'ébauchent à peine aujourd'hui avec l'activité du *Courant Critique* du PRI et, surtout, avec la rupture à l'égard du gouvernement que la direction historique de la COR (3) s'est vue obligée de consommer. En bas, en raison des fissures ouvertes dans le régime, de nouveaux changements dans la conscience et la détermination de lutte des masses vont se développer.

L'augmentation des prix du pétrole, comme produit du conflit du Golfe, bénéficie au gouvernement du PRI, mais la situation n'est pas celle des années 1970. Les deux milliards de dollars qui sont rentrés, selon le calcul de quelques fonctionnaires, en raison de l'augmentation du prix du pétrole, seront consommés par le paiement de la dette et par

la corruption, ils n'alimenteront pas l'activité productive.

3. LA POLITIQUE DE CONCERTATION DE SALINAS

Salinas et son cabinet savent que l'application des engagements passés avec le FMI, la Banque mondiale et le système financier international, lors de la cinquième négociation de la dette, exige un appui social et politique que le gouvernement a perdu en 1988. Salinas utilise toutes les ressources matérielles et politiques dont il dispose pour chercher les moyens d'élargir sa base sociale et éviter l'irruption des masses.

Ainsi, il a lancé le « *programme de solidarité* » auquel il aura consacré, en 1990, 3 milliards de pesos, somme ridicule face aux besoins du pays et par rapport au montant du capital qui sort du pays par le biais du paiement de la dette.

La politique de « concertation » s'adresse surtout aux partis politiques et aux dirigeants sociaux de l'opposition. Pour développer cette politique, le gouvernement compte sur l'appui extérieur du gouvernement des Etats-Unis, de la bureaucratie stalinienne, de la social-démocratie européenne, principalement à travers le gouvernement espagnol, et même sur celui de Castro et des sandinistes.

L'appui du PAN (4), parti clérical, étroitement lié au Parti républicain des Etats-Unis, est important pour le PRI à cause de la base sociale du PAN. Les relations entre Salinas et le PAN se sont renouées à partir de la reconnaissance donnée par le PRI à une victoire du PAN au niveau préfectoral, obtenue en Basse Californie. Cette année, à présent, la direction du PAN donne son aval au nouveau Code électoral élaboré par Salinas pour affronter les élections de l'année prochaine, en maintenant le contrôle sur le pseudo-Parlement.

Malgré ce premier succès de la politique de concertation, faisant que la direction du PAN reconnaît la « légitimité » du gouvernement de Salinas, alors que

l'ex-candidat du PAN, Manuel J. Clouthier, se refusait à le faire, Salinas ne contrôle pas le développement de la crise du régime : 29 députés du PAN ont voté contre le nouveau Code électoral, en contradiction avec la ligne de ce parti. La crise du PAN n'est pas un phénomène isolé de la crise de l'ensemble du régime.

La concertation a également pour but de discipliner les partis croupions — PPS (5), PARM (6) et, surtout, PFCRN (7) —, pour qu'ils votent à la Chambre des députés les questions qui sont essentielles pour le parti officiel, comme c'est le cas du nouveau Code électoral ; les discipliner et les pousser simultanément.

La politique de concertation a trouvé, par ailleurs, des points d'appui dans les organisations syndicales et indépendantes. Dans le syndicalisme universitaire, par exemple, le fait que Pérez Arreola, principal dirigeant du STUNAM (8) et, donc, du syndicalisme universitaire, se soit transformé en « *assesseur* » du président démontre la subordination à laquelle est arrivée la direction de ce syndicat et des syndicats du SUNTU (9) envers la politique du gouvernement du PRI, ce qui n'empêche d'aucune manière que se perpétue le gel des salaires des universitaires et l'offensive contre les universités publiques. Dans les campagnes, Salinas, par le biais des organisations paysannes officielles, a impulsé la création du Congrès agraire permanent (CAP), en liaison avec les plus importantes organisations paysannes indépendantes. Le gouvernement a dépensé quelques milliards de pesos dans des projets de production d'organisations comme l'UGNOCP (10), dirigée par Margarito Montes, principal dirigeant paysan du PRT. Cela ne résout pas le moins du monde le problème paysan, outre que ces investissements se situent dans le cadre d'une politique qui donne la priorité à certaines zones agricoles mexicaines, abandonnant à leur sort, c'est-à-dire à la misère la plus totale, les zones non rentables (la majorité).

4. LE CARDÉNISME ET LE PRD

Une question importante dans la situation politique actuelle et en rapport également avec la politique de concertation de Salinas réside dans le cours de Cardenás et du PRD, ainsi que des masses « cardénistes ».

D'un côté, la présentation, lors du récent conseil national du PRD, de l'orientation vers un accord national pour la démocratie, de la part de Cardenás, avec l'appui du stalinisme et du courant du MAP, montre le recul opéré par Cardenás dans sa lutte contre Salinas. Cardenás table à présent, plus que dans les mois précédents, sur des compromis avec des secteurs du PRI en rupture avec le gouvernement de Salinas, et du PAN, plutôt que sur la mobilisation contrôlée des masses, comme il l'avait fait le 15 septembre 1988.

Cependant, cela n'implique pas que les illusions des masses cardénistes aient disparu ou qu'elles soient en passe de l'être rapidement. Cela n'implique pas non plus que les masses aient cessé d'utiliser le PRD dans le combat contre le régime, comme on l'a vu dans les élections de 1989 à Guerrero et Michoacan. Plus encore, les élections de l'Etat de Mexico, ou d'autres conjonctures, peuvent renforcer les relations des masses avec le PRD et les illusions dans Cardenás.

Une identification du PRD avec le PAN ou avec le PRI, au nom du fait que ce sont des partis bourgeois, et donc contre-révolutionnaires, reviendrait à adopter une ligne sectaire, rejetant la méthode du front unique anti-impérialiste. D'un autre côté, idéaliser le PRD, lui attribuer des vertus révolutionnaires ou anti-impérialistes, amènerait à l'adaptation au cardénisme et, finalement, aux institutions de l'Etat bourgeois du PRI.

5. POUR UNE POLITIQUE DE FRONT UNIQUE ANTI-IMPÉRIALISTE

L'étape du mouvement des masses, initiée le 6 juillet 1988, a poursuivi son cours tout au long de ces deux années.

Les masses populaires dans les Etats de Guerrero et Michoacan, pour défendre leur décision souveraine, ont pris les mairies chaque fois avec des bâtons, des pierres et des pistolets. Les instituteurs, pour leur part, l'année passée, à travers la grève générale, ont expulsé Jonguitud Barrios, principal dirigeant du syndicalisme inféodé des instituteurs (ces bureaucrates qu'on appelle les *charros*), réalisant ainsi des pas en avant importants vers la constitution d'un syndicalisme indépendant.

Les derniers mois ont été marqués par les luttes de secteurs ouvriers, comme celle des travailleurs de Ford, de Modelo, de Tamsa, de Tornell, d'Aeromexico, employés de bureau de Tabasco, etc., lutte pour défendre leur droit d'écrire leurs propres représentants syndicaux, lutte pour l'indépendance syndicale.

Pour aider au développement de ce mouvement des masses travailleuses, à l'impulsion de ce mouvement, qui, sous des formes différentes et à partir de secteurs limités mais importants du prolétariat mexicain, a continué à poser le problème de la mise à bas de Salinas, il est indispensable de mettre en œuvre la politique du front unique anti-impérialiste.

Cet instrument permet d'aider les masses travailleuses à arracher leurs revendications démocratiques et nationales et à lutter pour leur indépendance de classe, pour un gouvernement ouvrier et paysan.

Pour appliquer la politique du front unique anti-impérialiste à cette étape de la lutte des classes dans le pays, nous avançons la plate-forme d'action suivante :

- Dehors le PRI, dehors Salinas !
- Pour une Assemblée constituante souveraine, issue d'élections libres !
- Non au paiement de la dette !
- Défense des entreprises d'Etat et de l'éducation publique !
- Halte à la répression !
- Réapparition en vie de José

Ramon Garcia Gomez !

— Défense de Cuba et la révolution nicaraguayenne !

C'est sur la base des six points précédents que nous devons développer actuellement l'ensemble de nos initiatives, en relation avec les conjonctures et moments politiques et en nous adressant au PRD et aux organisations politiques, syndicales et sociales qui se situent sur le terrain de la démocratie et de l'anti-impérialisme et dans lesquels se reconnaissent les masses qui aujourd'hui combattent l'impérialisme et son agent dans le pays, le gouvernement de Salinas.

En même temps, dans notre activité de propagande, nous devons expliquer la nécessité d'un autre gouvernement pour sortir de la crise actuelle, la nécessité d'un gouvernement qui préserve les entreprises nationalisées, l'éducation et la santé publiques, d'un gouvernement qui, pour respecter pleinement les droits et libertés démocratiques, pour défendre les terrains communaux et les systèmes d'irrigation nationalisés, doit rompre avec les diktats du FMI et de la Banque mondiale, refusant de payer la dette, déjà acquittée et qui n'est pas celle du peuple.

6. POSER LA PERSPECTIVE D'UN PARTI DES TRAVAILLEURS

Le mouvement des masses, tout en combattant pour les revendications démocratiques et nationales, a pour objectif sa propre indépendance de classe, ce qui ne peut s'acquérir pleinement sans l'indépendance politique à l'égard du parti officiel et des partis bourgeois, du PAN au nationalisme cardéniste.

Il est pour cela indispensable de poser, pour l'heure de façon propagandiste, la perspective du parti des travailleurs, mais aussi parce que la construction de la section mexicaine de la IV^e Internationale ne peut se réaliser que dans le combat pour un parti de ce type.

Il est clair que les propositions politiques que nous avons formulées dans la perspective du PT doivent être posées

dans le but de chercher le dialogue avec les militants et les travailleurs liés au PRD, au syndicalisme officiel ou à d'autres horizons politiques, dialoguer avec eux pour les gagner à la IV^e Internationale.

Campagne « *Dehors Farell !* »

Sur la base de ce qui précède, nous sommes à même de définir notre campagne centrale pour la prochaine période de deux mois qui est, nous le soulignons, liée au problème du gouvernement.

Ce qui a caractérisé tous les gouvernements du PRI c'est le contrôle qu'il exerce dans les syndicats. Pour maintenir ce contrôle, il a dû avoir recours à la répression syndicale, en niant spécifiquement le droit des travailleurs à s'organiser de façon indépendante, à élire démocratiquement leurs dirigeants et à décider de leur adhésion à la centrale qui leur convienne.

Cependant, cette politique s'est accentuée dans la récente période, avec le gouvernement usurpateur de Salinas, comme produit des accords signés avec le FMI et avec le gouvernement des Etats-Unis, dans le cadre de la renégociation de la dette extérieure du 4 février dernier.

Il est nécessaire d'adopter la proposition avancée par les camarades d'Aero-mexico et qui est à présent appliquée par la direction de la COR et par les organisations du Front syndical unitaire, en lui donnant un contenu large et précis, c'est-à-dire celui d'une lutte contre le gouvernement de Salinas. Ce combat, nous le présentons sous la forme de la mise à bas du ministre du Travail, instrument des mesures anti-ouvrières dictées par le FMI, et donc un des hommes clé du cabinet de Salinas.

Dehors Farell ! Non à l'intervention du ministre du Travail dans les syndicats ! Droit des travailleurs d'élire leurs représentants ! Pour un parti des travailleurs !

La chute de Farell serait ressentie par les larges couches ouvrières comme une grande victoire et comme un coup porté au gouvernement illégitime de Salinas et provoquerait une crise politique significative dans le gouvernement. Cepen-

dant, nous savons que Salinas ne peut pas céder à la demande de renvoi de son ministre du Travail, mais cette campagne pose la nécessité de donner une dimension politique aux importantes luttes ouvrières des derniers mois, à la lutte des travailleurs de Ford, de Modelo, de Tornell, d'Aeromexico, des employés de Tabasco...

Cette campagne est un instrument pour unifier et centraliser l'action des comités régionaux et des militants de l'organisation trotskiste, pour vaincre la dispersion politique et l'adaptation aux cadres syndicaux et sectoriels.

Nous proposons de réunir 2 000 signatures sur le texte du Front syndical unitaire, mais également, et c'est cela qui différencie notre campagne de celle lancée par les syndicats — dans laquelle nous pourrions dépasser facilement l'objectif que nous nous fixons, mais cela nous conduirait à un travail purement syndical —, nous nous lançons dans la construction de comités pour regrouper les travailleurs, les étudiants, les paysans, etc., avec une politique de front unique anti-impérialiste et qui a pour but l'organisation de la campagne « *Dehors Farell !* » (...).

Nous devons proposer aux organisations syndicales la tenue d'un meeting à l'occasion de la remise des signatures à Salinas. Dans tous les cas, si cela n'était pas possible suite à un refus de leur part, nous devrions organiser une réunion de centralisation des signatures et de conclusion de la campagne.

La campagne « *Dehors Farell !* » n'implique pas l'abandon de notre travail pour l'annulation de la dette extérieure, au contraire, à travers cette activité, il s'agit d'aider des groupes de travailleurs à avancer dans leur analyse, pour arriver à la conclusion de la relation existante entre la répression syndicale mise en œuvre par le gouvernement et la politique de paiement de la dette extérieure, de soumission à l'impérialisme et, en ce sens, à la nécessité de liquider ce gouvernement.

(Août 1990)

-
- (1) PRI : Parti révolutionnaire institutionnel, le parti-Etat qui modèle le régime.
 - (2) Lazaro Cardenas (1895-1970) était devenu président du Mexique en 1934 et s'était appuyé sur la mobilisation des masses pour affirmer l'indépendance du Mexique face à l'impérialisme, ce qui s'était traduit en particulier par la nationalisation du pétrole. Son fils, Cuauhtémoc Cardenas, nationaliste, dirigeant du PRD, a remporté les élections de juillet 1988, mais le régime du PRI a falsifié les résultats.
 - (3) COR : Coordination d'organisations révolutionnaires.
 - (4) PAN : Parti d'action nationale, l'opposition au régime liée aux intérêts US et de l'Eglise.
 - (5) PPS : Parti populaire socialiste.
 - (6) PARM : Parti authentique de la révolution mexicaine.
 - (7) PFCRN : Scission du PRI qui se réclame du cardénisme mais reste liée au régime.
 - (8) STUNAM : Syndicat des travailleurs de l'Université autonome du Mexique.
 - (9) SUNTU : Syndicat unique national des travailleurs universitaires.
 - (10) UGNOCP : Union générale nationale ouvrière, paysanne et populaire.

L'Afrique dans le tournant de la situation mondiale

Par Malcolm BAGAYAKO et Miguel CRISTOBAL

Incontestablement, « *la crise du Golfe* » se révèle dans les faits comme une vivante illustration du tournant majeur dans les rapports internationaux institués depuis les accords de Yalta-Potsdam à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, tournant qui a commencé avec la chute du Mur de Berlin.

Il s'agit d'un bouleversement mondial unifié dont les tendances s'expriment en Afrique tant en ce qui concerne le mouvement des travailleurs et des peuples qu'en ce qui concerne la domination impérialiste.

LA CRISE AU MOYEN-ORIENT, EXPRESSION DE LA MODIFICATION DES RAPPORTS A L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

Les conséquences mondiales de la crise actuelle au Moyen-Orient participent de la crise mondiale du capitalisme et créent une situation sur tous les continents où plus rien ne sera comme avant. C'est, à l'évidence, une nouvelle période qui s'ouvre appelant les forces regroupées dans et autour de IV^e Internationale (CIR) à se disposer correctement par rapport au tournant qui, à tous égards, s'ouvre comme celui de l'imminence de la révolution mondiale.

La crise actuelle au Moyen-Orient vient de loin, nourrie par tous les développements révolutionnaires de la dernière période. Ce furent d'abord les mouvements de la révolution politique depuis le printemps de Pékin, écrasé dans un bain de sang par la bureaucra-

tie chinoise, jusqu'à l'apothéose qu'ont constituée la chute du Mur de Berlin et les effondrements successifs des régimes stalinien à l'Est de l'Europe par la mobilisation des travailleurs de ces pays.

A leur tour, ces développements ont nourri les processus qui se sont développés en Afrique. La dénonciation de la dictature du régime de parti unique et des syndicats inféodés aux partis uniques, de la corruption, des priviléges illégaux des régimes stalinien a résonné dans les oreilles des masses africaines comme une dénonciation des régimes sévissant dans leurs propres pays, les conduisant à passer à l'action.

La suite, nous la connaissons : c'est ce vaste mouvement qui a vu le soulèvement des masses de manière concomitante dans toute une série de pays du continent : Côte-d'Ivoire, Gabon, Sénégal, Zambie, Mozambique, Kenya, Niger, etc.

Aujourd'hui, s'inscrivant dans toute cette chaîne qui se déroule, les masses du Moyen-Orient, autour du peuple irakien, se sont levées, entraînées dans un mouvement qui a été nourri par le ferment des mouvements précédents sur les autres continents.

C'est donc avant tout d'un mouvement général des travailleurs et des peuples à l'échelle mondiale pour faire voler en éclats l'édifice instauré à la fin de la Deuxième Guerre mondiale que procède la crise actuelle au Moyen-Orient.

Cette crise sans précédent déstabilise les rapports internes entre impérialismes établis avec la collaboration de la bureaucratie stalinienne au lendemain de

cette guerre, conduisant aujourd’hui à une redistribution des cartes face à une situation qui, au plan économique, vient aggraver la crise conjointe du capitalisme mondial et des bureaucraties restauracionnistes.

C'est ainsi que l'impérialisme américain dominant a déclenché l'intervention militaire pour arracher son leadership, imposant l'alignement des impérialismes européens, des bureaucraties et des régimes compradores sur ses positions ; bref, un véritable « commandement unique » par lequel il tente de s'imposer plus que jamais comme le gendarme du monde.

Cette restructuration brutale des rapports de domination dont la tendance était perceptible depuis quelque temps (Panama, Grenade, Nicaragua,...) s'est accélérée à la faveur de la crise actuelle. Elle se traduit sous d'autres rapports par une remise en cause des règles du partage du monde entre impérialismes, définies en ce qui concerne l'Afrique à la Conférence coloniale de Berlin de 1885 et réaménagées à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, dans le cadre de la balkanisation ou de la territorialisation pour contrer le mouvement vers les indépendances des années 1960.

C'est ainsi que nous assistons à la remise en cause du principe : « *A vous l'Afrique, à nous l'Amérique latine* », établi entre l'impérialisme américain et les vieilles puissances colonisatrices d'Europe.

Ce qui, dans le cas de l'Afrique, ouvre une crise dans les sommets des Etats et accentue la crise de dislocation des pouvoirs en place.

Piétinant les accords précédemment établis dans le but de s'accaparer des parts de plus en plus conséquentes des profits extorqués par les puissances européennes, c'est de plus en plus directement que l'impérialisme américain intervient en Afrique. L'objectif est de drainer vers les USA les capitaux qui leur sont nécessaires pour tenter de résorber leur crise et sortir de l'impasse dans laquelle se débat l'économie américaine.

Cette politique s'exprime, d'une part, à travers la manipulation de la dette, par

le biais du FMI qu'ils contrôlent, d'autre part à travers l'instauration d'une politique systématique de supplantation des positions économiques des impérialismes européens, notamment par l'établissement des zones franches dont ils prennent de plus en plus l'initiative, et enfin à travers l'intervention militaire directe dernièrement inaugurée au Libéria, ou par l'aide à la structuration d'une intervention des armées des régimes compradores africains, jouant le rôle de supplétifs des troupes américaines, comme nous l'avons également vu au Libéria (nous y reviendrons).

La logique de l'intervention militaire qui vient d'être inaugurée au Libéria consiste, comme dans le cas de l'Irak, à briser toute résistance à l'impérialisme afin que celle-ci ne fasse pas école et, par son caractère massif, à créer un tel état de choc qu'elle dissuaderait toute tentative de remise en cause vigoureuse de l'ordre impérialiste... Mais la situation au Moyen-Orient montre qu'il y a loin de la coupe aux lèvres. Il demeure cependant que les conséquences majeures de ces événements sont en réalité devant nous.

LES CONSÉQUENCES SUR LES POSITIONS DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

C'est à ce titre qu'on peut pronostiquer que la crise actuelle ne pourra qu'aggraver la crise de l'économie française, dont la faiblesse dans l'économie mondiale est patente, et conduira à précipiter l'effondrement d'une zone franc condamnée à une inéluctable et rapide dislocation.

Dans cette situation, il y a et il y aura une lutte farouche entre l'impérialisme américain et l'impérialisme français — et britannique — qui n'acceptera pas de se laisser déposséder aussi facilement. Empêtré dans une crise économique sans précédent, l'impérialisme français résistera car défendant sa survie.

C'est ce que nous montrent les péripeties de la crise du Moyen-Orient avec

les épisodes rocambolesques de l'épopée du *Clemenceau* ou du *Foch* qui montrent que dans cette crise l'impérialisme français, dont les usines d'armement ont tourné à plein régime des jours et des mois entiers pour livrer des armes à l'Irak, n'a pas forcément les mêmes intérêts.

Les conséquences de cette crise d'ores et déjà annoncent une aggravation de la crise de l'économie française, facteur d'aiguisement des affrontements de classe en France.

LES CONSÉQUENCES SUR L'AFRIQUE

Cette nouvelle situation sur le continent africain crée une déstabilisation de tous les régimes politiques existants qui ne pourra aller qu'en s'accélérant dans la prochaine période, comme on peut le constater à l'analyse de la situation de certains pays. A cet égard, il convient d'abord d'analyser les répercussions de la crise du Moyen-Orient dans les pays du Maghreb-Machrek, directement touchés par ses développements.

I - La situation dans les pays du Maghreb-Machrek

Dans cette région, la conjonction de la collaboration des régimes de ces pays aux plans de négation des droits du peuple palestinien orchestrée par l'impérialisme américain au profit de l'Etat d'Israël d'une part, la faillite de la gestion parasitaire des régimes bourgeois et féodaux à la tête de ces pays d'autre part, ont conduit à une soumission croissante de la majorité de ces régimes à l'impérialisme américain.

Il est symptomatique à cet égard que soient passés sous le contrôle de l'impérialisme américain les régimes successifs d'Egypte qui ont été directement associés depuis les accords de Camp David à la négation des droits du peuple palestinien, et la monarchie chérifienne de Hassan II, conduite à la faillite par son entêtement à poursuivre la guerre du Sahara Occidental contre le Polisario.

Supplantant les intérêts français, ce sont les USA qui fournissent à la monarchie chérifienne les armes lui permettant de développer la guerre contre le Polisario, amenant à un alignement désormais complet sur les intérêts américains. Cette restructuration de l'appareil d'Etat de la monarchie sur les intérêts américains s'est développée dans une situation de crise qui a touché les institutions de la monarchie, particulièrement l'armée, avec de sanglants règlements de comptes à la clé.

Plus généralement, le Maroc est désormais associé à l'interventionnisme américain sur le continent, jouant à l'occasion le rôle de garçon de courses.

Le dernier épisode en la matière date du sommet de La Baule, marqué par une crise entre les régimes compradores d'Afrique et leur maître impérialiste français qui, face à l'impulsion révolutionnaire des masses, cherchait à obtenir d'eux une modification de leur forme de domination pour préserver ses intérêts dans les pays respectifs.

Hassan II, au compte de l'impérialisme américain, est intervenu pour déstabiliser ce sommet. C'est ainsi qu'il a tenu un sommet-bis où il promettait, sur les directives de Washington, des armes aux chefs d'Etat africains pour écraser les soulèvements populaires se développant sur le continent.

Quant à l'Egypte, la gravité de la crise qui la secoue face à une dette extérieure exorbitante, qui a conduit à une mise en coupe réglée de son économie par le FMI, a notamment contribué à renforcer sa dépendance à l'égard des intérêts américains. La remise de la dette militaire égyptienne par le Congrès américain apparaît dans la crise actuelle comme le « salaire de Judas » payé en remerciement de l'alignement de ce pays sur les intérêts américains dans la crise au Moyen-Orient contre ceux du peuple irakien.

Si le Maroc et l'Egypte sont en position avancée dans la défense des intérêts américains, plus globalement, c'est l'ensemble des régimes bourgeois et des partis institutionnels du Maghreb-Machrek qui participent sous une forme

ou une autre de cette collaboration avec l'impérialisme américain.

La crise du Moyen-Orient, en obligeant ces régimes à s'aligner sur l'impérialisme américain, a contribué à démasquer le verbiage anti-impérialiste et indépendantiste sous le couvert duquel ils collaboraient notamment avec l'impérialisme français.

Cependant, la défense des droits du peuple palestinien, restée vivace au sein des masses de ces pays comme élément de leurs aspirations anti-impérialistes face à la capitulation des régimes qui leur sont imposés, n'a cessé de constituer un élément de crise dans la situation des différents pays et un élément unificateur des aspirations révolutionnaires des masses de la sous-région.

C'est partant de cette situation que les peuples se sont spontanément retrouvés dans la défense des droits du peuple irakien contre l'agression américaine et c'est sous leur poussée que les organisations syndicales arabes des transports viennent de tenir une réunion qui a adopté des résolutions et initiatives au soutien du peuple irakien.

Le Monde du 21 septembre 1990 indique à ce propos :

« L'Union arabe des syndicats de transport, réunie mardi 18 et mercredi 19 septembre à Tunis, a décidé en signe de solidarité avec l'Irak de boycotter toutes les opérations de chargement des navires et avions américains et britanniques (...).

Selon l'Union arabe, ce boycottage constitue "un premier avertissement" et, "en cas d'agression contre l'Irak", il sera appliqué aux moyens de transport de tous les Etats ayant dépêché des forces militaires dans le Golfe. Les syndicats de transporteurs appellent, par ailleurs, les peuples arabes à boycotter les produits américains ainsi que britanniques et à briser le blocus contre l'Irak, notamment en collectant des produits alimentaires. Ils demandent aussi le retrait "immédiat" des forces étrangères du Golfe, la levée de l'embargo contre l'Irak et de toutes les sanctions prises contre ce pays par le Conseil de sécurité des Nations-Unies (...).

Les syndicats de Tunisie, d'Algérie, du Maroc, de Mauritanie, de Libye, d'Irak,

du Soudan, du Yémen, de Jordanie et les représentants des travailleurs palestiniens participaient à cette réunion "extraordinaire", convoquée sur le thème "Union pour la levée du blocus imposé au peuple irakien". »

A l'évidence, il y a là l'indication d'une intervention indépendante des syndicats dans la crise. C'est un bouleversement d'ensemble qui est à l'œuvre dans les pays du Maghreb-Machrek, qu'il nous faudra suivre avec la plus grande attention car ces pays sont en première ligne des bouleversements directs qu'entraînera la crise du Moyen-Orient.

De là découle notamment, à partir de la discussion globale, la place de l'activité et des initiatives du PT d'Algérie.

II - Les conséquences pour l'Afrique noire

La crise du Moyen-Orient ouvre une nouvelle phase de la crise des rapports entre les différents impérialismes d'une part, entre l'impérialisme et les différents régimes compradores d'autre part, et à l'intérieur même de ces régimes enfin.

TROIS ÉTAPES D'UN PROCESSUS

L'alignement sur les intérêts de l'impérialisme américain au détriment de l'impérialisme français que nous avons vu dans le cas du Maroc suit dans les différents pays de l'Afrique sub-saharienne la même tendance avec des formes diversifiées. On peut distinguer à cet égard trois étapes :

a) Au moment de l'élection de Mitterrand en 1981, les chefs d'Etat africains ont cherché auprès de l'impérialisme américain la protection de leurs régimes déliquescents, craignant d'être lâchés par l'impérialisme français, la campagne électorale de Mitterrand ayant notamment été marquée par des critiques sur les relations entretenues avec les pays africains par l'Etat français, particulièrement sous Giscard (Cf. épisodes des diamants et du sacre de Bokassa).

Un véritable ballet diplomatique de la majorité des dictateurs du continent, particulièrement ceux qui se sentaient menacés car ayant été l'objet de « critiques » par le PS français, fut organisé à Washington où les gouvernants africains se sont succédé et où les premiers accords furent établis.

Rassurés par la suite par Mitterrand qui a poursuivi le cadre de la défense des intérêts français dans les pays dominés par l'impérialisme français, les compradores africains mettaient temporairement en veilleuse leurs velléités d'alignement sur l'impérialisme américain.

b) Au sommet de La Baule de 1990 tenu peu après les soulèvements des travailleurs sur le continent africain, Mitterrand, craignant que soient balayés les intérêts français, appela les régimes africains à mettre en place des régimes à façade démocratique. Redoutant qu'une modification aussi minime soit-elle de leurs institutions n'ouvre des brèches dans lesquelles pourraient s'engouffrer les masses pour les balayer, les gouvernants africains, opportunément sollicités par Hassan II, se sont rendus les uns après les autres chez Bush pour tenter de trouver auprès de lui l'assurance d'un indéfectible soutien.

c) Nous assistons actuellement à l'ouverture d'une nouvelle phase à la faveur de la « crise du Golfe », qui voit la quasi-totalité des régimes africains voter les résolutions inspirées par l'impérialisme américain à l'ONU et l'envoi des troupes sénégalaises et nigériennes participer à cette entreprise de caractère colonialiste.

MISE EN CAUSE DU CADRE ÉTATIQUE MIS EN PLACE DANS LES ANNÉES 1960 EN AFRIQUE

Personne ne conteste aujourd'hui ce qui est une évidence : la majorité des frontières étatiques des Etats africains actuels sont totalement artificielles (nous disons la majorité et non pas toutes). Elles ne sont même pas, comme on le dit

souvent, des « frontières issues de la colonisation ». La colonisation avait découpé l'Afrique en grands ensembles. Ce sont les frontières découpées sur la base des territoires à l'intérieur des « grands ensembles », au moment où l'impérialisme a dû, dans les années 1960, abandonner la forme directe de domination. Ce sont des frontières non pas « *tracées en dépôt de tout bon sens* », comme on veut bien le dire souvent, mais tracées avec l'objectif clair d'empêcher la constitution de véritables Etats-nations, pour empêcher la véritable fusion qui était en train de s'opérer à la faveur du combat pour l'indépendance nationale.

Les frontières, telles qu'elles existent aujourd'hui et qui contiennent plus de 50 Etats, ont bien des fois séparé des peuples que tout unissait. En même temps, elles ont « emprisonné » d'autres peuples dans un cadre étatique oppressif. La base de la dépendance des futurs Etats indépendants vis-à-vis des anciennes puissances colonisatrices a été ainsi affirmée au point de départ par le fait que ces Etats n'avaient en général pas de base nationale véritable et qu'ils se trouvaient dans la situation d'opprimer des secteurs entiers de la « nation ».

« L'équilibre » (toujours instable) des Etats n'a pas, dès lors, trouvé d'autre base que dans la politique du « dosage régionaliste » s'appuyant, non pas sur les peuples et leur représentation véritable, mais en général sur la représentation de type féodal, héritage de la colonisation et de la politique de division mise en place par le colonisateur. Or, cette « représentation » régionaliste trouvait sa base matérielle première dans le mécanisme de la corruption, dans la pratique des « enveloppes » aujourd'hui remises en cause par le FMI, la Banque mondiale et l'impérialisme US qui veulent récupérer cet argent à leur propre bénéfice.

Ce qui se passe aujourd'hui au Libéria, la forme même des développements, est l'expression sûrement la plus aiguë de la crise surgie dans le cadre étatique comme conséquence de cette politique de l'impérialisme US. La question « eth-

nique » liée au découpage artificiel des frontières surgit comme expression de la situation dans laquelle a été placé le gouvernement Doc de ne plus parvenir à satisfaire la forme « classique » de « l'équilibre » régional tel qu'il avait été fixé et aiguisé par l'impérialisme. En même temps, l'impérialisme US utilise ces éléments de désagrégation pour tenter d'accélérer la désintégration de la forme ancienne de l'Etat intermédiaire.

Au Libéria comme ailleurs, du point de vue de l'impérialisme US, ce qui est en question n'est pas seulement le remplacement de la « tête » de l'appareil d'Etat. Leur politique a été de laisser pourrir, se décomposer, l'ancien appareil d'Etat. Le futur :

- Un appareil d'Etat réduit au minimum nécessaire pour assurer la stabilité d'enclaves, zones libres reliées dans leur existence à la possibilité d'utiliser « *la main-d'œuvre africaine* » comme un élément de substitution aux conditions dans lesquelles s'opère dans les pays capitalistes avancés la production d'un certain nombre de produits.

Le tournant de la situation ouvre une crise généralisée du cadre frontalier dans lequel s'est développée la lutte de classes au cours des trente dernières années. Toute la politique de l'impérialisme pousse à une « régionalisation » des luttes politiques en Afrique. Mais ne pas comprendre que c'est le cadre actuel des frontières qui permet à l'impérialisme de développer cette politique et d'opposer à cette tendance la défense en général du cadre étatique territorial tel qu'il existe aujourd'hui, c'est opposer au « régionalisme » ce qui est à son origine.

C'est pourquoi nous disons que la tâche de construction de partis ouvriers, du combat pour la démocratie pose sérieusement la question du cadre territorial dans lequel la construction de sections est posée en Afrique. Les sections ne peuvent pas épouser automatiquement les frontières telles qu'elles existent.

UNE TENTATIVE DE RÉORGANISATION ÉCONOMIQUE

Plus généralement, il convient d'indiquer qu'au plan économique, pour désstabiliser les positions de l'impérialisme français à son profit, l'impérialisme américain, dans les négociations sur le reéchelonnement de la dette des différents pays, intervient cas par cas pour obtenir, en contrepartie de l'allocation des prêts du FMI qu'il contrôle, la concession de positions économiques juteuses au profit des intérêts américains.

C'est dans ce cadre que sous couvert des programmes de privatisation, d'aide alimentaire et de création des zones franches, des secteurs économiques vitaux sont passés sous contrôle américain.

Il reste que partout la désignation des délégués-résidents du FMI, dans les différents pays où ils ont un contrôle étendu sur leur gestion, transformant les appareils d'Etat en appendices exécutant les ordres du FMI, constitue un élément de contrôle direct de l'impérialisme américain sur les économies des pays africains.

L'offensive US sur le continent africain va bien au-delà d'une simple tentative de rééquilibrer à son profit les relations de dépendance qui lient les formes actuelles des Etats africains à la Grande-Bretagne et surtout à l'Etat français. Cela fait deux ou trois ans que les principales institutions financières internationales contrôlées par l'impérialisme US (le FMI et la Banque mondiale par exemple) ont opéré un revirement radical dans leur appréciation de la majorité des régimes actuels de l'Afrique. Le FMI et la Banque mondiale jusqu'à cette date fermaient systématiquement les yeux sur les pratiques frauduleuses, sur la prévarication systématique des fonds d'Etat auxquelles se livraient les dignitaires des Etats. Mais dès 1988, les rapports de la Banque mondiale, en particulier, commencèrent à contenir une « critique » systématique de la corruption, de la

« gabegie » régnant dans les hautes sphères gouvernementales.

Ainsi, par exemple, dans le rapport de 1988 de la Banque mondiale sur l'Afrique « sub-saharienne », on peut lire :

« De plus, il s'avère que de nombreux fonctionnaires, profitant de ce qu'ils détiennent certains leviers de commande (tels que la délivrance des licences d'importation ou les allocations de devises), se sont enrichis malhonnêtement ces dernières années. Ils vendent ces intrants aux prix pratiqués sur le marché parallèle, agissant souvent en collusion avec des entreprises de pays développés. La recherche de l'avantage personnel et la fuite des capitaux qui va de pair avec ces pratiques nuisent au développement économique et à la cohésion de la société. L'Afrique n'a certes pas le monopole de la corruption, mais elle est peut-être moins que toute autre région à même d'en supporter les conséquences. »

On s'en doute, ce n'est pas un brusque sursaut « moral » qui amène la Banque mondiale et les USA à ce revirement dans leur appréciation des régimes. La réalité est beaucoup plus simple et dramatique. Elle tient des nouvelles exigences à remplir pour permettre de poursuivre le pillage économique du continent dans le cadre d'une pratique de destruction accélérée de ses capacités productives.

En effet, les exigences « classiques » du FMI commencent à montrer des signes d'épuisement comme source de profit.

- Le remboursement de la « dette » devrait bientôt dépasser 100 % des recettes d'exportation.

- Les mesures d'austérité mettent déjà en cause la possibilité même du renouvellement de la force de travail.

- La détérioration des termes de l'échange a entraîné dans la dernière décennie une perte du pouvoir d'achat des matières premières de près de 75 %. Ce qui met en cause d'ores et déjà la possibilité même de la reproduction du cycle de production.

- La dénationalisation de l'économie a été accomplie dans la majorité des pays entraînant la destruction des usines.

Mais la reconquête du marché par les excédents venant des USA et de la CEE trouve une limite incontournable dans la baisse généralisée de la capacité de consommation des populations.

Il faut donc des « mesures complémentaires ». Celles-ci consistent en une réappropriation en faveur du grand capital étranger en général, des USA en particulier, d'une bonne partie des « priviléges » et des assises économiques des hautes sphères des régimes. C'est-à-dire des bases matérielles sur lesquelles les impérialismes français et britannique avaient constitué les appareils d'Etat qui leur étaient inféodés.

La vague de nominations de « super-Premiers ministres » directement issus et liés aux grandes institutions financières de l'impérialisme, pratiquant une « austérité » réelle au sommet, est là pour en témoigner. Le mot d'ordre est : « *Feu sur les intermédiaires véreux : ils coûtent trop cher ; place à des gestionnaires "loyaux" rapatriant l'ensemble des richesses vers les institutions financières internationales.* » Un des exemples les plus spectaculaires de cette nouvelle politique affectant les bases parasitaires des intermédiaires traditionnels de l'impérialisme est celle de la profonde restructuration du système bancaire. Elle n'a pas seulement touché les milliers d'employés qui ont été licenciés un peu partout en Afrique, mais aussi les sommets. « *L'administration africaine* », coupable aux yeux de l'impérialisme d'être incapable de résister aux pressions politiques des dignitaires pour l'octroi de prêts farfelus, jamais remboursés, est rapidement remplacée par une administration étrangère. Et s'il y a résistance, les banques sont purement et simplement fermées.

L'impérialisme français, en particulier, qui avait tissé un réseau de relations de dépendance dans des conditions comme celles qui ont permis à Houphouët-Boigny et à bien d'autres de construire la fortune personnelle qu'on leur connaît, est également accusé, lorsque la Banque mondiale dans son rapport analyse la situation dans la majorité des pays qui relèvent de son « domaine d'influence » :

« L'ampleur de la corruption dépend largement de l'exemple donné par ceux qui détiennent les rênes du pouvoir. Une fois que de mauvaises habitudes ont été prises, il est difficile de s'en départir. Et l'aide étrangère, souvent fournie par l'intermédiaire d'entrepreneurs ou de fournisseurs avides de s'enrichir, a malheureusement multiplié les occasions de malversations. Des centaines de millions de dollars ainsi détournées ont quitté l'Afrique pour alimenter des comptes bancaires privés. Le coût de ces pratiques ne se mesure pas seulement aux sommes détournées, mais aussi à l'effet profondément démoralisateur qu'elles exercent sur la société en général. »

Or, ces mesures « d'austérité » qui commencent à affecter les bases des privilégiés des sommets de l'Etat mettent en cause tout l'équilibre précaire et violent sur lequel ces appareils d'Etat se sont constitués.

UNE NOUVELLE PÉRIODE S'OUVRE

Dans cette situation, face à la crise qui s'annonce puissante à l'horizon, si personne ne peut prédire ce qui se passera, ce qu'on peut établir avec certitude, c'est que, maillon le plus faible du système capitaliste mondial, la situation du continent africain qui subit les mesures les plus drastiques de l'impérialisme car étant le plus endetté de tous, entre dans une nouvelle phase de bouleversements et d'accélération qui suivront ceux de la situation mondiale.

Les derniers bilans publiés par la Banque mondiale apportaient déjà leur cortège d'informations sur l'aggravation du pillage des peuples des pays dominés. *Le Monde* indiquait à ce propos dans son numéro du 18 septembre 1990 :

« L'endettement à long terme des pays du tiers-monde a continué à progresser en 1989 pour atteindre en fin d'année 988,5 milliards de dollars. Dans son rapport annuel rendu public lundi 17 septembre, la Banque mondiale souligne que, du fait notamment du tarissement des prêts commerciaux privés nouveaux, les transferts de capitaux du

Sud vers le Nord se sont encore accrus l'an dernier, passant de 37,6 à 42,9 milliards de dollars. »

Aux plans de régression renforcée que tentera d'imposer l'impérialisme, s'opposera nécessairement un mouvement des masses qui, déjà saignées à blanc, réagiront pour défendre leur survie.

AU PLAN DE LA STRUCTURATION POLITIQUE

Cette mainmise économique se double d'un véritable plan de contrôle politique appliqué de plus en plus systématiquement et méthodiquement par l'impérialisme américain qui travaille, dans le cadre de la préparation de solutions alternatives à l'effondrement des régimes en place, à la sélection de personnalités ou forces politiques acquises à la défense de ses intérêts.

C'est ainsi qu'il est de notoriété publique qu'en Côte-d'Ivoire, les secteurs du parti unique PDCI-RDA rassemblés autour de Konan Bédié, président de l'Assemblée nationale, sont acquis aux intérêts américains. Il en est de même au Zaïre, de l'UDPS, parti d'opposition constitué par Tsisékédi, ministre continuellement entrant et sortant du gouvernement avec des séjours occasionnels en prison ou en résidence surveillée. Produit d'une crise au sein du parti unique MPR, ce parti est notoirement connu comme étant lié aux intérêts américains.

La convoitise des firmes américaines des immenses richesses naturelles du Zaïre actuellement accaparées par l'ex-puissance colonisatrice, la Belgique, aurait même conduit à la constitution d'un véritable lobby favorable à l'UDPS au sein du Congrès américain.

Au Togo, s'il faut signaler que la première réunion publique où a été ouvertement proclamée la nécessité de l'instauration du multipartisme s'est tenue au Centre culturel de l'ambassade des USA à Lomé, c'est à une véritable déstabilisation du pouvoir d'Eyadéma que travaille l'impérialisme américain. L'objec-

tif : obtenir du dictateur togolais la mise en place d'un régime à façade démocratique, tenu par l'armée, qui retournerait dans les casernes. Ainsi serait créée aux yeux de l'impérialisme américain une stabilisation politique relative qui lui permettrait d'installer la zone franche dont il projette d'assurer le financement et dont un cabinet américain, l'OPIC (Office of Public Investment Corporation) a élaboré les études de faisabilité.

Cette orientation a des implications financières dont on prend la mesure en lisant *Les Echos*, publication d'une institution officielle des Droits de l'Homme, créée par le régime et dans laquelle la crise institutionnelle s'exprime. On peut y lire :

« Vous vous rappelez qu'il y a de cela quelques semaines, les Etats-Unis ont offert un don d'un peu plus de sept millions à la Commission en vue de promouvoir *Les Echos*. Tous les dons qui peuvent nous permettre de faire un journal de qualité qui contribue à un réel développement des droits de l'homme seront les bienvenus. »

Lorsqu'on sait que jusqu'alors il n'existe qu'un seul journal, organe du parti unique, dans tout le pays, on mesure l'importance de cette publication dans laquelle à mots à peine voilés la dictature est clairement dénoncée. Toutes choses qui participent donc d'une évidente volonté de déstabilisation du régime pour l'amener à céder.

LES FORMES MILITAIRES DE L'INTERVENTIONNISME AMÉRICAIN EN AFRIQUE NOIRE

Au Tchad, l'intervention de l'impérialisme américain prend la forme de la mise en place d'un dispositif concurrent à celui de l'impérialisme français pour tenter de restructurer autour de la faction de Hissène Habré — à qui a été ainsi conférée une marge de relative autonomie par rapport à l'impérialisme français — les bases de l'Etat qui s'est totalement effondré dans ce pays.

Elle prend la forme de la livraison à Hissène Habré d'armes sophistiquées et d'instructeurs dans les affrontements armés contre les troupes d'un Khadafi que l'impérialisme américain a tenté de faire disparaître sous un déluge de bombes lors du raid sur Tripoli.

Imposant son leadership à toutes les puissances et aux pays dominés, l'impérialisme américain a tout mis en œuvre pour les entraver et les lier à la défense de ses intérêts sous le couvert de la « défense du droit international », ce qui, dans certains discours de George Bush, apparaît en réalité comme étant la « défense des droits nationaux des Américains ».

Ici apparaît la nature impérialiste de l'ONU où, avec la collaboration de la bureaucratie stalinienne restaurationniste, l'impérialisme américain impose son « ordre » à l'échelle internationale, bloquant les effets de l'embargo et des sanctions contre le régime de l'apartheid et l'Etat sioniste d'Israël alors que l'embargo est transformé en blocus contre l'Irak.

Se débattant dans une profonde crise économique à laquelle ils sont incapables de trouver une issue, la majorité des régimes compradores d'Afrique, face à leur impasse, s'alignent sur l'impérialisme américain qui contrôle le FMI pour tenter d'obtenir en retour le desserrement de l'étau qu'il fait peser sur leurs économies, pour tenter de désamorcer les explosions sociales qui les menacent de disparition. L'envoi d'un contingent de l'armée sénégalaise en Arabie Saoudite en soutien à l'impérialisme américain participe de cette situation.

Au Libéria, l'Etat compradore soutenu jusqu'au bout par l'impérialisme américain s'est totalement effondré, miné par ses contradictions internes avec la constitution de bandes armées qui ont organisé dans ce pays un véritable massacre qui a fait plus de 5 000 victimes innocentes.

Dans cette situation, ce fut l'impérialisme américain qui intervint le premier pour tenter de mettre un terme à la crise

et reconstituer un appareil d'Etat, en envoyant un contingent de marines sous le couvert d'une opération de protection de ses citoyens américains présents dans ce pays.

En réalité, ce fut l'intervention militaire américaine qui prépara, en liaison avec les régimes compradores africains qui leur sont acquis — particulièrement les régimes nigérian et ghanéen —, l'intervention des forces africaines de la CEDEAO.

Les développements de la crise libérienne ouvrent une nouvelle crise entre les régimes africains de la CEDEAO et au sein de l'OUA. Au demeurant, cette institution est actuellement divisée, la Côte-d'Ivoire et le Burkina soutenant la faction de Charles Taylor.

Le principe de la non-ingérence dans les affaires internes d'un pays de l'OUA a été remis en cause.

L'INTERVENTIONNISME AMÉRICAIN : UN FACTEUR DE CRISE DANS LES RAPPORTS DE DOMINATION IMPOSÉS EN AFRIQUE

Plus généralement, les formes nouvelles que prend l'interventionnisme américain dans la situation africaine est un facteur de crise. Ce sont toutes les relations politiques instituées depuis plus de 30 ans qui sont appelées à se modifier. Comme dans toute situation en cours de modification, il y a, il y aura des forces qui résistent et résisteront. Certains régimes, personnalités et forces politiques qui feront les frais des restructurations que tentera d'imposer l'impérialisme américain refuseront de suivre. Il y aura résistance, mais une résistance qui sera avant tout l'expression d'une résistance des masses contre la brutalité de l'interventionnisme américain que nous avons vu à l'œuvre au Vietnam, en Amérique latine, que nous voyons actuellement au Moyen-Orient.

C'est dans cette situation d'ensemble qu'il faut comprendre que la crise de l'économie mondiale qui va s'aggravant

avec les développements de la crise du Golfe va entraîner des conséquences plus que catastrophiques pour les économies africaines déjà laminées par les implications de la dette.

L'augmentation du prix du baril de pétrole, de 18 dollars avant la crise à 40 dollars aujourd'hui, avec des projections de sa hausse spectaculaire à 50 dollars ou plus, ne peut signifier avant tout qu'une aggravation de la crise économique dans les différents pays. C'est tout l'appareil de production et toute l'économie qui se trouveront sous une forme ou une autre paralysés dans les différents pays, comme on a déjà pu le voir ailleurs notamment à Haïti.

La hausse continue et le poids exorbitant de la facture énergétique, portant sur un produit généralement importé et facturé en devises, ne pourra en effet que conduire à une régression de l'activité économique qui à son tour ne pourra qu'avoir des conséquences catastrophiques sur l'endettement, ce qui, par voie de conséquence, servira de prétexte au renforcement de l'austérité.

Ces problèmes se poseront même dans les pays africains producteurs de pétrole, la production et la commercialisation de cette ressource y étant contrôlées par les multinationales qui y organisent un véritable pillage, dépossédant ces pays de son utilisation à la hauteur de leurs propres besoins.

C'est ainsi qu'il faut savoir qu'il y a de cela quelques années, un véritable paradoxe faisait que seulement 10 % du pétrole extrait au Nigeria y étaient raffinés et consommés, le reste de la consommation étant totalement importé !

UNE PROFONDE RESTRUCTURATION DES FORCES POLITIQUES SUR LE CONTINENT

Le tournant actuel met en cause l'ensemble du cadre dans lequel en Afrique les masses populaires ont eu à combattre au cours des dernières périodes. Avec des différences notables, l'écroule-

ment des régimes de parti unique ouvre des possibilités nouvelles dans la construction d'organisations politiques et syndicales indépendantes de l'impérialisme. Même dans les pays où le parti unique existe encore. Par exemple, des militants d'un pays d'Afrique écrivent :

« Aussi face à l'accélération des événements de la lutte des classes, notre groupement ne peut intervenir dans ce cours et mener les tâches de construction que sur l'axe des mots d'ordre d'indépendance et de démocratie, à travers la perspective d'un gouvernement de rupture avec l'impérialisme (gouvernement ouvrier et paysan), seul capable de sauver les masses de la catastrophe engendrée par le capital financier, contre la "charte de développement économique et social" et son "programme d'ajustement structurel" auquel le régime entend poursuivre la soumission des masses travailleuses et de la jeunesse.

La perspective immédiate du Parti des travailleurs comme facteur et condition d'un tel type de gouvernement traduit le rôle central de la classe ouvrière organisant les travailleurs et les forces qui cherchent la voie de l'organisation indépendante. Ce cadre (parti des travailleurs sans patron ni dignitaire) doit aider les travailleurs et la jeunesse dans leur mouvement à opérer la rupture avec le gouvernement d'"unité nationale" et sa "charte d'unité nationale" qui exprime la situation subjective des masses en vue de prolonger, pour le régime, l'application des plans du capital financier.

Les mots d'ordre démocratiques seront au centre de notre activité à travers la question du multipartisme contre la "démocratisation" du parti unique, consacré parti de l'unité nationale par les "différents" régimes que ce pays a connus depuis un quart de siècle alors qu'ils ont toujours été liés idéologiquement et organisationnellement à la bureaucratie stalinienne et qu'ils sont toujours apparus clairement comme des régimes dominés par un groupement "ethnique" traduisant ainsi l'"ethnisme" comme forme de domination de classe de l'Etat bourgeois b. et de soumission aux plans de l'impérialisme. »

Le soulèvement actuel des masses africaines ne fait pas que « reproduire » celui qui, dans les années 1960, avait obligé l'impérialisme à céder sur le ter-

rain de sa domination directe. Le « nationalisme » même radical connaît aujourd'hui une crise directement reliée aux bouleversements mondiaux.

Cela pour une raison très simple. Bien qu'en général les organisations nationales n'étaient pas liées à la bureaucratie de l'URSS, leur position a été en général celle d'une dépendance vis-à-vis du cadre international de celle-ci (à la conception de deux blocs, la bureaucratie faisant partie du bloc des « *forces progressistes* »). A partir de là, ces organisations ont tiré comme conclusion de l'effondrement des régimes bureaucratiques de l'Est qu'il s'agissait d'une victoire historique du capital impérialiste à laquelle il fallait s'adapter.

Le stalinisme, qui avait une place politique dans les années 1950-1960, connaît une crise encore bien plus aiguë que le nationalisme. Non seulement comme force directement liée à la bureaucratie en effondrement, mais parce qu'il a été une composante de structuration des régimes réactionnaires de « parti unique » dans une vingtaine de pays africains.

Ce qui ouvre aujourd'hui la voie à la construction de véritables partis ouvriers, c'est un phénomène nouveau. Certes, la classe ouvrière était présente et a joué un rôle actif dans les combats pour l'indépendance nationale, mais en général elle l'a fait comme composante d'une direction politique bourgeoise ou petite-bourgeoise.

Aujourd'hui, la situation commence à être bien différente. La classe ouvrière, ses syndicats véritables expriment des revendications politiques comme moyen de faire aboutir des revendications indépendantes de la classe ouvrière et des secteurs les plus opprimés pour les rallier au mouvement ouvrier tel qu'il se développe à l'échelle internationale.

Bien entendu il n'y aura pas d'*« automatisme »* ni de processus linéaire vers la construction de véritables partis ouvriers. On n'efface pas en quelques mois 30 ans de dictature dont l'objectif était justement d'empêcher la constitu-

tion du mouvement ouvrier en force politique indépendante.

Ainsi, il est évident que la majorité des organisations qui se constituent dans le cadre de la nouvelle situation, des libertés conquises, sont des partis qui participent du cadre « ancien », c'est-à-dire des organisations qui se sont constituées à partir des éléments de crise et de décomposition des partis uniques ou des Etats inféodés. Leur « démocratie » ne va pas plus loin que la revendication d'une coparticipation à la gestion des plans impérialistes. Ces partis deviennent aujourd'hui les nouveaux représentants de l'impérialisme US et de la social-démocratie. Pour l'impérialisme, il s'agit d'un « multipartisme » contre la démocratie et contre l'existence de véritables partis. Si hier « la nation » était censée être représentée par le parti unique, aujourd'hui elle est censée être représentée par la convocation en toute hâte de « tables rondes », « forums démocratiques » dans lesquels une multitude d'organisations issues en général de segments exclus de l'appareil d'Etat dans le cadre des luttes intestines sont censées représenter « la nation ». Bref, il s'agit d'un « jeu démocratique » dont les limites strictes sont connues à l'avance :

— une « moralisation » de la vie économique qui tient en quelques mots : accélération de la dénationalisation de l'appareil productif, accélération dans le processus de liquidation de toute forme de service public, « apurement » des comptes dans le cadre du remboursement de cette dette qui n'est pas celle des peuples ;

— le refus de la souveraineté populaire sous la seule forme correspondant à la démocratie : Constituante souveraine, gouvernement provisoire responsable devant celle-ci.

Ce cadre englobe ou tente d'englober les syndicats qu'on a tenté de réduire ou tend à les faire exister comme une des « *composantes des forces vives de la nation* ».

A cet égard, la situation a beaucoup évolué au cours des derniers mois. Il est manifeste qu'à des degrés différents

selon les pays, les « centrales uniques » inféodées aux partis au pouvoir sont aujourd'hui l'objet d'une double contestation :

- celle des travailleurs, bien entendu ;
- mais maintenant aussi et pour des raisons diamétralement opposées, les anciennes centrales commencent à être contestées dans leur place par l'impérialisme. Cela pour une raison très simple : la base « économique » de ces centrales était liée à l'existence dans les usines, dans les administrations, d'une couche parasitaire opérant sur la base de l'utilisation à leur profit du Code du travail, surtout de ces articles liés à la protection des « délégués » (dans ce cas, des faux délégués opérant comme police au compte du gouvernement et des patrons).

Aujourd'hui, le FMI et la Banque mondiale exigent la liquidation de toute protection légale à l'égard des délégués :

— contre les vrais délégués issus du combat des travailleurs pour de vrais syndicats ;

— mais aussi contre les « délégués » bureaucratiques qui, dans les usines, les administrations, constituent du point de vue de l'impérialisme « un poids mort ».

Il est évident aujourd'hui que le mécanisme du « pluripartisme » comporte, du point de vue de l'impérialisme, un « volet social » directement lié à la nécessité dans laquelle se trouve celui-ci de détruire le processus vers l'indépendance syndicale.

• D'une part, les syndicats dont l'existence actuelle est liée au combat contre les syndicats d'Etat sont invités à soutenir l'abrogation des lois protégeant les délégués sous prétexte d'en finir avec les anciens syndicats d'Etat.

• D'autre part, ils sont invités à prendre une part active à ce que la Banque mondiale appelle « *programme d'accompagnement social du réajustement* », qui ne sont rien d'autres que des programmes de gestion des licenciements successifs :

« (...) Il est certain que l'ajustement peut aussi avoir, à court terme, des retombées néfastes pour de nombreux

groupes de population vulnérables. En outre, il arrive souvent que la politique économique passée d'un pays et sa situation particulière aient totalement ignoré certaines poches de pauvreté. Pour faire face à ces problèmes, un certain nombre de pays préparent actuellement, et beaucoup d'autres ont déjà mis à exécution, des programmes d'action spéciale axés sur les pauvres, parallèlement à leurs efforts d'ajustement structurel (...).

Le programme relatif aux dimensions sociales de l'ajustement (DSA), lancé en 1987, permet à la Banque d'apporter son soutien à la formulation de tels programmes ainsi qu'à la définition des catégories sociales visées et des domaines dans lesquels il y aurait lieu de mettre en œuvre des stratégies de lutte contre la pauvreté et de renforcer les institutions. A ce jour, 26 pays de la région ont demandé à participer à ce programme.

A Madagascar, par exemple, plusieurs initiatives viennent d'être prises, dont des programmes de recyclage des employés des entreprises publiques qui ont été licenciés, de travaux publics à forte intensité de main-d'œuvre, un programme national de lutte contre le paludisme, des projets pilotes en matière de sécurité alimentaire et la mise en place de services de planification familiale par l'entremise d'organisations non gouvernementales (...). » (Rapport 1989 de la Banque mondiale.)

La nouvelle phase qui s'ouvre sera encore plus sous ce rapport celle de l'organisation, la nécessité pour les masses de constituer leurs représentations de classe indépendantes, tant au plan politique que syndical découlant de la situation comme une nécessité immédiate pour l'organisation du combat vers la victoire.

Ce qui vient de se passer au Congo où la centrale officielle dans un affrontement décisif avec le pouvoir a arraché par la grève générale son indépendance est l'indication réelle de ce qui se prépare.

Il est évident que dans les mois et les années à venir, la "démocratie" portée par des courants ne rompt pas avec l'impérialisme va nécessairement se traduire dans une crise des relations qu'ils

ont pu établir avec les masses. Et que les courants vers l'indépendance syndicale qui ne se seront pas donné les moyens de participer à la construction d'une représentation politique des classes laboureuses se trouveront confrontés aux limites d'une situation qui ne laisse d'autre place aux syndicats que de cogérer les plans d'austérité.

L'exemple du Bénin, celui de la Côte-d'Ivoire, sont là : le mécanisme des « *tables rondes* » a ouvert des fissures dans toutes les organisations syndicales. L'avenir et la forme de ses différenciations seront liés au rythme de la construction de partis ouvriers indépendants, assurant les tâches effectives du combat pour la deuxième indépendance. Comme le font nos camarades d'Algérie. Comme le proposent, par exemple, nos camarades du B. :

« A travers le programme du parti des travailleurs, nous devons mettre en avant le mot d'ordre d'Assemblée nationale constituante qui concentre les aspirations démocratiques du peuple b. élisant lui-même ses représentants, ces derniers étant révocables par les électeurs eux-mêmes. Cette Assemblée rédigera la loi fondamentale du pays (Constitution) et le gouvernement issu d'elle sera responsable seulement devant elle ; et dans ce sens, il est un facteur de résistance à l'impérialisme par la satisfaction des aspirations sociales, nationales et démocratiques des masses.

Ce gouvernement est chargé entre autres mesures de :

— l'annulation des accords conclus avec les institutions financières et puissances impérialistes :

— l'annulation du PAS : le peuple n'a confié aucun mandat aux dignitaires des régimes qui l'ont signé ;

— l'annulation de la dette externe : le peuple n'a contracté aucune dette et n'a rien reçu de ce qu'on lui demande de rembourser : les fonds doivent être affectés au paiement des fonctionnaires, à l'augmentation du prix de la production d'exportation et à la satisfaction des besoins de la population ;

— l'arrêt des privatisations et l'interdiction de licenciements : nationalisation sans indemnisation ni possibilité de rachat des monopoles, de toutes les sociétés d'économie mixte, de tou

tes les entreprises privatisées, de toutes les banques, de toutes les ressources minières ;

- l'annulation du projet des filières privées du café, du thé, du coton ;
- la mainmise de l'Etat sur le commerce extérieur ;
- l'indexation des salaires sur le coût de la vie ;
- l'égalité des droits entre les hommes et les femmes ;
- le rapatriement de tous les biens des dignitaires du régime B. »

Face à la nouvelle donne qui dégagera des processus aux développements contradictoires, il nous faut avancer dans la politique de construction de l'Internationale sur le continent. Les conditions de développement de ce travail sont comme la situation politique internationale elle-même en complet bouleverse-

ment. C'est de notre capacité à préciser correctement à chaque moment les inflexions tactiques nécessaires sur notre perspective stratégique de reconstruction de la IV^e Internationale que nous arriverons à gagner la construction de Partis des travailleurs à influence de masse nécessaires à la victoire dans chaque pays.

Tel est l'enjeu de la discussion qui doit se poursuivre dans le cadre de la préparation de la Conférence mondiale ouverte dont l'importance est plus que jamais décisive.

Texte rédigé par Malcolm Bagayako et Miguel Cristobal, approuvé dans sa ligne générale par le Secrétariat international de la IV^e Internationale-CIR

Pour rester communiste, je suis devenue trotskyste

Par Marika KOVAKS

Nous reproduisons ci-dessous l'intervention de la camarade Marika Kovaks à l'occasion de la Journée d'étude organisée le 29 septembre à Paris pour commémorer le cinquantième anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky.

Jeune étudiante en 1956, j'ai quitté mon pays en fin d'année, car le parti que je croyais communiste, nous a trahis, a trahi l'aspiration de tout un peuple.

J'ai quitté la Hongrie après la deuxième intervention des troupes de la bureaucratie stalinienne du Kremlin pour écraser la révolution hongroise des conseils ouvriers et chasser du pays des dizaines de milliers de jeunes, d'ouvriers et d'intellectuels révolutionnaires.

Les troupes ont encerclé et arrêté les représentants mandatés du conseil ouvrier du Grand-Budapest, réunis avec l'état-major de l'armée soviétique pour décider des modalités et des délais du retrait de l'armée d'occupation de la Hongrie, celle-là même qui a assassiné des combattants de 1956, démantelé les organisations indépendantes des ouvriers, du peuple entier et emprisonné les dirigeants et militants de la révolution.

Je disais tout à l'heure l'armée soviétique, j'aurais dû dire : les bras armés de la bureaucratie du Kremlin, qui sont restés, d'ailleurs, en Hongrie, jusqu'à nos jours.

Pour venir au bout de cette révolution d'octobre, le Kremlin était obligé d'envoyer des unités spéciales des lointaines républiques et rappeler les soldats stationnés en Hongrie depuis longtemps qui avaient eu l'occasion de constater la nature de la révolution, souvent même de fraterniser avec la jeunesse, avec le peuple en arme.

Ce fut le cas le 25 octobre 1956, deux

jours après le commencement de la révolution, lors du déboulonnement de l'énorme statue de Staline ; une manifestation silencieuse de plusieurs dizaines de milliers se dirigeait vers la place Kossuth, qui se trouve derrière le Parlement, pour exiger la libération des dirigeants emprisonnés depuis le 23 octobre et la parution devant les manifestants d'Imre Nagy. En arrivant sur la place, nous nous sommes trouvés en présence de plusieurs chars soviétiques. Je suis montée sur un des chars, plusieurs de mes camarades m'ont suivie et en quelques secondes tous les chars furent envahis de manifestants. J'étais en train de distribuer des tracts en russe adressés aux soldats pour expliquer qui nous étions, pourquoi nous nous battions, pourquoi il fallait retirer l'armée soviétique de la Hongrie, etc., quand, du toit du bâtiment du ministère de l'Intérieur qui se trouvait contre la place Kossuth, la police politique AVO a tiré sur nous. Les tankistes soviétiques, sans hésitation, ont fait tourner les canons dans la direction d'où venaient les coups de feu et ont riposté. En deux minutes, 80 jeunes furent étendus, tués ou blessés par les balles de la police politique.

Dans tout le pays, des scènes de fraternisation se sont déroulées entre des soldats soviétiques stationnés en Hongrie et des combattants ; des radios libres d'alors ont informé l'opinion publique de ces fraternisations : « *Quand on voit des combattants de 12, 14 ans, il ne peut pas y avoir contre-révolution.* »

Donc, ces unités-là devaient être changées et remplacées par d'autres. Ainsi le 4 novembre, il y a eu une deuxième intervention armée de la bureaucratie. Les soldats envoyés contre les ouvriers et les jeunes cette fois-ci parlaient peu le russe, et comme j'ai pu le constater, au bord du Danube, ils pensaient être près du canal de Suez pour combattre l'impérialisme français et anglais.

Le lendemain des événements du 25 octobre, partout dans le pays, les ouvriers, les étudiants, les intellectuels, les paysans ont commencé à constituer leurs conseils. Les conseils ouvriers agissaient dans les usines, dans les mines, dans les quartiers ouvriers, organisant la protection des usines et des mines, des piquets de grève, la sécurité des quartiers... Dans les universités, les étudiants avec leurs professeurs ont constitué les conseils d'université, ont organisé la distribution des armes, celle de la nourriture. La nourriture était acheminée depuis des villages, accompagnée par des paysans, de telle façon que nous, dans les universités, n'avons jamais été aussi bien nourris que pendant cette révolution.

Mais un problème fondamental n'a pas été résolu. Un conseil national, comme organe de pouvoir, n'a pas été constitué, et quand, après de longs débats, les conseils ouvriers voulurent former ce conseil national, il était trop tard. Pourtant, pendant une courte période, dans les faits, existait une situation de double pouvoir entre l'état-major de l'armée soviétique et le Conseil du Grand-Budapest.

Il est significatif que même aujourd'hui, les différentes forces libérales, alternatives, « démocratiques », veulent empêcher la formation de conseils ouvriers en tant que force politique. Dans les usines, depuis l'automne de l'année dernière, on organise des conseils ouvriers (ni syndicat, ni organisation politique) comme « partenaires légitimes » pour la privatisation. Dimanche dernier, le 23 septembre, s'est réuni à Budapest le I^e Congrès de ces conseils ouvriers pour entériner l'unification de trois conseils nationaux.

Les conseils ouvriers ont des traditions importantes en Hongrie. A chaque étape capitale du mouvement révolutionnaire, des conseils ouvriers se sont constitués : en 1919, dans la situation ouverte par Octobre 1917 s'est constituée la République des conseils ; en 1945, pour faire face au désastre laissé par la Deuxième Guerre mondiale ; en 1956, pour veiller aux acquis, pour une société socialiste : « *Nous ne rendrons ni les usines, ni la terre !* », pour le retrait de l'armée soviétique, contre les valets hongrois de la bureaucratie du Kremlin, contre les Rákosi, Gerö, contre l'AVO (police politique).

Le parti stalinien, dit Parti ouvrier socialiste hongrois, ainsi que le régime qu'il a instauré en Hongrie, dans les pays « frères », n'était ni communiste ni socialiste. Il a usurpé ces appellations. Il était une caste privilégiée, étrangère aux travailleurs, au peuple qu'il prétendait diriger. Il a mené l'économie de ces pays à la catastrophe, sous l'ordre du Kremlin, qui a instauré l'ordre de Yalta, l'alliance avec l'impérialisme afin de diviser l'Europe, a organisé le découpage des pays et a distribué des régions habitées par plusieurs nationalités ou renforcé les découpages antérieurs à tel ou tel Etat, aggravant à l'extrême la situation des minorités nationales.

C'est ainsi que la Macédoine est découpée en quatre et attribuée à quatre Etats différents, que le Kosovo fait partie de la République serbe (57 % de la population albanaise du Kosovo et 80 % de jeunes sont au chômage), qu'il y a des minorités hongroises en Roumanie (Transylvanie), en Slovaquie, en Yougoslavie, en URSS, et même en Autriche.

Cette situation exige du prolétariat de l'est de l'Europe qu'il résolve la question nationale, qui pose la question de la Fédération des pays balkaniques et de la Fédération des pays danubiens, pour lesquelles il y a eu des tentatives dans l'histoire des pays concernés.

1956 fut une étape dans la mobilisation des travailleurs des pays de l'Est. C'était la suite de juin 1953 à Berlin, la démonstration vivante de la solidarité avec le mouvement du peuple polonais

en 1956 ; il précédait la mobilisation des années 1960 en URSS, puis en Tchécoslovaquie en 1968, en Pologne en 1970-1971, en 1976-1977 et en 1980. (Cet été, en Bulgarie, dans la capitale et dans un petit village, un intellectuel et un ouvrier agricole ont exprimé leur hommage au peuple hongrois qui a réalisé la révolution de 1956, « car sans 1956, nous ne serions pas là aujourd'hui ».) Tous ces mouvements, ceux de l'année dernière en Tchécoslovaquie, en Allemagne de l'Est ont abouti à la chute du Mur de Berlin. La chute du mur est l'expression physique, palpable de la faillite du stalinisme, qui, démasqué, apparaît tel qu'il a toujours été, le meilleur auxiliaire de l'impérialisme américain. C'est la fin de l'ordre de Yalta, la libération de toutes les énergies contenues des peuples, la possibilité d'appartenir à une Europe unie des travailleurs.

Nous ne sommes actuellement qu'au début d'un processus complexe et contradictoire. Le stalinisme est battu, les travailleurs, les peuples veulent la liberté, la démocratie politique et sociale ; ils veulent mieux vivre, aspirent aux conquêtes que les travailleurs à l'Ouest ont obtenues, mais ils ne veulent pas être licenciés, ne veulent pas la privatisation des principales entreprises, des terres. Ils veulent accéder aux soins médicaux sans pot-de-vin, à la protection sociale, protection de la mère et de l'enfant ; ils veulent aussi des logements décents, l'instruction accessible pour tous à tous les niveaux...

Certes, ce n'est pas la préoccupation ni de l'ancienne ni de la nouvelle nomenklatura, du gouvernement. Sur la base de l'écrasement de 1956, la nomenklatura de Kadar a conduit la Hongrie dans une impasse économique, sociale et politique ; cependant, elle a accumulé des priviléges énormes. Depuis 1982, cette politique a appauvri complètement le pays, l'a endetté auprès du FMI de plus de 20 milliards de dollars et a enrichi les nomenklaturistes.

Actuellement, c'est ce qu'exprimait un militant hongrois aux Journées d'études du mois de février, le danger qui existait de voir les anciens tenants du pouvoir

politique devenir une force économique par l'accaparement des entreprises d'Etat est devenu réalité.

Les anciens nomenklaturistes avec le nouveau gouvernement préparent la privatisation. Le 11 novembre, *Hagyár Nemzet* (journal à grand tirage) titrait « *La tâche la plus importante qui se dresse devant le pays est la privatisation* » :

« (...) Pour les investissements extérieurs le pays accorde depuis plusieurs années des avantages attrayants pour le capital étranger. Mais cela n'est pas encore suffisant, il faut continuer à simplifier les juridictions, à réformer le système de comptabilité des entreprises (...) »

A la mi-septembre, dans *Talozó*, on pouvait lire : « *La terre appartient à ceux... qui l'achètent...* » Les entrepreneurs incitent des personnes âgées à redemander la terre qui leur appartenait avant l'organisation des coopératives afin de la leur acheter à bas prix et constituer des KFT (sociétés à responsabilité limitée).

Ou encore : « *On ne voit pas la fin du tunnel.* » La question se pose dans l'agriculture : qui va récolter l'année prochaine ? Celui qui a semé ou quelqu'un d'autre ?

Le ministre hongrois de la Justice a déclaré, il y a quelques jours, devant le Conseil de l'Europe :

« Le but essentiel (en Hongrie) est de restaurer le système de l'économie de marché. Dans ce but un changement économique est indispensable. Changement qui réglera d'une façon sévère la politique financière, renforcera l'orientation de l'économie vers l'extérieur, instaurera la liste des articles dont l'exportation sera limitée et libérera les importations, élargira le cercle des prix libres et arrêtera la majorité de la subvention d'Etat... »

Le ministre a, en même temps, rassuré le Conseil de l'Europe en déclarant que, en Hongrie, on continue l'élaboration de textes juridiques pour garantir l'exercice des droits fondamentaux de l'homme.

Dans la société hongroise d'aujourd'hui, prolifèrent la maffia, la prostitution, mise en place par les affaristes, les

nomenklaturistes. Mais la grande majorité de la population ne veut pas la mafia, la prostitution, le bradage de l'économie par les nouveaux riches, l'accroissement des sans-abri, des nouveaux pauvres ; c'est ce qui ressort des résultats des élections. Tout le monde est conscient en Hongrie que la rue n'a pas dit encore son mot.

Nous ne nous sommes pas battus en 1956 pour un tel changement !

Moi, je suis restée fidèle à mes engagements de jeune étudiante communiste,

je suis restée communiste ; c'est pourquoi je suis aujourd'hui trotskiste, militante de la IV^e Internationale (CIR) et je combats pour la constitution d'une Internationale ouvrière. De cette tribune, je rends hommage à tous ceux qui sont tombés en 1956, à tous ceux qui, victimes du stalinisme, ont terminé leur vie dans les prisons, dans les camps, en Hongrie et dans les autres pays. Hommage à toutes les victimes du stalinisme.

Marika Kovaks

Cinquantième anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky

Par Luis ZAPATA

SUR TROTSKY AU MEXIQUE

A l'occasion du 50^e anniversaire de l'assassinat de Trotsky, on a assisté dans la presse officielle à une multiplication d'articles sur ce grand révolutionnaire, fondateur de la IV^e Internationale. Nombre de ces articles ont été écrits pour déformer son action et sa pensée.

C'est ainsi que dans le journal le *Perfil de la Jornada* du 20 août est paru un article signé par Carlos Laguna Zavala, qui prétend faire croire au lecteur que Trotsky aurait été « *le prophète de la perestroïka* », de la politique de Gorbatchev de privatisation de l'économie soviétique. Il s'appuie pour cela sur un extrait du livre de Trotsky publié en 1936 et intitulé *La Révolution trahie*, citation qu'il présente de la façon suivante :

« Que le lecteur intéressé juge et compare, qu'il mette en balance les lignes suivantes écrites par Trotsky en 1936, avec ce qui se fait, ce qui se dit et ce qui s'écrira aujourd'hui en l'an V de la perestroïka, dans l'URSS de Gorbatchev. »

Ainsi le lecteur doit comparer avec la perestroïka ce qu'écrivait Trotsky :

« Supposons que la bureaucratie soviétique soit chassée du pouvoir par un groupe révolutionnaire qui aurait toutes les qualités du vieux parti bolchevique mais qui s'est enrichi de l'expérience mondiale des derniers temps. »

La première conclusion que devrait tirer le lecteur est que le groupe de Gorbatchev serait ce « groupe révolutionnaire » auquel se réfère Trotsky.

« Après la chute de la bureaucratie, écrit plus loin Trotsky, le prolétariat réa-

liserait dans l'économie des réformes extrêmement importantes sans que soit nécessaire une nouvelle révolution sociale. »

Seconde conclusion : ces très importantes réformes seraient celles-là mêmes entreprises par le groupe de Gorbatchev dans le cadre de la perestroïka.

Conclusion finale : Trotsky est le prophète de la perestroïka.

Cette position n'est cependant pas l'exclusivité de Lagunas Zavala. Il la partage avec Manuel Aguilar Mora, dans son article publié dans *La Jornada Semanal* du 12 août 1990 et intitulé *Morale et politique révolutionnaire de Trotsky*. Il écrit :

« Le tournant qui l'a porté (*Trotsky*) à l'actualité la plus palpitante a été le lancement de la perestroïka par Mikhaïl Gorbatchev en Union soviétique en 1985. »

Plus loin, il ajoute :

« Aujourd'hui, qui se réclame du « vainqueur », Staline ? Pas même ses propres héritiers qui sont encore sans aucun doute nombreux, mais qui se cachent pour survivre derrière le réformisme de Gorbatchev, en attendant des temps meilleurs pour lancer la contre-offensive. Bien sûr, il existe des dinosaures francs et maladroits qui ont, il faut le reconnaître, le courage de se réclamer de leur « stalinisme ». »

Cela voudrait dire alors que Gorbatchev et son groupe ne sont pas staliniens et qu'ils seraient au contraire en train de combattre pour chasser la bureaucratie, laquelle est comparée à des dinosaures par Aguilar Mora.

Or il se trouve qu'à la différence de Lagunas Zavala, Aguilar Mora est dirigeant du PRT, organisation qui s'est réclamée jusqu'à présent du combat de Léon Trotsky.

DERRIÈRE LA BUREAUCRATIE, LA COURROIE DE TRANSMISSION DE L'IMPÉRIALISME

Aguilar Mora n'invente certes rien. Sa position est celle du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale (organisation dont le PRT est la section mexicaine), développée surtout par Ernest Mandel, son principal dirigeant. Voyons plutôt :

Dans une récente interview qu'il a accordée en tant que « dirigeant de la IV^e Internationale » au journal belge *La Wallonie*, publié par les syndicalistes de la FGTB de Wallonie (Belgique), sous le contrôle de la direction du PS belge, Mandel a déclaré :

« Trotsky était l'adversaire numéro un de la bureaucratie et de l'appareil du parti et pour lui, tout le mal venait de l'usurpation du pouvoir par un appareil nommé d'en haut et échappant à tout contrôle du parti et de la société. Ce diagnostic est, actuellement, partagé par de nombreuses personnes en URSS, bien plus qu'en 1987. C'est presque la thèse officielle de Gorbatchev, et c'est pourquoi Gorbatchev se prononce dès maintenant, comme Trotsky à la fin de sa vie, pour le pluripartisme, pour la destruction du monopole de l'appareil du Parti communiste. Ce sont ces questions qui ont dominé le récent congrès du PCUS, bien plus que celles de la stratégie économique, lesquelles sont purement secondaires dans ces conditions, étant donné que, l'expérience l'a montré, si vous avez un appareil tout-puissant, il peut changer la politique économique du jour au lendemain. »

Mais, n'est-ce pas là la négation même du combat de Léon Trotsky pour le renversement de la bureaucratie stalinienne usurpatrice du pouvoir en URSS ?

En effet, en 1933, Trotsky, qui avait combattu, qui avait fondé l'Opposition de gauche au sein de l'Internationale

communiste (IC) pour corriger le cours suivi par l'URSS et l'IC sous la conduite de Staline, a conclu, après la défaite du prolétariat allemand face au nazisme à cause de la politique de Staline et de la direction du Parti communiste allemand, que la bureaucratie stalinienne au pouvoir en URSS et dans l'IC était passée du côté de la défense de l'ordre bourgeois (de même que la II^e Internationale en 1914 avec sa politique de soutien aux bourgeoisie impérialistes lors de la Première Guerre mondiale) et que, donc, le combat pour la réformer avait touché à sa fin. Seul le renversement révolutionnaire de la bureaucratie pouvait remettre l'URSS dans la voie du socialisme. Dès lors, Trotsky consacra le reste de sa vie à la construction d'une nouvelle Internationale ouvrière, la IV^e Internationale, qu'il a fondée en 1938, et dont la section en URSS devait jouer un rôle important.

Peut-on alors défendre Gorbatchev tout en se réclamant de la IV^e Internationale ? Ernest Mandel et le Secrétariat unifié, le PRT, sa section au Mexique, le font, ils peuvent le faire. Cependant, leur référence à Trotsky est totalement frauduleuse. Pour expliquer pourquoi, il est nécessaire de comprendre la signification de la perestroïka et de la comparer, en effet, avec la caractérisation que faisait Trotsky de la bureaucratie stalinienne comme « *courroie de transmission de l'impérialisme en URSS* ».

LA MAISON DE LÉON TROTSKY FERMÉE

Mais ce n'est pas là une polémique sur le terrain des idées. Le caractère restauracioniste de la bureaucratie, vérifié aujourd'hui dans toute son ampleur, amène ceux qui font de la bureaucratie leur point de référence à en tirer les « *conclusions politiques pratiques* ». Ainsi, le 20 août, à Mexico, le gouvernement mexicain a décidé de fermer la porte d'accès à la maison de Léon Trotsky et de l'annexer à l'Institut du droit d'asile et des libertés publiques.

Diverses personnalités étaient présentes à l'inauguration de l'Institut, qui coïncidait avec le 50^e anniversaire.

« La cérémonie était présidée par Manuel Camacho Solis, Victor Flores Olea, président du CNCA, Javier Barros Velero, secrétaire adjoint aux relations extérieures, Oleg Darusenkov, ambassadeur d'Union soviétique... Parmi les invités (se trouvaient) le politologue Ernest Mandel, Pierre Broué... » (*El Universal*, 21 août 1990.)

Qui est Camacho Solis ? Administrateur de la ville de Mexico désigné par Salinas, lui-même devenu « président » du Mexique, grâce à une monumentale fraude au lendemain des élections du 6 juillet 1988.

Camacho Solis, membre du gouvernement d'un Etat dans lequel plus de cent dirigeants syndicaux et populaires ont été assassinés par la police durant les deux dernières années. Membre d'un gouvernement sous lequel José Ramon García Gómez, alors militant du PRT, a disparu et dont on ne sait toujours rien à ce jour.

Qui est Oleg Darusenkov ? Il est membre de la nomenklatura formée par

Staline, l'assassin de milliers de bolcheviks, l'assassin de Trotsky.

Et qui accompagnait ces messieurs ? Le politologue Mandel, l'historien Broué, les dirigeants du PRT qui, par leur présence, apportaient un gage de « démocratie » au gouvernement assassin de Salinas qui ose se parer des termes de démocratie et d'asile. Courir derrière Gorbatchev a pour conséquence logique l'apport d'un soutien personnel et politique aux gouvernements réactionnaires des différents pays.

Ce n'est pas dans cette cérémonie qu'a été rendu hommage à la vie et à l'œuvre de Léon Trotsky. Ce fut dans les réunions tenues par les militants sur quatre continents qui préparent la Conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale (CIR), ainsi qu'une Conférence mondiale ouverte pour l'Internationale ouvrière avec toutes les organisations, travailleurs, intellectuels, y compris journalistes, qui se sont saisis de cet événement pour approfondir leur connaissance de l'œuvre de Trotsky et l'actualité de sa pensée.

Luis Zapata

Oskar Hippe (1900-1990)

Par Jacqueline BOIS

Avec Oskar Hippe, qui est mort le 13 mars dernier, à quelques jours de son 90^e anniversaire, c'est sans doute le dernier survivant de la fondation du trotskysme en Allemagne qui disparaît. Du Spartakusbund à la IV^e Internationale, il en a incarné la continuité, sans jamais renier ses convictions et son engagement de militant révolutionnaire marxiste, même dans les geôles nazies — où il a passé plus de deux ans — et dans les geôles staliniennes — où il a passé huit ans.

Il était né dans une petite ville de Saxe, non loin de Halle et de Leipzig, le 1^{er} avril 1900. Douzième enfant d'une famille d'ouvriers, il a été apprenti dès l'âge de 14 ans. Ouvrier métallurgiste, il a été amené par les vicissitudes de la vie militante — listes noires patronales, illégalité, etc. — à exercer les métiers les plus inattendus. C'est en tant qu'ouvrier du cadastre de Berlin qu'il prendra sa retraite.

Le 1^{er} mai 1916, en pleine Première Guerre mondiale, il participe à la manifestation contre la guerre avec Karl Liebknecht sur la place de Potsdam à Berlin. Dès 1916, il rejoint la Ligue Spartakus.

Début 1917, il milite activement dans la grève des usines de munitions. Licencié, il retourne dans sa région natale, en Saxe.

En 1918, il est mobilisé et c'est sur le front belge qu'il participe à la formation des conseils de soldats, aux désertions massives. Il rejoint Berlin et s'engage activement dans la révolution en Allemagne. Il prend part à la fondation du Parti

communiste allemand en décembre 1918-janvier 1919.

C'est aussi en janvier 1919 qu'il connaît sa première arrestation pour avoir participé à une opération montée pour libérer un dirigeant de conseil ouvrier.

En 1920, il prend une part active, en Saxe, à la défaite du putsch de Kapp, grâce à la réalisation du Front unique ouvrier. Il est l'un des premiers organisateurs des Jeunesses communistes et délégué des J.C. au congrès d'unification de l'USPD (Parti social-démocrate indépendant) et du PCA en novembre de la même année.

Quand, en mars 1921, le PCA lance l'appel à l'insurrection, ce qu'on a appelé « *l'action de mars* », il est dans les Centuries prolétariennes qui combattent les forces armées envoyées par le gouverneur social-démocrate Hoersing. Avec ses camarades, il se retrouve retranché dans les usines de Leuna, bombardées. La répression frappe, le PCA est illégal, Oskar Hippe est arrêté, mais réussit à s'enfuir et rejoint la Ruhr avec de faux papiers. Ayant été amnistié, il retourne en Saxe et c'est là qu'il a vécu la défaite sans combat de 1923 qui marqua la fin de la révolution allemande. Lui-même se retrouve une fois de plus chômeur et repart pour Berlin.

Il rejoint dès le début l'Opposition de gauche dans le Parti communiste allemand et les positions de Trotsky.

En 1926, il épouse une jeune ouvrière militante syndicale dans la métallurgie, Gertrude Mankowski, qui adhère aussi au PCA. Elle sera la compagne militante de toute sa vie. En 1934, elle passa plu-

sieurs mois dans les prisons de la Gestapo et gardera toute sa vie des séquelles des tortures subies. Elle est morte en février de cette année, un mois avant son compagnon.

Oskar Hippe passe cinq mois en prison pendant l'hiver 1926-1927 : ses « camarades » du PC n'ont rien fait pour l'en faire sortir, puisqu'il est connu comme opposant de gauche !

En 1928, il est cofondateur du Lenibund où se regroupe l'Opposition de gauche et qui compte alors huit mille membres.

En janvier 1929, il est exclu du Parti communiste allemand.

Quand, en 1929-1930, une crise éclate dans le Lenibund entre une majorité autour de Urbahns, pour qui l'Union soviétique n'est plus un Etat ouvrier, et une minorité d'accord avec les analyses de Trotsky, Oskar Hippe se range du côté de Trotsky. Il sera membre de la direction de l'Opposition unifiée de gauche (Vereinigte Linke Opposition) — bolchevik-léninistes — qui deviendra en novembre 1933, quand les trotskystes s'orienteront vers la fondation d'une nouvelle Internationale, l'I.K.D. (Internationale Kommunisten Deutschlands).

Oskar Hippe dirige à Berlin-Charlottenburg un des groupes les plus nombreux : une centaine de membres.

Arrêté une première fois en février 1933, après la prise de pouvoir de Hitler et relâché, il refuse d'émigrer comme le demande la direction allemande. Il est un des rares dirigeants trotskystes allemands à rester dans le pays où il réussit à continuer de faire vivre l'organisation.

Arrêté en 1934 et torturé par la Gestapo, il est envoyé au pénitencier de Luckau.

Libéré en 1936, il reste sous surveillance policière. De plus, il est chômeur et sans logement. Mais il reprend quand même avec prudence son activité militante. Les réunions de la direction nationale clandestine ont lieu dans sa cabane d'un jardin ouvrier de Berlin-Spandau où sa femme et lui ont finalement trouvé un abri.

Bientôt ils perdent le contact avec le Secrétariat international et c'est seule-

ment en janvier 1941 qu'ils ont confirmation, par un numéro de décembre de l'organe clandestin *Unser Wort* qui leur parvient de Suisse, de l'assassinat de Trotsky en août 1940.

Oskar Hippe réussit à retrouver du travail comme mécanicien-ajusteur dans une grande entreprise du bâtiment qui l'envoie dans une petite île de la Baltique, Riems (non loin de Greifswald, dans l'ex-RDA, depuis connue pour sa centrale atomique au fonctionnement et aux accidents inquiétants).

Il peut revenir de temps en temps pour quelques jours à Berlin et militer. C'est ainsi qu'en 1943, au moment de la bataille de Stalingrad, son groupe trotskyste diffuse un tract et fait des inscriptions sur les quais du Landwehrkanal : « *Le fascisme a subi sa première défaite. Arrêtez la guerre !* »

De retour à Berlin définitivement en novembre 1943, il reprend son activité syndicale en secteur soviétique d'occupation dès 1944 et reconstitue le groupe trotskyste de Berlin de l'I.K.D. Ils sont une cinquantaine de membres.

En avril 1947, il commence un travail politique dans sa région natale, en Saxe, qui est maintenant en zone d'occupation soviétique : un groupe est formé à Merseburg, un autre à Weissenfels et un troisième dans les usines de Leuna, ainsi que plusieurs groupes dans la région minière et industrielle de Mansfeld. La centralisation a lieu à Halle.

C'est là qu'il est arrêté en 1948 par le NKVD et interrogé par des officiers russes. Après six semaines, il est transféré à Berlin où les officiers russes continuent à l'interroger pendant sept mois et huit jours, souvent douze à seize heures d'affilée.

Quand, finalement, l'officier russe lui montre son dossier : des piles de journaux, dont *Die Internationale*, organe de la IV^e Internationale, et des tracts trotskystes, Oskar Hippe renonce à se présenter comme un brave démocrate socialiste et défend ouvertement le trotskysme contre le stalinisme. L'officier russe lui dira : « *On peut vous casser, Hippe, on ne peut pas vous faire plier.* »

Il est condamné à vingt-cinq ans de détention pour « activité antisoviétique » et « constitution illégale de groupement politique ». Envoyé à la tristement célèbre prison de Bautzen, il restera un an sans nouvelles de sa femme et elle de même.

En 1955, il est envoyé dans un camp de détention de la Stasi (2) à Hohen-schönhausen. En fait, il réclamait depuis la fondation de la RDA en 1949 la révision ou l'annulation de sa condamnation par les autorités d'occupation russes. La Stasi essaiera de le recruter, lui et sa femme, comme agents, avant de le libérer en 1956.

Ironie du sort, c'est seulement après une dernière semaine de détention à la prison de Luckau qu'il sera libéré, celle-là même où il avait « séjourné » sous le régime nazi.

C'est alors qu'il apprend qu'il y a eu une scission dans la IV^e Internationale. Il va discuter à Cologne avec G. Jung-class, représentant « officiel » du Secrétariat international. Hippe est en désaccord avec l'*« entrisme sui generis »* dans le SPD, qui implique la dissolution de l'organisation trotskyste et avec les siècles de transition bureaucratique que prédit Pablo. Aussi rejoint-il le Comité international.

Mais à partir de 1963, le S.I. prétendra la IV^e Internationale réunifiée et Oskar Hippe, tout en maintenant le contact avec le mouvement trotskyste, ne cessera de défendre la thèse de l'unité des trotskystes et restera pour sa part en dehors des différentes organisations, tout en apportant son concours et son soutien politique à tel ou tel groupe, de jeunes en particulier.

Il était devenu militant à la gauche du parti social-démocrate, qu'il quitta en 1968 après que celui-ci eut voté les lois sur l'état d'urgence.

Il a continué jusqu'au bout à suivre avec passion l'actualité politique. Il manifestait les plus vives inquiétudes quant au cours de restauration capitaliste suivi par Gorbatchev en URSS, mais la chute du Mur de Berlin à la suite de la mobilisation ouvrière et populaire en

RDA n'a pas suscité non plus une joie sans mélange chez lui. C'est avec un certain étonnement que nous sommes quelques-uns à l'avoir entendu, à la mi-novembre 1989, parler de Leipzig comme d'un centre de la « contre-révolution » (2).

Il avait participé, en tant que témoin et acteur historique de l'événement, à une émission de la télévision berlinoise lors de l'anniversaire du putsch de Kapp. Cette émission fut retransmise à la date anniversaire, le 13 mars, et Oskar Hippe tint à la suivre et dut constater qu'on avait supprimé dans son intervention tout ce qui lui paraissait le plus important, ce qui le fâcha énormément. Il se recoucha ensuite sur son lit d'hôpital pour ne plus se réveiller...

Sa vie s'est confondue pendant des décennies avec la difficile recherche par le prolétariat international des voies de son émancipation. En toutes circonstances, sous le nazisme comme devant les sbires staliniens, il est demeuré inflexible, refusant d'abdiquer ses convictions et sa dignité d'homme, agissant selon sa conscience quoi qu'il advienne.

Son autobiographie, publiée en Allemagne en 1979, est parue en France aux éditions La Brèche en 1985 sous le titre *Et notre drapeau est rouge. Du Spartakusbund à la IV^e Internationale* (3).

Avoir montré, à travers tous les événements historiques traversés, traités en acteur, en militant, en ouvrier engagé, à quel point le trotskysme constitue pour lui l'héritage naturel, légitime, du combat révolutionnaire des II^e et III^e Internationales, tel n'est pas le moindre mérite de celui qu'un social-démocrate de gauche désignait dans les années 1960 comme « la conscience en permanence » (4).

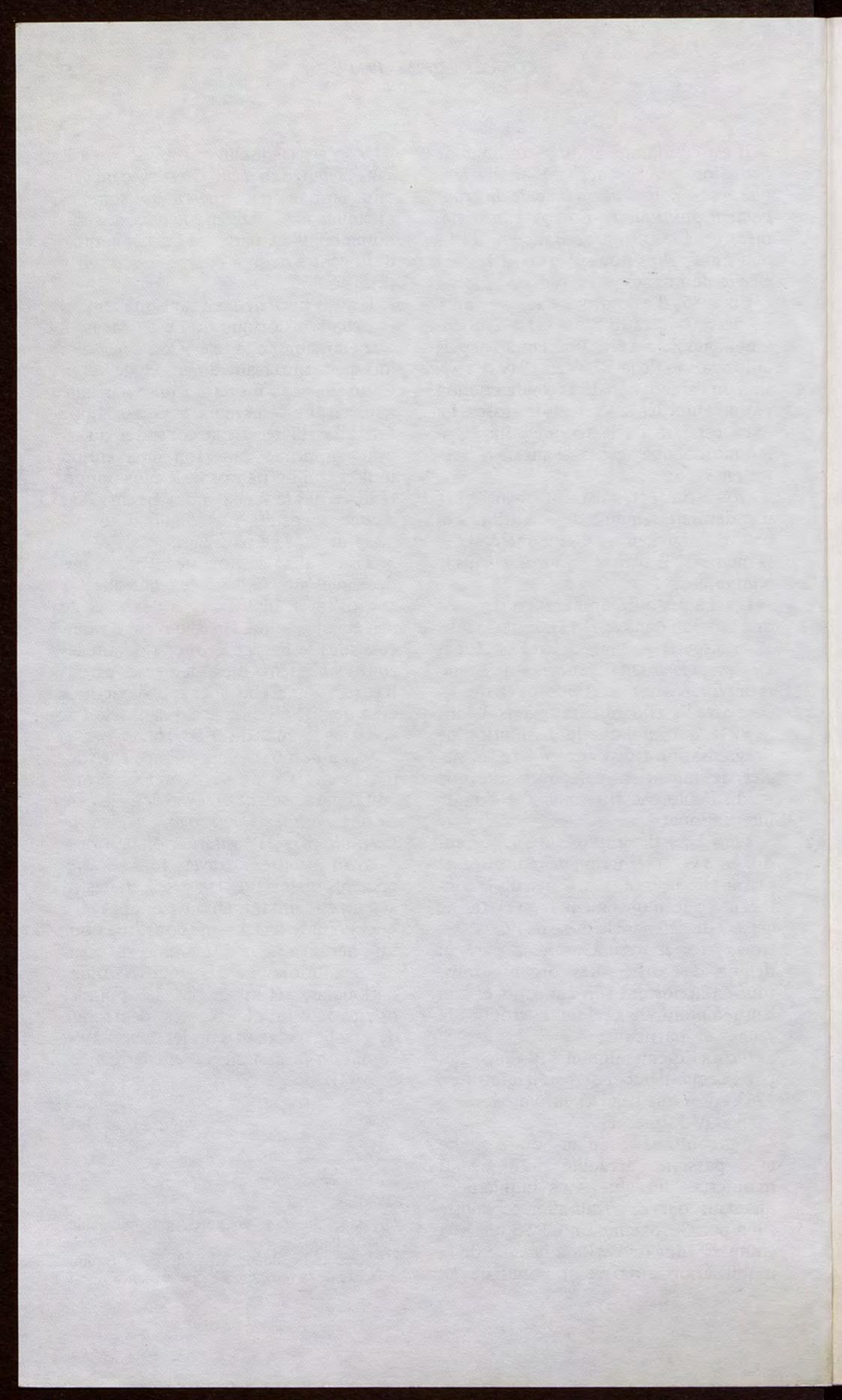
Jacqueline Bois

(1) Témoignage personnel.

(2) Idem.

(3) Avec quelques coupures plus ou moins significatives !

(4) Formule décalquée, bien sûr, de la formule marxiste de la révolution en permanence.



Rédaction, administration et correspondance
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Directeur : Pierre Lambert

Comité de rédaction : François Forgue, Daniel Gluckstein,
Warner Uhde, Frank Arnold, Raul Gomez, Joao Alfredo Luna,
Andreu Camps, Jean-Jacques Marie, Didier Tounkara,
Marc Gauquelin, Miguel Cristobal, Malcolm Bagayako.



Commission paritaire : n° 66926